

# FLAMININUS

ET LA

## POLITIQUE ROMAINE EN GRÈCE

(198-194 AV. J.-C.)

### I. — *Débuts de Flamininus en Grèce. Entrevue de l'Aoüs. Défection de la ligue Achéenne (été-automne 198).*

En 200, le peuple romain, réuni en ses comices, avait déclaré la guerre au roi de Macédoine, Philippe. Une armée consulaire avait débarqué en Illyrie. Pendant deux années (200-198), les opérations, dirigées successivement par P. Sulpicius Galba et P. Villius, s'étaient poursuivies sans amener de résultats décisifs. Tout allait changer avec l'arrivée d'un nouveau général en chef, un des deux consuls de l'année, T. Quinctius Flamininus. Dès l'été de 198, quelques mois à peine après son entrée en charge, Flamininus arrivait à Corcyre, prenait le commandement de l'armée et arrêtait son plan de campagne.

Si la guerre jusque-là était restée indécise, la faute en était, non à la politique romaine, non à l'incapacité des chefs, mais uniquement au plan adopté. D'Apollonie, sur la côte Illyrienne, ville qui était le quartier général de l'armée, deux routes menaient en Macédoine : l'une directe par la vallée de l'Aoüs et la Thessalie, l'autre plus longue par la Dassarétie, la Lyncestide et l'Eordée ; c'est cette seconde qu'avait suivie P. Sulpicius Galba, et P. Villius ne s'était pas encore décidé lorsqu'arriva son successeur.

Le chemin de la Lyncestide était plus facile et plus sûr, mais il avait l'immense inconvénient d'être excentrique par rapport à la Macédoine et à la Grèce, éloignait l'armée romaine de sa base d'opérations naturelle, l'Illyrie, et ne lui permettait nulle

part d'intercepter les communications entre Philippe et ses alliés grecs. L'autre route au contraire, celle de l'Aoüs, plus difficile et plus âpre, menait directement en Thessalie. La Thessalie entamée, l'armée romaine pouvait couper Philippe de la Locride, de la Phocide, de la Béotie, de l'Acarnanie et de l'Achaïe. C'était la Grèce entière livrée à l'influence romaine et Philippe à demi vaincu : « Philippe », écrit Plutarque<sup>1</sup>, « avait dans son royaume assez de troupes pour suffire à quelques combats, mais, dans une guerre de longue durée, c'était la Grèce qui faisait toute sa force ; c'est d'elle qu'il tirait argent et ressources pour son armée ; et, tant qu'on ne l'aurait pas détachée de Philippe, cette guerre ne pouvait pas être terminée en une seule bataille. » Toute attaque sur les frontières septentrionale et occidentale de la Macédoine devait nécessairement rester vaine. C'est en Grèce qu'il fallait frapper la Macédoine.

Jusque-là, au cours de cette guerre, Rome n'avait envoyé en Grèce que des ambassadeurs et des vaisseaux. Flamininus comprit que, pour gagner les Grecs, il ne suffisait pas de les solliciter de loin et de leur envoyer des secours par mer, mais qu'il fallait mener l'armée romaine au cœur du pays. La présence des troupes romaines aurait vite fait de décider les indifférents et de réduire à l'impuissance les partisans de la Macédoine. Il comptait beaucoup trop sur sa séduction personnelle et son habileté de diplomate pour continuer à guerroyer en Illyrie, tandis que d'autres iraient négocier en Grèce et exerceraient sur les événements une influence décisive. Les intérêts de Rome, et les siens propres, conseillaient à Flamininus de transporter, pour ainsi dire, d'Illyrie en Grèce l'axe de la guerre et de la diplomatie. Forcer le passage de l'Aoüs, s'établir militairement au centre de la Grèce, isoler, paralyser la Macédoine par la défection de ses alliés avant de la frapper elle-même, tel fut le plan de campagne de Flamininus, plan qui fait honneur autant à son coup d'œil militaire qu'à sa clairvoyance politique.

Philippe fermait la vallée de l'Aoüs et sa position semblait inabordable de front. Pendant quarante jours, Flamininus resta inactif<sup>2</sup>. Il ne s'était pas encore décidé à faire donner l'assaut, lorsque le roi de Macédoine, par l'intermédiaire des Épirotes, lui

1. *Vie de Flamininus*, II, 4.

2. Tite-Live, XXXII, 10, 1.



demanda une entrevue<sup>1</sup>. La défection des Étoliens, l'arrivée d'un général jeune et actif avaient déterminé Philippe à cette démarche; peut-être aussi avait-il eu vent de quelques négociations secrètes entre Flamininus et les Épirotes et craignait-il qu'avec l'aide de ces derniers, Flamininus ne parvînt à tourner sa position.

L'entrevue fut accordée; elle eut lieu sur les bords de l'Aoüs<sup>2</sup>. Flamininus exigea, comme bases préalables de toute négociation, l'évacuation de toute la Grèce, la Thessalie comprise, et une indemnité pour les dommages causés par les troupes macédoniennes<sup>3</sup>. Sur le premier point, Philippe demanda à faire une distinction: il voulait bien évacuer les villes qui étaient sa conquête propre, mais non celles que lui avaient laissées ses ancêtres; quant à l'indemnité, il s'en remettrait volontiers à la décision d'un arbitre impartial<sup>4</sup>. Sur aucun des deux points, l'accord ne put se faire — ni Flamininus ni Philippe ne désiraient d'ailleurs sincèrement la paix — et l'entrevue resta infructueuse. Mais il n'était pas indifférent pour Rome d'avoir proclamé, dès le début de la campagne, qu'elle ne poserait pas les armes avant d'avoir obtenu de la Macédoine l'évacuation totale de la Grèce.

Sur ces entrefaites, un pâtre, envoyé par un prince épirote, Charops, partisan des Romains, se présenta au consul et lui offrit de mener ses troupes sur une hauteur qui dominait la position de l'ennemi<sup>5</sup>. Après avoir hésité quelque temps, Flamininus accepta la proposition et détacha une division de son armée pour prendre les Macédoniens à revers<sup>6</sup>. Trois jours après, il ordonna une attaque générale<sup>7</sup>. Philippe, assailli à la fois de front et sur ses derrières, fut complètement battu<sup>8</sup>. Il ramena en Thessalie son armée désorganisée<sup>9</sup>. Incapable de tenir la campagne, il n'eut d'autre moyen pour arrêter les Romains que de faire le vide devant eux, en dévastant la contrée<sup>10</sup>.

1. Tite-Live, XXXII, 10, 2.

2. Ibid., loc. cit.

3. Ibid., loc. cit.

4. Ibid., XXXII, 10, 4-6.

5. Ibid., XXXII, 11, 1-4; Plutarque, *Flamininus*, IV, 3-4; Appien, *Guerres macédoniennes*, V.

6. Tite-Live, XXXII, 11, 4-10; Plutarque, *Flamininus*, IV, 5.

7. Tite-Live, XXXII, 12, 1-4; Plutarque, *Flamininus*, IV, 6-8.

8. Tite-Live, XXXII, 12, 5-7; Plutarque, *Flamininus*, V, 1.

9. Tite-Live, XXXII, 13, 5.

10. Ibid., XXXII, 13, 6-9; Plutarque, *Flamininus*, V, 3.

Tandis que les Éoliens se jettent sur la Thessalie<sup>1</sup>, Flaminius, à la tête des légions, franchit les défilés de l'Aoûs abandonnés par Philippe<sup>2</sup>. Pour gagner les Grecs, il ménage l'Épire et s'abstient d'y faire des réquisitions<sup>3</sup>. Puis il entre en Thessalie par la haute vallée du Pénée, enlève Phalorie<sup>4</sup>, soumet Métropolis et Cierium, sans infliger à ces villes de mauvais traitements, et, après avoir ravitaillé son armée, grâce à la présence de sa flotte mouillée dans le golfe d'Ambracie<sup>5</sup>, il attaque la place forte d'Atrax<sup>6</sup>; mais la résistance opiniâtre de la ville le contraint à lever le siège<sup>7</sup>.

C'était le premier échec des Romains en Grèce et cet échec, au début de la campagne, pouvait être gros de conséquences. Heureusement, la flotte romaine, sous les ordres de L. Quinctius Flamininus<sup>8</sup>, frère du consul, avait remporté d'éclatants succès. Érétrie<sup>9</sup> et Carystos<sup>10</sup> en Eubée avaient été prises. La mauvaise saison approchant, la flotte vint mouiller devant Cenchrées, au sud de l'isthme de Corinthe, pour surveiller de là les Achéens et les autres alliés de Philippe<sup>11</sup>.

A la suite de l'échec d'Atrax, Flamininus interrompit ses opérations contre Philippe et se préoccupa de prendre ses quartiers d'hiver<sup>12</sup>. Le choix de l'emplacement devait être décisif. Flamininus eût pu — et l'on s'y attendait généralement — à l'exemple de P. Sulpicius Galba, ramener la flotte et l'armée sur la côte Illyrienne à Corcyre et à Apollonie pour ne rentrer en campagne qu'au printemps suivant. Mais c'eût été une grave faute qu'il se garda bien de commettre. Il savait que, quitter la Grèce, c'était laisser le champ libre aux intrigues de Philippe, lui donner les moyens de recruter son armée et de traîner la guerre en longueur.

Il voulut donc hiverner au milieu de la Grèce pour interdire

1. Tite-Live, XXXII, 13, 10-15.

2. Ibid., XXXII, 14, 5-6.

3. Ibid., XXXII, 15, 5.

4. Ibid., XXXII, 15, 3; Plutarque, *Flamininus*, V, 4.

5. Tite-Live, XXXII, 15, 5-7.

6. Ibid., XXXII, 17 et suiv.

7. Ibid., XXXII, 18, 3.

8. Ibid., XXXII, 16, 1-7.

9. Ibid., XXXII, 16, 8-17.

10. Ibid., XXXII, 17, 1-2.

11. Ibid., XXXII, 17, 3.

12. Ibid., XXXII, 18, 3.

à Philippe l'accès du pays et faire rayonner de là en tous sens l'influence romaine. Or, en Grèce, Philippe avait trois points d'appui principaux : la ligue Acarnanienne, la ligue Béotienne, la ligue Achéenne. Flamininus choisit pour y installer ses quartiers d'hiver une ville de Phocide, Anticyre<sup>1</sup>, située sur le golfe de Corinthe, à proximité de la Béotie et de l'Acarnanie, vis-à-vis de l'Achaïe. Il se trouvait ainsi placé au centre des alliances de Philippe, tout en conservant lui-même la liberté de ses communications, par mer avec Coreyre et l'Italie, par terre avec la ligue Étolienne<sup>2</sup>. Pour consolider sa situation et assurer ses derrières, il conquiert la plupart des places de Phocide<sup>3</sup>.

Dès lors, il se prépare à exécuter son plan. Durant l'hiver 198/197, il va détacher de Philippe, les uns après les autres, tous ses alliés grecs, en commençant par le plus puissant d'entre eux, la ligue Achéenne. Dans cette campagne diplomatique, la présence de son armée à Anticyre et de sa flotte à Cenchrées ne seront pas, en faveur de la cause romaine, le plus faible des arguments.

À peine installé à Anticyre, Flamininus prépara le siège de Corinthe<sup>4</sup>, la clef du Péloponèse ; mais il se rendit compte bien vite qu'il serait difficile à l'armée romaine d'enlever la place sans l'alliance de la ligue Achéenne et que, réussit-il à s'en emparer, il ne pourrait la garder sans exciter le plus vif mécontentement en Achaïe et dans toute la Grèce. Le but de Flamininus, en assiégeant Corinthe, était d'intercepter les communications entre Philippe et ses alliés d'Achaïe ; mais n'était-il pas plus habile de provoquer la défection de ces alliés en promettant de leur livrer Corinthe ? Du même coup, Flamininus augmentait ses chances d'enlever la ville et donnait aux yeux des Grecs une preuve éclatante de son désintéressement.

Aussi, avant d'entreprendre le siège, Flamininus envoya-t-il une ambassade aux Achéens pour leur promettre Corinthe, s'ils passaient à l'alliance romaine<sup>5</sup>. Il avait confiance dans les résultats de la démarche, car le stratège de 199, Cycliadas, partisan de la Macédoine, venait d'être remplacé par un partisan de l'al-

1. Tite-Live, XXXII, 18, 4.

2. Ibid., XXXII, 18, 4-6.

3. Ibid., XXXII, 18, 8-9.

4. Ibid., XXXII, 19, 3.

5. Ibid., XXXII, 19, 4.

liance romaine, Aristène<sup>1</sup>. Le moment était décisif : à l'assemblée Achéenne de Sicyone arrivèrent simultanément des ambassades d'Attale, roi de Pergame, de Rhodes, de Philippe, d'Athènes et de Rome<sup>2</sup>. Les Achéens étaient divisés entre eux sur la question de l'alliance, non seulement de ville à ville, mais aussi dans l'intérieur de chaque cité<sup>3</sup>.

Les débats, qui furent très animés, durèrent trois jours. L'ambassadeur romain, L. Calpurnius, parla le premier<sup>4</sup>; puis parlèrent successivement les ambassadeurs d'Attale, de Rhodes, de Philippe et d'Athènes<sup>5</sup>. Les Athéniens se montrèrent les plus violents à l'égard du roi de Macédoine; peut-être avait-ce été une tactique de la part du stratège qui réglait les tours de parole de rejeter à la fin le discours des Athéniens pour que, la séance levée, l'impression dominante dans l'assemblée restât défavorable au roi.

Le lendemain<sup>6</sup>, l'assemblée se réunit de nouveau. Aucun orateur ne se présenta à la tribune, tant étaient grandes l'inquiétude et l'anxiété générales<sup>7</sup>. Le stratège Aristène exhorta les citoyens à intervenir dans le débat : « C'est maintenant », dit-il<sup>8</sup>, « le moment de discuter; car, une fois la décision prise, il faudra que tous s'y rallient. » L'assemblée continua à garder le silence<sup>9</sup>. On ne pouvait congédier les ambassadeurs sans réponse; Aristène remonta à la tribune. Tite-Live<sup>10</sup> lui prête un long discours qu'il a sans nul doute emprunté à Polybe et dont par conséquent on peut considérer comme exactes les lignes essentielles. Aristène examine franchement quels sont les véritables intérêts de l'Achaïe. Il commence par faire justice de la prétendue modération de Philippe : « Philippe », a dit l'ambassadeur macédonien Cléomédon, « se contenterait à la rigueur de la neutralité achéenne<sup>11</sup>. » — « Mais », dit Aristène, « à quoi

1. Tite-Live, XXXII, 19, 2.

2. Ibid., XXXII, 19, 5-6; Appien, *Guerres macédoniennes*, VII.

3. Ibid., XXXII, 19, 7-10; Appien, *loc. cit.*

4. Tite-Live, XXXII, 19, 11.

5. Ibid., XXXII, 19, 11-12.

6. Ibid., XXXII, 20, 1.

7. Ibid., XXXII, 20, 1-2.

8. Ibid., XXXII, 20, 6.

9. Ibid., XXXII, 20, 7.

10. Ibid., XXXII, 21, 1-20.

11. Ibid., XXXII, 21, 5.

tient cette prétendue modération? Uniquement à ce fait que Philippe, étant donné l'état présent de ses affaires, ne peut demander davantage. Si les Romains sont plus exigeants, s'ils parlent d'alliance, c'est que leur situation est incomparablement plus forte. Philippe n'a pu leur résister; il peut encore moins venir au secours de ses alliés; pourquoi ceux-ci ne pourvoiraient-ils pas eux-mêmes à leur propre salut? La flotte romaine est maîtresse de la mer; le Péloponèse est vulnérable sur toutes ses côtes; l'Achaïe surtout est menacée<sup>1</sup>. » « De Philippe », dit encore Aristène, « nous ne voyons que l'ambassadeur; mais les Romains ont leur flotte mouillée à Cenchrées et nous apercevons le consul au delà du détroit qui nous sépare de lui, parcourant sans obstacle avec ses légions la Phocide et la Locride<sup>2</sup>. » Toutes ces raisons, conclut-il, militent en faveur de l'alliance romaine. Quant à la neutralité, il n'y faut pas songer : rester neutre serait devenir à coup sûr la proie du vainqueur.

Ce discours fit naître dans l'assemblée les discussions les plus vives<sup>3</sup>. Des dix démiurges qui devaient, par un vote préalable, autoriser la mise aux voix de l'alliance romaine, cinq se prononcèrent pour et cinq contre<sup>4</sup>. La journée se passa sans que l'on pût s'entendre. Enfin, le troisième jour, un des cinq opposants, que son père, raconte Tite-Live, avait menacé de mort s'il persistait dans son attitude, se joignit aux cinq autres<sup>5</sup>. Le décret fut mis aux voix. Les habitants de Dyme, Megalopolis et un certain nombre d'Argiens qui, pour diverses raisons, étaient liés particulièrement au roi de Macédoine refusèrent de s'associer au vote et quittèrent l'assemblée<sup>6</sup>. Après leur départ, la majorité se prononça en faveur de l'alliance romaine<sup>7</sup>.

Tel est, en résumé, le récit de Tite-Live : il est nécessaire d'y ajouter quelques remarques. Selon son habitude, Tite-Live, pour rehausser le rôle de Rome, a volontairement laissé certains points dans l'ombre. Le discours d'Aristène, tel qu'il le reproduit, est franchement hostile à la Macédoine; il ne s'y trouve

1. Tite-Live, XXXII, 21, 26-29.

2. Ibid., XXXII, 21, 6-8.

3. Ibid., XXXII, 22, 1-2.

4. Ibid., XXXII, 22, 2-3.

5. Ibid., XXXII, 22, 4-8.

6. Ibid., XXXII, 22, 8-12.

7. Ibid., XXXII, 23, 1-3; Plutarque, *Flaminius*, V, 4.



aucune objection sérieuse — et pourtant les objections ne manquaient pas — au projet d'alliance avec Rome. On pourrait croire, d'après le récit de Tite-Live, que la grande majorité des Achéens s'est assez facilement décidée à abandonner la cause macédonienne. Le témoignage d'autres textes permet de rétablir la vérité. Pausanias<sup>1</sup> nous dit formellement que les Achéens se souvenaient fort bien des violences auxquelles s'était livrée l'armée romaine lors de la première campagne. « Ils prévoyaient », ajoute-t-il, « que Rome voulait établir sa domination sur la Grèce. » Un texte d'Appien est plus précis encore : « La plupart des Achéens », dit-il<sup>2</sup>, « tenaient pour Philippe et repoussaient les Romains, en souvenir des vexations que Sulpicius avait fait subir aux villes grecques. Les partisans des Romains insistant violemment, la plupart des citoyens protestèrent, quittèrent l'assemblée, et les autres, contraints par leur petit nombre à céder, firent alliance avec Lucius Flamininus. » Aristène lui-même, dans le récit de Tite-Live, cherche moins à convaincre l'assemblée achéenne qu'à l'effrayer : son principal argument — et ce fut certainement l'argument décisif — est que les Romains sont les plus forts et qu'ils sont installés aux portes mêmes de l'Achaïe. Dans ces conditions, il fallait que les partisans de la Macédoine fussent bien nombreux pour oser résister, comme ils le firent, à la pression des Romains. « La nation achéenne », dit Polybe<sup>3</sup>, « était perdue sans ressources, si Aristène, la détachant de Philippe, ne lui eût fait conclure une alliance avec Rome. » Polybe a raison, mais il faut ajouter qu'à Sicyone la partie n'était pas égale entre les amis de Rome et ceux de la Macédoine. Avant de négocier, Flamininus avait su habilement mettre de son côté tous les avantages. Du jour où il avait choisi la Grèce centrale comme base d'opérations, installé son armée à Anticyre et sa flotte à Cenchrées, la défection de la ligue Achéenne était devenue inévitable.

## II. — *Les conférences de Nicée (début 197).*

La défection de la ligue Achéenne était un coup terrible pour la cause macédonienne. Aussi, Philippe, alarmé, résolut-il d'ou-

1. *Description de la Grèce*, VII, 8, 2.

2. *Guerres macédoniennes*, VII.

3. XVIII, 13, 8.

vrir des négociations pour la paix dès qu'un retour momentané de fortune lui permettrait de le faire dans des conditions avantageuses. L'occasion ne tarda pas à se présenter. Flamininus, désormais assuré de l'alliance achéenne, vint mettre le siège devant Corinthe. La prise de Cenchrées par la flotte romaine permit de compléter l'investissement de la place<sup>1</sup>. Le consul espérait provoquer des dissensions entre la population civile et la garnison macédonienne, mais le gouverneur Androsthène pourvut à tout avec vigilance et sut déterminer les habitants eux-mêmes à se défendre vaillamment. Une attaque des Romains échoua et un général de Philippe, Philoclès, réussit à introduire quinze cents hommes dans la ville<sup>2</sup>. C'était un grave échec que la prise d'Élatée par Flamininus ne suffit pas à compenser<sup>3</sup>. Philoclès ne s'en tint pas à ce premier succès; exploitant à Argos le mécontentement du parti macédonien, il se fit livrer la place, où il s'empressa de mettre garnison<sup>4</sup>. Philippe profita immédiatement de ces avantages pour demander une entrevue à Flamininus<sup>5</sup>. Les deux adversaires se rencontrèrent en effet près de Nicée, sur le golfe Maliaque, au début de l'année 197<sup>6</sup>.

Au jour dit, Flamininus, entouré du roi des Athamanes Amyntander, des ambassadeurs du roi de Pergame, Attale, et de Rhodes, des représentants des deux ligues Achéenne et Étolienne, se porta à la rencontre de Philippe qui devait arriver de Démétriade par mer. Le roi de Macédoine, parvenu au lieu du rendez-vous, se refusa, par défiance des Étoliens, à descendre sur le rivage et demanda, debout à la proue de son navire, quelles conditions de paix on voulait lui imposer. Flamininus répondit au nom de Rome. Le roi devait retirer ses garnisons de toutes les villes de la Grèce, rendre aux alliés du peuple romain les prisonniers et les transfuges, livrer aux Romains les places qu'il avait occupées en Illyrie depuis la paix de Phœnice, resti-

1. Tite-Live, XXXII, 23, 3.

2. Ibid., XXXII, 23, 11.

3. Ibid., XXXII, 24, 7.

4. Ibid., XXXII, 25, 1-12.

5. Ibid., XXXII, 32, 5-6.

6. Polybe, XVIII, 1-10, 2; Tite-Live, XXXII, 32, 9-16, 33, 1-4. — Cf. sur les conférences de Nicée, Appien, *Guerres macédoniennes*, VIII; Plutarque, *Flamininus*, V, 7; Justin, *Abrégé hist. Philipp.*, XXX, 3; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

tuer à Ptolémée, roi d'Égypte, les villes qu'il lui avait prises depuis la mort de Ptolémée Philopator.

C'étaient là les bases de paix imposées par Rome, mais, ajouta Flamininus, ce n'était pas tout. Il fallait y ajouter les conditions des alliés, et Flamininus, s'adressant à ceux qui l'entouraient — aux représentants d'Attale, de Rhodes et des ligues — les pria d'exposer les demandes des puissances dont ils étaient les mandataires<sup>1</sup>.

L'amiral Dionysodore, ambassadeur d'Attale, prit le premier la parole; il demanda, au nom de son maître, la restitution des navires capturés à la bataille de Chios, la remise en état du temple d'Aphrodite et du Nicéphorion, ruinés par Philippe lors de sa campagne d'Asie. Rhodes, par la voix de son représentant, Acesimbrote, réclamait le retrait des garnisons macédoniennes d'Iassos, Bargylia, Euromos, le rétablissement de l'alliance entre Périnthe et Byzance, l'évacuation de la Pérée, de Sestos, d'Abydos et, d'une manière générale, de toutes les places d'Asie Mineure. Les Achéens exigeaient Argos et Corinthe, et les Éoliens, avec l'évacuation générale des villes de la Grèce, la restitution de toutes les villes qui avaient précédemment fait partie de leur ligue<sup>2</sup>.

La curée ne pouvait être plus complète. Philippe, malgré la dureté des conditions qui lui étaient proposées, malgré les sarcasmes et les grossièretés déplacées des envoyés éoliens Alexandre et Phaeneas, ne perdit cependant pas son sang-froid. Il discuta pied à pied les propositions de ses adversaires et fit immédiatement un certain nombre de concessions. Il rendrait à Attale ses navires et ses prisonniers et remettrait en état, conformément aux demandes de Dionysodore, le temple d'Aphrodite et le Nicéphorion. Il consentait à rendre la Pérée aux Rhodiens et Argos aux Achéens; quant à Corinthe, sans refuser catégoriquement, il demandait à en délibérer tête à tête avec Flamininus<sup>3</sup>. Restaient les conditions directement proposées par Rome. Philippe, avant de donner sur ce point une réponse définitive, demanda à Flamininus un certain nombre de précisions : « Quelles étaient ces villes de Grèce qu'on le sommait d'évacuer? Étaient-ce les villes qu'il avait conquises lui-même

1. Polybe, XVIII, 1-2, 1; Tite-Live, XXXII, 33, 4-5.

2. Polybe, XVIII, 2, 1-5; Tite-Live, XXXII, 33, 4-8.

3. Polybe, XVIII, 5-6; Tite-Live, XXXII, 34, 7-13.

ou celles qu'il avait héritées de ses ancêtres? » Flamininus ne répondit pas<sup>1</sup>. Philippe, avant de se retirer, voulut avoir par écrit les conditions de la paix : « Il était seul », disait-il, « et n'avait auprès de lui personne qui pût le conseiller. » Puis, on se sépara après avoir pris de nouveau rendez-vous au même endroit pour le lendemain<sup>2</sup>.

Si l'on n'était pas tombé d'accord dans cette première journée de pourparlers, tout au moins, du point de vue diplomatique, d'importants résultats avaient été acquis. Il suffit pour s'en rendre compte de mettre en regard les demandes de Rome et de ses alliés d'un côté, les concessions de Philippe de l'autre :

CONDITIONS  
DE ROME ET DES ALLIÉS.

RÉPONSES DE PHILIPPE.

1<sup>o</sup> Attale :

Restitution des navires pris à la bataille de Chios.	Accordé.
Reddition des prisonniers.	Accordé.
Remise en état du temple d'Aphrodite et du Nicéphorion.	Accordé.

2<sup>o</sup> Rhodes :

Restitution de la Pérée.	Accordé.
Évacuation d'Iassos, Bargylia, Euromos.	Pas de réponse.
Rétablissement de l'alliance entre Périnthe et Byzance.	Pas de réponse.
Évacuation de Sestos, Abydos et de toutes les places d'Asie Mineure occupées par les troupes de Philippe.	Pas de réponse.

3<sup>o</sup> Ligue Achéenne :

Restitution d'Argos.	Accordé.
Restitution de Corinthe.	Philippe en délibérera directement avec Flamininus.

4<sup>o</sup> Ligue Étolienne :

Évacuation générale de la Grèce.	Pas de réponse.
Restitution des villes qui lui avaient autrefois appartenu.	Pas de réponse.

5<sup>o</sup> Rome :

Évacuation totale de la Grèce.	Pas de réponse.
--------------------------------	-----------------

1. Polybe, XVIII, 7, 1-2; Tite-Live, XXXII, 34, 7-13.

2. Polybe, XVIII, 7, 3-7; Tite-Live, XXXII, 35, 1.

Restitution aux alliés des prisonniers et des transfuges.

Pas de réponse.

Remise aux Romains des places fortes d'Illyrie occupées depuis la paix de Phœnice.

Pas de réponse.

Restitution au roi d'Égypte Ptolémée des villes occupées depuis la mort de Ptolémée Philopator.

Pas de réponse.

L'accord s'était donc fait complètement avec Attale, partiellement avec Rhodes et la ligue Achéenne; l'opposition restait entière entre Philippe d'une part, la ligue Étolienne et Rome de l'autre. Sur la question capitale, l'évacuation totale de la Grèce par le roi de Macédoine, une fois de plus, on n'avait pu s'entendre.

Le lendemain, Philippe arriva très tard au rendez-vous. Il dit pour s'excuser que les conditions qu'on exigeait de lui étaient si embarrassantes qu'il ne lui avait pas fallu moins de toute la journée pour en délibérer<sup>1</sup>. Les autres crurent que la vraie raison était qu'il n'avait pas voulu que les Achéens et les Étoliens eussent le temps de présenter leurs doléances. Il les confirma lui-même dans cette pensée, lorsque, faisant approcher son navire, il pria le consul de lui accorder un tête à tête pour qu'on ne perdît pas le temps en paroles inutiles et qu'on réglât enfin les contestations<sup>2</sup>. Le but de Philippe n'était pas douteux; il cherchait, s'il était possible, à faire une paix séparée avec Rome ou tout au moins à compromettre Flamininus aux yeux de ses alliés grecs. Mais Flamininus ne se laissa pas prendre à cette manœuvre; très habilement il réunit les représentants des alliés, leur communiqua la proposition de Philippe et les pria de donner leur avis. Tous lui conseillèrent de répondre affirmativement<sup>3</sup>. L'entrevue eut lieu sur le rivage; Flamininus avait amené avec lui le tribun militaire Appius Claudius Nero, un de ses amis; Philippe était accompagné de deux secrétaires, Apollodore et Démosthène<sup>4</sup>.

Au cours des pourparlers, Philippe consentit à faire de nouvelles concessions; il rendrait aux Achéens, non seulement Argos, comme il l'avait offert la veille, mais aussi Corinthe, aux

1. Polybe, XVIII, 7, 8, et 8, 1-2; Tite-Live, XXXII, 35, 2-3.

2. Polybe, XVIII, 8, 3-4; Tite-Live, XXXII, 35, 4-5.

3. Polybe, XVIII, 8, 5-6; Tite-Live, XXXII, 35, 6-7.

4. Polybe, XVIII, 8, 6-7; Tite-Live, XXXII, 35, 7-8.



Étoliens Pharsale et Larisse, à Rome enfin les places d'Illyrie et en outre tous les prisonniers et transfuges<sup>1</sup>. Sur la question essentielle, l'évacuation totale de la Grèce, l'opposition entre les adversaires restait irréductible. Flamininus, après avoir quitté Philippe, réunit de nouveau les alliés pour les mettre au courant de l'état des négociations; à l'unanimité ils rejetèrent les propositions du roi de Macédoine et, pour qu'il ne pût subsister aucun doute, ils déclarèrent que la condition *sine qua non* de tout traité de paix devait être l'évacuation totale de la Grèce par les troupes macédoniennes<sup>2</sup>. Philippe se rendit compte aussitôt que toute entente était impossible, mais sa situation était devenue trop difficile pour qu'il ne cherchât pas à épuiser les dernières chances d'accord. Il demanda et obtint une troisième entrevue pour le jour suivant<sup>3</sup>.

Cette troisième conférence eut lieu à l'est de Nicée, non loin de Thronion. Philippe pria Flamininus de poursuivre la négociation. Si l'on ne pouvait aboutir sur place, « il enverrait une ambassade au Sénat, obtiendrait la paix aux conditions qu'il avait offertes ou accepterait celles que lui dicterait le Sénat, quelles qu'elles fussent<sup>4</sup> ». Il ne se faisait aucune illusion sur l'issue définitive des pourparlers, mais il gagnait ainsi du temps, considération qui à ses yeux n'était nullement méprisable.

Les alliés voulaient répondre à Philippe par un refus brutal qui eût entraîné une rupture immédiate<sup>5</sup>. Flamininus refusa de les suivre dans cette voie, et Polybe nous donne les raisons de son attitude : « Il savait que Philippe ne ferait rien de ce que l'on exigeait de lui, qu'il n'y avait même aucune apparence qu'il en fit rien, mais, après tout, la grâce qu'il sollicitait ne faisait aucun tort aux affaires des alliés et il fallait la lui accorder; que, d'ailleurs, on ne pouvait rien statuer sur les articles proposés sans l'autorité du Sénat; que la saison était propice et donnait tout le temps nécessaire pour sonder ses intentions; que les armées pendant l'hiver ne pouvaient entrer en campagne et qu'ainsi, en employant cette saison à informer le Sénat de l'état présent des affaires, loin d'en reculer le succès, on l'avancerait

1. Polybe, XVIII, 8, 9-10; Tite-Live, XXXII, 35, 9-11.

2. Polybe, XVIII, 9, 1; Tite-Live, XXXII, 35, 12.

3. Polybe, XVIII, 9-2; Tite-Live, XXXII, 36, 1-2.

4. Polybe, XVIII, 9, 4-5; Tite-Live, XXXII, 36, 3-4.

5. Polybe, XVIII, 9, 6; Tite-Live, XXXII, 36, 5.

beaucoup<sup>1</sup>. » L'opinion de Flamininus prévalut, et la suite des négociations se trouva ainsi portée à Rome devant le Sénat romain. En attendant, une trêve de deux mois fut accordée au roi de Macédoine, à la condition formelle qu'il évacuât immédiatement la Locride et la Phocide<sup>2</sup>.

Les ambassades de Philippe, des alliés et de Flamininus lui-même arrivèrent à Rome au commencement de l'année 197. Le Sénat n'avait pas encore procédé à la répartition des provinces. Les nouveaux consuls, C. Cornelius Céthégus et Q. Minucius Rufus, proposaient la désignation de l'Italie et de la Macédoine comme provinces consulaires; c'était le remplacement de Flamininus dans son commandement. Mais Flamininus fit agir ses amis; deux tribuns, L. Oppius et Q. Fulvius, s'opposèrent énergiquement au projet des consuls et le Sénat leur donna raison. Les deux consuls reçurent l'Italie comme province<sup>3</sup>.

Restait à prendre un parti sur la question macédonienne. Le Sénat fit comparaître devant lui les ambassadeurs de Philippe et exigea brutalement l'évacuation des trois places fortes, qui assuraient au roi de Macédoine la domination de la Grèce, Chalcis, en Eubée, Démétriade, sur le littoral thessalien, et Corinthe. Les députés durent avouer qu'ils n'avaient pas de mandat positif à cet égard. Ils se retirèrent, et la trêve fut immédiatement rompue<sup>4</sup>. Flamininus fut prorogé sans limite de temps dans son commandement; le sénatus-consulte portait qu'il devrait conserver ses fonctions jusqu'à l'arrivée d'un successeur. Il reçut neuf mille hommes de renfort, avec ses deux prédécesseurs, P. Sulpicius Galba et P. Villius, comme légats<sup>5</sup>.

Les conférences de Nicée n'avaient donc pas donné de résultat. Tout au moins avaient-elles permis aux parties en présence de prendre contact et de préciser mutuellement leur programme diplomatique. Philippe, de toute évidence, ne pouvait consentir, sans une défaite, à l'évacuation totale de la Grèce : « Quelles conditions plus dures m'imposeriez-vous si j'avais été vaincu »? avait-il déjà déclaré lors des négociations de l'Aoûs. Il y a des situations que seule la force brutale peut régler. Après Nicée, il n'y eût plus personne en Grèce pour en douter.

1. Polybe, XVIII, 9, 7-10; Tite-Live, XXXII, 36, 6-7.

2. Polybe, XVIII, 9, 10, 1-4; Tite-Live, XXXII, 36, 8-9.

3. Polybe, XVIII, 11, 1-2; Tite-Live, XXXII, 28.

4. Polybe, XVIII, 11, 3-14; Tite-Live, XXXII, 37, 5.

5. Polybe, XVIII, 12, 1-2; Tite-Live, XXXII, 28, 10-12.

III. — *L'entente avec Nabis. — La défection de la ligue Béotienne. — Victoire de Cynoscéphales (hiver 198-été 197).*

Après avoir vainement essayé de négocier à Nicée, Philippe se sentit perdu s'il laissait Flamininus pousser à la défection ses derniers alliés de Grèce, les Béotiens et les Acarnaniens. Renforcé par leurs contingents, désormais couvert sur ses derrières et sur ses flancs, le général romain marcherait sur la Macédoine avec une supériorité de forces écrasante. Une diversion seule pouvait empêcher Flamininus de prendre l'offensive et sauver la Macédoine.

D'autre part, nous dit Tite-Live<sup>1</sup>, « Philippe n'était pas sans inquiétude pour les villes de l'Achaïe, contrée si éloignée de ses états, et plus encore pour Argos que pour Corinthe ». Le roi de Macédoine crut trouver dans le tyran de Sparte Nabis l'allié qui lui était nécessaire<sup>2</sup>. Nabis avait une armée nombreuse et bien exercée et sa situation dans le Péloponèse lui permettait de rendre aisément à Philippe le service que celui-ci attendait de lui. Pour le gagner, Philippe chargea son général Philoclès de lui offrir la ville d'Argos, sous certaines conditions<sup>3</sup>, et de lui proposer pour ses fils la main de ses filles<sup>4</sup>.

Après quelques hésitations<sup>5</sup>, Nabis accepte. Il occupe Argos, lève des taxes énormes sur les habitants et rend deux édits pour l'abolition des dettes et le partage des terres. Mais à peine est-il maître de la ville qu'il change brusquement de politique<sup>6</sup>. Il envoie des députés à Flamininus qui se trouvait alors à Elatée, à Attale qui hivernait à Égine et demande une entrevue au général romain. Le lieu fixé pour la rencontre était Argos<sup>7</sup>.

1. Tite-Live, XXXII, 38, 2.

2. Ibid., loc. cit.

3. Ibid., XXXII, 38, 2 : « Il crut prudent de remettre cette place comme en dépôt à Nabis, qui la lui rendrait après la victoire où la garderait en cas de revers. » Qu'il s'agit, en cas de succès, d'un simple dépôt, le texte de Tite-Live le dit expressément : « Optimum ratus Nabidi eam Lacedaemoniorum tyranno velut fiduciariam dare, ut victori sibi restitueret... » (cf. Zonaras, *Annal.*, IX, 16).

4. Tite-Live, XXXII, 38, 2-3; Justin, *Abrégé hist. Philipp.*, XXX, 4, 5; Zonaras, loc. cit.

5. Tite-Live, XXXII, 38, 4.

6. Ibid., XXXII, 38, 5-9.

7. Ibid., XXXII, 39, 1-2.

Flamininus accepta aussitôt cette proposition et se rendit à Sicyone où il rejoignit Attale venu d'Égine. Attale lui conseilla de ne pas aller au-devant du tyran ; c'était à Nabis de venir le trouver. Flamininus ne tint pas compte de ses observations ; il était pressé d'en finir avec les affaires de Grèce pour marcher sur la Macédoine. Il fit toutefois une concession au roi de Pergame en refusant d'entrer dans Argos, ce qui eût été reconnaître officiellement à Nabis la possession de cette ville<sup>1</sup>.

L'entrevue eut lieu dans la région de Mycènes, au nord d'Argos<sup>2</sup>. Avec Flamininus arrivèrent son frère Lucius, Attale, le stratège des Achéens Nicostrate et quelques tribuns militaires<sup>3</sup>. Flamininus, qui voulait à tout prix gagner Nabis et le détacher de l'alliance macédonienne, ne se fit aucun scrupule de le traiter en roi. On discuta longuement les conditions de l'alliance. Flamininus exigea deux choses : que Nabis signât la paix avec les Achéens et qu'il fournît à l'armée romaine des secours contre Philippe<sup>4</sup>. Nabis était trop avisé pour se lier les mains en signant un traité avec l'Achaïe. Il voulait rester libre de reprendre les armes contre les Achéens et à l'occasion même contre les Romains s'ils devenaient trop menaçants. Il se borna donc à conclure avec l'Achaïe une trêve qui durerait jusqu'à la fin de la guerre de Macédoine<sup>5</sup> : il réservait ainsi formellement sa liberté pour le jour où seraient réglées les affaires de Grèce. Il ne fut pas question d'Argos dans le traité. Attale, qui était maître d'Égine, prétendit bien contraindre Nabis à l'évacuer ; mais, vraisemblablement sur les instances de Flamininus, qui n'avait pas de temps à perdre, il renonça à ses exigences<sup>6</sup>. — Cette négociation, habilement menée par Flamininus et terminée en une seule entrevue, était un véritable coup de maître. Flamininus s'était montré fort modéré dans ses prétentions, non par faiblesse, non par condescendance à l'égard de Nabis, mais parce qu'il n'avait pas besoin d'exiger davantage. L'essentiel — et ce résultat fut atteint — était de neutraliser Nabis pour la durée de la campagne qui allait s'ouvrir : la Macédoine mise hors de cause, il serait à la merci de Rome et de ses alliés.

1. Tite-Live, XXXII, 39, 6.

2. Ibid., XXXII, 39, 6.

3. Ibid., XXXII, 39, 7.

4. Ibid., XXXII, 39, 10.

5. Ibid., XXXII, 39, 10.

6. Ibid., XXXII, 40, 1-4.

L'alliance conclue, Flamininus partit avec 600 auxiliaires crétois fournis par Nabis<sup>1</sup>, eut à Corinthe une entrevue avec le général macédonien Philoclès, mais sans pouvoir le décider à capituler, et rentra à Anticyre<sup>2</sup>. Désormais, il n'avait plus rien à craindre du Péloponèse. Il ne lui restait plus, pour achever son œuvre diplomatique, qu'à détacher de la Macédoine les deux ligues Acarnanienne et Béotienne. Il envoya son frère Lucius en Acarnanie<sup>3</sup> et lui-même, dès les premiers jours du printemps 197<sup>4</sup>, entra en Béotie<sup>5</sup>.

Depuis longtemps, la politique d'alliance avec la Macédoine, soutenue par le parti démocratique, prédominait en Béotie : il faut ajouter que le voisinage des possessions macédoniennes de Thessalie, de Locride et d'Eubée prévenait toute tentative de défection. La ligue Béotienne, jusque-là, avait résisté à toutes les sollicitations de Flamininus et il est probable qu'elle n'eût cédé qu'à la force, si le général romain ne s'était décidé à en finir par un coup d'audace. Il vient camper près de Thèbes<sup>6</sup>, et, le lendemain, accompagné d'Attale et d'un seul manipule, il s'avance vers la ville. Deux mille légionnaires le suivaient à distance<sup>7</sup>. Les habitants courent aux remparts pour le voir ; le stratège des Béotiens, Antiphile, vient à sa rencontre et l'escorte pour lui faire honneur<sup>8</sup>. Flamininus était presque seul ; personne ne suspecte ses intentions. Arrivé près de la ville, il ralentit sa marche, entretient les principaux citoyens, les charme par sa conversation et pénètre dans Thèbes. Profitant de la confusion générale, les légionnaires l'avaient rejoint : ils entrèrent avec lui dans la ville<sup>9</sup>. Les habitants surpris, se croyant trahis par Antiphile, n'osèrent agir<sup>10</sup>. — Le lendemain, l'assemblée se réunit : « Il était visible », avoue Tite-Live, « que les débats ne seraient pas libres ; mais chacun dissimula une douleur qu'il

1. Tite-Live, XXXII, 40, 5.

2. Ibid., XXXII, 40, 6-7.

3. Ibid., XXXII, 40, 7.

4. Ibid., XXXIII, 1, 1 : « Initio veris. »

5. Ibid., XXXIII, 1, 1.

6. Ibid., XXXIII, 1, 1-2.

7. Ibid., XXXIII, 1, 2.

8. Ibid., XXXIII, 1, 3.

9. Ibid., XXXIII, 3, 6 ; Plutarque, *Flamininus*, VI, 2, 3.

10. Tite-Live, XXXIII, 1, 7-8.



eût été inutile et dangereux de laisser voir<sup>1</sup>. » Attale<sup>2</sup>, l'ancien stratège des Achéens Aristène<sup>3</sup>, puis Flamininus<sup>4</sup> parlèrent successivement en faveur de l'alliance romaine. Le décret d'alliance, rédigé par Dicéarque de Platées, fut voté sans que personne osât faire la moindre opposition<sup>5</sup> et ratifié par toutes les cités de Béotie<sup>6</sup>. La route de Macédoine était désormais ouverte. Flamininus revint à Elatée<sup>7</sup>.

Pendant ce temps, Lucius Flamininus s'efforçait d'enlever à Philippe l'alliance de l'Acarnanie, la dernière contrée de la Grèce qui lui demeurât fidèle, à la fois par tradition et par haine de sa voisine l'Étolie. Il fit venir à Corcyre les principaux membres de l'aristocratie et les détermina à agir<sup>8</sup>. Une assemblée se réunit à Leucade. Un grand nombre de cités n'y étaient pas représentées<sup>9</sup> : les aristocrates réussirent à faire voter l'alliance avec Rome<sup>10</sup>. Ce fut alors dans le pays, où le parti démocratique avait la prépondérance, une explosion générale<sup>11</sup>. Le stratège Zeuxide, qui avait mis l'alliance aux voix, fut déposé<sup>12</sup>; les promoteurs du décret, Archelaos et Bianor, furent condamnés pour crime de haute trahison<sup>13</sup>; tous deux cependant se défendirent avec énergie et firent annuler le décret porté contre eux<sup>14</sup>; mais l'alliance romaine n'en fut pas moins rejetée<sup>15</sup> et l'alliance macédonienne remise en vigueur.

Cet échec diplomatique pouvait avoir de graves conséquences

1. Tite-Live, XXXIII, 1, 8 : « Apparebat nihil liberae consultationis consilio, quod in diem posterum indictum erat Boeotis, relictum esse. Texerunt dolorem, quem et nequiquam et non sine periculo ostendissent. »

2. Ibid., XXXIII, 2, 1-3; Plutarque, *Flamininus*, VI, 4.

3. Tite-Live, XXXIII, 2, 3-4; Plutarque, *Flamininus*, VI, 4-5.

4. Tite-Live, XXXIII, 2, 5.

5. Ibid., XXXIII, 2, 6 : « Nullo contra dicere audente. »

6. Ibid., XXXIII, 2, 6-7; Plutarque, *Flamininus*, VI, 5; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

7. Tite-Live, XXXIII, 2, 9.

8. Ibid., XXXIII, 16, 1.

9. Ibid., XXXIII, 16, 3 : « Neque cuncti convenere Acarnanum populi. »

10. Ibid., XXXIII, 16, 3-4.

11. Ibid., XXXIII, 16, 4.

12. Ibid., XXXIII, 16, 5.

13. Ibid., XXXIII, 16, 5.

14. Ibid., XXXIII, 16, 10.

15. Ibid., XXXIII, 16, 4 : « Ad tollendum ... decretum Romanae societatis valuerunt », et 11 : « Ut ... redeundum in societatem Philippi abnuendamque Romanorum amicitiam censerent »; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

pour la politique romaine. Lucius Flamininus, sans perdre un instant, partit de Corcyre, se présenta devant Leucade<sup>1</sup> et somma la ville de se rendre. Sur son refus de capituler, elle fut prise d'assaut<sup>2</sup>. La capitale soumise, l'Acarnanie se trouvait réduite à l'impuissance, et peu de jours après, la nouvelle de Cynoscéphales vint hâter la soumission des cités qui hésitaient encore<sup>3</sup>.

La Macédoine avait été épuisée par la guerre et l'émigration. Pour réunir une armée qui pût tenir tête aux troupes romaines et à leurs alliés grecs, Philippe dut enrôler des recrues de seize ans et rappeler sous les drapeaux des vétérans depuis longtemps libérés du service. Malgré ces mesures désespérées, l'armée macédonienne, à l'ouverture de la campagne, ne comptait que vingt-cinq mille hommes, dont cinq mille étaient des auxiliaires. C'était peu pour défendre la Thessalie et la Macédoine, découvertes par la défection des alliés et directement menacées par Flamininus.

Au printemps de 197, Flamininus partit d'Élatée<sup>4</sup> et, par Héraclée, se porta sur Xynies, où il opéra la concentration de tous ses corps<sup>5</sup>. Une tentative pour enlever la ville de Thèbes en Phthiotide<sup>6</sup> échoua et lui-même, en opérant sa retraite, courut les plus grands dangers<sup>7</sup>. Philippe avait résolu de livrer bataille pour sauver son royaume : il prit l'offensive<sup>8</sup>. Flamininus s'avança à sa rencontre. Les troupes légères des deux armées se livrèrent d'abord quelques escarmouches dans lesquelles, grâce à la cavalerie étolienne, les Romains eurent l'avantage<sup>9</sup>. Mais le terrain très coupé, parsemé d'arbres, de murs, de ruisseaux, ne se prêtait pas à une bataille générale<sup>10</sup>. Les deux adversaires quittèrent leur position et marchèrent sur Scotussa<sup>11</sup>.

1. Tite-Live, XXXIII, 17, 2.

2. Ibid., XXXIII, 17, 14; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

3. Tite-Live, XXXIII, 17, 15 : « Audito proelio quo ad Cynoscephalas pugnatum erat, omnes Acarnaniae populi in dicionem legati venerunt. »

4. Ibid., XXXIII, 3, 6.

5. Ibid., XXXIII, 3, 8.

6. Ibid., XXXIII, 5, 1-2.

7. Ibid., XXXIII, 5, 3.

8. Ibid., XXXIII, 6, 3-4.

9. Polybe, XVIII, 19, 9-11; Tite-Live, XXXIII, 6, 6.

10. Polybe, XVIII, 20, 1; Tite-Live, XXXII, 6, 7-8; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

11. Polybe, XVIII, 20, 2-3; Tite-Live, XXXIII, 6, 8.

Le surlendemain, tandis que les deux armées manœuvraient, leurs avant-gardes se heurtèrent au milieu du brouillard<sup>1</sup> et engagèrent le combat : on se trouvait au centre d'une vaste plaine, coupée par une ligne de collines, les Cynoscéphales<sup>2</sup>, qui étaient aux mains des Macédoniens. L'action devient bientôt générale. Philippe se déploie sur les Cynoscéphales<sup>3</sup> et ordonne à son lieutenant Nicanor, resté en arrière, de venir se placer à sa gauche<sup>4</sup>. Flaminius divise son armée en deux corps ; il laisse son aile droite et ses éléphants en réserve et s'élance à la tête de l'aile gauche pour enlever les Cynoscéphales<sup>5</sup>. Mais il est repoussé et ses troupes reculent en désordre<sup>6</sup>. La position est inabordable de front : Flaminius se décide à l'attaquer de flanc. Il abandonne son aile gauche mise en désordre<sup>7</sup>, court rejoindre son aile droite laissée en réserve et charge, les éléphants en tête, le corps de Nicanor qui à ce moment même débouchait sur le champ de bataille<sup>8</sup>. Les troupes de Nicanor, surprises en pleine marche et en ordre de colonne<sup>9</sup>, n'ont pas le temps de former la phalange ; elles sont mises en fuite et poursuivies l'épée dans les reins<sup>10</sup>. Un tribun militaire, à la tête de vingt manipules, tombe sur les derrières de l'aile commandée par Philippe<sup>11</sup>, tandis que Flaminius l'attaque de front et de flanc avec toutes ses forces ralliées. Pressée de tous côtés, la phalange fut rompue ; huit mille Macédoniens furent tués, cinq mille faits prisonniers<sup>12</sup>. Le butin fut immense. Flaminius poursuivit les

1. Polybe, XVIII, 21, 2 ; Tite-Live, XXXIII, 7, 2 (cf. 7, 4) ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 1.

2. Tite-Live, XXXIII, 7-3 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 2.

3. Polybe, XVIII, 24, 1 ; Tite-Live, XXXIII, 8, 7-8 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 3.

4. Polybe, XVIII, 24, 2 ; Tite-Live, XXXIII, 8, 8-9.

5. Polybe, XVIII, 25, 1-3 ; Tite-Live, XXXIII, 8, 3.

6. Polybe, XVIII, 25, 4 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 3 et 6 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 4.

7. Polybe, XVIII, 25, 5 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 6 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 4.

8. Polybe, XVIII, 25, 5 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 6 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 4.

9. Polybe, XVIII, 25, 6 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 5-6.

10. Polybe, XVIII, 25, 7, et 26, 1 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 7 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 6.

11. Polybe, XVIII, 26, 2-5 ; Tite-Live, XXXIII, 9, 8-9.

12. Polybe, XVIII, 27, 6 ; Tite-Live, XXXIII, 10, 7-8 ; Plutarque, *Flaminius*, VIII, 7.

fuyards jusqu'à Larisse<sup>1</sup>. Il reçut dans cette ville un parlementaire de Philippe qui sollicitait une trêve pour ensevelir les morts et un sauf-conduit pour l'envoi d'une ambassade<sup>2</sup>. Flamininus accueillit favorablement les deux demandes<sup>3</sup>.

Les Éoliens prétendirent qu'ils étaient les véritables vainqueurs de Cynoscéphales<sup>4</sup> — c'est la tradition de Dion Cassius suivie par Zonaras<sup>5</sup> — et ils firent circuler en Grèce des épigrammes et des chansons, où ils se nommaient avant les Romains<sup>6</sup>. C'était là une prétention injustifiée; il est vrai qu'au début de l'action, l'avant-garde romaine fut un instant repoussée et que la cavalerie étolienne rétablit le combat<sup>7</sup>; mais la victoire fut décidée par les légions qui enfoncèrent la phalange. Polybe le dit formellement<sup>8</sup> : « Avec un ordre de bataille dont toutes les parties agissent avec tant de facilité, doit-on être surpris que les Romains, d'ordinaire, viennent plus aisément à bout de leurs entreprises que ceux qui combattent dans un autre ordre? Au surplus, je me suis cru obligé de traiter tout au long cette matière, parce que, au moment où les Macédoniens ont été vaincus, un grand nombre de Grecs ont considéré l'événement comme incroyable et que beaucoup se demanderont encore par la suite comment et pourquoi l'ordonnance romaine est supérieure à la phalange. » Le succès doit être surtout attribué à la solidité et à la mobilité de la légion, car, au point de vue tactique, la bataille de Cynoscéphales, accidentellement engagée, ne fut pas une grande victoire.

La grande victoire était la victoire diplomatique qui avait isolé Philippe et avait assuré à l'armée romaine, sur le champ de bataille, l'appui des contingents grecs : « Pénétrer en Macédoine », écrit Florus<sup>9</sup>, « ce fut la vaincre, car le roi n'osa plus en venir aux mains et la journée de Cynoscéphales, où sa puissance fut abattue d'un seul coup, fut à peine une bataille en

1. Polybe, XVIII, 33, 8; Tite-Live, XXXIII, 11, 2.

2. Tite-Live, XXXIII, 11, 3; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

3. Tite-Live, *loc. cit.*; Appien, *loc. cit.*

4. Plutarque, *Flamininus*, IX, 1.

5. *Annal.*, IX, 16.

6. Plutarque, *Flamininus*, IX, 1.

7. Polybe, XVIII, 22, 4-5; Tite-Live, XXXIII, 7, 13; Plutarque, *Flamininus*, IX, 1.

8. Polybe, XVIII, 32, 12-13.

9. *Histoire romaine*, I, 23, 11.

régle. » La diplomatie, qui avait préparé la victoire, allait maintenant en tirer les conséquences.

IV. — *Le traité de paix avec la Macédoine*  
(printemps 196).

Deux questions se posaient au lendemain de Cynoscéphales : fallait-il faire la paix avec la Macédoine et à quelles conditions ? — Du côté romain, il y avait unanimité à souhaiter la paix. Le peuple, épuisé par la guerre punique, n'avait voté la guerre, trois années auparavant, que sur les instances réitérées du Sénat<sup>1</sup>. En 196, lorsque les deux consuls L. Furius Purpureo et M. Claudius Marcellus tentèrent de faire rejeter le traité de paix<sup>2</sup>, deux tribuns, Q. Marcius Ralla et C. Atinius Labeo, firent opposition<sup>3</sup> et, quand la ratification fut présentée au peuple, le vote des trente-cinq tribus fut unanime<sup>4</sup>. — Le Sénat avait entrepris la guerre pour sauver l'Égypte et garantir le maintien de l'équilibre oriental. Cet équilibre reposait sur l'existence des trois grandes monarchies de la mer Égée, la Macédoine, l'Égypte, la Syrie. Le but était désormais atteint ; l'anéantissement de la puissance macédonienne n'eût profité qu'à Antiochus.

S'il n'avait pas secouru Philippe malgré le traité d'alliance de 203, Antiochus n'en avait pas moins poursuivi ses conquêtes aux dépens de Ptolémée. En 198, toute la Cœlésyrie était tombée entre ses mains ; les villes grecques d'Asie Mineure étaient menacées. On avait pu craindre un instant, au début de 197, qu'il n'intervînt en faveur de Philippe. Aussi le Sénat s'était-il montré fort réservé à son égard ; il avait encouragé secrètement les Rhodiens à prendre la défense des villes d'Asie Mineure, mais avait accueilli avec beaucoup de ménagements une ambassade syrienne et feint de croire aux protestations de dévouement d'Antiochus. Après Cynoscéphales, la paix était possible dans des conditions avantageuses pour Rome ; Philippe la demandait : le Sénat était décidé à la conclure avant qu'Antiochus eût eu

1. Tite-Live, XXXI, 8, 1.

2. Polybe, XVIII, 42, 3 ; Tite-Live, XXXIII, 25, 4-5.

3. Tite-Live, XXXIII, 25, 6.

4. Polybe, XVIII, 42, 4-5 ; Tite-Live, XXXIII, 25, 7 : « Omnes quinque et triginta tribus « uti rogas » jusserunt. » Cf. *infra*, p. 269.



le temps de se prononcer : « En faisant la paix », dit Plutarque<sup>1</sup>, « Flamininus se prêtait sagement aux circonstances et prévoyait l'avenir. Si Philippe et Antiochus se fussent unis, Rome eût couru les mêmes dangers que lors de la seconde guerre punique. Flamininus, en plaçant à propos la paix entre les deux guerres, en terminant l'une avant le commencement de l'autre, ruina d'un seul coup la dernière espérance de Philippe et la première d'Antiochus. » — Personnellement enfin, Flamininus souhaitait la paix. Il ignorait s'il serait prorogé une seconde fois en mars 196 et ne voulait pas laisser à un autre la gloire de terminer la guerre de Macédoine.

Le peuple, le Sénat, Flamininus souhaitaient donc la paix. Mais Rome avait toujours affecté de n'intervenir contre la Macédoine qu'au nom et dans l'intérêt de ses alliés grecs. Aux conférences de Nicée, Flamininus s'était borné à diriger la négociation et à prendre la parole comme mandataire du Sénat; quant aux alliés, il s'était contenté de les mettre en rapport avec Philippe et les avait laissés poser eux-mêmes leurs conditions. Philippe demandant la paix, Flamininus ne pouvait se dispenser de consulter les alliés à la fois sur l'opportunité et sur les conditions de cette paix.

Flamininus, conformément à ses instructions, avait accueilli favorablement les ouvertures de Philippe<sup>2</sup>; il avait même cherché à rassurer le roi en lui disant d'avoir confiance<sup>3</sup>. Le mot blessa vivement les Éoliens : « La victoire », disaient-ils<sup>4</sup>, « avait changé le général. Auparavant, il ne faisait rien sans consulter les alliés; maintenant il réglait tout à son gré et cherchait personnellement à gagner les faveurs de Philippe pour recueillir tous les bénéfices d'une guerre dont toutes les fatigues avaient été pour les Éoliens. » Flamininus avait contre les Éoliens plus d'un grief légitime : il leur reprochait leur arrogance et leur avidité pour le pillage<sup>5</sup>. Son orgueil de Romain souffrait beaucoup de leurs prétentions à la victoire. Sans tenir

1. Plutarque, *Flamininus*, IX, 7-8.

2. Tite-Live, XXXIII, 11, 13.

3. Ibid., XXXIII, 11, 4.

4. Ibid., XXXIII, 11, 4-7 : « Quae maxime Aetolos offendit, jam tumentes querentesque mutatum victoria imperatorem; ante pugnam omnia magna parvaeque communicare cum sociis solitum; nunc omnium expertes consiliorum esse, suo ipsum arbitrio cuncta agere. »

5. Ibid., XXXIII, 11, 8-9.

compte de leurs réclamations, il accorda à Philippe une trêve de quinze jours et prit date avec lui pour une entrevue<sup>1</sup>.

Quelques jours avant l'entrevue, Flamininus réunit le conseil des alliés, mit à l'ordre du jour la question de la paix et pria les alliés d'énoncer leurs conditions<sup>2</sup>. Les Éoliens protestèrent violemment<sup>3</sup> : « Il était impossible », dirent-ils, « d'assurer la paix aux Romains et la liberté à la Grèce, sans ôter la vie ou du moins le trône à Philippe, deux choses qui seraient très faciles si l'on voulait profiter de la fortune<sup>4</sup>. » Flamininus répondit nettement que Rome n'avait jamais eu l'intention — ce qui était vrai — de faire à Philippe une guerre à mort<sup>5</sup>; elle n'avait combattu la Macédoine que pour limiter sa puissance et rendre la liberté aux Grecs. D'ailleurs, l'existence de la Macédoine, qui était un rempart naturel contre les barbares du nord, était indispensable à la sécurité de la Grèce<sup>6</sup>. Flamininus conclut en annonçant qu'il ferait à Philippe des conditions telles « que le roi de Macédoine ne pourrait recommencer la guerre<sup>7</sup>. »

Trois jours plus tard eut lieu l'entrevue de Tempé où se rencontrèrent Philippe, Flamininus et les représentants des alliés<sup>8</sup>. Philippe déclara tout d'abord qu'il acceptait toutes les conditions présentées par les Romains ou par leurs alliés aux conférences de Nicée<sup>9</sup>; pour le reste, il s'en remettait au Sénat. Il y eut un instant de silence. La résignation de Philippe semblait rendre toute discussion inutile<sup>10</sup>. Seuls les Éoliens, toujours défiants et hostiles au principe même de la paix, intervinrent : « Nous rendrez-vous », demanda Phaeneas à Philippe, « Pharsale, Larisse, Crémaste, Échinos et Thèbes de Phtiotide<sup>11</sup>? » Le roi répondit

1. Polybe, XVIII, 34, 5; Tite-Live, XXXIII, 12, 1.

2. Polybe, XVIII, 36, 2; Tite-Live, XXXIII, 12, 1-2; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

3. Polybe, XVIII, 36, 5 et suiv.; Tite-Live, XXXIII, 12, 3.

4. Polybe, XVIII, 37, 6-9; Tite-Live, XXXIII, 12, 3-4; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

5. Polybe, XVIII, 37, 1-7; Tite-Live, XXXIII, 12, 5-10; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

6. Polybe, XVIII, 37, 8-9; Tite-Live, XXXIII, 12, 10-11; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

7. Polybe, XVIII, 37, 12; Tite-Live, XXXIII, 12, 13; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1.

8. Polybe, XVIII, 37, 6-9; Tite-Live, XXXIII, 13, 2-3.

9. Polybe, XVIII, 38, 2; Tite-Live, XXXIII, 13, 3-4.

10. Polybe, XVIII, 38, 3; Tite-Live, XXXIII, 13, 5 : « Cunctis tacentibus. »

11. Polybe, XVIII, 38, 3-4; Tite-Live, XXXIII, 13, 6.

affirmativement, mais alors Flamininus prit la parole : « Rome », dit-il, « ne consentirait à rendre aux Étoliens que Thèbes parce que la ville avait été enlevée d'assaut ; quant aux autres cités, elles avaient fait spontanément alliance avec Rome et Rome ne se croyait pas le droit de disposer de leur sort<sup>1</sup>. » Intervention significative : Rome se défiait de l'Étolie et ne voulait à aucun prix lui laisser prendre la prépondérance dans la Grèce du Nord.

Le conseil des alliés se rangea unanimement<sup>2</sup> à l'opinion de Flamininus ; il se rallia aux conditions proposées par le général romain et acceptées par Philippe. Les préliminaires de Tempé comprenaient deux parties distinctes ; 1° l'une, immédiatement exécutoire : versement par le roi de Macédoine d'une indemnité de deux cents talents, livraison d'otages, parmi lesquels le fils du roi, Démétrius, trêve de quatre mois pour l'envoi d'ambassadeurs à Rome<sup>3</sup> (il était d'ailleurs formellement stipulé que, si la paix ne se concluait pas, on rendrait à Philippe ses otages et son argent<sup>4</sup>) ; — 2° l'autre, qui comprenait l'ensemble des questions territoriales, conditionnelle, acceptée par le général *ad referendum*, c'est-à-dire sous ratification du Sénat<sup>5</sup>. Ces articles de Tempé reproduisaient, en somme, les conditions proposées à Nicée, avec aggravation sur deux points — demande d'une indemnité de guerre, livraison d'otages — dont on n'avait pas parlé lors des entrevues du golfe Maliaque. Ces deux exigences nouvelles représentaient pour Philippe le prix dont il fallait payer la défaite de Cynoscéphales, et il faut reconnaître qu'elles n'avaient rien d'exorbitant. Parmi les alliés, les Étoliens, nous l'avons vu, auraient demandé davantage, mais Flamininus s'était catégoriquement refusé à les suivre dans leur intransigeance.

Philippe avait agi habilement en pressant la signature des préliminaires. Ses ennemis, enhardis par sa défaite, prenaient

1. Polybe, XVIII, 38, 4-8 ; Tite-Live, XXXIII, 7-12.

2. Polybe, XVIII, 39, 1 ; Tite-Live, XXXIII, 13, 13 : « Omnium sociorum consensu. »

3. Polybe, XVIII, 39, 5-6 ; Tite-Live, XXXIII, 13, 14-15 ; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 2.

4. Polybe, XVIII, 39, 6 ; Tite-Live, XXXIII, 13, 15 : « Si pax non impetrata ab Senatu foret, obsides pecuniamque reddi Philippo receptum est » ; Zonaras, *Annal.*, IX, 16.

5. Polybe, XVIII, 39, 7 ; Tite-Live, XXXIII, 13, 14 : « De ceteris Romam mitteret legatos » ; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 1 : « Μέχρι δὲ ταῦθ' ἡ σύγκλητος ἐπικυρώσει. »

de tous côtés l'offensive. Les Achéens battaient devant Corinthe le général macédonien Androsthène<sup>1</sup>; les Rhodiens envahissaient la Carie et mettaient en déroute à Alabanda le lieutenant du roi, Dinocrate<sup>2</sup>; les Dardaniens enfin se jetaient sur la Macédoine. Philippe les écrasa à Stobi<sup>3</sup> et les força d'évacuer son royaume<sup>4</sup>.

Les pourparlers entamés à Tempé allaient bientôt se poursuivre à Rome. Il convient de s'arrêter quelque peu à ces négociations de 197, une des pages les plus curieuses d'histoire diplomatique que nous ait léguées l'antiquité. Prenons d'abord chronologiquement les faits; nous verrons ensuite ce que nous pouvons en conclure pour le caractère et la marche générale de la politique romaine en Grèce.

Vers la fin de l'année 197<sup>5</sup>, on reçut à Rome une lettre de Flamininus qui annonçait la bataille et la victoire de Cynoscéphales. La lettre fut lue au Sénat par le préteur Sergius, puis à l'assemblée du peuple<sup>6</sup>. Pour célébrer ce grand succès, on ordonna cinq jours de supplications. Peu de temps après, dans les derniers jours de l'année<sup>7</sup>, arrivèrent les envoyés de Flamininus, porteurs des conditions de Tempé, et les députés de Philippe. Le Sénat se réunit au Champ-de-Mars dans le temple de Bellone. Les Macédoniens déclarèrent que le roi souscrivait d'avance à toutes les conditions qui lui seraient imposées par le Sénat<sup>8</sup>. Remarquons la formule : il ne s'agit pas de demander ou d'accepter la ratification des articles de Tempé. Les ambassadeurs vont infiniment plus loin, puisqu'ils se déclarent prêts à accepter sans réserve toutes les conditions qu'il plaira au Sénat de leur imposer. Le Sénat ne vota pas officiellement la conclusion de la paix; ce droit d'ailleurs ne lui appartenait pas, car, d'après les usages constitutionnels, il était expressément réservé aux Comices centuriates, mais — ce qui pratiquement revenait

1. Tite-Live, XXXIII, 14, 1 et suiv.

2. Ibid., XXXIII, 18.

3. Ibid., XXXIII, 19, 2.

4. Ibid., XXXIII, 19, 4.

5. Ibid., XXXIII, 24, 3.

6. Ibid., XXXIII, 24, 4.

7. Ibid., XXXIII, 24, 5. Tite-Live place expressément le fait après l'élection des consuls de 196, L. Furius Purpureo et M. Claudius Marcellus, et avant leur entrée en charge (Ibid., XXXIII, 25, 4).

8. Tite-Live, XXXIII, 24, 6-7 : « Quodcumque Senatus censuisset, id regem facturum esse. »

au même — il en ratifia le principe<sup>1</sup> et nomma une commission de dix sénateurs, qui devait se rendre en Grèce et procéder à la rédaction définitive du traité de paix. P. Sulpicius et P. Villius, les deux prédécesseurs de Flamininus dans le commandement en chef, étaient désignés pour en faire partie<sup>2</sup>.

Suivant l'usage, ces dix commissaires, représentants de la pensée et de la politique sénatoriales, reçurent avant leur départ des instructions précises. Appien et Tite-Live nous donnent à cet égard de précieux renseignements : « Le Sénat », écrit Appien<sup>3</sup>, « trouva trop douces les conditions de Flamininus et imposa les conditions suivantes : toutes les cités grecques qui avaient été sous la domination de Philippe devaient être libres ; le roi devait en retirer les garnisons avant les prochains Jeux isthmiques. Il livrerait tous ses navires de guerre, sauf un à six rangs de rames et cinq navires pontés plus petits. Il paierait à Rome une indemnité de mille talents d'argent, cinq cents au comptant, cinq cents par annuités égales pendant dix ans. Il rendrait tous les prisonniers et tous les transfuges qui étaient entre ses mains. Ces conditions, ajoutées par le Sénat<sup>4</sup>, furent toutes acceptées par le roi, ce qui prouvait que les conditions de Flamininus étaient trop douces<sup>5</sup>. Dix commissaires furent envoyés par le Sénat à Flamininus qui dut régler, d'après leurs avis, la situation créée par la victoire. »

Ce texte d'Appien est fort intéressant et aussi précis que possible. Lorsqu'à la suite des conférences de Nicée une ambassade macédonienne était venue à Rome, le Sénat avait réclamé, comme base de toute négociation, l'évacuation des trois places fortes de Chalcis, Corinthe et Démétriade<sup>6</sup>, ce qui était encore s'en tenir au programme diplomatique de Nicée. Après la défaite de Philippe, le Sénat se crut en droit d'exiger davantage. Tout en acceptant le principe de la paix, il trouva les conditions de Tempé trop douces et les dix commissaires reçurent des instructions en conséquence. Une clause nouvelle, la remise des vaisseaux, dont il n'avait été question ni à Nicée, ni à Tempé, fut

1. Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 3.

2. Tite-Live, XXXIII, 24, 7.

3. Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 3.

4. Τά δὲ μὲν ἡ Βουλὴ προσέθηκε.

5. Φίλιππος ἐδέξατο ἅπαντα ᾧ καὶ μάλιστα ἡ μικρολογία Φλαμίνιου καταφανὴς ἐγένετο.

6. Polybe, XVIII, 11, 13-14 ; Tite-Live, XXXII, 37, 5.



introduite et, en outre, l'indemnité de guerre prévue par les préliminaires de Tempé fut portée de deux cents talents à mille, c'est-à-dire au quintuple.

Toutes ces clauses, énumérées par Appien, étaient impératives pour les dix commissaires, mais elles ne constituaient pas la totalité de leurs instructions. Il y avait certains points sur lesquels le Sénat leur donnait toute latitude de décider en dernier ressort : c'était le cas, en particulier, pour l'évacuation des trois grandes places de Chalcis, Corinthe et Démétriade : « Dans le sénatus-consulte qui avait réglé l'envoi des dix commissaires », nous dit Tite-Live<sup>1</sup>, « la libération des autres villes grecques d'Europe et d'Asie était stipulée expressément ; mais, pour les trois villes (Chalcis, Corinthe, Démétriade), la commission avait été autorisée à décider au mieux des intérêts de la République. » Et, de fait, quand se posa en 196 la question d'évacuation, ce furent les dix commissaires qui, malgré les efforts de Flaminius, eurent le dernier mot ; l'Acrocorinthe, Chalcis et Démétriade durent rester, au moins provisoirement, occupées par les garnisons romaines<sup>2</sup>.

La politique sénatoriale se trouvait donc nettement en désaccord avec celle du général en chef. Le Sénat avait trouvé — Appien nous le dit catégoriquement — les conditions de Flaminius trop douces et avait remanié, en l'aggravant, le traité de paix. Cette divergence qui se manifeste ainsi pour la première fois vers la fin de 197, nous la retrouverons par la suite à plusieurs reprises : elle constitue un des traits essentiels de la politique et de la diplomatie romaines en Grèce au début du II<sup>e</sup> siècle.

La question semblait réglée, du moins en principe. On se rendit compte bientôt qu'il n'en était rien. Dès leur entrée en charge (début 196), les nouveaux consuls L. Furius Purpureo et M. Claudius Marcellus demandèrent que la Macédoine fût déclarée province consulaire<sup>3</sup> : « La paix », disaient-ils, « était trompeuse et, si on rappelait l'armée, Philippe ne tarderait pas à reprendre les armes<sup>4</sup>. » Ces assertions ébranlèrent le

1. Tite-Live, XXXIII, 31, 4-6 : « In Senatus consulto, quo missi decem legati ab urbe erant, ceterae Graeciae atque Asiae urbes haud dubie liberabantur ; de iis tribus urbibus, legati, quod tempora rei publicae postulassent, id e re publica fideque sua facere ac statuere jussi erant. »

2. Ibid., XXXIII, 31, 11.

3. Polybe, XVIII, 42, 3 ; Tite-Live, XXXIII, 25, 4.

4. Tite-Live, XXXIII, 25, 5.

Sénat<sup>1</sup>, où un nombreux parti — peut-être la majorité — désirait conserver en Grèce un corps d'occupation. Mais les tribuns Q. Marcius Ralla et C. Atinius Labeo menacèrent d'intercéder si le principe même de la paix n'était pas soumis au vote du peuple<sup>2</sup>. Les trente-cinq tribus, à l'unanimité<sup>3</sup>, se prononcèrent pour la paix<sup>4</sup>. Les deux consuls reçurent l'Italie comme province<sup>5</sup>; Flamininus, sans être officiellement prorogé une seconde fois — il avait été prorogé l'année précédente jusqu'à la venue d'un successeur<sup>6</sup> — fut maintenu dans son commandement<sup>7</sup>.

Peu de temps après arrivèrent en Grèce les dix commissaires porteurs des instructions sénatoriales<sup>8</sup>. Le traité de paix avec la Macédoine fut rédigé sur les bases impératives que le Sénat avait substituées aux conditions de Tempé. Il comprit cinq articles :

Article I<sup>er</sup>. — Toutes les cités grecques d'Asie et d'Europe seront libres et jouiront de leurs propres lois<sup>9</sup>.

Article II. § 1. — Pour les villes grecques qui sont en sa puissance et sont occupées par ses garnisons, Philippe devra les évacuer et les livrer aux Romains avant les Jeux isthmiques<sup>10</sup>.

§ 2. — Il devra évacuer Euromos, Pedasa, Bargylia, Iassos et aussi Abydos, Thasos, Myrina, Périnthe, qui seront libres<sup>11</sup>.

1. Tite-Live, *loc. cit.* : « Marcellus ... dubios sententiae patres fecerat et forsitan obtinuisset consul... »

2. Ibid., XXXIII, 25, 6 : « Ni prius ipsi ad plebem tulissent, vellent jubere cum rege Philippo pacem esse. »

3. Ibid., XXXIII, 25, 8 : « Omnes quinque et triginta tribus « uti rogas » jusserunt. »

4. Polybe, XVIII, 43, 4; Tite-Live, *loc. cit.*

5. Tite-Live, XXXIII, 25, 10.

6. Ibid., XXXII, 28, 9 : « T. Quinctio prorogarunt imperium, donec successor ex Senatus consulto venisset. »

7. Ibid., XXXIII, 25, 11 : « T. Quinctius Flamininus ... provinciam eodem exercitu obtinere jussus; imperium ei prorogatum satis jam ante videri esse. »

8. Ibid., XXXIII, 30, 1; Polybe, XVIII, 42, 5-6; 44, 1.

9. Polybe, XVIII, 44, 2 : « Τούς μὲν ἄλλους Ἑλλήνας πάντας, τοὺς τε κατὰ τὴν Ἀσίαν καὶ κατὰ τὴν Ἑυρώπην, ἐλευθέρους ὑπάρχειν καὶ νόμοις χρῆσθαι τοῖς ἰσθμίοις. » Tite-Live, XXXIII, 30, 1-2; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 3.

10. Polybe, XVIII, 44, 3 : « Τούς δὲ ταττομένους ὑπὸ Φίλιππον καὶ τὰς πόλεις τὰς ἐμφορεύους παραδοῦναι Φίλιππον Ῥωμαίοις πρὸ τῆς τῶν Ἰσθμίων πανηγύρεως. » Tite-Live, XXXIII, 30, 2; Appien, *loc. cit.*

11. Polybe, XVIII, 44, 4 : « Εὐρωμον δὲ καὶ Πήδασα καὶ Βαργύλια καὶ τὴν Ἰαστίον πόλιν, ὁμοίως Ἀβυδον, Θάσον, Μύριναν, Πέρινθον, ἐλευθέρως ἀφεῖναι, τὰς προურὰς δὲ αὐτῶν μεταστῆσάμενον. » Tite-Live, XXXIII, 30, 3.

§ 3. — Quant à la liberté de la ville de Cios, Flamininus écrivait au roi de Bithynie, Prusias, ce que le Sénat avait décidé<sup>1</sup>.

Article III. — Il rendra aux Romains, dans le même laps de temps, tous les prisonniers et les transfuges<sup>2</sup>.

Article IV. — Il livrera tous ses navires de guerre, sauf cinq petits vaisseaux et sa galère à six rangs de rames<sup>3</sup>.

Article V. — Il paiera une indemnité de mille talents, la moitié immédiatement, l'autre moitié par annuités pendant dix ans<sup>4</sup>.

Le texte fondamental pour le traité de 196 est celui de Polybe, que nous suivons ci-dessus. Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 3, nous donne dans leur ensemble les articles I, III, IV et V; il abrège l'article II en n'en rapportant que les dispositions générales et en supprimant l'énumération des cités à évacuer. Plutarque, *Vie de Flamininus*, IX, 6, se borne à résumer les articles I, II, IV, V; il omet l'article III relatif aux prisonniers et transfuges. Reste enfin le texte de Tite-Live, XXXIII, 30. Tite-Live reproduit intégralement les cinq articles de Polybe, et de plus il en ajoute trois autres : 1° Philippe ne pourra pas avoir sous les armes plus de cinq mille soldats; 2° il ne pourra posséder aucun éléphant; 3° il ne pourra faire la guerre hors des limites de la Macédoine sans l'autorisation du Sénat romain. Ces trois dernières clauses se retrouvent également chez Zonaras, *Annales*, IX, 16, qui, sur ce point, s'inspire directement de Tite-Live.

Ces articles supplémentaires que ne connaît pas Polybe, Tite-Live les a trouvés chez les annalistes. La tradition annalistique d'ailleurs, au témoignage de Tite-Live lui-même, présentait encore avec le texte de Polybe d'autres divergences : « Valerius Antias prétend que l'indemnité de guerre fut de quatre mille livres pesant d'argent payables en dix ans; Claudius parle

1. Polybe, XVIII, 44, 5 : « Περὶ δὲ τῆς τῶν Κιανῶν ἐλευθερώσεως Τίτον γράφει πρὸς Προυσίαν κατὰ τὸ δογμα τῆς συγκλήτου » Tite-Live, XXXIII, 30, 4.

2. Polybe, XVIII, 44, 6 : « Τὰ δ' αἰχμάλωτα καὶ τοὺς αὐτομόλους ἅπαντας ἀποκαταστήσαι Φίλιππον Ῥωμαίοις ἐν τοῖς αὐτοῖς χρόνοις » Tite-Live, XXXIII, 30, 5; Appien, *loc. cit.*

3. Polybe, XVIII, 44, 6 : « Ὁμοίως δὲ καὶ τὰς καταπράκτους ναῦς, πλὴν πέντε σκαφῶν καὶ τῆς ἐκκαϊεκήρου » Tite-Live, XXXIII, 30, 5-6; Plutarque, *Flamininus*, IX, 6; Appien, *loc. cit.*

4. Polybe, XVIII, 44, 7 : « Δοῦναι δὲ καὶ χίλια τάλαντα, τούτων τὰ μὲν ἡμίση παρὰ νῦν, τὰ δ' ἡμίση κατὰ φόρους ἐν ἔτεσι δέκα. » Tite-Live, XXXIII, 30, 7-8; Plutarque, *Flamininus*, IX, 6; Appien, *loc. cit.*

de quatre mille deux cents livres pesant d'argent payables en trente ans et de vingt mille comptant. Il dit encore qu'une clause formelle défendait à Philippe d'attaquer le nouveau roi de Pergame, Eumène, fils d'Attale... Valerius Antias ajoute qu'Attale reçut, en son absence, l'île d'Égine et les éléphants; les Rhodiens, Stratonicee et les autres villes de Carie que Philippe avait possédées; les Athéniens, les îles de Lemnos, Imbros, Délos et Scyros. »

Or, il est démontré que ces données des annalistes sont en grande partie erronées. Attale, contrairement au texte de Valerius Antias, était mort lors de la conclusion du traité, et quant à Égine, il l'avait déjà achetée aux Etoliens pendant la première guerre de Macédoine. Autre erreur : Stratonicee et les villes de Carie n'ont pu être données aux Rhodiens, car l'article premier du traité stipulait expressément la liberté de toutes les villes d'Asie. Enfin, troisième erreur : c'est seulement après la défaite de Persée, nous dit expressément Polybe, qu'Athènes a reçu les îles de Lemnos et de Délos.

Nous devons donc nous montrer très prudents vis-à-vis de la tradition annalistique, nous en tenir au texte de Polybe et rejeter par conséquent les additions que Tite-Live, sur la foi des annalistes, s'est cru autorisé à y faire.

Ce traité de paix de 196, en ce qui concerne les relations de Rome et de la Macédoine, n'est que la dernière étape de la campagne diplomatique commencée deux années auparavant et dont les épisodes principaux ont été les entrevues de l'Aoûs, de Nicée et de Tempé. Aussi, pour l'apprécier à sa juste valeur, convient-il d'en rapprocher les articles des conditions proposées par Flamininus à Philippe lors de leurs rencontres successives :

a) Entrevue de l'Aoûs (été 198). — Évacuation des cités grecques. — Indemnité pécuniaire aux villes dont Philippe avait ravagé le territoire.

b) Entrevue de Nicée (début 197).

1° Conditions de Rome. — Évacuation des cités grecques. — Remise aux alliés des prisonniers et transfuges. — Restitution aux Romains des places d'Illyrie occupées par Philippe depuis la paix de 205, à Ptolémée des villes conquises depuis la mort de Ptolémée Philopator.

2° Conditions des alliés. — Attale : reddition des vaisseaux et des prisonniers capturés à la bataille de Chios; remise en état du Nicéphorion et du temple de Vénus. — Rhodes : restitution de la

Pérée; évacuation d'Iassos, Bargylia, Euromos, Sestos, Abydos; rétablissement du gouvernement de Périnthe. — Ligue Achéenne : restitution d'Argos et de Corinthe. — Ligue Étolienne : évacuation de toute la Grèce. Restitution aux Étoliens des villes qui leur avaient appartenu.

c) Entrevue de Tempé (197). — Acceptation par Philippe de toutes les conditions proposées à Nicée, soit par Rome, soit par les alliés. Indemnité de deux cents talents. Remise d'otages.

Après l'entrevue de Nicée, la rupture diplomatique s'était produite sur la question des villes de Chalcis, Corinthe et Démétriade. Le Sénat avait posé comme bases *sine qua non* de toute négociation l'évacuation des trois places fortes par les troupes macédoniennes. Les ambassadeurs de Philippe ayant déclaré n'avoir aucun mandat précis à ce sujet, il n'y avait pas eu moyen de s'entendre et la guerre avait continué. A Tempé, Philippe accepte l'ensemble des conditions de Nicée, y compris l'évacuation de Chalcis, Corinthe et Démétriade. Nous avons vu enfin le Sénat aggraver les préliminaires de Tempé par l'addition de deux articles nouveaux, les articles IV et V du traité définitif.

Une dernière remarque : le traité ne concernait directement que Rome et la Macédoine; les alliés n'y étaient pas nommés. Rome se réservait de satisfaire elle-même et elle seule à leurs revendications. Vis-à-vis de la Macédoine, elle ne prenait qu'un engagement qui était surtout un engagement de principe : toutes les cités grecques d'Asie et d'Europe seraient libres, ce qui impliquait le rappel des troupes romaines. Mais dans quelle mesure, sous quelle forme et surtout dans quel délai ce principe devait-il recevoir son application? C'était une question qui avait été réservée à dessein et que le Sénat entendait bien régler, à son gré et à son heure, selon l'intérêt exclusif de la politique romaine.

#### V. — *Insurrection de la Béotie.*

##### *La proclamation des Jeux isthmiques (printemps 196).*

L'œuvre diplomatique, qui avait valu à Rome l'alliance de tous les États grecs, était très brillante, mais elle était aussi extrêmement fragile et Flamininus, mieux que personne, s'en rendait compte. Aucun des alliés de Philippe ne l'avait abandonné spontanément. Pour entraîner la ligue Achéenne, il avait fallu



la présence de l'armée et de la flotte romaines; Nabis avait fait ses réserves et pris ses garanties; la ligue Acarnanienne n'avait cédé qu'à la force, la ligue Béotienne qu'à la ruse. — Le sentiment dominant en Grèce était la défiance. Les Etoliens, les plus puissants et les plus violents, osaient déjà attaquer la politique romaine et s'en prendre à Flamininus; une grave insurrection éclata en Béotie.

Après Cynoscéphales, une ambassade béotienne était venue demander à Flamininus le rapatriement des soldats béotiens qui avaient servi dans l'armée de Philippe<sup>1</sup>. Flamininus savait que la ligue Béotienne, un instant déconcertée par la surprise de Thèbes, était restée secrètement hostile aux Romains: pensant la gagner par un bienfait, Flamininus avait accédé à la demande<sup>2</sup>. Un grand nombre de Béotiens rentrèrent dans leurs foyers et avec eux leur chef, un certain Brachylles<sup>3</sup>. Mais au lieu de rendre grâces à Flamininus, les Béotiens envoyèrent une députation remercier le roi de Macédoine<sup>4</sup>. Ils firent plus: ils nommèrent Brachylles béotarque<sup>5</sup> et élevèrent à toutes les fonctions des partisans de la Macédoine.

Les chefs du parti romain, Zeuxippe et Pisistrate<sup>6</sup>, exposés aux représailles de leurs adversaires, se plaignirent auprès de Flamininus: « Il fallait tuer », dirent-ils, « Brachylles pour décourager le parti macédonien<sup>7</sup>. » Tite-Live ne parle ni de cette démarche, ni de la réponse du général romain; il n'est pas difficile de comprendre les motifs de sa réserve dans cette circonstance. Mais nous avons conservé le passage de Polybe qui est relatif à ces événements: « Flamininus », dit Polybe<sup>8</sup>, « déclara qu'il ne s'associerait pas à leur dessein, mais qu'au reste, il ne leur défendait pas de l'exécuter<sup>9</sup>. » C'était, sans se compromettre, se rallier à l'idée du meurtre. Brachylles fut assassiné par trois

1. Polybe, XVIII, 43, 1; Tite-Live, XXXIII, 27, 6.

2. Polybe, XVIII, 43, 2; Tite-Live, XXXIII, 27, 6.

3. Polybe, XVIII, 43, 3; Tite-Live, XXXIII, 27, 8.

4. Polybe, XVIII, 43, 4; Tite-Live, XXXIII, 27, 7.

5. Polybe, XVIII, 43, 3; Tite-Live, XXXIII, 27, 8.

6. Polybe, XVIII, 43, 5.

7. Ibid., XVIII, 43, 9: « Καὶ τέλος ἐθάρρησαν εἰπεῖν, ὡς ἂν μὴ τὸν Βραχύλῃην ἐπανελόμενοι καταπλήζονται τοὺς πολλούς, οὐκ ἔστιν ἀσφάλεια τοῖς Ῥωμαίων φθόοις. »

8. Ibid., XVIII, 43, 10.

9. « Αὐτὸς μὲν οὐκ ἔφη κοινωκεῖν τῆς πράξεως ταύτης, τοὺς δὲ βουλευμένους πρᾶττειν οὐ κολύειν. »

Étoliens et trois Italiens, fait non moins significatif que la réponse de Flamininus<sup>1</sup>.

Le peuple alors s'insurgea<sup>2</sup>, força Zeuxippe à s'enfuir<sup>3</sup> et condamna Pisistrate à mort : partout, dans les campagnes, les soldats romains isolés furent attaqués et massacrés : « L'assassinat du béotarque », écrit Tite-Live<sup>4</sup>, « inspira aux Thébains et à tous les Béotiens une haine furieuse contre les Romains... Mais ils n'avaient pour se révolter ni armée, ni général. Au lieu de la guerre, ils firent le métier de brigands et se mirent à égorger les soldats romains, soit en les attirant chez eux comme des hôtes, soit en les surprenant dans leurs quartiers d'hiver, lorsque leurs affaires les contraignaient à aller et venir. Quelques-uns tombèrent en route dans des embuscades préparées par les Béotiens qui connaissaient bien le pays ; d'autres furent détournés de leur chemin et entraînés par trahison dans des hôtelleries désertes où on les mit à mort. À la fin, la haine ne fut pas la seule cause de tous ces crimes ; l'amour du gain en fit commettre aussi, car les soldats qui étaient en congé avaient presque toujours de l'argent dans leur ceinture pour trafiquer. Le nombre de ceux qui disparaissaient, d'abord peu considérable, s'accrut bientôt de jour en jour, et la Béotie entière devint un pays atroce, où le soldat craignait, plus que dans une terre ennemie, de s'aventurer hors du camp... Plusieurs fantassins furent trouvés sur les bords du lac Copaïs ; on tira de la vase leurs cadavres, auxquels on avait attaché de grosses pierres ou des amphores, pour que le poids les entraînât au fond. »

Flamininus demanda réparation ; il exigea deux conditions : la remise des coupables et le paiement d'une indemnité de cinq cents talents<sup>5</sup>. Les Béotiens refusèrent<sup>6</sup>. Flamininus envoya alors à Athènes et en Achaïe des ambassades pour exposer les faits et annoncer qu'il allait déclarer la guerre aux Béotiens<sup>7</sup> : il craignait trop, à ce moment, de mécontenter ses alliés grecs pour agir sans les consulter. Les troupes romaines marchèrent

1. Polybe, XVIII, 43, 12 ; Tite-Live, XXXIII, 28, 1-3.

2. Tite-Live, XXXIII, 28, 3-5.

3. Ibid., XXXIII, 28, 10.

4. Ibid., XXXIII, 29, 1-6.

5. Ibid., XXXIII, 29, 7-8.

6. Ibid., XXXIII, 29, 8.

7. Ibid., XXXIII, 29, 8-9.

aussitôt en deux corps contre Acréphié et Coronée<sup>1</sup>; les Béotiens effrayés demandèrent à traiter<sup>2</sup>. Les Achéens et les Athéniens, s'associant à la politique romaine pour la mieux surveiller, s'entremirent et réussirent à rétablir la paix<sup>3</sup>. Les Béotiens durent livrer les coupables et payer une amende de trente talents<sup>4</sup>.

Le texte du traité avec la Macédoine, qui fut publié quelques jours plus tard, n'était pas fait pour dissiper les craintes des cités grecques et ramener la confiance. Tite-Live<sup>5</sup> lui-même le reconnaît. Sans doute, l'article I<sup>er</sup> du traité stipulait bien, d'une manière générale, que toutes les cités grecques d'Europe et d'Asie seraient libres<sup>6</sup>; mais l'article second, qui avait pour objet de préciser la portée du premier et qui visait les moyens d'exécution, était ainsi libellé : « Philippe évacuera et livrera aux Romains avant les Jeux isthmiques les villes grecques qui sont en sa possession<sup>7</sup>. Il devra évacuer en Asie Euromos, Pedasa, Bargylia, Iassos, Abydos, Thasos, Myrina, Périnthe, qui seront libres<sup>8</sup>. » — C'était à dessein, disaient les Étolien, que cet article second avait été ainsi rédigé; les Romains donnaient la liberté aux villes d'Asie, les seules qui fussent explicitement nommées; quant aux autres — c'est-à-dire aux villes d'Europe — ils se les faisaient simplement remettre par Philippe et se gardaient bien d'en stipuler la liberté. Ils voulaient donc les conserver et substituer en Grèce les troupes romaines aux garnisons macédoniennes<sup>9</sup>. Le texte de Tite-Live<sup>10</sup> est à citer tout entier : « Le traité, au dire des Étolien, était une lettre morte décorée d'une vaine apparence de liberté. Pourquoi, en

1. Tite-Live, XXXIII, 29, 9.

2. Ibid., XXXIII, 29, 10.

3. Ibid., XXXIII, 29, 11.

4. Ibid., XXXIII, 29, 12.

5. Ibid., XXXIII, 31, 4 : « Nec tota ex vano criminatio erat. »

6. Polybe, XVIII, 44, 2 : « Τοὺς μὲν ἄλλους Ἑλλήνας πάντας, τοὺς τε κατὰ τὴν Ἀσίαν καὶ κατὰ τὴν Εὐρώπην, ἐλευθέρους ὑπάρχειν καὶ νόμοις χρησῆσθαι τοῖς ἰδίοις » ; Tite-Live, XXXIII, 30, 1-2 : « Ut omnes Graecorum civitates quae in Europa, quaeque in Asia essent, libertatem ac suas haberent leges. » Cf. *supra*, p. 269, n. 9.

7. Polybe, XVIII, 44, 3-4 : « Τοὺς δὲ ταπτομένους ὑπὸ Φιλίππον καὶ τὰς πόλεις τὰς ἐμφορούς παραδοῦναι Φιλίππον Ῥωμαίοις » ; Tite-Live, XXXIII, 30, 2 : « Quae earum sub ditione Philippi fuissent, praesidia ex his Philippus deduceret vacuasque traderet Romanis. » Cf. *supra*, p. 269, n. 10.

8. Polybe, XVIII, 44, 3-4; Tite-Live, XXXIII, 30, 2-4.

9. Polybe, XVIII, 45, 2-6; Tite-Live, XXXIII, 31, 1-3.

10. *Loc. cit.*

effet, les Romains se faisaient-ils livrer quelques villes sans les nommer et en nommaient-ils d'autres qu'ils faisaient mettre en liberté sans qu'on les leur livrât? N'était-ce pas pour assurer l'indépendance des cités grecques d'Asie dont l'éloignement faisait toute la sûreté, mais en même temps pour conserver, en ne les nommant pas, les cités de la Grèce, Corinthe, Chalcis, Orée, Erétrie, Démétriade? »

Lorsqu'ils disaient que la rédaction de l'article second était intentionnelle, les Étoliens ne se trompaient pas — et il convient d'insister sur ce point. Nous ne possédons pas le texte intégral des instructions données par le Sénat aux dix commissaires, mais nous en connaissons, par Polybe et Tite-Live, deux des points essentiels. Les commissaires avaient l'ordre formel de rendre la liberté à toutes les villes grecques d'Asie et d'Europe visées par l'article second du traité de paix. Trois villes étaient exceptées, les plus importantes au point de vue stratégique, celles que l'on appelait les fers de la Grèce : Chalcis qui menaçait l'Eubée et l'Attique, Démétriade qui commandait les côtes de Thessalie, Corinthe enfin qui interceptait les communications entre la Grèce centrale et le Péloponèse<sup>1</sup>. La décision suprême, en ce qui concernait ces trois villes, était remise aux dix commissaires. En réalité, le Sénat avait l'intention d'occuper au moins provisoirement ces trois places fortes : il craignait un débarquement d'Antiochus en Grèce et ne voulait pas que ces villes, livrées à elles-mêmes, pussent lui servir de base d'opérations pour une campagne offensive<sup>2</sup>.

C'était la seconde fois que la politique sénatoriale se trouvait en désaccord avec celle de Flamininus. Le Sénat était intervenu une première fois pour aggraver les conditions de paix imposées à Philippe; la paix conclue, il se refusait, au moins temporairement, à évacuer les trois principales places fortes de Grèce. Le désaccord, il faut le répéter, portait non sur le but à atteindre : le Sénat était engagé comme Flamininus par les déclarations de l'Aoüs, de Nicée et de Tempé et, pas plus que son général, il ne voulait faire de conquêtes en Grèce — mais sur l'opportunité d'une évacuation immédiate. Flamininus pensait que, la résolution d'évacuer la Grèce une fois prise, cette évacuation devait

1. Tite-Live, XXXIII, 31, 4-5.

2. Ibid., XXXIII, 31, 6.

être complète et immédiate : on gagnerait les Grecs par ce témoignage éclatant de désintéressement. Au contraire, prolonger l'occupation du pays, c'était légitimer des défiances déjà fort vives, sans profit durable pour la politique romaine. Il faut ajouter que Flamininus se sentait personnellement engagé par ses promesses antérieures et que, l'eût-il voulu, il lui était bien difficile de se dédire. Le Sénat, soustrait aux influences qui s'exerçaient sur Flamininus, voyait les choses de plus haut et de plus loin ; il se rendait compte que l'intervention d'Antiochus était tôt ou tard inévitable, que la libération même de la Grèce ne satisferait pas l'avidité des Éoliens et se fiait fort peu, pour l'avenir, à la reconnaissance des Grecs.

Les allégations des Éoliens, qui semblaient si bien répondre à la réalité, ne restèrent pas sans écho en Grèce. On commença à croire que la libération promise par le Sénat et par Flamininus n'était qu'une déclaration de circonstance et qu'un vain engagement. Flamininus réunit les dix commissaires à Corinthe<sup>1</sup> : dans des conférences qui durèrent plusieurs jours, il chercha à faire triompher sa politique et à obtenir l'évacuation des trois villes : « Si l'on voulait », dit-il<sup>2</sup>, « immortaliser le nom romain et persuader aux Grecs qu'en venant chez eux ce n'était pas l'intérêt de Rome, mais la libération de la Grèce seule qu'on avait eue en vue, il fallait évacuer tout le pays. » Les commissaires ne faisaient aucune objection de principe contre l'affranchissement des cités en question<sup>3</sup>, mais ils étaient en contradiction avec Flamininus sur la question d'opportunité : « Il était plus sûr pour elles », disaient-ils, « de rester quelque temps sous la protection des Romains que d'avoir Antiochus pour maître au lieu de Philippe<sup>4</sup>. » Ils ne firent à Flamininus qu'une seule concession, d'ailleurs sans importance : ils consentirent à rendre Corinthe aux Achéens, mais en gardant l'Acrocorinthe, ce qui mettait la ville à leur merci. Chalcis et Démétriade

1. Polybe, XVIII, 45, 7; Tite-Live, XXXIII, 31, 7.

2. Polybe, XVIII, 45, 8-9; Tite-Live, XXXIII, 31, 8-10 : « Quinctius liberandam omnem Graeciam, si Aetolorum linguas retundere, si veram caritatem ac maiestatem apud omnes nominis Romani vellent esse, si fidem facere ad liberandam Graeciam, non ad transferendum a Philippo ad se imperium sese mare trajecisse. »

3. Tite-Live, XXXIII, 31, 10 : « Nihil contra ea de libertate urbium alii dicebant. »

4. Ibid., XXXIII, 31, 10-11; Plutarque, *Flamininus*, X, 1.



devaient rester occupées par les troupes romaines<sup>1</sup> jusqu'à ce que l'on n'eût plus rien à craindre d'Antiochus. La question brûlante était réservée.

Ce compromis adopté — il avait été impossible d'obtenir davantage — Flamininus voulut sans tarder dissiper les préventions des Grecs contre la politique romaine et leur annoncer les dispositions prises. Il eût pu adresser un simple message aux cités grecques : il préféra donner à la proclamation un caractère solennel et imagina le coup de théâtre des Jeux isthmiques (printemps 196). Nous n'avons pas ici à décrire la scène<sup>2</sup>; mais il est nécessaire d'analyser brièvement le texte même de la proclamation<sup>3</sup> : « Le Sénat de Rome et Titus Quinctius, général des Romains, revêtu du pouvoir proconsulaire, après avoir vaincu le roi Philippe et les Macédoniens, déclarent libres de toute garnison et de tout impôt les Corinthiens, les Phocidiens, les Locriens, les Eubéens, les Achéens Phtiotes, les Magnètes, les Thessaliens, les Perrhèbes et leur laissent le pouvoir de vivre selon leurs lois. » Les peuples qui sont nommés dans la proclamation sont uniquement ceux qui, avant l'intervention romaine, étaient sujets de Philippe<sup>4</sup>. Il est stipulé expressément que ces peuples, délivrés du joug macédonien, seront libres de toute garnison et de tout impôt. Rome leur donne donc l'indépendance. Les autres peuples de la Grèce — alliés de Philippe : Acarnaniens, Béotiens, Achéens, Nabis, ou de Rome : Athéniens, Etoliens — étaient indépendants : ils le restent. La proclamation ne concerne que les Grecs d'Europe : les cités d'Asie, dont l'indépendance était stipulée par le traité de paix conclu avec la Macédoine<sup>5</sup>, ne sont pas nommées. L'indépendance, qui est donnée aux peuples grecs d'Europe, anciens sujets de la Macédoine, reste pour quelques-uns d'entre eux — les Magnètes,

1. Polybe, XVIII, 45, 12; Tite-Live, XXXIII, 31, 11 : « Postremo ita decretum est : Corinthus redderetur Achæis, ut in Acrocorintho tamen praesidium esset; Chalcidem ac Demetriadem retineri, donec cura de Antiocho decessisset »; Plutarque, *Flamininus*, X, 1.

2. Polybe, XVIII, 46; Tite-Live, XXXIII, 32-33; Plutarque, *Flamininus*, X, 3-6, XI, 1-6; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 4; Zonaras, *Annal.*, IX, 18.

3. Polybe, XVIII, 46, 5-6; Tite-Live, XXXIII, 32, 5-6; Plutarque, *Flamininus*, X, 3; Appien, *Guerres macédoniennes*, IX, 4.

4. La remarque est de Tite-Live lui-même, XXXIII, 32, 6 : « Percensuerat (præco) omnes gentes quæ sub ditione Philippi regis fuerant. »

5. Polybe, XVIII, 44, 2; Tite-Live, XXXIII, 30, 2.

les Eubéens, les Corinthiens, cependant expressément mentionnés dans la proclamation<sup>1</sup> — une affirmation purement théorique. En effet, Démétriade, dans le pays des Magnètes, Chalcis, en Eubée, l'Acrocorinthe restent occupés par les garnisons romaines et Rome ne fixe aucune date précise pour le retrait de ses troupes. Enfin, il n'est pas question d'Argos, dont Flamininus, lors de la signature du traité d'alliance, avait implicitement reconnu la possession à Nabis.

La proclamation si vantée des Jeux isthmiques avait surtout la valeur d'un engagement solennel et d'une réponse faite à ceux qui accusaient Rome d'avoir oublié ses promesses, réponse d'ailleurs bien incomplète, puisque la question essentielle — l'évacuation des trois villes fortes — était passée sous silence. Les Grecs, depuis Cynoscéphales, étaient inquiets et méfiants<sup>2</sup> : leur enthousiasme aux Jeux isthmiques s'explique beaucoup moins par ce qu'ils obtenaient que par ce qu'ils avaient redouté.

Léon Homo.

(Sera continué.)

1. Polybe, XVIII, 47, 5 : « Ἐλευθέρους, ἀφρουρήτους, ἀπορολογήτους, νόμοις χρωμένους τοῖς πατρίοις, Κορινθίους, ... Εὐβοεῖς, ... Μάγνητας... »; Tite-Live, XXXIII, 32, 6.

2. Polybe, XVIII, 46, 2-4 : « Τῶν μὲν ἀδύνατον εἶναι φασκόντων Ῥωμαίους ἐνίαν ἀποστήναι τόπων καὶ πόλεων, τῶν δὲ διοριζομένων ὅτι τῶν μὲν ἐπιφανῶν εἶναι δοκούντων τόπων ἀποστήσονται, τοὺς δὲ φαντασίαν μὲν ἔχοντας ἐλάττω, χρεῖαν δὲ τὴν αὐτὴν παρέχεσθαι δυνάμενους καθέξουσι... Τοιαύτης δ'οὔσης ἐν τοῖς ἀνθρώποις τῆς ἀπορίας... »; Tite-Live, XXXIII, 32, 3-4 : « Alii alia non taciti solum opinabantur, sed sermonibus etiam ferebant Romanos facturos; vix cuiquam persuadebatur Graecia omni cessuros. »

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA RÉFORME CATHOLIQUE

---

Dans le cours professé au Collège de France en 1908-1909, Gabriel Monod a traité des leçons de Michelet et de Quinet sur les Jésuites. Fidèle à sa méthode, il ne s'est pas contenté de relater — en les réduisant à leur juste mesure — les incidents qui agitérent le Collège en 1843. D'une part, il a essayé de reconstituer tout le mouvement intellectuel de l'époque, de résumer les arguments qui furent présentés alors pour et contre les Jésuites, pour et contre la liberté de l'enseignement. D'autre part, il s'est attaqué directement aux problèmes que pose l'histoire même de la Société de Jésus.

Ses leçons ont été soigneusement classées par lui-même, chaque leçon enfermée dans une chemise spéciale et pourvue de son titre. Tandis que la deuxième leçon porte cet intitulé : « Les cours sur les Jésuites », la troisième a pour sujet : « Les Jésuites. Préliminaires. » Ainsi se marque le passage d'un point de vue à un autre : la deuxième leçon traite d'un épisode de la vie de Michelet, qui est un épisode de la vie même du siècle ; la troisième aborde l'examen du phénomène historique étudié en 1843 par Michelet. C'est ainsi, grâce à cette manière loyale d'épuiser les questions, que Monod faisait de son cours sur Michelet un vrai cours d'histoire générale et de méthode historique. Les leçons postérieures à la troisième ont fourni la matière de l'*Introduction* au livre de Bohmer.

Or, la chemise de la troisième leçon porte cette note, de la main de l'auteur : « Entre cette leçon et la quatrième il y a à intercaler toute une histoire de la Réforme destinée à montrer comment la Société de Jésus est venue naturellement, à son heure, pour sauver l'Église catholique et en favoriser la réforme. »

Effectivement, cette chemise ne contient pas seulement la troisième leçon du cours de 1908-1909. On y trouve également un cahier de vingt-sept doubles feuillets, sous ce titre : « La Réforme catholique. » Ce cahier est de l'écriture de Gabriel Monod, mais d'une écriture beaucoup plus ancienne que celle des leçons entre lesquelles il vient s'intercaler.

Il n'est pas difficile de retrouver l'origine de cette leçon. Gabriel

Monod faisait, à ses élèves de l'École normale, un cours suivi sur la Réforme. C'est de cet ensemble qu'il avait détaché les pages qui suivent.

Avec sa haute probité, Monod ne cessait de tenir ses cours au courant des derniers progrès de la science. Les notes qui accompagnent cette leçon nous apportent le témoignage qu'il avait poursuivi cette révision jusqu'à la dernière minute de sa vie<sup>1</sup>. Nous ne les reproduirons cependant pas ici, puisque Monod les a groupées au début de sa leçon au lieu de les distribuer lui-même au bout des pages, comme il n'eût pas manqué de le faire s'il avait publié lui-même son étude.

Henri HAUSER.

## I.

Nous avons montré dans les leçons précédentes comment le parti réformateur dans l'Église s'est, à la fin du premier quart du xvi<sup>e</sup> siècle, scindé en deux fractions, dont l'une, n'espérant plus rien du Saint-Siège, entre dans une voie révolutionnaire, entreprend une œuvre analogue au hussitisme et finit, grâce à d'heureuses circonstances politiques, par fonder une Église nouvelle; dont l'autre, au contraire, se rattache d'autant plus étroitement au Saint-Siège qu'elle voit l'autorité de celui-ci plus menacée, et, devenant plus conservatrice à proportion que les autres deviennent plus révolutionnaires, s'efforce d'accroître la vigueur du dogme et la puissance de la hiérarchie, ne cherchant plus d'autre réforme que celle de la discipline et des mœurs.

C'est ainsi que l'esprit de la Réforme espagnole devient celui de la Réforme catholique. Si la forme de l'institution ecclésiastique reste italienne, l'esprit qui l'anime sera espagnol, et ce ne sera pas un des moindres résultats de la Révolution religieuse du xvi<sup>e</sup> siècle que d'avoir enlevé à l'Église catholique son caractère cosmopolite, cette variété dans l'universalité qui se manifeste au moyen âge dans les églises de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, pour lui donner un caractère beaucoup plus exclusivement latin, hispano-romain. Le seul élément d'individualisme qui subsiste dans cette unité ou conformité romaine, le gallicanisme, devait lentement disparaître après une lutte de trois siècles.

1. Une note sur Montaigu se rapporte évidemment aux articles de M. Renaudet et à une lettre écrite par celui-ci en réponse à une question de G. Monod, du 11 novembre 1908. — Il est, disons-le une fois pour toutes, impossible de parcourir la correspondance scientifique de Monod sans être frappé d'admiration devant cette scrupuleuse exactitude. Pas une question sur laquelle il n'ait essayé de se renseigner auprès de ses élèves, de ses amis, de ses adversaires.

A la mort de Léon X, le 1<sup>er</sup> décembre 1521, les partisans de la Réforme purent croire que leurs vœux allaient être accomplis, que peut-être même le mouvement luthérien allait être arrêté, quand ils virent élire le 9 janvier 1522 le théologien Adrien d'Utrecht, presque par hasard, par surprise, comme par une intervention du ciel.

Adrien VI était le vrai représentant de la Réforme catholique telle qu'elle pouvait se faire une fois que les esprits les plus libres, les plus hardis avaient quitté l'Eglise pour suivre Luther. Il était le pape selon le cœur de Cajetan, d'Egidio, de Carvajal, de Campeggio, de Caracciolo. Il avait été en 1488 professeur de théologie à Louvain et était à la fois un fidèle disciple de la scolastique et un homme versé dans les lettres anciennes, « licet scholasticis disciplinis faveret, tamen aequus in bonas literas », dit Érasme. Très orthodoxe en dogmatique, il combattait énergiquement la doctrine de l'infailibilité pontificale. Il était d'une moralité irréprochable, « ecclesiastico ottimo », dit Pallavicini. Il était calme et grave ; il contrastait par son désintéressement et son économie avec le mélange d'avidité et de prodigalité qui avait caractérisé les pontifes précédents : « Ira non agitur », lisons-nous dans Sanuto, « joci non ducitur. In concedendo parcissimus ; in recipiendo nullus aut rarissimus. » En 1507, il avait été chargé de l'éducation du jeune Charles d'Espagne et lui avait inspiré ce respect de l'Eglise que l'empereur futur devait garder gravé dans son cœur. Dans les Pays-Bas et en Espagne, il fit la connaissance des hommes les plus dévoués à la réforme, le cardinal Carvajal, l'évêque Caraffa, un des plus fanatiques zéloteurs de la réforme, le moine dominicain Juan de Tolède, l'évêque Rossi de Cosenza. Adrien reçut en Espagne la dignité épiscopale et dirigea l'inquisition en 1516 en Aragon et en Navarre, en 1518 en Castille et en Léon. Il reçut alors à la demande de Charles le chapeau de cardinal et il se pénétra de plus en plus des idées de la réforme espagnole.

Élu pape, il fut reçu à Rome avec joie par les hommes comme Carvajal et Egidio, mais avec méfiance par les humanistes, les artistes et surtout par ceux des princes de l'Eglise qui trouvaient inutile de réformer des abus auxquels on devait la splendeur de la cour de Rome. Il fut entouré d'hommes pieux et zélés qui, sans attendre que la réforme vint d'un haut, s'étaient mis à travailler à l'amélioration du clergé par leur exemple et leur influence personnelle. C'étaient Sadolet, Giberti, Lippomano, Egidio, Caraffa, qui avaient créé au Trastevere, sous le titre de *Association de l'amour divin* (*Sodalitium divini amoris* ou *Oratorium*), une société de laïques et de prêtres pour la prière en commun. Ils étendaient leur



influence sur plusieurs villes d'Italie. Avec des hommes de bien et des conseillers venus d'Espagne comme le juriste Gazzella ou des Pays-Bas comme son secrétaire Hezius (Dirke von Heeze), en relation avec le professeur espagnol Vivès, qui prêchait les idées réformatrices dans les Pays-Bas, ainsi qu'avec Érasme, il entreprit la correction des abus. Il cassa toutes les collations de bénéfices faites par les cardinaux pendant la vacance du siège apostolique, soumit à un examen sévère les nouvelles candidatures et manifesta la volonté de supprimer la vente des indulgences, des dispenses matrimoniales, des bénéfices, de réduire les taxes ecclésiastiques à de justes limites et de corriger les abus de la juridiction pontificale. A cette œuvre de réforme étaient liées deux autres : le rétablissement de la paix entre la France et Charles-Quint pour tourner leurs forces contre les Turcs et l'extirpation de la doctrine luthérienne. Il échoua dans toutes ces entreprises. Malgré la bonne volonté de Charles-Quint, il ne put amener François I<sup>er</sup> à faire la paix, il ne put même l'empêcher d'entrer en secrète connivence avec Soliman, de même que les Vénitiens, et à cette connivence fut due la conquête de Rhodes par les Turcs ; il dut enfin, le 3 août 1523, se déclarer pour l'Empereur. A Rome, il trouva une résistance acharnée à ses plans de réforme. S'il voulait changer les règles relatives au mariage, on lui disait qu'il portait atteinte à la discipline ecclésiastique ; s'il voulait supprimer la vente des indulgences pour la remplacer par les anciennes pénitences, on lui disait que, pour se concilier les Allemands, il allait soulever contre lui tous les Italiens ; s'il voulait restreindre la juridiction de la curie, on l'accusait de faiblesse vis-à-vis des ennemis du Saint-Siège ; s'il voulait mettre un terme aux abus financiers, on lui montrait que le gouvernement pontifical serait réduit à la misère et à l'impuissance. Si du moins, en récompense de sa bonne volonté et de ses efforts, il avait trouvé un appui solide en Allemagne ! Mais là aussi ses intentions furent méconnues. Il avait reconnu les abus de l'Église avec une franchise que n'avait jamais eue aucun pape. « Nous savons », disait-il dans les instructions du légat Chierigati, envoyé à la diète de Nuremberg de 1522, « que depuis un certain temps beaucoup d'abominations ont été faites auprès du Saint-Siège : abus dans les affaires ecclésiastiques, excès du pouvoir ; on a mésusé et abusé de tout. Le mal s'est étendu de la tête aux membres, du pape aux prélats : nous avons tous failli ; il n'en est pas un seul qui ait agi comme il aurait dû. »

De si courageux aveux, applaudis par Érasme, par Aléandre, par Egidio de Viterbe, ne trouvèrent pas auprès des princes allemands l'accueil qu'ils méritaient. En attendant le concile que promettait le

pape et que demandaient du reste aussi les États, ceux-ci proposèrent non de poursuivre et d'étouffer l'hérésie comme le voulait Adrien, mais au contraire de suspendre l'exécution de l'édit de Worms et de recommander aux prédicateurs de s'en tenir à la prédication de l'Évangile, recommandation qui sentait bien le luthéranisme. Ainsi se trouvaient justifiées les prédictions des sceptiques tels que les cardinaux Pucci ou Soderini. Ce dernier disait que les aveux et les réformes ne serviraient de rien contre l'hérésie, que toute réforme radicale d'un système entraîne sa chute, qu'il vaudrait beaucoup mieux faire entreprendre simplement une croisade contre les hérétiques.

Découragé, désabusé, fatigué de la vie, Adrien mourut le 14 septembre 1523, laissant échapper ces tristes paroles : « *Quantum refert in quae tempora optimi cujusque virtus incidat!* » Il fit graver sur sa tombe ces mots : « *Hadrianus Sextus hic situs est qui nihil sibi infelicius in vita, quam quod imperavit, duxit.* » Les apologistes du Saint-Siège, comme Pallavicini, l'ont traité fort durement; il l'appelle « Pontifice in verità mediocre », et même son ami Pierre Martyr l'a jugé « *vir bonus, ad perferendos labores pontificatus non tam aptus quam ad sanctos mores exercendos promptus* ».

Quand, bien des années après, un homme aussi austère, aussi noble de cœur qu'Adrien VI, mais d'un esprit plus étroit et plus fanatique, son ami Caraffa, montera sur le siège pontifical et réalisera en partie les vœux d'Adrien VI, il sera trop tard : la moitié de la chrétienté sera perdue pour l'Église catholique.

A la mort d'Adrien, tout le monde, l'Empereur comme les cardinaux, voulut avoir à la tête de l'Église un homme politique, capable de jouer un rôle dans la lutte entre l'Empire et la France. On choisit le cardinal Jules de Médicis, qui fut Clément VII. Il avait de grandes qualités morales. Vettori dit qu'il fut « *non superbo, non simoniaco, non avaro, non libidinoso, sobrio nel victo, parco nel vestire, religioso, devoto* ». Il était aussi un homme d'esprit, un lettré, un ami des arts; les humanistes et les artistes revinrent en foule à Rome. En fait, le choix de Clément VII fut un désastre pour l'Église. Il abandonne l'œuvre purement religieuse d'Adrien, pour reprendre des plans analogues à ceux de Jules II. Il veut délivrer l'Italie de l'oppression espagnole en même temps qu'agrandir sa famille qui règne à Florence, et cette politique amène en Allemagne la diète de Spire où les luthériens obtiennent la suspension de l'exécution de l'édit de Worms et en Italie le pillage de Rome par des luthériens au nom de l'empereur. Le reste du ponti-

ficat de Clément VII est rempli par les efforts de Charles-Quint pour obtenir la réunion d'un concile et par les intrigues du pape pour empêcher cette réunion, intrigues qui eurent pour l'Église catholique les plus tristes conséquences. Charles-Quint avait promis à la diète d'Augsbourg qu'un concile serait prochainement réuni. La cour pontificale ni le pape ne voulaient cette réunion; ils y voyaient la ruine de la puissance et des revenus temporels de la papauté, et dans une lettre citée par Pallavicini, nous lisons que « gli ufficii solo con la fama del concilio sono inviliti tanto che non se trovano danari ». De plus, tous les ennemis de Charles-Quint sentaient bien que, si un concile opérait une réforme assez sérieuse pour réconcilier entre eux les princes allemands, l'empereur acquerrait une puissance sans bornes. Ce sentiment rapprocha de nouveau Clément VII de François I<sup>er</sup>, après l'entrevue de décembre 1532 entre Clément VII et Charles-Quint à Bologne, où le pape avait accordé le concile, mais à la condition qu'on obtiendrait l'assentiment de tous les États, ce qui permettrait tous les délais : « Considerando dunque », dit le vénérable Soriano en 1535, « Clemente questi tali casi suoi e per dire così la servitù nella quale egli si trovava per la materia del concilio, la quale Cesare non lasciava di stimolare, cominciò a rendersi più facile al Christianissimo. » En effet, il eut une entrevue avec François I<sup>er</sup> à Marseille à la fin de 1533, lui donna pour son second fils la main de sa nièce Catherine de Médicis et fit alliance avec lui. On vit alors cet étrange résultat : le pape, par l'intermédiaire de François I<sup>er</sup>, soutenir les princes protestants d'Allemagne contre l'empereur pour empêcher la réunion d'un concile. C'est en effet d'accord avec Clément VII que François I<sup>er</sup> eut à Bar-le-Duc en janvier 1534 une entrevue avec Philippe de Hesse où il poussa celui-ci à mettre ses armes au service d'Ulrich de Wurtemberg. Le résultat de cette politique fut la paix de Kadan signée entre l'archiduc Ferdinand et Philippe de Hesse. Ferdinand laissait le champ libre à Ulrich de Wurtemberg pour réformer son duché. Il était interdit au Kammergericht de recevoir à l'avenir des plaintes au sujet de la sécularisation des biens ecclésiastiques. C'est ainsi que le pape se trouvait avoir puissamment favorisé la révolution qui allait en peu de temps achever de détruire le catholicisme en Hesse, Wurtemberg, Palatinat, Saxe, Autriche, Brandebourg, Poméranie et Brunswick.

En même temps, Clément VII voyait l'Angleterre lui échapper — et sa faiblesse y était pour quelque chose. Il avait été en 1525 l'allié de Henri VIII, et quand celui-ci, en 1527, voulut, pour épouser

Anne Boleyn, faire annuler son mariage avec Catherine d'Aragon, il commença par lui être favorable. Puis, quand il fut obligé, après la prise de Rome, de s'allier à Charles-Quint, il évoqua à la curie l'affaire du mariage confiée auparavant à Wolsey et Campeggio. Alors commença une lutte où Henri VIII répondait par des mesures contre l'Église à chaque nouveau signe de mauvaise volonté. Il épousa Anne Boleyn en 1532, et quand la curie le condamne définitivement, en 1534, il proclame l'indépendance de l'Angleterre vis-à-vis du Saint-Siège. Aucun pontificat ne fut plus désastreux pour l'Église catholique que celui de ce pape, honnête dans sa vie privée et doué de grandes capacités politiques. « Se pose a grandissimo pensiero », dit Soriano, « e fu questo dolore e affanno che lo condusse alla morte. » — Il mourut le 25 septembre 1534.

Celui qui le remplaça, le vieux Alexandre Farnèse, âgé de soixante-six ans, qui prit le nom de Paul III, put paraître un instant plus capable que lui de réformer l'Église. En effet, dès son avènement, il appela au cardinalat les hommes les plus capables de travailler à cette œuvre, le Vénitien Contarini, Sadolet, évêque de Carpentras, l'Anglais Pole, Giberti, évêque de Vérone, Fregoso, archevêque de Salerne, presque tous membres du *Sodalitium divini Amoris* et qui, bien qu'attachés au Saint-Siège, se rapprochaient du protestantisme par le caractère de leur piété, par cette tendance qui, à l'époque même, était qualifiée d'évangélique.

Pourtant Paul III était un homme du monde. Il avait fait partie de l'Académie médicéenne à Florence, et les désordres de sa jeunesse l'avaient fait enfermer par sa mère au château Saint-Ange. Il avait deux enfants naturels, et le palais de la Farnésine porte encore aujourd'hui témoignage de ses goûts artistiques et mondains. Caractère aimable, généreux, loyal, désireux du bien de l'Église, comme le prouvent ses choix pour les hautes dignités ecclésiastiques, il ne peut oublier néanmoins qu'il est prince italien, et la crainte de donner à Charles-Quint une puissance excessive lui fait suivre à bien des égards une politique analogue à celle de Clément VII et l'empêche d'agir avec efficacité dans le sens de la réforme. Ce chef de l'Église, qui ne tenait jamais un consistoire sans avoir consulté des astrologues, était très préoccupé de l'accroissement du territoire pontifical et en particulier de la fortune de sa famille, entre autres de son petit-fils Octave Farnèse, marié à Marguerite, la fille naturelle de Charles-Quint. Il cherchait en même temps à marier sa petite-fille Vittoria au duc de Vendôme, et il espérait écarter à la fois les Français et les Espagnols de la Lombardie en créant à Milan

un duché indépendant. — En 1545, il semble que l'accord soit fait entre le pape et l'empereur. Le concile si longtemps annoncé, si longtemps retardé, s'ouvre, par l'accord des deux pouvoirs, à Trente le 13 décembre 1545, et en 1546, Paul III aide Charles-Quint de ses troupes et de ses subsides contre les protestants. Mais à peine l'empereur est-il vainqueur et peut-on croire qu'il va rétablir son autorité dans toute l'Allemagne que le pape retire ses troupes et transporte le concile à Bologne; il fait des vœux pour l'électeur de Saxe Jean-Frédéric contre Maurice qui combat alors pour Charles-Quint, et l'ambassadeur de François I<sup>er</sup> à Rome écrit au roi ces paroles étranges : « Sa Sainteté a entendu que le duc de Saxe se trouve fort, dont elle a tel contentement, comme celui qui estime le commun ennemy estre par ces moyens retenu d'exécuter ses entreprises, et connoist-on bien qu'il seroit utile sous main d'entretenir ceux qui lui résistent, disant que vous ne sçauriez faire dépense plus utile. » Le pape faisant des vœux pour le succès des protestants, le fils aîné de l'Église s'alliant aux Turcs, ce sont là de ces contrastes comme on en trouve dans la politique compliquée du xvi<sup>e</sup> siècle. Le pape en vint en 1548 à faire savoir à Henri II qu'il verrait sans déplaisir une alliance de la France avec le sultan ou avec le dey d'Alger en vue de la conquête de Naples, et à lui conseiller de faire la paix avec le protestant Édouard VI. « Sa Sainteté », écrit François de Rohan le 24 février 1548, « m'a commandé de vous faire entendre et conseiller de sa part de regarder les moyens que vous pouvez tenir pour vous mettre en paix pour quelque temps avec les Anglois, afin que n'estant en tant d'endroits empêché, vous puissiez plus facilement exécuter vos desseins et entreprises pour le bien public de la chrestienté. » Le résultat de cette politique fut de rendre inutile pour la catholicité la victoire de Mühlberg de 1547 et d'obliger Charles-Quint à publier l'*Intérim* de 1548 qui accordait le *statu quo* aux protestants; l'empereur en vint même à menacer le pape de se séparer de l'Église comme Henri VIII. Paul III mourut le 10 novembre 1549, n'ayant, malgré ses talents et sa bonne volonté, rendu aucun service à l'Église, ayant toujours subordonné sa politique religieuse à sa politique temporelle, n'ayant su former une alliance sûre ni avec la France ni avec Charles-Quint et ayant suscité des deux côtés contre lui l'accusation de duplicité. Son successeur Jules III, le cardinal del Monte, fut plus encore que Paul III uniquement préoccupé d'intérêts temporels (7 février 1550-23 mars 1555), et le seul service qu'il rendit à la cause de la réforme fut de ramener le concile à Trente au printemps de 1551.



## II.

Pendant que les papes se montraient si peu capables de prendre la direction d'une réforme de jour en jour plus nécessaire, il ne faut pas croire que la cause même de la réforme fût abandonnée. Le besoin en était trop profond, les âmes droites qui voulaient la réforme étaient trop nombreuses dans l'Église pour qu'il ne se fit pas, par des efforts individuels, un travail lent et continu qui devait un jour porter ses fruits.

Un des côtés les plus intéressants de ce mouvement réformateur est la série des tentatives faites en Allemagne de 1530 à 1546 pour amener une réunion des deux Églises protestante et catholique. Les premiers efforts furent accomplis à Augsbourg en 1530 entre le légat Campeggio et Mélanchthon, puis surtout à Ratisbonne en 1541 entre Mélanchthon et Bucer, du côté des protestants, et le légat Contarini, du côté des catholiques. Ce dernier y apporta le zèle le plus noble et le plus ardent. Gaspard Contarini avait reçu à Padoue l'instruction la plus étendue. Humanité, philosophie, théologie, géographie, mathématiques, physique, il avait tout embrassé. Ambassadeur de Venise en Allemagne en 1521, à Ferrare en 1527, à Rome en 1528, à Bologne auprès de Charles-Quint en 1529, sa piété et ses talents le désignèrent pour le cardinalat au choix de Paul III, et son premier soin fut de présenter au pape un plan de réforme : *Consilium de emendanda ecclesia*. On peut croire que c'est lui plus que le pape qui prit à cœur ces négociations d'union. Malgré ses efforts et ses espérances, bien visibles dans sa correspondance<sup>1</sup>, les négociations échouèrent, et elles ne pouvaient pas ne pas échouer. Malgré les bonnes intentions des négociateurs et le réel désir d'une union, il ne pouvait pas se faire qu'il n'y eut des deux côtés des réserves mentales qui ensuite passèrent pour duplicité. Le but de chacun était d'amener son adversaire à des concessions dont il pourrait ensuite prendre avantage. C'est ainsi qu'à Augsbourg, Mélanchthon a cru que Campeggio accordait le mariage des prêtres, tandis que Campeggio prétend lui avoir déclaré que « sacerdotibus vestris conjugium nunquam admittet Ecclesia ». Il est permis de croire que tous deux ont forcé la nuance. De même, à Ratisbonne,

1. C. L. Pastor, *Die Korrespondenz des Kardinals Contarini während seiner deutschen Legation 1541* (dans l'*Historisches Jahrbuch*, t. I, 1880). Depuis, Friedensburg a publié la correspondance de Contarini avec le cardinal Gonzague, *Quellen und Forschungen des preussischen Instituts*, t. II. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

on s'accorda sur le point capital du dogme : la justification. Contarini admit la justification par la foi seule, mais à la condition que cette foi fût vivante et agissante. Mélanchthon reconnut dans cette définition la vraie doctrine protestante. Et pourtant Luther déclara que cet accord était l'œuvre de Satan, pendant qu'à Rome on accusait Contarini d'avoir déserté la vraie foi. Il en était de même sur les autres points : la primauté du pape, la communion sous les deux espèces, la juridiction épiscopale. On se rapprochait les uns des autres, mais avec la ferme intention du côté des protestants de conserver ensuite toute indépendance, du côté des catholiques d'employer l'autorité reconquise à rétablir une complète unité. Jamais il n'y eut des deux côtés une idée aussi franche et aussi claire d'union que lors des *Compactata* de Prague, parce qu'on n'eut jamais le courage d'envisager l'idée d'une alliance des deux confessions au lieu de vouloir une fusion qui était impossible. L'empereur fut seul parmi les princes à désirer sérieusement le succès des négociations. Au contraire, les princes protestants les contrecarraient par crainte de voir rétablir l'autorité épiscopale et impériale, et les princes catholiques, en particulier les ducs de Bavière, ne voulaient à aucun prix de la paix ; ils voulaient une guerre où ils seraient à la tête du parti catholique et qui leur servirait à accroître leurs États. Enfin, le pape lui-même craignait une pacification générale qui aurait rendu Charles-Quint trop puissant. Il repoussa les formules acceptées par Contarini ; il se rapprocha de François I<sup>er</sup> qui faisait dire sous main aux princes protestants de ne pas céder et déclarait tout haut que les concessions de Contarini étaient dangereuses pour le pape et l'Église et qu'il les interdirait de toutes ses forces. Paul III prêtait l'oreille aux ennemis de l'Union, à Jean Eck, à l'archevêque de Mayence qui lui écrivait de ne pas consentir à un concile en Allemagne. « Hora », dit Beccatelli, le secrétaire et le biographe de Contarini, « il diavolo, che sempre alle buone opere s'attraversa, fece sì che sparsa questa fama della concordia che tra i catholici protestanti si preparava ; gli invidi dell' imperatore in Germania e fuori, che la sua grandezza temevano quando tutti gli Alemanni fossero stati uniti, cominciarono a seminare zizania tra quelli theologi collocatori. »

Pour ces essais d'union, les réformateurs catholiques comptaient sur le parti du juste milieu, dit des *Expectantes*, qui s'était formé dans certains pays catholiques sous l'influence d'Érasme après 1530, lorsque l'apaisement des premiers mouvements révolutionnaires permit aux idées modérées de reparaitre. Parmi ces expectants était le duc Jean III de Juliers, Clèves et Berg qui, le premier, en 1525, réorganisa l'Église de ses duchés. Sixte IV avait jadis accordé aux

ducs de Juliers, à cause de leur dévouement au Saint-Siège, une telle autorité sur leurs diocèses qu'on disait d'eux *sicut Papae in terra sua*. Jean III en profita pour détruire la juridiction épiscopale, réorganiser les bénéfices et les revenus ecclésiastiques, surveiller la prédication, tout en déclarant Luther hérétique. En 1532, la nouvelle organisation fut définitivement établie et on prétendit rester neutre entre les protestants et les papistes.

Dans la Saxe non électorale, où gouvernait un des plus fervents catholiques, un des plus ardents adversaires de Luther, le duc George, une réforme semblable se produisit sous l'influence d'un élève d'Érasme, Jules Pflug, et des conseillers du duc, George de Carlowitz et Simon Pistoris. Pflug admettait des concessions sur la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres; il ne voulait pas qu'on fût trop strict sur les questions du dogme, il voulait qu'on appliquât les biens ecclésiastiques à des emplois purement religieux, mais il ne voulait pas de schisme. Le prédicateur George Witzel, qui, d'abord prêtre catholique, avait passé au luthéranisme et s'était marié, se fit dans le duché de Saxe, sous la protection du duc George, l'apôtre de cette théologie érasmiennne, se montrant à la fois ennemi des hérésies luthériennes et de la sophistique des scolastiques. L'archevêque Albert de Mayence prit lui aussi Witzel sous sa protection, ainsi que Crotus Rubianus, l'ancien compagnon de Hutten, revenu à la piété. Ces *Expectantes*, dont George de Saxe et Albert de Mayence sont les deux plus remarquables représentants, étaient répandus dans toute l'Allemagne. Ils réclamaient le concile et pensaient que les luthériens s'y soumettraient. C'est eux qui du côté allemand favorisèrent les essais d'union de Contarini. Après l'échec de 1541, ils réussirent, avec l'aide de Charles-Quint, à provoquer en 1546 encore une conférence à Ratisbonne, mais elle échoua plus complètement que les précédentes.

En somme, ces efforts des *Expectantes*, si respectables qu'ils fussent en eux-mêmes, étaient condamnés d'avance. Ils ne firent que préparer les voies au protestantisme à Clèves comme en Saxe et, quand le concile de Trente eut fixé les bases inattaquables de la foi catholique, il fallut se soumettre ou passer franchement du côté de l'hérésie.

### III.

Si ces essais d'union, ces tentatives pour créer une Église et une théologie de juste milieu restèrent infructueux, d'autres créations émanant du parti de la réforme catholique devaient avoir une bien autre influence. Je veux parler des nouveaux ordres religieux qui

prennent alors naissance sous l'action du réveil de la foi et de la piété dans l'Église. Nous avons déjà dit comment des hommes de foi se réunirent sous Léon X à Rome pour avoir un culte vraiment chrétien qu'ils ne trouvaient plus dans la ville pontificale. Les paroles du biographe de Paul IV, Caracciolo, sont significatives : « Quei pochi uomini da bene ed eruditi prelati che erano in Roma nel tempo di Leone X, vedendo la città di Roma e tutto il resto d'Italia, dove per la vicinanza alla sede apostolica doveva piu fiorire l'osservanza de' riti, essere così maltrattato il culto divino, si unirono in un oratorio chiamato del divino amore circa sessanta di loro, per fare quivi quasi in una torre ogni sforzo per guardare la divina legge. » Un des plus remarquables parmi les membres de la société était Jean-Pierre Caraffa, dont la foi véhémement s'était encore exaltée au contact des représentants de la réforme espagnole. Il était lié intimement avec Gaetano de Tienne qui était aussi doux et humble que Caraffa était bouillant et hardi. Tous deux formèrent le projet de réformer le clergé séculier et ils créèrent en 1524 la congrégation des *prêtres réguliers* ou *Théatins*. Tout en faisant vœu de pauvreté, ils s'interdisaient la mendicité; ils devaient vivre pour la contemplation et la prédication et se préparer à occuper des postes ecclésiastiques. Gaetano de Tienne renonça à sa charge de protonotaire, Caraffa à son évêché de Chieti et à son archevêché de Brindisi et ils se mirent à prêcher avec un succès extraordinaire. Les Théatins devinrent une pépinière d'évêques; ils inspirèrent un esprit tout nouveau au clergé italien et préparèrent au futur concile des membres animés d'un vrai zèle religieux.

En même temps, un ami de Caraffa, Paul Giustiniani, réforma les ermites des Camaldules en 1522. Fra Matteo Bassi et Lodovico da Fossombrone, frappés des attaques dirigées à juste titre depuis plus d'un siècle contre les Franciscains, les réorganisèrent sous le nom de *Capucins*, avec une règle d'une excessive sévérité. C'est grâce à Caraffa, très aimé de Clément VII, qu'ils obtinrent l'approbation pontificale par un bref du 18 mai 1526 et ils montrèrent dans la peste de 1528 quels services ils pouvaient rendre. En 1542, leur existence fut menacée par l'hérésie de leur troisième vicaire général, Bernardino Ochino, mais ils obtinrent en 1619 un général particulier.

A Venise, le sénateur Jérôme Aemilianus Miani forma en 1528, à l'imitation des Théatins, une congrégation de prêtres réguliers dits *di Somasca*, qui se vouaient au soin des orphelins et des femmes; ils eurent des hôpitaux à Venise, Bergame, Vérone, Brescia, Ferrare, Côme, Milan, Pavie, Gènes.

A Milan furent créés les *Barnabites*, qui étaient aussi une congrégation de prêtres réguliers, fondée en 1530 près de l'église Saint-Barnabé de Milan; ils furent reconnus en 1532 par Clément VII.

L'association pour l'éducation des femmes, dite les *Ursulines*, fut fondée en 1537 par la B. Angele Merici de Desenzano, changée en ordre par Paul III en 1544 et réorganisée par saint Charles Borromée.

Les *Pères de l'Oratoire*, association libre sans vœux de prêtres, fut constituée en congrégation par saint Philippe de Neri en 1543. Baronius et Raynaldi sont oratoriens. L'Oratoire de France de Bérulle (1611) est une imitation de cette institution italienne<sup>1</sup>.

Ce mouvement devait finir par porter des fruits. Petit à petit l'esprit de réforme se répandait dans toute l'Eglise. Paul III en avait favorisé le développement au sein même du collège des cardinaux. A la mort de Jules III, en 1555, le cardinal Marcello Cervini, qui fut le pape Marcel II, était le représentant de la tendance la plus austère, la plus dévouée aux réformes. « J'avais prié », écrit Seripando, un des hommes les plus importants du concile de Trente, « pour que les mots sublimes d'Eglise, de Concile, de Réforme fussent relevés du mépris où ils étaient tombés; par cette élection, je considérerai mon vœu comme rempli, mon espérance comme devenue réalité. » Marcel en effet écarta ses parents de Rome, provoqua dans sa cour la plus stricte économie, prépara tout un plan de réformes, rétablit les cérémonies du culte. Malheureusement il mourut au bout de vingt-deux jours.

Il fut remplacé par celui qui représentait au plus haut degré la réforme catholique dans sa sévère orthodoxie, son ardeur de dévotion, son dévouement au principe d'autorité, par Jean-Pierre Caraffa, élu le 23 mai 1555 sous le nom de Paul IV.

Il avait soixante-neuf ans, mais avait gardé tout le feu de la jeunesse. « La complessione di questo pontefice », dit B. Navagero, « è colerica, adusta, ha una incredibil gravità e grandezza in tutte le sue azioni e veramente pare nato al signoreggia. » Cet homme nerveux était aussi prompt et emporté que Paul III avait été lent et réservé, aussi abondant dans ses discours que Paul III avait été silencieux. « Nous promettons et nous jurons », dit-il dans sa bulle d'introduction, « de donner en vérité tous nos soins à exécuter la réforme de l'Eglise universelle. » Il prit immédiatement des mesures

1. Sur ces réformes ou ces créations d'ordres religieux, on consultera L. Pastor, *Geschichte der Päpste*, t. V. Fribourg-en-Brisgau, 1909, p. 348-373. On comparera du reste les jugements portés par Gabriel Monod sur les papes depuis Adrien VI à Pie IV avec ceux de l'historien allemand. [N. DE LA R.]



pour les monastères et institua une congrégation pour la réforme divisée en trois classes, composées chacune de huit cardinaux, quinze prélats et cinquante docteurs.

En même temps que ce pape vraiment pape prenait en main le gouvernail de la barque de saint Pierre, une autre force s'était mise spontanément au service de l'Église, un nouvel ordre religieux, inspiré par le même esprit qui avait créé les Théatins et les Barnabites, mais d'un caractère bien autrement actif, entreprenant et puissant, l'ordre des Jésuites. C'est lui qui achèvera d'imprimer le cachet espagnol à l'Église catholique réorganisée.

La création de l'ordre des Jésuites a été un des résultats les plus importants de la réforme catholique du xvi<sup>e</sup> siècle. Les Jésuites ont exercé une influence considérable sur les décisions du concile de Trente, et c'est par eux que ces décisions ont été répandues dans le monde entier. C'est par eux que l'esprit de la réforme espagnole est devenu l'esprit même de l'Église.

Don Iñigo Lopez de Recalde, sorti de la maison de Loyola dans le Guipuzcoa, était un vrai représentant de cette chevalerie espagnole du moyen âge qui unissait l'enthousiasme et le fanatisme religieux à l'éclat et aux entraînements de la vie militaire et mondaine. Élevé à la cour de Ferdinand le Catholique, en même temps qu'il vit dans les aventures, les duels, rêvant d'héroïsme et d'amour, il compose un poème en l'honneur de saint Pierre, où il le loue surtout, il est vrai, d'avoir coupé avec son épée l'oreille de Malchus. Ce fut une blessure aux deux jambes qu'il reçut en défendant Pampelune contre les Français qui tourna entièrement vers la religion cette nature ardente, imaginative, en qui se révélèrent, à côté de ses qualités militaires, des dons d'organisateur de premier ordre.

Malade, et bientôt privé de tout espoir d'une guérison complète, il se met à lire les vies de saints et s'absorbe dans la contemplation des hauts faits de saint Dominique ou de saint François, comme il faisait auparavant dans la lecture des romans d'aventures. Il se représente la vie comme un grand champ de bataille divisé en deux camps, celui de Jérusalem et celui de Babylone, celui du Christ et celui de Satan. Le Christ-roi ordonne à ses troupes de soumettre toutes les terres des infidèles. Iñigo rêve d'aller en Terre-Sainte et, dès 1522, il se rend en pèlerinage à l'image miraculeuse de la Vierge dans la montagne de Montserrat, près Barcelone. Tout plein de ses idées chevaleresques, il y fait une veillée des armes : « Cum mentem », dit son premier biographe, « rebus iis refertam haberet, quae ab Amiadeo de Gaula conscriptae et ab ejus generis scriptoribus, nonnullae illis similes ei occurrebant. Itaque statuit ad arma sua

(ut inter milites dicitur) vigiliis agere tota nocte una neque sedens neque jacens, sed vicissim stans et flexus genua ante altare Dominae nostrae Montisserrati, ubi vestimenta sua deponere statuerat et Christi arma induere<sup>1</sup>. »

Comme Luther, Loyola passa alors à Manresa par une crise morale des plus douloureuses. Comme lui, il voulut apaiser ses troubles intérieurs par des pénitences sans fin, par des confessions générales qui duraient jusqu'à trois jours de suite. Mais tandis que Luther, homme d'étude et d'imagination tout idéaliste, chercha la paix dans la lecture de la Bible et la trouva dans l'idée de la grâce, Loyola, homme d'action et d'imagination tout réaliste, chercha la paix dans la conception toute personnelle qu'il se fit du monde et la trouva par un acte de volonté. Il se représenta le monde comme partagé entre le bon et le mauvais esprit. Il comprit que ses peines étaient des attaques de Satan. Par une résolution énergique, il cessa de songer à ces peines pour ne regarder qu'au Christ. Toute sa foi revêtait pour lui des images sensibles. Il pleura un jour parce qu'il lui sembla voir le mystère de la Trinité. Un autre jour, en regardant le Llobregat, il fut ravi en extase par l'apparition des mystères de la Foi — et il résolut de vivre et de mourir pour eux.

Après avoir travaillé quelque temps à Barcelone, à Alcalá et à Salamanque, il se rendit à l'Université de Paris où il se mit à étudier les éléments mêmes des sciences, puis la théologie ; mais ses visions le troublaient souvent : « Quoties audiebat magistrum praelegentem, tam multis inturbabatur spiritualibus rebus, ut audire attenter non posset<sup>2</sup>. » La puissance de sa volonté et de son imagination attira bientôt autour de lui dans le collège Sainte-Barbe plusieurs de ses condisciples, le Parisien Pierre Faber, le Navarrais François-Xavier, de Pampelune, les Espagnols Jacques Lainez, Alph. Salmeron, Nic. Bobadilla, le Portugais Simon Rodriguez. Il les forma aux « exercices spirituels » dont il avait conçu l'idée à Manresa, qu'il avait depuis développés et retravaillés sans cesse, qui sont une sorte de gymnastique de l'imagination religieuse, destinés à graver dans l'esprit, par des moyens pour ainsi dire mécaniques, toutes les images qui doivent guider le chrétien. C'est toujours sous une forme matérielle qu'Ignace de Loyola représente les idées religieuses et il fixe pour quatre semaines, pour chaque jour et chaque heure, l'objet de la contemplation. Ainsi, le quatrième jour de la deuxième semaine : « Punctum primum est ima-

1. *Acta antiquissima*, a P. Ludovico Gonsalvo excepta, Bollandistes, juillet, t. VII, p. 645. [N. DE LA R.]

2. *Ibid.*, juillet, t. VII, p. 661.

ginari coram oculis meis apud campum Babylonicum ducem impiorum in cathedra ignea et famosa sedere horribilem, figura vultuque terribilem. »

Quand ils furent suffisamment préparés, les jeunes gens se rendirent à l'église de Notre-Dame de Montmartre (Assomption 1534). Faber y célébra la messe et leur donna la communion. Ils jurèrent chasteté, pauvreté, s'engagèrent à aller à Jérusalem ou, s'ils ne le pouvaient pas, n'importe où le pape les enverrait.

A Venise, d'où ils devaient partir pour la Terre-Sainte, ils reconnurent que leur projet était chimérique, et Ignace conçut, en voyant les résultats obtenus par la congrégation des Théatins, l'organisation définitive de sa société comme une congrégation de prêtres et de laïques unis par des vœux religieux et qui se voueraient à la mission intérieure, au soin des malades, à la confession, à la prédication en plein vent. Il sentit qu'il y avait en Occident même une œuvre immense à accomplir, et il résolut de mettre au service du Saint-Siège une armée de soldats dont l'obéissance serait la première règle et le dévouement la première vertu. Ce serait la *Compagnie de Jésus*, toute compagnie de soldats devant porter le nom de son chef. Consacrés prêtres à Venise, ils se mirent à prêcher dans le nord de l'Italie, où ils se rendirent en 1536. A Rome, ils ne furent pas d'abord très bien vus et furent même accusés d'hérésie; mais ils écartèrent bientôt tout soupçon par leur zèle à prêcher et à soigner les malades, par leur vie exemplaire et surtout par le quatrième vœu qu'ils joignirent au vœu d'obéissance. « Quamvis Evangelio doceamur omnes Christi fideles Romano pontifici subesse, ad majorem tamen nostrae Societatis humilitatem, ac perfectam uniuscujusque mortificationem et voluntatum nostrarum abnegationem summopere conducere judicavimus, singulos nos ultra illud commune vinculum speciali voto adstringi, ita ut quidquid modernus et alii Romani pontifices pro tempore existentes jusserint sine ulla tergiversatione aut excusatione, illico, quantum in nobis fuerit, exequi teneamur, sive miserint nos ad Turcos, siye ad quoscumque alios infideles, etiam in partibus quas Indias vocant, sive ad quoscumque haereticos seu schismaticos, seu etiam ad quosvis fideles. »

Ce fut le 28 septembre 1540 que Paul III confirma l'existence de la *Societas Jesu* ou *Compania de Jesu*, composée de soixante membres au maximum; en mars 1543 il les autorisa à s'accroître indéfiniment, et en juin 1545 ils reçurent le droit de prêcher partout et de recevoir les confessions même pour les cas réservés au Saint-Siège.

Dès 1541, Ignace de Loyola avait été élu général. Déjà, en 1540,

Simon Rodriguez et François Xavier étaient partis pour le Portugal, où Rodriguez avait fondé un collège à Coimbre et établi fortement l'influence de l'ordre, pendant que François Xavier allait aux Indes accomplir une mission qui obtint des résultats admirables.

Dans les années qui suivirent, l'ordre acheva de se constituer. A côté des profès, qui restèrent toujours un petit nombre, on établit les *coadjuteurs spirituels*, qui se vouèrent spécialement à l'instruction de la jeunesse. Au-dessous étaient les *scholastici*. Les scolastiques et les coadjuteurs ne prêtaient pas le quatrième vœu; ils ne dépendaient que de l'ordre qui pouvait les délier de leurs vœux. Les collèges purent avoir des revenus. Au-dessous des scolastiques étaient les *novices*, les *hôtes*, les *indifférents*. Le monde fut divisé en provinces; à la tête de chaque province était un *provincial*; le général, nommé par les provinciaux et assisté de quatre assistants, exerçait sur l'ordre tout entier une autorité absolue: « *Voveant singuli* », dit la *Formula vivendi*, « *se in omnibus, quae ad regulae hujus nostrae observationem faciunt, obedientes fore Societatis Praeposito.* »

Ce qu'il y a de plus original dans la Société de Jésus, c'est le genre particulier d'ascétisme et de règle qu'elle a imposé à ses membres, son caractère à la fois mondain et *antihumain*. J'expliquerai tout à l'heure ce que j'entends par ce mot. — Les Jésuites ont écarté de leur règle tout ce qui ressemble à la vie monastique. Point de longs exercices de dévotion qui perdent du temps pouvant être consacré au travail; point de psalmodies au chœur; point de macérations, de jeûnes qui diminuent les forces; aucun costume monastique. Leur ascétisme est d'un autre genre: il consiste tout entier dans la suppression de toutes les affections humaines, de famille et d'amitié, dans la suppression de la volonté, dans la suppression de toute ambition, même la plus légitime. Aucun jésuite ne pouvait accepter, au début du moins, de fonctions ecclésiastiques. Quand Ferdinand I<sup>er</sup> voulut faire du jésuite Le Jay un évêque de Trieste, Ignace lui écrivit pour s'y opposer. Ceux qui entrent dans l'ordre ne peuvent donner leur fortune à leurs parents; ils doivent la distribuer aux pauvres ou à l'ordre. Ils sont pour toujours les soldats d'une armée qu'ils ne peuvent désertir. Ils doivent mourir sous le drapeau de la Compagnie.

Leur champ d'action d'ailleurs est vaste. Ils se vouent à trois fonctions. D'abord, la prédication, qu'ils pratiquent avec un art particulier, ne visant qu'à une chose: persuader l'auditeur, non briller par l'éloquence. Aussi, avec leur esprit toujours pratique, inaugurent-ils les prédications séparées pour les différentes classes de

la société, ici pour le peuple, là pour les nobles, afin d'employer pour chacun les arguments les plus propres à le toucher, afin de parler à chacun le langage qui lui convient. En second lieu, la confession et la direction de conscience, qui leur donnait la plus forte prise sur les âmes. Enfin l'instruction. Ils savaient quelle puissance a celui qui tient l'éducation dans la main. Ils s'efforcèrent surtout de développer leurs maisons d'éducation, qui étaient alors toujours gratuites, de sorte qu'elles étaient créées par les princes, soutenues par eux et avaient le caractère d'établissements officiels. En même temps, ils avaient donné tous leurs soins à développer chez leurs professeurs les bonnes manières, les grâces de l'esprit et du corps, et ils attirèrent une foule d'élèves par le contraste de leur douceur et de leur charme avec la cuistrerie brutale des écoles ordinaires. Je ne puis pas entrer dans l'analyse de leurs méthodes d'instruction. Ils y apportèrent l'esprit même de leur ordre : l'esprit militaire, de règle minutieuse et méthodique ; le soin extrême de la forme extérieure, les classifications à l'infini, une part très petite faite à la réflexion, au jugement individuel, celle de la mémoire développée autant que possible.

C'est que, là comme ailleurs, le principe qui prime tous les autres, celui qui est l'âme même de leur institut, c'est le principe d'obéissance. L'importance de ce principe — qui est aux yeux des Jésuites le compendium de la vertu — se comprend quand on songe au caractère militaire de l'ordre et au besoin de cette règle à une époque où la maladie du siècle paraissait être l'esprit d'insubordination. Mais ils poussèrent ce principe d'obéissance à un excès vraiment paradoxal. Nous lisons dans les Constitutions, VI, 1 : « Et sibi quisque persuadeat, quod qui sub obedientia vivunt, se ferri ac regi a divina providencia per superiores suos sinere debent, perinde ac cadaver essent. »

Pour échapper aux dangers de la liberté, Ignace de Loyola et ses disciples voulurent enserrer l'homme dans des règles si strictes qu'il lui fût impossible d'errer en pensée ni en action. C'est là l'origine de la casuistique, qui d'ailleurs ne prit naissance qu'après la mort de Loyola. La casuistique n'a pas eu du tout pour but, comme on se l'imagine parfois, de créer une morale facile, car il y a des casuistes sévères. Elle a eu pour but de réduire le jugement que doit porter le confesseur sur les actes humains à des règles immuables et universelles, à prévoir tous les cas possibles, pour ne laisser aucune place au jugement individuel ni du confesseur ni du pénitent.

Ce principe d'obéissance avait cet avantage de donner à tous les



membres de l'ordre une unité d'action qui ne saurait exister quand chacun juge de chaque fait particulier d'après les lumières de sa conscience individuelle et de laisser le général de l'ordre, qui était au centre de toutes les affaires, libre de juger de la conduite à suivre dans chaque affaire. Les six volumes des *Cartas de S. Ignacio de Loyola*<sup>1</sup> (Madrid, Aguado, 1874-90) nous fournissent les plus précieux renseignements sur la manière dont Ignace a conduit sa société; nous y voyons comment, parti des principes les plus austères et de l'obéissance la plus absolue au Saint-Siège, il se départit parfois de ces principes et même de cette obéissance dans l'intérêt de l'influence de la société qu'il identifiait avec l'Église, avec le Christ même, justifiant ainsi la parole du confesseur de Charles-Quint, Juan de Regla : « Es orden de negocios. » Le respect du principe d'autorité, la nécessité de s'appuyer sur les princes pour établir l'influence de la Compagnie sont visibles dans tous les actes d'Ignace, et il ne fait d'ailleurs que suivre en cela les maximes de l'Église espagnole, si étroitement unie à l'État, comme nous l'avons dit. Il ne craint ni de faire fléchir certaines règles, ni même de contrecarrer la cour de Rome pour garder son influence sur le pouvoir civil. Il écrivait à Henri II : « La société appartient à Votre Altesse plus qu'à moi. » En 1552, il proposa que pour combattre les Turcs on imposât les ordres religieux, les évêchés, les chapitres et les bénéfices; « enfin le pape pourrait aider avec les revenus du Saint-Siège, s'il était assez bien inspiré de Dieu pour cela ». En 1554, les Jésuites inspirèrent à Charles-Quint un édit obligeant les évêques et les bénéficiaires à une stricte résidence, édit qui irrita Jules III au point de faire fermer les portes du Vatican aux Jésuites. Lorsque Charles-Quint avait en 1548 proclamé l'*Interim*, Loyola n'avait pas fait cause commune avec ceux qui le condamnaient. En 1547, nous le voyons écrire à Polanco, qui était auprès du duc Cosme de Médicis, les lignes suivantes qui renferment toute la politique de l'ordre auprès des pouvoirs civils : « Il y a déjà un mois que je t'ai donné l'ordre de changer ta conduite à l'égard du prince. Vouloir donner des conseils, pour le bien de leur conscience ou de leur État, à des princes qui sont naturellement toujours préoccupés de savoir qui leur veut du bien ou non, c'est vouloir tout gâter. Il faut commencer par acquérir leur affection, leur confiance et leur action... Je t'ai déjà dit comment tu dois te conduire à l'égard de l'évêque et

1. On consultera maintenant dans les *Monumenta ignatiana* publiés par la Société de Jésus la 1<sup>re</sup> série : *Sancti Ignatii epistolae et instructiones*. Matriti, 1903 et années suivantes. Quatorze volumes ont paru jusqu'à ce jour. [N. DE LA R.]

du duc. Tu dois agir comme il leur plait, parce que tu as en vue de grands fruits spirituels à acquérir dans le peuple. Si tu veux tout de suite réformer le duc et la duchesse, tu détruiras toute l'œuvre que tu médites. » Polanco, trop peu docile, fut remplacé par Laynez. Loyola n'hésita pas à lutter contre le cardinal Caraffa, qui exigeait qu'un jeune homme de dix-neuf ans fût rendu à sa mère. Il fit embarquer en secret ce dernier pour l'Espagne. Même quand Paul III voulut empêcher le roi de Portugal Jean III d'introduire dans ses États l'inquisition espagnole, les Jésuites soutinrent le roi contre le pape. Et quand le roi demanda aux Jésuites de prendre la direction de l'inquisition en Portugal, Loyola accepta, contrairement à ses principes; il proposa même au roi de se mettre à sa tête, sans attendre la ratification du pape. Pour plaire au même souverain, Ignace releva de ses vœux l'infant de Bragance qui était entré depuis sept ans au collège de Coimbre et que Rodriguez refusait de laisser retourner au monde.

Comme on le voit, Loyola comme ceux qui le suivront en arrivent à considérer le succès de l'ordre comme le premier des devoirs religieux et à prétendre conduire la papauté à laquelle ils ont juré obéissance.

Le succès d'ailleurs répondit rapidement à leurs efforts. A la mort d'Ignace (1556), la Société comptait treize provinces, sans compter celle de Rome. Sept de ces provinces étaient en Espagne, en Portugal et dans leurs colonies. Il y avait dix collèges de Jésuites en Castille, cinq en Aragon, cinq en Andalousie. Les Jésuites étaient maîtres au Brésil et dans les Indes portugaises. En Italie, il y avait trois provinces, celles de Rome, de Sicile et d'Italie. En France, il n'y eut du vivant de Loyola qu'un seul collège, à Billom, en Auvergne, créé en 1555. La Sorbonne s'était prononcée contre les Jésuites cette même année 1555. Loyola n'avait pas protesté, disant : « Il y a des cas où il vaut mieux se taire que parler; on n'a pas besoin d'excuse quand la vérité se défend d'elle-même. » Il fit agir indirectement sur Henri II par Hercule d'Este et obtint ainsi que le collège des Jésuites ne fût pas inquiété. En Allemagne, Charles-Quint, qui était resté attaché aux idées plus larges et plus élevées de la réforme, telle que la concevait Adrien VI, fut toujours hostile aux Jésuites, mais grâce à Ferdinand et aux ducs de Bavière, ils réussirent à s'établir à Cologne, où l'érudit Pierre Canisius entra dans leur ordre, à Vienne, où Bobadilla résida longtemps, enfin à Ingolstadt, où un collège fut fondé en 1556 et où ils devinrent les maîtres de l'Université. Dans les Pays-Bas, ce n'est qu'après cette date que les Jésuites purent établir un collège à Louvain. Tant que

Charles-Quint avait été empereur, Marie de Hongrie avait refusé l'autorisation.

Malgré ces entraves en quelques endroits, leurs collèges fournirent en peu de temps à l'Église une foule d'hommes marquants, des évêques, des cardinaux, de sorte que l'esprit jésuitique pénétrait par leurs élèves dans tous les rangs du clergé ; pour eux, ils ne visaient qu'à deux choses : enseigner la jeunesse riche, devenir confesseurs des princes. Ils savaient qu'ils arriveraient ainsi à être les maîtres partout.

Ainsi ce fut dans les pays du Midi et dans les colonies d'Amérique et d'Asie que les Jésuites réussirent d'abord à s'étendre ; leur influence y fut immense. En Italie même, en très peu d'années, ils avaient acquis une autorité considérable, d'autant plus forte qu'elle ne s'exerçait pas ouvertement. Caraffa, qui parfois les combattit et qui, comme pape, faillit leur porter un coup fatal en remplaçant un instant le généralat à vie par un généralat triennal, Caraffa avait néanmoins été leur premier protecteur, et il subit incontestablement leur influence quand, d'accord avec le cardinal de Burgos, Juan Alvarez de Tolède, il obtint de Paul III, le 20 juillet 1542, une bulle réorganisant l'inquisition. Au xv<sup>e</sup> siècle et au commencement du xvi<sup>e</sup>, il avait régné dans l'Église catholique une très large liberté d'opinions. Nous l'avons montré dans nos précédentes études. Jean Wessel, Jean Geiler, l'Université de Paris avaient enseigné des doctrines très hardies qui ne paraissaient cependant pas incompatibles avec la fidélité à l'Église. Nous avons vu que la papauté temporisa avant de condamner Luther, et Savonarole put continuer longtemps ses prédications avant d'être arrêté et brûlé. Mais on avait vu où avait mené cette liberté ; on avait renoncé en 1541 à tout esprit de compromis ; on pensa que l'Église ne pouvait être sauvée que par l'application de l'autorité la plus rigoureuse en matière de foi. Antérieurement, la papauté avait toujours montré plus d'indulgence que les inquisiteurs. Déjà du temps des Albigeois, Innocent III tempérait leur intolérance. Plus tard, on vit plus d'une fois les inquisiteurs allemands appelés à Rome et leurs jugements cassés. C'est seulement en Espagne, à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, que la royauté réussit à rendre l'inquisition indépendante de la papauté et par là même impitoyable. Au xvi<sup>e</sup> siècle, c'est la papauté elle-même qui, sous la pression des ordres religieux, d'hommes que leur vertu même et leur foi rendent plus intolérants, se met à la tête de la répression et réorganise l'inquisition. Six cardinaux sont nommés commissaires du siège apostolique et inquisiteurs généraux en deçà et au delà des Alpes. Ils peuvent nommer partout des prêtres avec les mêmes droits que les leurs ; ils jugent en dernier appel sans la

participation des tribunaux ecclésiastiques ordinaires. Ils citent qui ils veulent, emprisonnent, condamnent à la mort et à la confiscation. Ceux qui se rétractent sont renvoyés devant le pape. Caraffa, sans tarder, loue une maison, y installe une prison avec les cachots et les chaînes nécessaires. Il nomme des commissaires généraux pour tous les pays ; et voici, d'après son biographe Caracciolo, les principes qu'il traça aux inquisiteurs :

1° En matière de foi, point de délais. Au moindre soupçon agir avec la dernière rigueur.

2° N'avoir aucun égard aux princes et prélats, si haut qu'ils soient.

3° Être surtout sévères envers ceux qui cherchent à être protégés par la puissance séculière ; mais traiter avec douceur ceux qui se rétractent.

4° N'avoir aucune indulgence pour les hérétiques et surtout les calvinistes.

Les actes répondirent à la rigueur des principes. Toute trace de protestantisme en Italie fut impitoyablement poursuivie et extirpée. Le capucin Bernardino Ochino dut s'enfuir à Genève ; l'augustin Pierre Martyr Vermigli alla enseigner la théologie à Strasbourg. Pierre-Paul Vergerio, évêque de Capo d'Istria, plusieurs fois légat pontifical, dut se réfugier en pays protestant, et le propre neveu de Caraffa, le marquis de Vico, Galeazzo Caraccioli, se fixa à Genève. Tous les disciples du réformateur espagnol Juan Valdès, dans la royauté de Naples, durent prendre la fuite, et la pauvre duchesse Renée de Ferrare, soupçonnée de protestantisme, prisonnière dans son palais, mêlait, comme dit Marot, son vin de ses larmes. Ses amis, Olympia Morata, Curione, durent se retirer en Allemagne et en Suisse. Quand Caraffa fut pape, la persécution redoubla de violence. Il autorisa les inquisiteurs à employer la torture. Des cardinaux furent emprisonnés par l'inquisition. Pole et son ami Priuli furent soumis à un examen. Le cardinal Morone fut tenu en prison jusqu'à la mort de Paul IV. Les évêques de Modène et de la Cava furent aussi jugés. Presque tous les Franciscains furent obligés à une rétractation. On trouvait des hérétiques, dit le *Compendium inquisitorum*, non seulement parmi les évêques et les prêtres, mais même parmi les inquisiteurs. Les habitants de San-Xisto et de Guardia en Calabre qui avaient adopté le calvinisme furent tous massacrés en 1560 ; à Venise, la communauté protestante fut la même année supprimée par des supplices et des noyades. En 1567, le savant florentin Carnesecchi et en 1570 le professeur d'éloquence de Lucques, Aonio Paleario, furent mis à mort pour hérésie.

Ce n'était pas assez de supprimer les hérétiques, il fallait aussi

supprimer les livres qui répandaient les mauvaises doctrines. En 1559, Paul IV publia le premier index officiel des livres prohibés, *Index librorum prohibitorum*. On y trouve les écrits de la plupart de ceux à qui l'Église devait le réveil de sa foi et le relèvement de ses mœurs, de la plupart des réformateurs du xv<sup>e</sup> siècle, de Gerson à Geiler de Kaysersberg. « Exit edictum », nous dit le vénitien Natalis Comes dans ses *Historiae sui temporis*, l. XI, « ut libri omnes, impressi vel compositi, vel explanationibus ab haereticis scriptoribus contaminati, at non illustrati, sanctissimis magistratibus quaestionum ubique afferrentur, propositis etiam gravissimis suppliciis, si quis illos occultasset, suppressisset, ac non obtulisset. Tanta concremata est omnis generis librorum ubique copia et multitudo, ut Trojanum prope incendium, si in unum collati fuissent, apparere posset. Nulla enim fuit bibliotheca vel privata vel publica, quae fuerit immunis ab ea clade, ac non prope exinanita. » On ne put plus recevoir aucun livre ou manuscrit sans le visa des inquisiteurs.

Le résultat fut aussi satisfaisant qu'on pouvait le souhaiter. L'hérésie disparut absolument du sol de l'Italie et ce fut miracle si les pauvres Vaudois, massacrés dans les Alpes et en Piémont, purent échapper en partie soit en fuyant en Suisse, soit en se cachant dans les hautes vallées des montagnes. Mais l'Italie paya cher cette unité de la foi.

La seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle y fut marquée en effet par une profonde décadence intellectuelle et artistique. Un grand savant naît en 1564, Galilée; mais en 1615 l'inquisition le forcera de suspendre son enseignement et en 1633 elle le contraindra de nier les vérités que son génie a découvertes. En 1600, Giordano Bruno est brûlé à Rome. L'Académie de Modène est dissoute; celle de Naples est fermée. Dans la crainte d'errer à droite ou à gauche, on n'ose plus penser dans le pays de Dante ou de Machiavel. Saint Thomas d'Aquin est critiqué par les Jésuites dans leur *Ratio studiorum* de 1586. Il est vrai que l'inquisition espagnole déclare que la *Ratio studiorum* est « liber temerarius, periculosus, jactantia plenus ». Les Italiens se réfugient dans la poésie épique, pastorale, lyrique, épigrammatique et finissent par tomber dans les fadeurs et les prétentieuses sottises de Berni, du Trissin, de Tansillo ou de Marini. Le régime intellectuel qui fut appliqué à la Péninsule fut admirablement propre à préparer les petites tyrannies princières du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup> siècle et le long énervement dont l'Italie ne sortira qu'à la Révolution française.

Ce que les réformateurs catholiques, les Jésuites de Caraffa ont



fait par leurs efforts individuels et par l'autorité de la papauté en Italie, ils vont essayer de l'appliquer à la catholicité tout entière par le concile de Trente : réforme des abus, de la discipline et des mœurs; définition rigoureuse et inattaquable de la foi orthodoxe; consolidation de l'autorité, de la suprématie pontificale.

## IV.

Trois faits coïncident avec le vain essai de conciliation tenté à Ratisbonne en 1541, et cette coïncidence, sans avoir été absolument voulue, n'est cependant pas fortuite. Elle résulte de la nature même et de la force des choses : la création de l'ordre des Jésuites, l'organisation de l'inquisition dont nous venons de parler, enfin la convocation du concile œcuménique.

C'est au mois de juin 1541 que Paul III se décida enfin de réunir le concile. « Considerato », lisons-nous dans une lettre adressée le 15 juin 1541 par le cardinal Ardinghello au cardinal Contarini, « che nè la concordia a Christiani è successa, e la tolerantia è illicitissima e damnosa, e la guerra difficile e pericolosa, pare a S. S. che si ricorra al rimedio del Concilio. Adunque S. Beatitudine ha determinato di levar via la prorogatione della suspensione del Concilio e di dichiararlo et congregarlo quanto piu presto se potrà. » Dès le 27 novembre 1542, les légats arrivèrent à Trente, mais il se passa encore trois ans avant que les assistants fussent assez nombreux pour que le concile pût s'ouvrir. On attendit jusqu'au 13 décembre 1545, et il y avait encore si peu de monde alors que les légats, le cardinal del Monte (Jules III), Marcello Cervini (Marcel II) et Reginald Pole, qui ne se doutait pas alors qu'on l'accuserait un jour d'hérésie, purent aisément faire accepter toutes les propositions du Saint-Siège. L'instruction pontificale donnée aux légats suffit à elle seule pour montrer le chemin parcouru depuis les conciles de Constance et de Bâle, et que le concile, bien loin d'être la représentation visible de l'Église, revêtue de la plénitude de sa puissance, n'est plus qu'un comité consultatif réuni, dirigé par le pape, de qui seul en réalité émanent les décisions. Il est impossible à un historien impartial de ne pas reconnaître que le concile de Trente a un caractère absolument différent des conciles du moyen âge. Il n'est pas seulement vrai de dire qu'il a changé la constitution de l'Église. Il faut dire encore qu'il s'est réuni et a agi conformément à une constitution toute nouvelle de l'Église. Des trois conditions jusque-là nécessaires pour la validité des décisions du conseil : la régularité des convocations, la liberté des délibérations,

la légalité des décisions, la première seule a été remplie, quoique le nombre des membres présents au début fût insuffisant. C'est pourquoi, si le concile de Bâle a été contesté avec de bonnes raisons par les partisans de la curie, les décisions du concile de Trente ont été contestées avec des raisons tout aussi fortes et par l'Église gallicane et par tous les adversaires de l'ultramontanisme. Pour les accepter, il faut commencer par accepter le principe de la supériorité du pape sur le concile, principe qui a toujours été discuté dans l'Église.

Dans ses instructions, le pape recommande aux légats de commencer par traiter des définitions du dogme. « De reformatione nec ante dogmata, nec simul cum illis omnino agant, cum haec *secundaria* et *minor causa* congregandi concilii fuerit. » Il permet d'écouter les plaintes qu'on élèvera contre la curie, « non quia concilii sit illas emendare, sed quia Pontifex de illis optime instructus remedia porrigat oportuna ». Les actes du concile seront rendus au nom des légats et du pape « ita ut non solum Pontifex concilii convocandi auctor, sed etiam summam in eo perducendo auctoritatem praeferre appareat. Facultatem legatis damus aliquas indulgentias largiendi, sed animadvertant, ut concessae a concilio non appareant, cui summum jus et auctoritas non competit ».

Les légats parvinrent à tout ce qu'ils désiraient. Malgré les envoyés de l'empereur, François de Vargas et Pierre de Malvenda, ils obtinrent qu'on traitât les questions de dogme avant celle de la réforme, ce qui était un moyen d'empêcher les dissidents et surtout les protestants de venir au concile. On leur concéda les formes du concile de Latran de 1514 au lieu de celles du concile de Bâle que réclamaient quelques Pères, la suppression des mots *universalem Ecclesiam repraesentans* pour qualifier le concile, le vote par tête au lieu de celui par nations. Ils réclamèrent le droit pour les légats seuls de faire des propositions, ce qui indigna quelques évêques, mais fut exécuté dans la pratique. Ils soutinrent que, lorsque les voix se balançaient à peu près, celles des légats devaient l'emporter, même s'ils avaient la majorité contre eux ; enfin que « Papa in concilio non tenebatur sequi sententias Patrum, si nolebat, et propterea, etiam si major pars contradixerint, potuisset etiam ipse solus statuere ». Vargas, dans un mémoire à l'empereur, se plaignait dans les termes les plus vifs de l'absence de toute liberté pour le concile. « Sous prétexte d'y établir l'ordre, les légats du pape se rendent maîtres de l'assemblée. Tout ce qui se propose, tout ce qui s'examine, tout ce qui se définit, c'est dans le temps et de la façon qu'il leur plaît. » Leur conduite n'est que déguisement et dissimulation. La liberté, qu'ils laissent, n'est que

chimère. Les prélats pensionnaires du pape l'avouent eux-mêmes et en témoignent leur douleur aux gens de bien. Le soir, raconte encore Vargas, les légats assemblaient les évêques en congrégation. Ils lisaient les décrets, comme ils les avaient couchés par écrit avec ceux qu'il leur avait plu de consulter. Ainsi tout passait sans difficulté. Ceux-ci n'entendaient pas ce dont il était question et ceux-là n'osaient pas ouvrir la bouche. Enfin, la plupart étaient las de ce qu'on les retenait bien avant dans la nuit. « Non possumus non dolere vicem nostram, conciliorumque auctoritatem jam diu deploratam. »

La papauté, instruite par les conciles du xv<sup>e</sup> siècle, effrayée des résultats de la liberté et des discussions, voulait rétablir l'ordre dans l'Église par autorité. On peut déplorer qu'il ait fallu pour cela renoncer aux traditions du moyen âge, changer la constitution de l'Église et en faire une sorte de monarchie absolue; l'observateur impartial sera disposé à croire qu'avec la liberté que réclamait Vargas le concile se serait divisé et serait demeuré impuissant, à reconnaître que, maîtrisé par l'absolutisme pontifical, par la violence morale qu'exercèrent les légats, il a accompli une œuvre qu'on peut ne pas trouver bonne en tous points, mais grâce à laquelle l'Église catholique s'est moralement régénérée et a vécu jusqu'aujourd'hui toujours puissante, toujours active.

Il faut distinguer trois périodes pendant le concile de Trente.

La première s'étendit du 13 décembre 1545 au 11 mars 1547 sous Paul III, qui, après avoir réuni le concile à Trente, le transféra le 11 mars 1547 à Bologne, ce qui équivalait à le suspendre.

La seconde, sous Jules III, s'étendit du 1<sup>er</sup> mai 1551 au 26 avril 1552. Le concile fut de nouveau suspendu à la suite de la campagne de Maurice de Saxe contre Charles-Quint.

Enfin, la troisième, du 18 janvier 1562 au 4 décembre 1563, eut lieu sous Pie IV, qui finit par mener à bien une œuvre tant de fois interrompue.

Ainsi, bien que théoriquement le concile convoqué en 1542 ait duré vingt et un ans, en fait il n'a siégé que quatre ans et un mois (quarante-neuf mois).

Comme nous l'avons indiqué et comme Paul III le demandait, le concile commença par s'occuper exclusivement de la définition des dogmes. Cela était nécessaire après tant d'années de discussions et de disputes; il fallait savoir sur quelle base devait se faire l'enseignement catholique, préserver l'Église des variations et des querelles théologiques qui divisaient toutes les communautés protestantes et surtout écarter par des déclarations catégoriques les protestants

du concile, où ils auraient apporté un élément de troubles et de schisme. Les premières sessions du concile sont une réponse aux essais infructueux de conciliation qui avaient eu lieu depuis 1530. Aussi peut-on considérer toutes les définitions du concile comme des réponses aux doctrines protestantes. Les discussions furent menées avec une remarquable méthode et il en sortit une dogmatique qui depuis lors est restée immuable. A la doctrine de l'autorité absolue et unique de l'Écriture sainte, on répondit en mettant sur la même ligne l'Écriture et la tradition et en déclarant, malgré l'évêque de Chioggia, Nachianti, qu'il faut les vénérer « *pari pietatis affectus reverentia* ». A l'usage de la Bible en langue vulgaire, d'après des traductions faites sur les originaux hébreux et grecs, on répondit en déclarant canoniques tous les livres de la Vulgate et le texte de la Vulgate pour authentique ; à l'interprétation de la Bible par la conscience des fidèles, on répondit en interdisant de l'expliquer « *contra sensum quem tenuit et tenet sancta mater Ecclesia* ». Sur la question du péché originel et de la justification, on eut plus de peine à s'accorder, car il y avait au concile des hommes comme le général des Augustins Seripando, dont les idées étaient celles de Contarini. Grâce à Caraffa et aux Jésuites, on adopta une formule qui, tout en reconnaissant que l'homme est sauvé par la grâce, faisait dépendre l'acceptation de la grâce de la volonté de l'homme, maintenait ainsi la liberté humaine, n'admettait pas que l'homme pût se considérer comme sûr du salut. On s'entendit aisément sur le nombre et la nature des sacrements, mais on renonça à définir la nature de leur efficacité, à cause des divergences entre les franciscains et les dominicains.

Quand on eut réglé les questions dogmatiques, une partie des Pères du concile, et surtout les Espagnols, voulurent aborder la réforme, mais les légats refusaient absolument au concile le droit de discuter les questions de réforme et prétendaient qu'elles devaient être réglées par des bulles pontificales ; le cardinal del Monte (Jules III) déclara que le concile « *omnia potest in iis quae sibi a Sua Sanctitate demandata sunt, in aliis autem nihil potest* ». La question capitale était celle du droit des évêques. La majorité de ceux-ci voulait qu'ils fussent reconnus comme existant *divino jure*, c'est-à-dire comme tenant leur puissance directement des apôtres et non du Saint-Siège, et réclamait par suite la suppression des *exemptions*, par lesquelles la papauté diminuait la puissance épiscopale au profit des ordres religieux. Paul III, effrayé de ces déclamations, des succès en Allemagne de Charles-Quint, qui était beaucoup plus partisan de la réforme que de l'autorité pontificale, transféra le 11 mars 1547 le concile à Bologne.

Quand Jules III, conformément aux engagements pris avant l'élection par les membres du conclave et par condescendance pour les incessantes réclamations de Charles-Quint, ramena le concile à Trente le 1<sup>er</sup> mai 1551, l'opposition entre une partie des évêques et la papauté éclata plus violente que par le passé. Les légats, et surtout le président du concile, Crescenzi, mirent tout en œuvre pour empêcher la discussion sur la réforme. L'évêque d'Orense écrit le 12 octobre 1551 : « Les présidents du concile ne font paraître ni zèle, ni empressement pour la réformation du clergé. Ils déclarent sans façon que nous devons nous contenter de ce qu'ils voudront bien nous accorder, sans qu'il nous soit permis d'ouvrir la bouche pour demander quelque chose de plus. » Vargas dit le 12 novembre : « Le concile ne peut rien faire par lui-même. On l'a dépouillé de son autorité. Il n'y a point de liberté. Le légat est le maître ; il tient tout dans sa main. » L'évêque de Verdun ayant protesté contre le maintien des commendes, le légat le traita de sot, d'étourdi, de jeune homme. Et l'évêque d'Orense ayant demandé à examiner une proposition qui déclarait le pape supérieur au concile, le légat répondit : « Celui qui doute en matière de foi est hérétique, et dès lors vous en êtes un. » Les envoyés de Wurtemberg et de Saxe arrivèrent là-dessus le 24 janvier 1552, demandant un concile libre de la pression de la papauté, et ils trouvèrent d'assez fortes sympathies parmi les évêques. Maurice de Saxe rendit à Jules III le service de le débarrasser du concile par son audacieuse entreprise contre Charles-Quint en Tyrol. Le 28 avril 1552, le concile fut une seconde fois interrompu.

Il aurait semblé que Paul IV eût été l'homme destiné à reprendre l'œuvre du concile, à accomplir cette réforme à laquelle il avait personnellement travaillé pendant toute sa vie. « Veramente », dit Mocenigo dans sa relation de 1560, « pareva degnissimo vicario di Cristo. Nelle cose della religione se prendeva tanto pensiero et usava tanta diligentia che maggior non si poteva desiderare. » Néanmoins, non seulement ce pontificat ne fit pas avancer la réforme, mais il fut pour l'Église un temps d'épreuves, de défaites dont le pape pouvait rapporter à lui-même la responsabilité. Sans doute, il travaillait à la réforme par de continuelles mesures de détail, mais il ne voulait pas plier son âme altière à les soumettre à un concile. Comme le dit encore Mocenigo : « Papa Paolo IV andava continuamente facendo qualche nova determinazione e riforma, e sempre diceva preparare altre, acciò che restasse manca occasione e menor necessità di far concilio. » L'erreur de Paul IV fut de nourrir de nouveau l'idée qui avait été celle de Jules II, de Clément VII et, dans une certaine mesure, de Paul III, celle de secouer le joug de l'Es-



pagne et de la maison d'Autriche et de donner au Saint-Siège et à l'Italie l'indépendance en s'appuyant sur la France. Il poursuivit cette politique avec l'obstination qui était dans son caractère, protestant contre l'élection de Ferdinand comme empereur parce qu'on n'avait pas demandé son consentement, soutenant la guerre contre les troupes de Philippe II et réunissant contre le duc d'Albe des mercenaires luthériens qui brisaient les statues des saints et se moquaient de la messe et des Gascons, « tanto contro l'onor delle donne et in torre la robba ». Il entra en négociations avec le margrave Albert de Brandebourg et avec Soliman. Enfin, lui, l'homme austère par excellence, finit par ne plus prendre ses serviteurs que parmi ceux qui haïssaient l'Espagne et étaient partisans de la France, et il confia tout le gouvernement de l'Église à son neveu Charles Caraffa, homme violent et sans mœurs qui n'avait vécu que de la vie des camps, combla de faveurs ses autres neveux. Il est vrai qu'à la fin de son pontificat il reconnut leurs crimes, et, le 27 janvier 1559, il les chassa sans pitié; mais le mal était fait. Ferdinand et le duc de Bavière accordèrent à leurs sujets la communion sous les deux espèces. Élisabeth d'Angleterre, qui avait commencé par montrer une certaine déférence pour Paul IV en lui notifiant son avènement, offensée de la prétention émise par le pape de décider sur ses droits à la couronne, employa toute sa passion et son génie au service du protestantisme. En Écosse, Paul IV, en favorisant le parti français, aida la création d'un parti protestant national à qui Marie Stuart devra sa ruine.

Ainsi, à la mort de Paul IV, le 18 août 1559, les puissances protestantes étaient plus fortes que jamais : l'Écosse passait au protestantisme; la Pologne et la Hongrie s'éloignaient tous les jours davantage du catholicisme; en France et dans les Pays-Bas, le protestantisme gagnait tous les jours des adhérents; les puissances catholiques d'Allemagne elles-mêmes étaient mécontentes et irritées contre le pape. Quant aux princes du nord de l'Allemagne, aux pays scandinaves, à l'Angleterre, ils étaient à jamais perdus pour le Saint-Siège.

Heureusement pour l'Église, le successeur de Paul IV, Pie IV, Jean-Angelo Medici, d'une famille d'aventuriers milanais, était, par son habileté, sa douceur et sa tolérance, plus propre qu'aucun autre à corriger les maux causés par le zèle intempérant de Caraffa. Il donna aux ennemis de ce dernier la satisfaction de voir punir du dernier supplice les deux neveux de Paul IV, le cardinal Caraffa et le duc de Palliano, mais il évita ensuite toutes les mesures de rigueur, et, au dire de Soranzo, « si lascia intendere che più li piacerebbe che usassero (gli inquisitori) termini dà cortese gentiluomo che

dà frate severo ». Il eut pour principal conseiller son neveu, Charles Borromée, qui unissait aux talents de l'homme d'État les vertus d'un saint. Celui-ci organisa un concile de huit docteurs, qui fut depuis la *Consultà* pontificale.

Pie IV apporta dans ses rapports avec les puissances autant de prudence que Paul IV y avait mis de témérité. Il détourna le duc de Savoie de ses intentions violentes contre Genève, et son but était avant tout « di star in pace ». Enfin, il se déclara fermement pour le concile, le convoqua le 29 novembre 1560 et l'assemblée put s'ouvrir le 18 janvier 1562 : « Nous voulons le concile », dit-il ; « si nous ne le voulions pas, nous resterions des années avec les mêmes difficultés, tandis que nous voulons les faire disparaître. Il faut réformer ce qu'il y a à réformer, même ce qui touche à notre personne, à nos propres affaires. Si nous songeons à autre chose qu'à servir Dieu, Dieu nous punira. »

Pie IV tint à ce que le concile fût considéré comme la continuation du concile de Trente de 1552 et non comme un concile nouveau, afin qu'on ne revint pas sur la discussion des dogmes et que les protestants ne pussent pas y apporter un élément de désordre et des difficultés de plus.

Mais les difficultés étaient grandes. Pendant la longue suspension du concile, l'esprit d'opposition avait eu de nouveau le temps de se faire jour dans l'Église, et surtout les puissances séculières, désirant assurer la paix dans leurs États, étaient disposées à sacrifier quelques-uns des principes qui, aux yeux du Saint-Siège, étaient les plus essentiels au maintien de l'Église. « Nous avons de bonnes intentions », disait tristement Pie IV, « mais nous sommes seul ».

Ferdinand I<sup>er</sup> élevait les réclamations les plus étendues. Il voulait que le pape s'humiliât et consentit à une réforme complète du Saint-Siège et de la curie, des cardinaux et des conclaves, à la mise en vigueur des principes de Constance, au vote par députation des quatre nations, à la communion sous les deux espèces, au mariage des prêtres, acceptât l'établissement d'écoles pour les pauvres, un adoucissement des jeûnes, des catéchismes plus simples, l'introduction de la langue vulgaire dans le culte, la réforme des monastères.

Les Espagnols tenaient essentiellement à ce qu'on reconnût le caractère divin de l'institution épiscopale et l'inviolabilité de leurs droits, même vis-à-vis du Saint-Siège.

Enfin, les Français, représentés par le cardinal de Lorraine, étaient d'accord avec les Allemands pour réclamer la communion sous les deux espèces, l'emploi de la langue vulgaire dans le culte et l'administration des sacrements, et surtout la reconnaissance de la supériorité des conciles, conformément aux décisions de Bâle.

Les trois nations protestaient contre l'interdiction de discuter d'autres questions que celles qui avaient été proposées par les légats.

Quoique la papauté eût toujours la majorité dans le concile, grâce à la masse d'évêques italiens qui à Trente étaient à la solde de la curie (plus de quarante évêques, au dire de Sarpi, recevaient de trente à soixante écus par mois), néanmoins cette opposition des trois nations était un redoutable embarras. Dans une lettre adressée au pape le 8 mars 1563, Ferdinand se plaignait « *Concilium in omnibus ad nutum Romanae Curiae dirigi et moderari, nihil proponi aut tractari quod a Romana curia speciatim haud imponatur; promissis, donis et minis cuncta agitari in Concilio* ». Il y eut dans le concile des scènes violentes où les Italiens, les Espagnols criaient à l'anathème les uns contre les autres.

Pie IV vit avec le coup d'œil de l'homme d'État et du diplomate que ce n'était pas sur le concile même qu'il fallait agir pour arriver à un accord, mais sur les puissances séculières, en mettant habilement aux prises les idées et les intérêts opposés des nations opposantes. Ce fut Morone, naguère emprisonné comme hérétique, aujourd'hui président du concile réuni par Pie IV, qui fut chargé d'aller à Innsbruck en avril 1563 pour négocier avec Ferdinand. Il eut soin de lui montrer qu'en combattant le Saint-Siège, il accroîtrait la puissance des évêques dont les prétentions étaient directement en contradiction avec les droits des princes, et enfin il admit que Ferdinand pût, ainsi que les légats du pape, faire des propositions au concile. Pour la réforme, Morone promit de faire tout ce qui était possible pour contenter l'empereur, pourvu qu'il renonçât à soulever la question de la supériorité du concile. Dès ce moment, Ferdinand marcha d'accord avec le pape.

Auprès de Philippe II, on fit valoir l'importance des intérêts religieux pour la couronne espagnole, le danger qu'il y avait à laisser trop de puissance aux évêques qui réclamaient contre les larges subventions que le clergé espagnol devait payer au roi. Le roi promit d'aider le pape de toute sa puissance.

Enfin, en France, les progrès des protestants firent prendre aux Guises une attitude de plus en plus catholique et papale. Le cardinal de Lorraine se rendit à Rome et le pape envoya un ambassadeur à Charles IX. Ici encore ce furent des négociations politiques qui amenèrent la solution des difficultés religieuses. Il suffit aux légats de proposer au mois d'août un projet qui reconnaissait au clergé la complète indépendance et immunité en matière d'impôts, projet qui fut naturellement accueilli avec faveur par les évêques, pour que les princes eussent le vif désir de voir finir le concile le

plus tôt possible en s'accordant sur tous les points avec les intentions de la papauté.

On rallia enfin les évêques espagnols en leur montrant qu'on avait besoin d'eux pour repousser les demandes dangereuses des hérétiques faites primitivement par Ferdinand I<sup>er</sup> et la France, et en leur donnant satisfaction sur la question de l'institution divine des évêques par une formule équivoque. Au lieu de dire comme ils le désiraient « *episcopos a Christo institutos* », on dit « *hierarchiam divina ordinatione institutam* ». Sur la question du pouvoir pontifical, on s'entendit aussi en ne définissant rien d'une manière nette. On laissa de côté la question du concile et du pape. On n'accorda pas au pape ce titre d'*Episcopus Universalis Ecclesiæ*, ni la *Plenitudo potestatis*, mais on reconnut à propos du sacrement de la pénitence sa *suprema potestas in Ecclesia Universa*, et naturellement sa qualité de *Vicarius Dei in terris*.

Ces difficultés une fois écartées plutôt que résolues, on put s'occuper librement de la réforme et on le fit avec une extrême ardeur. Il s'en faut cependant bien que l'on ait admis toutes les réclamations que faisaient entendre depuis un siècle et demi les partisans de la réforme ecclésiastique. On fit en particulier d'importantes réserves en ce qui touchait les droits de la cour de Rome. Ainsi on autorisa dans certains cas la collation de plusieurs bénéfices, le droit pour le Saint-Siège de donner des abbayes en commende ; on conserva absolument les *Annates*, dans une certaine mesure les exemptions des monastères. La théorie des indulgences fut confirmée, mais la vente des indulgences interdite. On laissa au pape le soin de décider la question de la communion sous les deux espèces pour chaque cas particulier. On interdit absolument le mariage des prêtres ; on approuva le culte des saints, des images et des reliques. Tout en recommandant au pape de choisir les cardinaux dans toutes les nations chrétiennes, on ne régla pas la proportion à donner à chaque nation, et l'autorité du Saint-Siège sur les évêques resta la même.

Sur les autres points, les décisions du concile furent conformes aux réclamations séculaires de l'Allemagne et de la France : suppression des provisions et grâces expectatives, interdiction de conférer plusieurs évêchés à la même personne, restriction des appels à la curie et des dispenses ; d'excellentes mesures furent prises pour la réforme, la règle et la surveillance des monastères. On exagéra les conditions sévères pour le choix des prêtres et évêques et on institua des séminaires auprès de chaque église cathédrale pour les former. Des conciles provinciaux durent avoir lieu tous les trois ans, des conciles diocésains tous les ans. La visite régulière des diocèses et la prédication régulière de l'Évangile furent prescrites de la manière la plus formelle.

Le concile avait ainsi fixé le dogme, accompli les réformes les plus nécessaires dans la discipline, fixé les formes solennelles du culte, des rites et des sacrements, confirmé la hiérarchie ecclésiastique et, sans l'exprimer pourtant catégoriquement, reconnu par sa procédure, par tous ses actes et toutes ses décisions, la suprématie absolue de la papauté. Pie IV, dans un discours tenu dans le consistoire du 30 décembre 1563, exprima dans des termes caractéristiques à la fois sa déférence pour le concile et la conviction de sa supériorité à l'égard du concile : « *Patribus magnam gratiam habemus, quod in moribus emendandis corrigendaque vitae disciplina adeo se praebuerunt moderatos in nos et indulgentes. Concilii decreta principes ipsi colimus, ut, exemplo nostro commoti, omnes nullam sibi relictam causam existiment a Concilii auctoritate discedendi. Praeclarum est enim legibus solutum principem vivere ex legibus.* »

Au concile de Trente, l'Église catholique renonça définitivement à toutes les tentatives de conciliation et d'union qui avaient marqué les conciles de Constance, de Bâle, de Ferrare et de Florence, ainsi que les conférences allemandes du xvi<sup>e</sup> siècle. A Trente, on écarta de propos délibéré les protestants et on ne songea pas à convoquer les Grecs ni les chrétiens orientaux. L'Église avait avant tout besoin d'unité et de cohésion. Elle se replia sur elle-même, sacrifiant résolument d'immenses provinces du monde chrétien qui lui avaient jadis appartenu et avaient fait une réalité, pendant le moyen âge, des beaux noms de *catholique*, d'*œcuménique*. Au lieu de réunir toutes les églises chrétiennes dans une vaste et vivante unité, en laissant à chaque Église nationale son originalité, ses particularités dans le dogme ou la discipline, elle imposa à tous ceux qui voulurent être comptés au nombre de ses membres des règles et des doctrines absolument immuables. Depuis quatre siècles, rien de l'œuvre du concile de Trente n'a été modifié, et le concile du Vatican n'a fait que condamner définitivement ceux qui profitaient de l'ambiguïté de certaines formules pour ne pas reconnaître l'infaillibilité pontificale dont l'œuvre même du concile de Trente est la reconnaissance implicite<sup>1</sup>.

1. Ce fut cette reconnaissance implicite qui empêcha les canons du concile de Trente d'être reçus partout. Malgré les efforts des évêques et des Guises, ils ne furent pas publiés en France (voir le discours de Le Consayer sur la réception du concile de Trente, en appendice à la traduction de Sarpi). Le Parlement les repoussa comme contraires aux privilèges de l'Église gallicane. Pendant la Ligue, on réussit pourtant, le 6 avril 1593, à les faire accepter dans une réunion tumultueuse, malgré le président Le Maistre ; mais cet acte fut déclaré nul et aux États-Généraux de 1614-1615 le clergé essaya en vain de les faire reconnaître. L'assemblée du clergé de 1682 leur fut directement hostile. Dans la



Le concile de Trente fut fécond en résultats durables. Tandis que les Églises protestantes allaient se diversifiant à l'infini et commentaient cette série de variations dont Bossuet a si éloquemment raconté l'histoire, l'Église catholique voyait son dogme fixé d'une manière invariable au point d'être obligée de condamner comme hérétiques, pour des divergences secondaires, quelques-uns des hommes qui honorent le plus le catholicisme, Pascal, Arnauld et tous les Jansénistes. En même temps, sans échapper aux vices de toutes les institutions de ce monde, elle restaura dans son sein les bonnes mœurs, la discipline, la vie religieuse, et le *xvii<sup>e</sup>* siècle a vu une renaissance catholique illustrée par de grands saints et par des œuvres admirables. Enfin, sa puissance d'apostolat prit une nouvelle vigueur et, si elle avait perdu en Europe des millions de fidèles, elle en gagna des millions d'autres en Asie et en Amérique.

Mais, pour dire toute ma pensée, l'Église catholique payait cher cette puissance acquise par l'unité du dogme, elle la payait par la concentration de l'autorité dans les mains de la papauté. Il y avait une chose dont l'humanité moderne avait tout besoin et que l'Église catholique ne lui donnait pas, ne pouvait pas lui donner, la liberté de l'esprit. Par crainte d'hérésie, elle avait enfermé l'intelligence humaine dans les bornes les plus étroites, et depuis le concile de Trente on peut dire qu'il n'a pas été possible de penser sans risquer de tomber dans l'hérésie. Galilée, Descartes et Malebranche n'y ont pas plus échappé que Pascal ou Lamennais, et l'on peut ajouter que, depuis le concile de Trente, non seulement il n'y a plus eu de philosophie catholique, mais il n'y a plus même eu de théologie catholique. On n'a plus fait que développer et commenter les œuvres et les principes anciens. Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, qu'on en tire la condamnation de l'Église ou celle de l'esprit moderne, il est bien évident que, depuis trois siècles, le mouvement intellectuel s'est produit en dehors de l'Église, à côté d'elle ou contre elle. Elle a continué à exercer une action immense sur le monde, et une action en grande partie salutaire par ses œuvres de charité et d'éducation, par son influence religieuse, par le rôle important qu'elle joue pour tous ceux qui acceptent ses rites dans leur vie pratique et dans leur vie morale, mais toutes les grandes manifestations de la pensée humaine, tous les systèmes philosophiques et scientifiques qui, depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle, ont passionné l'intelligence humaine se sont produits en dehors de l'influence du catholicisme. Il y a eu de grands écrivains catholiques, de Fran-

Suisse catholique et en Hongrie, ils furent aussi repoussés. En Allemagne, ils n'eurent pas la valeur d'une loi d'empire, mais ils furent acceptés par les princes catholiques à la diète d'Augsbourg de 1566.

çois de Sales à Bossuet et à Joseph de Maistre ; mais, de Montaigne à Descartes, de Descartes à Leibnitz, de Leibnitz à Kant, de Kant à Hegel, de Hegel à Aug. Comte et à Darwin, on peut faire une histoire de la pensée humaine sans tenir compte du catholicisme, et le catholicisme n'a pas exercé non plus aucune influence sur la naissance des sciences à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il y a eu de grands savants qui étaient bons catholiques, mais il est bien évident que, tandis qu'au moyen âge le catholicisme était maître de l'esprit humain et que c'était en lui que se produisait le mouvement intellectuel et philosophique, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle il est restreint à un rôle moral, social et religieux, et le mouvement intellectuel se produisit en dehors de lui, indépendamment de lui.

Si nous envisageons le rôle du protestantisme, nous voyons que, pour la nouvelle Église, il n'en est pas de même. Le protestantisme a opéré, lui aussi, une réforme morale, et quand on voit les vertus qu'il a développées chez ses adhérents, non seulement à l'âge héroïque des persécutions, mais de tout temps, par son clergé privé, sauf en Angleterre, de riches revenus et de puissance temporelle, par ses missions très nombreuses et actives, par ses œuvres de charité, par ses établissements d'instruction publique, par son culte austère jusqu'à la froideur, on doit reconnaître que, s'il a accumulé beaucoup de ruines en brisant la vieille unité chrétienne, il a créé un idéal moral qui ne le cède en rien en élévation à celui du catholicisme. Mais, de plus, le protestantisme, qui n'avait nullement l'intention de créer la liberté de pensée et qui l'a même souvent combattue au point de la persécuter, a travaillé pour elle par le seul fait de briser l'unité religieuse et en abandonnant ainsi à la libre discussion une grande partie de l'histoire, de la philosophie et de la religion. Le catholicisme est la seule religion qui ait créé un système complet embrassant toute la vie et la pensée humaine. Ce n'est pas seulement la dogmatique qui est immuable, mais la philosophie, la morale, la discipline, la hiérarchie. Le protestantisme, dès ses débuts, a restreint à un petit nombre de dogmes le terrain interdit aux discussions, et encore a-t-il eu grand'peine à protéger même ce terrain sacré. Mais il n'y a jamais eu ni philosophie protestante, ni système ecclésiastique, ni discipline imposés comme articles de foi. En un mot, tout le domaine de la tradition fut livré par le protestantisme à la libre discussion. Et bientôt, grâce aux sectes innombrables, tout le domaine même de la théologie fut à son tour envahi par la libre pensée. Aussi voyons-nous naître dès le XVI<sup>e</sup> siècle l'histoire ecclésiastique critique avec les centuriateurs de Magdebourg, et du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle il n'y a pas eu de théologie originale autre que la théologie protestante. Tandis que dans les pays catholiques les uni-

versités étaient entraînées par une lente décadence produite en grande partie par l'absence de liberté de penser et par la décadence des études théologiques qui se renferment peu à peu dans les séminaires, les universités de Suisse, de Hollande, des pays scandinaves et d'Allemagne se transforment. Elles deviennent à demi laïques, tout en conservant heureusement leurs traditions et leurs revenus ; elles s'ouvrent à toutes les hardiesses de l'esprit moderne et des sciences, tout en conservant la force de l'association. Elles forment seules le clergé protestant, et les études théologiques, où toutes les questions de critique de texte, de critique historique, de critique philosophique sont agitées avec passion, sont le foyer où furent vivifiées et renouvelées les sciences philologiques, historiques et philosophiques. Je ne puis insister ici sur ce point si curieux de l'histoire intellectuelle de l'Europe moderne, mais je pourrais montrer le haut enseignement allemand, tout le mouvement critique de l'Allemagne moderne sortant, d'une part, de ses facultés de théologie transformées et, d'autre part, de l'influence théologique et critique exercée sur l'Allemagne par les travaux des protestants français élevés dans les écoles protestantes de Sedan, de Saumur, d'Angers et de Nîmes et émigrés en Hollande à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Je n'ai nullement la prétention de dire que le protestantisme, en tant que religion, ait agi sur la philosophie et la science moderne. Les grands philosophes et les grands savants n'ont guère été plus protestants que catholiques ; mais, tandis que les cadres immuables du catholicisme étaient plutôt une entrave pour la pensée moderne, qui a toujours cherché à s'en affranchir, les cadres plus larges du protestantisme ont favorisé son développement.

Comme vous le voyez, à partir du concile de Trente, les deux confessions catholique et protestante vont en divergeant l'une de l'autre pour aboutir, la première à l'immutabilité dans le dogme et à l'autorité absolue d'un chef unique ; l'autre à la variété infinie, à la liberté absolue dans le dogme comme dans l'organisation ecclésiastique. Toutes deux ont eu le mérite de consacrer la meilleure partie de leurs efforts à ce qui a été l'occasion de leur schisme, à la réforme du clergé et des mœurs, et elles ont assez fait toutes deux, en élevant l'idéal moral et en enseignant la vertu aux hommes, pour mériter d'être étudiées et jugées avec une respectueuse sympathie.

Gabriel MONOD.

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE.

#### ÉPOQUES FRANQUE ET DES CAPÉTIENS DIRECTS.

Pour toute la période à laquelle ce bulletin est consacré, la production historique est presque entièrement arrêtée depuis l'été 1914, et certains ouvrages dont l'apparition semblait proche à l'époque où nous rédigeons notre dernier bulletin<sup>1</sup> ou ne pourront être, hélas ! achevés par ceux qui les avaient entrepris ou ne verront le jour que dans un avenir désormais impossible à prévoir.

Quelques livres cependant nous sont encore parvenus durant les semaines qui précéderent la crise, ou même depuis, qui doivent être signalés à ceux que préoccupe la reprise du travail historique.

#### I. — PUBLICATIONS DE TEXTES.

1° ŒUVRES HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES. — Une simple mention suffirait pour la nouvelle édition de la *Vita Karoli* d'Einhard qu'ont récemment fait paraître à l'usage de leurs étudiants deux professeurs anglais, MM. GARROD et MOWAT<sup>2</sup>, s'ils n'avaient eu en même temps la prétention de poser des principes et de réagir, dans un louable dessein de simplification et de clarté, contre les méthodes actuellement suivies par les éditeurs de textes historiques du moyen âge. Ils protestent avant tout contre les difficultés qu'éprouve un novice à se débrouiller au milieu des variantes entassées dans l'« apparatus criticus » des éditions d'Einhard publiées en Allemagne et estiment qu'il suffit de faire choix de trois ou quatre manuscrits caractéristiques pour établir un texte qui, en fin de compte, arrive par ce seul moyen à ressembler étonnamment au texte préparé suivant la formule allemande. — Nous admettrons volontiers

1. *Rev. histor.*, t. CXVI, n° 1 (mai 1914), p. 72 et suiv.

2. *Einhard's Life of Charlemagne. The latin text edited with introductions and notes by H. W. Garrod and R. B. Mowat.* Oxford, Clarendon Press, 1915, in-16, LX-82 p., 1 fac-similé et 1 carte; prix : 2 s. 6.

avec MM. Garrod et Mowat que, dans le cas d'Einhard, la collation de quelques manuscrits de plus ou de moins n'a pas jusqu'alors entraîné de bouleversements considérables dans le texte — ce qui est rassurant pour les historiens qui ont à l'utiliser. Mais on ne saurait préjuger le résultat auquel peut conduire l'examen d'un manuscrit nouveau, et si Pertz, dont MM. Garrod et Mowat se gaussent aimablement, puis Waitz, puis Holder-Egger ne s'étaient pas livrés au travail, rebutant mais indispensable, de recherche et de classement des multiples copies aujourd'hui conservées de la *Vita Karoli*, les deux éditeurs anglais eussent été bien en peine d'opérer entre les manuscrits un choix, d'ailleurs judicieux. — En outre, ils ont dû eux-mêmes reconnaître que les quatre manuscrits types qu'ils avaient décidé de prendre pour base de leur édition ne suffisaient pas toujours, et ils n'ont pas cru pouvoir se dispenser d'indiquer à maintes reprises des leçons fournies par d'autres manuscrits, vaguement désignés de la façon suivante : « unus codex » ou « nonnulli codices ». La clarté, vraiment, y gagne-t-elle beaucoup ? — C'est aussi, apparemment, pour simplifier, que MM. Garrod et Mowat n'ont pas voulu embarrasser leurs lecteurs des questions soulevées par la recherche des documents où le biographe de Charlemagne a pu puiser et, plus spécialement, par l'étude des rapports de la *Vita Karoli* avec les *Annales Laurissenses* primitives ou remaniées (*Annales Einhardi*), dont il n'est soufflé mot ni dans la préface ni dans les notes. — La préface renferme seulement une courte notice sur Einhard, sans aucune indication bibliographique et visiblement peu au courant<sup>1</sup>; puis quelques remarques sur les réticences d'Einhard; de brèves indications, assez peu exactes, sur les autres sources de l'histoire de Charlemagne; quelques pages enfin sur la renaissance carolingienne et sur les limites et l'administration de l'empire carolingien : tout cela, très résumé, et à l'usage des débutants. C'est également pour ces derniers que les notes ont été rédigées : elles sont destinées à les guider dans la lecture du texte et à leur rappeler des notions historiques élémentaires.

Nous voici enfin pourvus, grâce à M. Jean Mârx, d'une édition utilisable des *Gesta Normannorum ducum* de Guillaume de Jumièges<sup>2</sup>. Durant près de quarante années, le regretté Jules Lair

1. Ainsi, p. xiii, MM. Garrod et Mowat affirment que, dès 821, une copie de la *Vita Karoli* figurait sur les rayons de la bibliothèque monastique de Reichenau, alors que M. Wibel a donné de sérieuses raisons d'en douter dans ses *Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales quae dicuntur Einhardi* (1902).

2. Guillaume de Jumièges. *Gesta Normannorum ducum*, édition critique par



n'avait cessé de nous en promettre une; M. Marx, heureusement, a été un peu plus expéditif et il a pu l'être d'autant mieux que les recherches patientes et sagaces de Léopold Delisle avaient depuis longtemps préparé la tâche. M. Marx a, comme il convenait, suivi et précisé les indications fournies par l'illustre érudit et s'est appliqué, avant tout, à reproduire l'œuvre de Guillaume de Jumièges sous sa forme primitive, en sept livres, telle qu'elle fut publiée par le moine normand lui-même du vivant de Guillaume le Conquérant, en 1070 ou 1071, ou plutôt avec les très légères retouches qu'il lui fit subir au temps de Robert Courteheuse et de Guillaume le Roux. M. Marx l'a fait suivre, en deux séries distinctes, des longues additions faites à ce texte successivement, vers 1109 et vers 1149, par Orderic Vital et par Robert de Torigny, dont nous avons encore les manuscrits originaux. Il y a joint enfin, d'après deux manuscrits conservés en Angleterre et que Léopold Delisle n'avait pu examiner, quelques passages inédits ou peu connus<sup>1</sup> ajoutés aux *Gesta Normannorum ducum*, probablement par un moine de Saint-Étienne de Caen et peut-être dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle : savoir, un récit fort curieux des derniers instants de Guillaume le Conquérant et trois groupes de pittoresques anecdotes, relatives aux ducs Richard II et Robert le Magnifique, que Wace devait utiliser un peu plus tard dans son *Roman de Rou*. L'édition de M. Marx semble avoir été préparée avec le plus grand soin. Pour l'œuvre même de Guillaume de Jumièges, il a collationné les onze manuscrits encore aujourd'hui conservés et, s'il n'a pas fait de ces manuscrits un classement aussi rigoureux peut-être qu'on aurait pu le souhaiter, les comparaisons auxquelles il s'est livré lui ont permis du moins d'établir un texte correct et intelligible. Pour les additions d'Orderic Vital et de Robert de Torigny, la tâche était facile, puisqu'il n'y avait qu'à se reporter aux manuscrits originaux de ces deux auteurs ou aux belles reproductions phototypiques qui ont été publiées en 1910 par Léopold Delisle<sup>2</sup> : il est inutile de dire que M. Marx s'en est parfaitement acquitté.

Jean Marx. Rouen, Lestringant, et Paris, Aug. Picard, 1914, in-8°, XLIV-418 p. et 1 tableau des manuscrits (collection de la Société de l'histoire de Normandie); prix : 12 fr.

1. Le récit de la mort de Guillaume le Conquérant avait déjà été publié par Th. Duffus Hardy dans son *Descriptive Catalogue*, ainsi que le note (p. xxiii, n. 1) M. Marx, lequel l'avait à tort donné comme inédit dans la *Rev. histor.*, t. CXI (1912), p. 290-291. M. Marx avait lui-même publié et étudié dans les *Mélanges d'histoire offerts à M. Charles Bémont*, p. 85-90, l'anecdote de Bernard le Philosophe et du duc Richard II.

2. *Matériaux pour l'édition de Guillaume de Jumièges préparée par Jules Lair*, publ. par Léopold Delisle. Paris, 1910, in-fol.

Plus délicate était la détermination des sources auxquelles le moine de Jumièges et ses continuateurs ont puisé. M. Marx les a recherchées très attentivement et indiquées autant que possible dans les notes de son édition<sup>1</sup>. Malheureusement, nous ne savons trop pourquoi il n'a pas cru devoir se conformer à l'usage courant en distinguant par un artifice typographique (italiques ou caractères plus petits) les passages extraits de documents antérieurs : ses notes mêmes ne permettent pas toujours de voir au premier coup d'œil si l'on a affaire à un texte original ou à un texte d'emprunt. Il n'a pas non plus marqué avec toute la netteté désirable les points où les *Gesta Normannorum ducum* concordent pour le fond comme pour la forme avec les *Gesta Guillelmi ducis Normannorum et regis Anglorum* de Guillaume de Poitiers ; et, puisque nous sommes au chapitre des critiques, nous devons ajouter qu'il ne nous semble pas avoir étudié d'assez près les rapports de ces deux chroniques.

C'était là certes une des questions les plus épineuses, mais aussi les plus importantes dont l'examen s'imposait au nouvel éditeur de Guillaume de Jumièges : ce dernier et Guillaume de Poitiers ayant raconté tous deux, l'un brièvement, l'autre longuement, l'histoire du Conquérant, et l'ayant raconté en termes souvent identiques, mais non toujours dans le même ordre ni suivant la même chronologie, il est essentiel de savoir s'ils procèdent d'une même source, comme l'a autrefois soutenu Körting, ou si l'un des deux — et lequel — a copié l'autre. Nous avons eu, il y a une dizaine d'années, l'occasion d'apporter en passant à cette question une réponse sommaire<sup>2</sup>, fondée sur l'étude comparative des chapitres relatifs aux guerres de Guillaume le Conquérant contre le comte d'Anjou Geoffroi Martel et nous avons cru pouvoir conclure à l'antériorité et à l'originalité des *Gesta Guillelmi ducis* : Guillaume de Jumièges nous semblait avoir largement et maladroitement puisé chez Guillaume de Poitiers au point de rendre inintelligible l'enchaînement des faits rapportés avec beaucoup plus de précision dans l'œuvre de son devancier. M. Marx, au lieu de se livrer à l'examen d'ensemble que nous attendions de lui, s'est borné à éliminer comme insoutenable l'hypothèse de Körting, qu'il eût été bon, malgré tout, de discuter, et à écarter en quelques lignes dans sa préface, pour des raisons logiques et *a priori* qui sont loin d'être probantes, la théorie que nous avions nous-

1. Pourquoi cependant s'être abstenu de faire ce travail pour les emprunts à l'Écriture, qui sont nombreux ? Il eût également été intéressant de déterminer les emprunts faits aux auteurs latins de l'antiquité. Ainsi, p. 102, l. 2, on reconnaît facilement des bribes de vers classiques.

2. *Le Comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle* (1906), p. XIII.

même proposée en invoquant des arguments précis et dont, jusqu'à nouvel ordre, il ne nous paraît pas avoir affaibli la valeur. Par exemple, nous avons fait observer qu'au chapitre VIII du livre VII, Guillaume de Jumièges parle de la « prise » d'Alençon par Guillaume le Conquérant (dans les états duquel Alençon se trouvait), alors qu'il s'agit de toute évidence d'une « reprise » d'Alençon, tombé aux mains du comte d'Anjou un peu auparavant, ce dont Guillaume de Jumièges a totalement omis de nous parler, alors que Guillaume de Poitiers l'a fait d'une manière satisfaisante. En présence de deux textes aussi constamment contradictoires pour la chronologie des campagnes de Guillaume le Conquérant contre Geofroi Martel — les seules dont nous avons eu l'occasion de nous occuper — il est impossible de se contenter de cette réflexion par laquelle conclut M. Marx : « A notre avis, il y a à prendre dans les deux récits, et dans celui de Guillaume de Jumièges et dans celui de Guillaume de Poitiers » (p. 126, note). Il fallait discuter à fond et comparer les deux textes, non pas seulement sur ce point particulier, mais d'un bout à l'autre : cette étude, à coup sûr, eût été instructive et eût seule permis de conclure affirmativement dans un sens ou dans un autre. Mais, tout en regrettant que M. Marx ne l'ait pas entreprise, nous ne pouvons que lui être reconnaissants de l'avoir préparée et grandement facilitée en nous donnant de Guillaume de Jumièges un texte sûr, dépouillé de toute interpolation, éclairé par une annotation sobre, mais précise<sup>1</sup>, et désormais facile à utiliser et à critiquer.

Les fascicules 10 et 11 de l'excellente collection des *Classiques français du moyen âge*, dirigée par M. Mario Roques, intéressent tous deux, à des points de vue différents, l'histoire des seigneurs français de la fin du XII<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XIII<sup>e</sup>. Dans l'un<sup>2</sup>, M. ANGLADE a recueilli toute l'œuvre poétique du troubadour Peire Vidal, œuvre d'une interprétation souvent difficile, même pour ceux qui sont familiers avec l'ancienne langue provençale, mais dont l'usage sera grandement facilité par le glossaire et par la traduction fidèle que M. Anglade a joints au texte. Les poésies de Peire Vidal, en particulier ses satires politiques, sont des

1. Les renvois aux travaux des érudits anglais eussent cependant pu être un peu plus nombreux. — P. 94, n. 3, il est inexact de dire que « Guillaume de Jumièges est seul à nous parler » du mariage de Renaud de Bourgogne avec la fille de Richard II. Cf. Poupardin, *le Royaume de Bourgogne*, p. 225.

2. *Les Poésies de Peire Vidal*, éditées par Joseph Anglade. Paris, Champion, 1913, in-16, XII-188 p. (collection des *Classiques français du moyen âge*); prix : 3 fr. 50.

documents trop précieux pour l'étude de la société féodale au temps de Philippe Auguste pour qu'il soit nécessaire d'insister longuement sur l'intérêt de cette nouvelle édition.

Dans l'autre fascicule de la collection<sup>1</sup>, M. Charles KOHLER nous donne le résultat du travail délicat auquel il s'est livré pour extraire de la vaste et confuse compilation historique connue sous le nom de *Gestes des Chiprois* ce qui constitue l'œuvre propre de Philippe de Novare, le célèbre auteur de cette partie des *Assises de Jérusalem* qui est intitulée *Livre de forme de plait*. Un premier et court fragment, relatif aux années 1223-1224 (p. 1 à 4), semble être une épave de l'autobiographie que, dans l'épilogue des *Quatre tenz d'aage d'ome*, Philippe de Novare lui-même dit avoir composée et placée en tête d'un recueil de ses œuvres qu'il destinait à ses amis. Le reste du volume est rempli par l'*Estoire de la guerre qui fu entre l'empereor Federic et messire Johan de Ybelin, seignor de Baruth*, ou plutôt entre les Ibelins et les impériaux en Terre Sainte et dans l'île de Chypre, de 1218 à 1243. Pour la première fois, grâce à un habile emploi de la traduction italienne insérée dans la *Chronique d'Amadi*, M. Kohler est parvenu à restituer de ces mémoires un texte, sinon tout à fait pur, du moins très amélioré, par place légèrement allongé, et surtout débarrassé des notes annalistiques et des digressions de tous genres que les compilateurs des *Gestes des Chiprois* y avaient introduites. Il y a joint une table chronologique, un index et un glossaire qui seront particulièrement bien accueillis des historiens.

2<sup>e</sup> DOCUMENTS D'ARCHIVES. — La collection des *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France* dont l'Académie des inscriptions et belles-lettres, depuis la mort de M. Henry d'Arbois de Jubainville, a confié la direction à M. Maurice Prou, pour la période carolingienne, et à M. Élie Berger, pour la période capétienne, vient de s'enrichir d'un nouveau volume<sup>2</sup> consacré aux

1. Philippe de Novare. *Mémoires, 1218-1243*, édités par Charles Kohler. Paris, Champion, 1913, in-16, xxvi-173 p. et 2 cartes (collection des *Classiques français du moyen âge*); prix : 3 fr. 50.

2. *Recueil des actes de Louis IV, roi de France (936-954)*, publié sous la direction de Maurice Prou, par Philippe Lauer. Paris, C. Klincksieck, 1914, in-4°, LXXVI-153 p. et 8 pl. (collection des *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France publiés par les soins de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*). — Voici, d'après le dernier rapport du secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions (*Académie des inscriptions, Comptes-rendus des séances de l'année 1915*, p. 16-18), complété par les rapports des années précédentes, l'état d'avancement de la collection. Ont paru : *Recueil des actes de Philippe I<sup>er</sup> (1059-1108)*, par M. Prou (1908); *Recueil des actes de Lothaire*

actes de Louis IV (936-954). Ce volume est l'œuvre de M. Philippe LAUER, qu'un livre sur le *Règne de Louis IV d'Outre-mer* (1900) désignait au choix de l'Académie. Les actes publiés par ses soins, au nombre de quarante<sup>1</sup>, étaient déjà tous connus, mais par des éditions souvent médiocres ou tout à fait insuffisantes; le texte que M. Lauer nous en donne a été, au contraire, établi suivant la méthode très rigoureuse adoptée pour les volumes précédents des *Chartes et diplômes*, c'est-à-dire d'après tous les manuscrits qu'une enquête collective préalable ordonnée par l'Académie, et complétée elle-même par des enquêtes individuelles, a permis, en majeure partie, de retrouver, mais dont le classement et la mise en œuvre exigent de chaque éditeur une somme d'efforts qui explique les longs délais nécessaires pour la préparation de chaque volume. Une introduction, rédigée, à peu de chose près, conformément au plan suivi dans le *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V* (1908), traite d'abord des originaux (au nombre de sept seulement) et des copies auxquelles nous devons le texte des actes réunis dans le Recueil ainsi que des termes employés pour désigner ces actes, qui tous se ramènent à la forme unique du « précepte » ou « diplôme »; un second chapitre étudie l'organisation de la chancellerie royale et son rôle; enfin deux chapitres sont réservés à l'examen détaillé des caractères externes (parchemin, écriture, chrismon, monogrammes, sceaux)<sup>2</sup> et du formulaire des diplômes royaux. M. Prou a écrit, en outre, pour ce volume une courte préface (p. 1 à x) où il a rappelé en termes excellents ce que la diplomatie doit à M. d'Arbois de Jubainville, sous la direction de qui ont paru les trois premiers tomes des *Chartes et diplômes*.

Le *Recueil des chartes de Saint-Benoît-sur-Loire*, de

et de Louis V (954-987), par L. Halphen, avec la collaboration de F. Lot (1908); *Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France*. Introduction, par L. Delisle (1909). En cours d'impression : *Recueil des actes des rois de Provence*, par R. Poupardin; *Recueil des actes de Philippe Auguste*, t. I, par H.-F. Delaborde; *Recueil des actes de Henri II d'Angleterre*, t. II, par L. Delisle, revu par E. Berger. En préparation avancée : *Recueil des actes des rois d'Aquitaine*, par L. Levillain; *Recueil des actes des premiers Capétiens*, par Martin-Chabot. En préparation : *Recueil des actes de Louis VII*, par L. Halphen; *Recueil des actes de saint Louis*, par G. Daumet et H. Stein.

1. Le *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. IX, n'en contenait que trente-deux. — Aux quarante publiés par M. Lauer, il faut ajouter treize mentions d'actes considérés comme perdus.

2. Huit planches en phototypie donnent la reproduction intégrale, mais à échelle réduite, de deux parchemins originaux, la reproduction partielle des dernières lignes de deux autres parchemins originaux, des fac-similés de chrismon, de monogrammes et de sceaux.



MM. PROU et VIDIER, en est au tome II, et une première livraison de ce volume a paru il y a déjà plus de trois ans<sup>1</sup>. Notre excuse pour en parler si tard est que nous venons seulement de la recevoir. On connaît la méthode adoptée par les deux éditeurs pour la publication des chartes comprises dans tout le recueil : une enquête soigneusement menée leur ayant permis d'établir une fois pour toutes, à défaut des cartulaires du moyen âge aujourd'hui perdus, un classement rigoureux des copies exécutées par les érudits du xviii<sup>e</sup> et du xix<sup>e</sup> siècle, le texte qu'ils nous donnent, lorsque le parchemin original fait défaut, est toujours le résultat logique de la confrontation de ces divers groupes de copies, dont les variantes sont scrupuleusement relevées, et se présente ainsi à nous entouré du maximum de garanties possibles. Chaque document est précédé, d'abord d'une date, que les éditeurs n'ont pas manqué de justifier en note quand elle n'était pas fournie par le document même, puis d'une brève analyse, où ils se sont appliqués à mettre en relief les dispositions vraiment essentielles du texte, que l'analyse ne saurait dispenser de lire et d'étudier ; vient ensuite l'indication précise des copies utilisées, de toutes les éditions antérieures qui ont pu être retrouvées, enfin des recueils et des inventaires où le document a déjà été analysé. Les difficultés de tout ordre qu'il soulève sont examinées et, autant que possible, résolues dans des notes qui parfois sont de véritables dissertations critiques<sup>2</sup>, sans cependant jamais rien perdre de la précision et de la sobriété qui sont qualités essentielles en pareille matière. — Cette méthode n'est, malheureusement, pas encore assez répandue parmi les éditeurs de chartes du moyen âge pour qu'il soit inutile d'en souligner la valeur, surtout quand elle est appliquée par des érudits tels que MM. Prou et Vidier ; et, si nous avons tenu à citer leur volume avant d'autres recueils similaires, c'est avec l'espoir d'attirer ainsi plus fortement l'attention de leurs émules sur l'intérêt qu'il y aurait pour eux à s'inspirer de ce modèle. — Les documents réunis dans le fascicule que nous avons sous les yeux méritent, au surplus, d'être étudiés attentivement pour eux-mêmes. Ils appartiennent aux années 1161-1184 et sont au nombre de soixante-quinze, parmi lesquels on relève plusieurs bulles pontificales et plusieurs chartes royales iné-

1. *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, réunies et publiées par Maurice Prou et Alexandre Vidier, tome II, 1<sup>re</sup> fascicule. Paris, A. Picard, 1912, in-8°, 128 p. (fasc. 6 des *Documents publiés par la Société historique et archéologique du Gâtinais*).

2. A relever dans le présent fascicule une « Note sur le droit de patronage exercé par l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire sur diverses églises du diocèse de Sens » (p. 87-93).

dites. A signaler aussi un curieux contrat de garantie conditionnelle conclu entre Gille de Sully et les moines de Saint-Benoît-sur-Loire en 1164 (n° 184), des règlements et tarifs de tailles des années 1170 et 1180 (n° 194, 217, 218), un acte de pariage très minutieusement détaillé (n° 204, ann. 1173), plusieurs accords relatifs à des partages de droits seigneuriaux (n° 203-207, ann. 1173-1174), etc.

M. l'abbé DENIS a publié le second fascicule de ses *Chartes de Saint-Julien de Tours*<sup>1</sup>, dont nous avons apprécié la première livraison dans notre dernier bulletin<sup>2</sup>. Ce nouveau fascicule comprend environ cent cinquante documents ou mentions de documents des années 1228 à 1300 et, comme supplément au premier fascicule (qui s'arrêtait à l'année 1227), deux chartes des années 1117 et 1225. Parmi ces pièces, assez insignifiantes pour la plupart, il faut retenir le curieux dossier d'un procès qui mit aux prises, de 1233 à 1235, les moines de Nouzilly et le seigneur de Rochecorbon, ce dernier se dérochant sans cesse aux citations en justice dont les moines l'assiègent plusieurs mois durant avec une inépuisable patience, puis faisant appel au Saint-Siège, pour échapper aux suites d'une condamnation par défaut et d'une excommunication qui, de guerre lasse, ont été lancées contre lui, et finissant néanmoins par amener ses adversaires à un compromis dont il n'est pas, bien entendu, sans retirer d'appréciables bénéfices (n° 210-233, 238, 241). A retenir aussi (n° 339) un petit recueil de dépositions faites à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle sur la question de savoir à qui, du comte de Blois ou du prieur de Saunay, incombait l'entretien d'un pont établi près du prieuré. — Ces documents sont publiés de façon plus satisfaisante que ceux du fascicule précédent : cette fois, M. l'abbé Denis disposait presque toujours des originaux ou d'assez bonnes copies, qui lui ont permis de nous fournir un texte intelligible, bien que déparé encore de temps à autre par d'évidentes erreurs de transcription<sup>3</sup>. Il appartiendra aux érudits locaux de dire si la recherche

1. *Chartes de Saint-Julien de Tours (1002-1300)*, publiées par l'abbé L.-J. Denis, [fasc. 2]. Le Mans, Société des Archives historiques du Maine, 1913, in-8°, 138 p. (*Archives historiques du Maine*, tome XII, 2<sup>e</sup> fascicule); prix des 2 fascicules : 15 fr.

2. *Rev. histor.*, t. CXVI (1914), p. 84.

3. Exemples : n° 207, p. 12, *sallie* lu *salliceiam* et *salliceie* au lieu de *sallieem* et *sallieis*; n° 209, p. 15, *Ambulliaco* pour *Ambilliaco*; n° 216, p. 21, *ad adendum* (le manuscrit doit évidemment porter quelque chose comme *ad apendum* ou *ad procedendum*). Bien sujettes à caution, les lectures suivantes : n° 202, p. 9, *con* pour *cum*; n° 204, p. 11, *le fencis* pour *et fencis*. N° 211, p. 19, un *sic*, dont on ne voit, par contre, vraiment pas la raison. Au n° 239, toutes les formules finales de l'acte ont été omises. — La ponctuation est parfois très défectueuse. Voir, par exemple, n° 210, p. 18, dernière ligne, où,

des pièces a été plus méthodiquement menée; mais nous devons avouer que nous sommes surpris du grand nombre de celles dont M. l'abbé Denis n'a pu retrouver que de brèves analyses ou de simples mentions. L'enquête sur ce point a-t-elle été suffisante? On peut se le demander quand on voit M. Denis prendre pour le texte intégral d'un acte de 1230 et reproduire comme tel sans sourciller une analyse en quelques lignes donnée par Teulet au tome II des *Layettes du Trésor des chartes* d'un original, scellé de deux sceaux et conservé aux Archives nationales, où M. Denis a négligé de l'aller regarder.

Le *Cartulaire de Saint-Vincent du Mans*<sup>1</sup> ne peut être rangé au nombre des publications récentes qu'à raison de la préface et de l'index — d'ailleurs très volumineux l'un et l'autre — par lesquels M. MENJOT D'ELBENNE a complété en 1913 l'important recueil de chartes qu'il avait fait paraître il y a trente ans en collaboration avec feu l'abbé CHARLES, sous les auspices de la Société historique et archéologique du Maine. On sait que ce recueil renferme le texte de toutes les pièces jadis transcrites au « premier cartulaire » de l'abbaye, suivant l'ordre où elles figuraient dans ce manuscrit, aujourd'hui disparu, et d'après la copie intégrale qui en avait été exécutée pour Gaignières à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle (Bibliothèque nationale, ms. lat. 5444). A part deux actes<sup>2</sup> des années 573 et 873 et un court extrait des *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*<sup>3</sup> relatif à la fondation du monastère en l'an 572, le « premier cartulaire » est formé uniquement de chartes du xi<sup>e</sup> et du xii<sup>e</sup> siècle, dont une vingtaine tout au plus dépassent l'année 1130 et dont deux ou trois seulement sont antérieures à l'année 1030 : au total, près de huit cent cinquante pièces pour une période d'un siècle — et des pièces dont on a bien souvent et à juste titre signalé l'intérêt tant pour l'histoire du monastère que pour l'histoire de la société

après le mot *denuntietis*, une simple virgule doit être substituée à un point suivi d'alinéa. Même observation au sujet du point et de l'alinéa qui suivent le mot *cessari*, p. 20, n° 213. Toute la fin du n° 212 est ponctuée à contresens.

1. *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans (ordre de Saint-Benoît)*, publié et annoté par l'abbé R. Charles et le vicomte Menjot d'Elbenne : *Premier cartulaire, 572-1188*. Mamers, impr. Fleury; Le Mans, A. de Saint-Denis, 1886-1913, in-4°, LXXVI p. + 479 col. + 155 p. et 1 pl.; prix : 30 fr.

2. Les éditeurs ont cru devoir y joindre — en les intercalant à leur rang chronologique — sept pièces des vii<sup>e</sup>-ix<sup>e</sup> siècles tirées des *Gesta Aldrici* et quelques bribes du testament de saint Bertrand, évêque du Mans (616), d'après les *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*. Encore eût-il fallu ne pas publier comme deux chartes distinctes le n° 2, tiré du premier cartulaire de Saint-Vincent, et le n° 3, tiré des *Gesta Aldrici*, l'un (n° 2) n'étant qu'un texte écourté et défiguré de l'autre.

3. Les éditeurs ont négligé de dire que ce texte était tiré des *Actus*.

féodale. L'usage en sera désormais grandement facilité par l'excellent index des noms de lieux et de personnes dont nous sommes redevables à M. Menjot d'Elbenne. L'identification des noms de lieux semble, en particulier, y avoir été faite avec le plus grand soin.

— La confection de cet index a, de plus, amené M. Menjot d'Elbenne à corriger dans les dernières pages du livre une partie des erreurs ou des négligences<sup>1</sup>, d'ailleurs vénielles d'ordinaire, qui avaient pu lui échapper ainsi qu'à son collaborateur en 1886. Bon nombre de dates cependant eussent pu encore être utilement rectifiées ou tout au moins précisées à l'aide de travaux parus postérieurement à l'impression des chartes mêmes<sup>2</sup>.

Quant à la préface, bien qu'elle compte 76 pages in-quarto, elle causera quelque déception : on n'y trouvera que de brèves indications sur les anciens cartulaires de Saint-Vincent du Mans, et plus particulièrement sur le premier cartulaire, suivies de l'analyse, pour chaque paroisse, des actes relatifs aux acquisitions faites par les moines au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècle. On se serait attendu à autre chose. L'éditeur d'un cartulaire, quel qu'il soit, d'un cartulaire de cette importance surtout, doit aux historiens des éclaircissements sur un certain nombre de points : s'agit-il, d'abord, comme c'était le cas ici, d'un recueil ancien, dont la trace est perdue, il est nécessaire d'indiquer tout ce qu'on peut savoir de la composition du manuscrit primitif et du classement adopté par le compilateur. Ce sont des données indispensables à quiconque veut dater correctement, comprendre et critiquer, s'il y a lieu, des textes plus ou moins logiquement groupés. Or M. Menjot d'Elbenne a négligé de nous dire à quelle époque il conviendrait de placer la composition du cartulaire et quel ordre le compilateur a suivi dans la transcrip-

1. Il en reste encore cependant : ainsi, col. 56, n° 76, lire « qui Bus dicitur » au lieu de « quibus dicitur » ; col. 191, « Rannulfi » au lieu de « Rannulifi » ; col. 219, n° 369, l. 2, « tandem » au lieu de « tam » ; col. 261, l. 6, « ab omni vicaria » au lieu de « ad omni vicaria » ; col. 330, l. 7, « faciam » au lieu de « faciant », etc.

2. Par exemple, les dates des n° 12 et 13, qu'il faut corriger en 997-1038 et 1028-1055, d'après la chronologie des évêques du Mans donnée par M. Latouche, *Histoire du comté du Maine* (1910), p. 135 ; la date du n° 99, qu'il faut corriger en « 1079 environ », d'après notre *Comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle* (1906), p. 183, n. 4 ; la date du n° 234, que la souscription de l'archevêque de Reims Gervais place entre 1055 et 1067 (voir Latouche, *op. cit.*, et Celier, *Catalogue des évêques du Mans*, 1910, p. 21) ; celle du n° 242, que les souscriptions du comte Elie et de l'archevêque Hoël placent entre juillet 1092 et juillet 1096 (voir Latouche, *op. cit.*, et Celier, *op. cit.*) ; celle du n° 308, que l'allusion au siège de Briolay place en 1103 ou 1104 (voir notre *Comté d'Anjou*, p. 174, et Latouche, *op. cit.*, p. 52, n. 5), etc.

tion des pièces <sup>1</sup>. Omission d'autant moins excusable qu'il eût été facilement mis sur la voie en se reportant aux notes rapides prises au xvii<sup>e</sup> siècle par dom Le Michel (Bibliothèque nationale, ms. lat. 13820, fol. 204-217) et où les grandes divisions du cartulaire sont nettement marquées. Il est même singulier qu'il n'ait pas signalé l'existence de ces notes, pas plus d'ailleurs que d'un court fragment du cartulaire du xiv<sup>e</sup> siècle (Bibliothèque nationale, ms. lat. 11411, fol. 72-73) dont la comparaison avec le manuscrit de Gaignières eût pu être instructive <sup>2</sup>. — Une fois l'ancien cartulaire étudié en lui-même, une deuxième nécessité s'impose à celui qui l'édite : dresser les listes chronologiques des dignitaires qui y sont le plus souvent cités et, s'il s'agit d'un cartulaire monastique, dresser les listes des abbés, des prieurs et des dignitaires claustraux, grâce auxquelles il est possible de dater avec précision les chartes du recueil <sup>3</sup>. Or, sur ce chapitre encore, il nous faut constater que M. Menjot d'Elbenne s'est abstenu. — Disons enfin que l'analyse méthodique des chartes qui, sous le titre d'« État sommaire des biens de l'abbaye aux xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles », remplit à elle seule plus de soixante-trois grandes pages de l'introduction n'est pas sans laisser prise à la critique : non seulement ces analyses ne sont accompagnées d'aucun renvoi aux chartes mêmes, qu'on ne peut dès lors retrouver qu'au moyen de l'index, mais elles ne sont pas toujours d'une fidélité suffisante; les erreurs d'interprétation n'y sont pas rares <sup>4</sup>; et l'on se demande, en tout cas, si une vraie table analytique n'eût pas rendu plus de services.

Voilà bien des critiques pour une publication dont nous tenons

1. Il est manifeste que c'est un ordre topographique, correspondant au classement même des archives monastiques.

2. Ces divers manuscrits, étant indiqués aussi bien dans la *Bibliographie des cartulaires français* de M. Stein (1907) que dans l'introduction au *Catalogue des évêques du Mans* de M. Celier (1910), n'auraient pas dû rester ignorés de M. Menjot d'Elbenne et, s'il les connaissait, il eût dû les utiliser.

3. Quand donc tous les éditeurs de cartulaires se décideront-ils à donner en note (comme l'ont fait, par exemple, MM. Prou et Vidier dans le recueil cité plus haut), pour les chartes dépourvues de dates, l'indication des synchronismes qui permettent de réparer cet oubli?

4. En voici quelques exemples : p. xvi, 1<sup>re</sup> col., analyse du n° 453 : « Hoël ... vient à Bazougers et s'y oppose » (non : il s'interpose, il négocie); p. xxiii, col. 1, ligne 5 : « Hugue, alors prévôt de la ville » (n° 255); p. I, 1<sup>re</sup> col., analyse à contresens d'une partie de la charte n° 769; p. Lxi, 2<sup>e</sup> col., analyse très inexacte d'une charte relative aux aubains (n° 305); p. Lxii, 1<sup>re</sup> col., analyse à la fois erronée et très incomplète des n° 307 et 308; p. Lxiii, 1<sup>re</sup> col., analyse du n° 317 : « l'abbé ... leur paie 300 sous sur 20 livres », ce qui est un contresens (le texte porte qu'il leur paie 20 livres en plus des 300 sous [ou 15 livres] déjà payés); p. Lxxii, 2<sup>e</sup> col., analyse du n° 187, peu intelligible, etc.



cependant à reconnaître les mérites : tous les éditeurs de cartulaires n'apportent pas, tant s'en faut, le même soin dans la transcription des textes, le même souci de ne rien publier qu'ils ne comprennent, la même précision dans l'identification des noms de lieux et de personnes. Cela suffit à assurer au travail de MM. Charles et Menjot d'Elbenne une place très honorable parmi ces précieuses publications de chartes dont le labeur de nos érudits tend journellement à accroître le nombre.

La Société historique du Vexin, qui a son siège à Pontoise, contribue à cette grande tâche avec une activité qui jamais ne se ralentit. Presque chaque année, elle nous livre un ou plusieurs fascicules, et parfois des volumes entiers, de documents, dont son infatigable secrétaire général, M. J. Depoin, est presque toujours l'éditeur ou un des éditeurs. C'est le cas des deux fascicules qui ont été distribués à la fin de 1913 et qui ne nous sont parvenus qu'au milieu de l'année suivante. L'un, qui est de M. DEPOIN seul, renferme le début d'un cartulaire de l'abbaye des Prémontrés d'Abbecourt, au diocèse de Chartres<sup>1</sup>; l'autre, pour lequel M. Depoin s'est assuré la collaboration de M. DUTILLEUX, contient la deuxième partie du cartulaire de l'abbaye de Maubuisson, ou Notre-Dame-la-Royale, fondée près de Pontoise en 1239 par la reine Blanche de Castille<sup>2</sup>. Ce second recueil est d'ailleurs moins un cartulaire qu'un inventaire détaillé, où cependant de nombreuses pièces ont été reproduites in extenso. Les chartes (pour la plupart encore conservées en original) qui constituent le fonds de l'abbaye de Maubuisson y sont analysées ou publiées conformément à un plan un peu compliqué, emprunté, semble-t-il, à un inventaire antérieur et que les éditeurs se réservent sans doute de justifier dans leur préface : après avoir fait paraître en 1890 une première partie consacrée aux chartes de fondation de l'abbaye et des chapelles, ils nous donnent maintenant un fascicule réservé aux « contrats », et ceux-ci (sans compter une division en douze « titres » dont on saisit mal la portée) sont répartis suivant l'ordre alphabétique des localités auxquelles ils se réfèrent<sup>3</sup> et, pour chacune d'elles, suivant un ordre chronologique

1. *Monuments de l'histoire du Pinserais et du Mantais. Abbecourt-en-Pinserais, monastère de l'ordre de Prémontré. Recueil de chartes et documents*, par J. Depoin, 1<sup>er</sup> fascicule (1180-1250). Pontoise, Société historique du Vexin, 1913, in-4°, 72 p. (*Publications de la Société historique du Vexin*).

2. *Cartulaire de l'abbaye de Maubuisson (Notre-Dame-la-Royale)*, publié par A. Dutilleux et J. Depoin, 2<sup>e</sup> partie : *Contrats*. Pontoise, Société historique du Vexin, 1913, petit in-4°, p. 89-168 (*Documents édités par la Société historique du Vexin*).

3. Est-ce à cause de cette répartition qu'un même acte se trouve (sans qu'on nous en avertisse) reproduit à deux reprises d'après l'original, une première fois

qu'on aimerait voir plus strictement respecté<sup>1</sup>. Ces « contrats », dont quelques-uns sont un peu antérieurs à la fondation même du monastère, appartiennent en majorité au XIII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIV<sup>e</sup>, quoiqu'ils descendent parfois jusqu'au XV<sup>e</sup> ou même jusqu'aux premières années du XVI<sup>e</sup>. L'intérêt en est surtout local : ils permettent de retracer d'une manière précise l'histoire de cette création de la pieuse reine Blanche, à laquelle saint Louis ne cessa lui-même de manifester sa sollicitude<sup>2</sup>; ils fourniront d'utiles données sur quelques petites maisons féodales des confins parisiens, comme celles des seigneurs de Marly ou de l'Isle-Adam, et mériteront enfin de retenir l'attention des topographes du vieux Paris par toute une série d'actes (n<sup>os</sup> 589-633) relatifs aux possessions de Notre-Dame-la-Royale dans Paris<sup>3</sup>.

Le cartulaire d'Abbecourt est, lui aussi, un recueil factice où se trouvent réunis dans un ordre strictement chronologique, cette fois, les documents qui constituent le fonds des Prémontrés d'Abbecourt aux Archives départementales de Seine-et-Oise et ceux qui nous ont été transmis en copie soit par un certain Jean Blondeau, sous-prieur du monastère en 1630, soit par les collaborateurs de Hugo, abbé d'Étival, dont on conserve à la Bibliothèque de Nancy les notes destinées à la préparation des *Annales ordinis Praemonstratensis* (1734-1735), soit enfin par un des scribes de Vyon d'Hérouval, dont les papiers ont passé avec la collection du président Levrier sur les rayons de notre Bibliothèque nationale<sup>4</sup>. Les chartes publiées dans le premier fascicule<sup>5</sup> remontent à l'année 1180 (date de la fondation du monastère) et vont jusqu'en 1250. Elles

sous la rubrique : « Actes de donation ou d'acquisition de propriétés situées autour du monastère » (p. 91, n<sup>o</sup> 94), une seconde fois comme se référant à Cergy (p. 122, n<sup>o</sup> 287)?

1. Exemples : n<sup>o</sup> 114 (ann. 1246) suivi du n<sup>o</sup> 115 (ann. 1231); n<sup>o</sup> 584 (ann. 1296) suivi du n<sup>o</sup> 585 (ann. 1285).

2. A signaler, par suite, dans le cartulaire de nombreux actes de ce roi.

3. A signaler encore, n<sup>o</sup> 289, une intéressante décharge de dettes donnée en 1295 par le commandeur du Temple de France à Marguerite de Beaumont, « jadis princesse d'Antiochie et contesse de Tripe ». — P. 142, n<sup>o</sup> 465, au lieu de « écuyer », lire « chevalier » après le nom d'Étienne d'Estrées.

4. M. Depoin a recolté quelques copies encore dans les autres collections de la Bibliothèque nationale, et un petit nombre de pièces avaient déjà été éditées, en particulier dans la *Gallia christiana* et par l'abbé Hugo lui-même, dans les *Annales ordinis Praemonstratensis*.

5. Bien que M. Depoin ait pris soin d'intituler son volume : « Recueil de chartes et documents », nous ne comprenons pas la présence parmi les chartes du XII<sup>e</sup> siècle, sous le n<sup>o</sup> 9, d'un long passage emprunté à la notice que les auteurs de la *Gallia christiana* ont écrite sur les débuts de l'abbaye, sous prétexte qu'il y est fait mention de la dédicace de l'église monastique en 1191, — date que M. Depoin corrige du reste arbitrairement en 1190.

seront consultées avec fruit à la fois pour l'histoire de l'ordre de Prémontré et pour celle de la petite féodalité du pays de Poissy et de Mantès. En guise de préface, M. Depoin a simplement reproduit une mauvaise notice sur l'abbaye rédigée par Jean Blondeau, une autre sur le prieuré de Carrières-sous-Poissy empruntée à un manuscrit de 1654, et, pour finir, quelques notes sur les tombes autrefois conservées à Abbécourt : une bonne chronologie des dignitaires de l'abbaye eût bien mieux fait notre affaire<sup>1</sup>.

M. Gaston ROBERT, dont nous espérons voir bientôt paraître le livre qu'il prépare depuis plusieurs années sur la formation et l'histoire du temporel de Saint-Remi de Reims, publie en attendant tous les documents (au nombre de 204) qu'il a pu réunir sur les fiefs de l'abbaye aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles<sup>2</sup>. Ce sont presque exclusivement des actes d'hommage ou d'aveu et dénombrement, qui, ainsi groupés, sont assez instructifs pour l'étude de la féodalité en Champagne. L'édition semble avoir été préparée avec soin ; mais M. Robert eût peut-être pu adopter un système plus simple et plus clair pour le classement des pièces : il les a réparties par localités, ce qui est commode ; mais, au lieu de suivre un ordre chronologique rigoureux à l'intérieur de chaque série, il a voulu rapprocher les uns des autres tous les documents se rapportant à un même fief : comme le nom du fief n'est pas mis en vedette, il n'est pas facile de s'y retrouver.

La collection des *Documents inédits sur l'histoire de France* s'est augmentée de deux volumes dont l'importance est grande pour l'histoire de la France féodale au temps des derniers Capétiens directs : le tome III des *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie* du regretté Auguste Longnon et le *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII<sup>e</sup> siècle* de M. Charles Bémont.

Dans son volume<sup>3</sup>, M. LONGNON a réuni tout ce qu'il a pu retrouver

1. Au n° 1 de son recueil, M. Depoin adopte dans le texte la leçon : « Maria ... Fontisbellae abbatissa » et, dans l'analyse qu'il donne de l'acte, il traduit : « Marie, abbesse de Fontevault. » Il faudrait choisir. Le texte semble corrompu. En tout cas, d'après Célestin Port (*Dictionnaire de Maine-et-Loire*, t. II, p. 170), l'abbesse de Fontevault en 1180 ne se nommait pas Marie.

2. *Les Fiefs de Saint-Remi de Reims aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles*, documents publiés par Gaston Robert. Reims, L. Michaud ; Paris, A. Picard, 1913, in-8°, 117 p. — Aux documents des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, M. Robert a joint trois actes (et non deux, comme il le dit p. 6, n. 1) du XII<sup>e</sup> siècle et (pour des raisons qui échappent) un acte qu'il date de 1402, mais qui est en réalité de 1422, comme il l'a reconnu dans une autre publication qui fait suite à celle-ci et qui a paru quelques mois plus tard (*Les Fiefs de Saint-Remi de Reims depuis le XV<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1550*, *ibid.*, in-8°, 72 p. Cf. *Rev. histor.*, t. CXVI, p. 196).

3. *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie (1172-1361)*, publiés par Auguste Longnon, tome III : *les Comptes administratifs*. Paris,

de la comptabilité des comtes de Champagne, à partir des dernières années du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup>, que ces comtes aient été des princes plus ou moins indépendants du roi de France ou qu'ils aient été les rois Capétiens eux-mêmes (depuis 1285). Deux de ces documents avaient déjà été publiés par Bourquelot, et parmi eux le plus ancien, qui ne remonte d'ailleurs qu'aux années 1217-1219, et qui est un relevé de dépenses diverses faites pour la comtesse Blanche de Navarre à l'époque où elle gouverna la Champagne au nom de son jeune fils Thibaud IV. D'autres avaient été signalés à l'attention des historiens ou étudiés soit par Boultier, soit par M. Borrelli de Serres. Mais la plupart des textes recueillis au tome III des *Documents relatifs au comté de Champagne* n'avaient jusqu'alors fait l'objet d'aucune étude et, rapprochés les uns des autres, publiés avec le souci de la parfaite correction qui caractérisent toutes les éditions dues au scrupuleux érudit qu'était M. Longnon, ils apportent sur l'histoire intérieure de la Champagne, sur l'administration de ses comtes et, par surcroît, sur la politique, principalement sur la politique fiscale de la royauté française au temps de Philippe le Bel et de ses premiers successeurs, un ensemble de renseignements vraiment instructifs et curieux.

Ces textes sont les suivants : 1<sup>o</sup> le compte des dépenses de Blanche de Navarre déjà signalé (1217-1219) ; — 2<sup>o</sup> des fragments de comptes de recettes et dépenses pour les années 1252 et 1258-1259 ; — 3<sup>o</sup> des comptes entiers et bien dressés de recettes et dépenses relatifs au premier semestre de l'année 1285 (avant la réunion de la Champagne à la couronne), au second semestre de l'année 1287 et au second semestre de l'année 1288 ; — 4<sup>o</sup> des extraits d'un livre de comptabilité spécialement réservé au produit des ventes de bois et forêts faites sur les divers domaines du suzerain de 1285 à 1302 ; — 5<sup>o</sup> deux documents qui éclairent d'un jour assez cru les procédés de la fiscalité royale sous Philippe le Bel : d'une part, une liste, sans doute confidentielle, établie en 1295 par douze notables de la ville de Troyes, « des personnes de Troies et de la chastelerie » en état de « faire prest à nostre seigneur le roy » jusqu'à concurrence d'une somme indiquée chaque fois en face de leur nom, et, d'autre part, une estimation faite « hastéement et secréement » par ordre du roi, vers l'an 1300, « de la valeur des possessions et des rentes que les personnes d'église de la baillie de Troyes ont et peuent avoir en ladite baillie » ; — 6<sup>o</sup> deux comptes du subside levé dans le comté

Imprimerie nationale (en vente à Paris, librairie E. Leroux), 1914, in-4°, xxx-678 p. (*Collection des documents inédits sur l'histoire de France*). — Sur le tome I de ce recueil, voir *Rev. histor.*, t. LXXXI (1903), p. 309 ; sur le tome II, *Rev. histor.*, t. LXXXVII (1905), p. 110.

de Champagne en 1314 pour la chevalerie de Louis le Hutin; — 7° le compte du subside levé la même année pour l'ost de Flandre dans le bailliage de Troyes; — 8° les comptes de recettes des fameuses foires de Champagne pour les années 1317, 1321, 1322 et 1323; — 9° le compte ordinaire des recettes et dépenses des bailliages de Troyes et Meaux pour le second semestre de l'année 1319 et le premier semestre de l'année 1320; — 10° un nouveau document intéressant l'histoire de la fiscalité royale : le compte des impôts levés de 1328 à 1330 dans les bailliages de Meaux et de Vitry à raison des acquêts faits par les églises et les non-nobles dans les quarante dernières années; — 11° le compte des recettes effectuées du 1<sup>er</sup> décembre 1336 au 21 décembre 1337 par le receveur du duc Eude IV de Bourgogne dans les châtellenies et prévôtés champenoises cédées par le roi Philippe VI à Jeanne de France en 1328 et 1329; — 12° le compte du subside payé par le bailliage de Chaumont pour l'arrière-ban, en 1338, au début de la guerre de Cent ans; — 13° le compte ordinaire des recettes et dépenses des bailliages de Troyes, Meaux, Vitry et Chaumont durant le second semestre de l'année 1340 et le premier semestre de l'année 1341; — 14° le compte des recettes et dépenses des eaux et forêts compris dans le douaire de la reine Jeanne d'Évreux, veuve du roi Charles IV le Bel, pour le second semestre de l'année 1347 et le premier semestre de l'année 1348; — 15° les comptes des recettes et dépenses effectuées du 4 avril au 28 novembre 1350 et du 10 octobre 1351 au 10 décembre 1352 par le receveur du duc de Bourgogne sur les domaines tenus par ce dernier en Champagne; — enfin, en appendice, le rôle de la taxe répartie entre les habitants de la châtellenie de Villemaur pour le rachat du fort de Méry-sur-Seine en 1371-1372.

Cette longue énumération laisse entrevoir l'intérêt considérable que présentent les documents publiés par M. Longnon pour l'étude de l'histoire financière des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Mais on sait aussi combien d'ordinaire ces documents, rébarbatifs en apparence, que sont les registres de comptabilité, abondent en renseignements précis et vivants sur les mœurs et les usages et sur la vie économique des sociétés au milieu desquelles ils nous introduisent. Ceux dont M. Longnon a pu retrouver les fragments n'échappent pas à la règle commune. Dans la brève introduction qu'il a écrite pour le volume (M. Longnon étant mort sans avoir eu le temps d'en écrire une), M. Élie BERGER l'a indiqué en quelques lignes, et M. Longnon avait lui-même dressé non seulement un volumineux index des noms de lieux et de personnes, mais aussi une table alphabétique « de



matières et de termes divers », malheureusement fort incomplète<sup>1</sup>, qui, dans cet ordre d'idées, facilitera beaucoup les recherches des historiens. Qu'il suffise ici de signaler le contingent notable de détails instructifs qu'apportent les comptes édités par M. Longnon sur l'exploitation des eaux et forêts, ainsi que sur le repeuplement des étangs et, d'une manière générale, sur l'économie rurale de la Champagne. On remarquera, en particulier, la médiocre importance des vignobles de cette région au XIII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle et, par contre, l'étendue considérable des parties boisées et encore infestées de loups : les paiements de primes pour « lous vis et lous mors pris en Champagne » sont assez fréquents. Pour l'histoire du commerce, et notamment pour l'histoire des grandes « foires de Champagne », les détails abondent, et nous avons déjà dit que plusieurs comptes leur sont exclusivement réservés. Très riches également et très instructives sont, dans les comptes généraux, les rubriques « opera » ou « œuvres », c'est-à-dire les relevés de dépenses pour travaux de construction et de réparation aux châteaux, aux murailles, aux ponts, aux moulins, aux immeubles de tout genre. Sur la cour des comtes de Champagne et leur entourage, on trouvera aussi d'intéressantes données : fréquentes sont les mentions des gages alloués aux fonctionnaires (entre autres, au sénéchal, le sire de Joinville), des pensions payées à des nobles, à des clercs, à de simples bourgeois, ou aux nourrices des comtes et des comtesses ; fréquentes, les mentions de sommes payées pour achats d'objets de luxe destinés au comte ou à sa famille ou de cadeaux pour leurs amis (pièces d'orfèvrerie, courtépintes, robes doublées de fourrure, équipements de nouveaux chevaliers, et jusqu'à des fromages de Brie pour le roi de France). Un article du compte général de 1252 parle également de gages payés à un ménestrel pour les noces de la dame d'Épense. Nous signalerons encore les nombreux faits divers et incidents judiciaires auxquels les comptes champenois font allusion : arrestation de coupe-bourses, financiers lombards en fuite, saisies, descentes de police et expéditions militaires pour mettre les récalcitrants à la raison ; et l'on pourra noter en passant que ces comptes fournissent

1. Ainsi, à l'article « estangs (repeuplement des) », il faut ajouter au moins des renvois aux pages 6 *M*, 17 *F*, 18 *D-G* ; à l'article « forteresses (reparacion des) », un renvoi à la p. 15 *E* ; à l'article « Lumbardi », des renvois aux p. 33 *I* et 71 *G* ; à l'article « pain de prisonniers », des renvois aux p. 95 *I*, 100 *O*, 170 *C* ; l'article « Parlement de Paris », qu'il faut aller chercher dans l'index des noms propres, est plus incomplet encore.

sur le régime alimentaire des prisons un même et unique renseignement souvent répété (une somme de tant « pour pain à prisonniers ») dont il semble ressortir que le pain et l'eau devaient composer à eux seuls la maigre pitance du détenu de droit commun. Enfin ce n'est pas seulement dans la mesure où ils intéressent l'histoire financière que les textes réunis par M. Longnon sont importants pour l'historien de la royauté française au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle : sur quantité d'autres points, ils lui apporteront d'utiles lumières et, en particulier, sur tout ce qui concerne les sessions et la juridiction, chaque jour plus étendue, du Parlement de Paris, dont il est souvent question au cours du volume.

Le *Recueil* de M. BÉMONT<sup>1</sup> est la reproduction d'un registre de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle qui, des archives des ducs de Guyenne, à Bordeaux, émigra en 1627, au plus tard, dans la bibliothèque des ducs de Brunswick, à Wolfenbüttel, où il est encore conservé aujourd'hui. Unique épave d'une série de huit registres terriers des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, le recueil de Wolfenbüttel comprend environ cinq cent cinquante « reconnaissances » ou déclarations de services féodaux et redevances dus au roi d'Angleterre Édouard I<sup>er</sup>, à la date de 1273-1274, c'est-à-dire lors de la grande enquête à laquelle le souverain anglais fit procéder quand il visita son duché de Guyenne au retour de la croisade et avant d'aller recevoir à Westminster la couronne royale. Au milieu de ce dossier a été intercalé un groupe d'à peu près cent cinquante documents divers<sup>2</sup>, s'échelonnant de 1189 environ à 1281, parmi lesquels figurent encore quelques « reconnaissances de fiefs » analogues à celles de 1273-1274, mais dont le plus grand nombre est relatif à l'administration d'Édouard comme duc de Guyenne depuis 1254 jusqu'à la mort de son père Henri III. L'ensemble avait jadis été étudié par Martial et Jules Delpit, qui en avaient fait l'objet d'une *Notice*<sup>3</sup> parue en 1841 et en avaient publié de nombreux extraits aux tomes III et V des *Archives historiques de la Gironde*; mais cette édition fragmentaire, et d'ailleurs incor-

1. *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII<sup>e</sup> siècle* (*Recogniciones feodorum in Aquitania*), transcrits et publiés par Charles Bémont. Paris, Imprimerie nationale (en vente à Paris, librairie E. Leroux), 1914, in-4°, LXXVI-477 p. (*Collection de documents inédits sur l'histoire de France*). — Ce recueil a déjà été sommairement signalé dans la *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 148.

2. Soit un total de 700, ou plus exactement de 682 documents, car dix-huit d'entre eux ont été, par erreur, transcrits deux fois dans le manuscrit de Wolfenbüttel.

3. *Notice d'un manuscrit de la bibliothèque de Wolfenbüttel intitulé : Recogniciones feodorum*, dans les *Notices et extraits des manuscrits publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XIV, 2<sup>e</sup> partie.

recte, ne donnait du recueil de Wolfenbüttel qu'une idée imparfaite. La publication de M. Bémont nous en apporte pour la première fois non seulement le texte intégral, mais encore un texte annoté et, en outre, épuré, ce qui n'était ni superflu ni facile, car les actes (dont un assez grand nombre en gascon) ont été copiés par des scribes aussi négligents que distraits<sup>1</sup>. Ainsi présenté, avec tous les éclaircissements nécessaires, suivi d'un glossaire et d'un index des noms de personnes et de lieux auquel M. Bémont a apporté tous ses soins<sup>2</sup>, le registre des *Recogniciones feodorum in Aquitania* (car tel est le titre que porte le manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle) nous apparaît comme un document de premier ordre pour l'étude de la société féodale<sup>3</sup> en Guyenne et Gascogne vers 1273-1274.

Dans son glossaire, qui est en même temps une sorte de répertoire des institutions, M. Bémont en a extrait l'essentiel. Il suffira d'y renvoyer, tout en faisant observer que sur quelques points on pourra ne pas partager son avis sans réserves. Par exemple, à l'article « *domicellus*, damoiseau », M. Bémont ne croit pas qu'il y ait lieu d'établir une distinction entre ce titre et celui de chevalier. On ne peut nier cependant que cette distinction ne soit faite très nettement dans toutes les chartes du recueil : dans aucune liste de témoins, dans aucune énumération de seigneurs participant à un acte, on ne confond le damoiseau (*domicellus*, *donzed*) et le chevalier (*miles*, *cavoir*) ; on les oppose même souvent, et un texte de l'année 1274 (n° 291)<sup>4</sup> marque bien l'écart qui existe entre les

1. Je note en passant qu'aux n° 211, 212 et 341 les formes barbares *gomone* et *gamone* eussent évidemment dû être corrigées en *gonjone*. Au n° 621, il y a lieu de se demander s'il ne s'agit pas du père de Clément V, Béraud de Got, seigneur de Grayan, et, par conséquent, si la vraie leçon n'est pas *Berardus* et non *Bertrandus*.

2. Les formes *Andorta* et *Redorte* (Castets-en-Dorthe) n'ont pas été relevées à leur rang alphabétique, pas plus que la forme *Saltus* (Sault). Talence, indiquée à tort comme un quartier de Bordeaux, constitue un faubourg indépendant au point de vue administratif. Le *Guillelmus Brivaten[sis]* du n° 365 aurait dû être traduit par Guillaume de Brionde et non de Brives.

3. Parmi les documents étrangers à l'enquête de 1273-1274, il en est beaucoup qui intéressent l'histoire municipale ou commerciale des cités du sud-ouest (Bordeaux, Bayonne, Dax, Langon, Libourne...). La plupart étaient déjà connus, entre autres les si curieux statuts des marins de Bayonne au début du XIII<sup>e</sup> siècle (n° 407, dont le texte a été heureusement amendé dans la présente publication), la charte communale de Bordeaux de l'année 1261 (n° 449) et diverses chartes relatives aux guerres intestines qui déchirèrent dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle les cités de Bayonne et de Dax.

4. Ce texte marque, en même temps, d'une façon divertissante l'échelle des primes allouées pour diverses captures. Si la copie est fidèle et s'il ne faut pas corriger le montant de la prime de 5 sous prévue pour la capture d'un paysan (en remplaçant par 15 le chiffre 5), on y voit que la prime pour capture d'un

deux conditions : le bourgeois de Bazas qui, étant à l'ost, fait prisonnier un damoiseau a droit à une prime de cinquante sous; la prime est double s'il s'agit d'un chevalier. Un autre texte de la même année (n° 557) souligne la différence : c'est la déclaration d'un damoiseau nommé Bertrand de Podensac, lequel reconnaît qu'en cas de maladie, il devra se faire remplacer à l'ost ducal par un autre damoiseau, tant qu'il sera lui-même damoiseau, mais que son remplaçant devra être un chevalier, quand il le sera lui-même devenu. Le titre de damoiseau s'applique donc bien, ici comme ailleurs, aux gentils-hommes qui n'ont pas encore été armés chevaliers, ce qui, au surplus, se concilie sans difficulté avec la mention de nombreux damoiseaux qui ont atteint l'âge d'hommes, l'adoubement chevaleresque ayant fini, on le sait, par devenir, dès le cours du XIII<sup>e</sup> siècle, une cérémonie onéreuse dont on reculait de plus en plus l'échéance. — A l'article *baro*, M. Bémont admet que ce terme est parfois « l'équivalent d'*homo ligius* ». Le rapprochement des deux textes auxquels il renvoie (n° 211 et 212) semble prouver, au contraire, que les deux termes ne peuvent être confondus et que *baro* est l'équivalent de *miles*, pris dans le sens large de « vassal »<sup>1</sup>. Mais sur la plupart des points, la doctrine exposée par M. Bémont dans son « glossaire » ralliera tous les suffrages, et nous devons signaler d'une façon toute spéciale à l'attention des historiens l'article *tenementum*, où se trouvent condensés avec précision les renseignements fournis par le recueil sur les divers modes de tenures et sur les obligations souvent singulières des tenanciers nobles et non-nobles.

L'introduction, dont nous n'avons encore rien dit, est consacrée à la description — et une description très minutieuse — du manuscrit de Wolfenbüttel, à l'examen diplomatique des actes de « reconnaissance de fiefs » qui y sont contenus, à la chronologie de ces actes et des autres pièces du recueil<sup>2</sup>, ainsi qu'à l'histoire de l'enquête dont les déclarations de 1273-1274 furent le résultat. Cette histoire même est fort instructive. M. Bémont a noté le cas de ceux qui furent subitement pris d'opportunes défaillances de mémoire; le cas aussi d'un certain Jean Marquès qui, requis de dire s'il pos-

paysan est inférieure de moitié à celle qui est allouée pour la capture d'un cheval et n'est pas supérieure à celle qui est allouée pour la capture d'un bœuf ou d'un porc!

1. Voir un exemple de l'emploi de ce mot dans ce sens au n° 194 (milieu du XI<sup>e</sup> siècle) du *Cartulaire de Saint-Vincent du Mans*, dont il a été rendu compte plus haut.

2. Ce qui a amené M. Bémont à reviser la chronologie des archevêques et celle des maires de Bordeaux de 1254 à 1281.

sédait un alleu libre, répondit que oui, mais refusa de le désigner. Il aurait pu réserver aussi une mention à la réponse humoristique du prévôt de Trémolac : « A déclaré ne tenir aucun fief du seigneur roi d'Angleterre — ce dont il est navré... »

## II. — TRAVAUX D'HISTOIRE GÉNÉRALE.

En regard de ces multiples et importants recueils documentaires dont il vient d'être rendu compte, nous n'avons qu'un bien petit nombre de volumes d'histoire proprement dite à signaler.

L'un d'eux nous est encore arrivé d'outre-Rhin peu de jours avant la rupture définitive. C'est une longue et subtile dissertation<sup>1</sup> où M. Erich CASPAR s'efforce, par des arguments souvent assez inattendus, de renouveler une question sur laquelle on pouvait croire qu'il n'y avait plus grande découverte à faire : celle des rapports de Pépin le Bref avec la papauté et des fameuses « donations » de Quierzy et de Pavie. M. Caspar croit avoir enfin trouvé le sens véritable et la portée des démarches faites par le pape Étienne II auprès du roi franc : s'il est allé le rejoindre à Ponthion en 754, c'est non pas seulement pour lui demander protection contre les entreprises menaçantes des Lombards, mais plus précisément pour se « commander » au roi, pour se placer sous son *mundeburdium*, et c'est une lettre de protection, de *mundeburdium*, en bonne et due forme, suivant la coutume « germanique », que Pépin lui a remise. Mais, assure-t-il, le pape et le roi se sont, en outre, presque aussitôt après, liés l'un à l'autre par un serment de fidélité réciproque conçu sur le modèle de la « formule germanique » : *amicis amici, inimicis inimici*, et cette formule, moins humiliante pour l'amour-propre du vicaire de saint Pierre, a été plus volontiers retenue par les successeurs d'Étienne II et par les biographes pontificaux. C'est à ce moment aussi que Pépin a pris envers le pape ses premiers engagements de « restitutions » territoriales. Le plan pontifical était aussi grandiose que simple : il visait à occuper la place laissée vacante par la disparition de l'exarque et à restaurer sous sa souveraineté « la nationalité » romaine de l'ancienne Italie byzantine (p. 147) ; les « donations » royales ne firent que permettre à ce programme de prendre corps. Tout cela est démontré à grand renfort de preuves et de considérations secondaires dans le détail desquelles nous ne saurions entrer ; mais il est fâcheux que ces preuves et ces

1. Erich Caspar, *Pippin und die Römische Kirche. Kritische Untersuchungen zum fränkisch-päpstlichen Bunde im VIII. Jahrhundert*. Berlin, Julius Springer, 1914, in-8°, viii-208 p.; prix : 10 m.



considérations soient elles-mêmes trop souvent suspectes. Par exemple, dans une introduction où il pose, en quelque sorte, les prémisses de ses raisonnements par un rappel des négociations entamées entre le pape Grégoire III et Charles Martel, après avoir cité le texte bien connu du Continuateur de Frédégaire : *pacto patrato ut a partibus imperatoris recederet et Romano consulto praefato principe Carlo sanciret*, M. Caspar commence par en tirer comme une vérité indiscutable que Grégoire III, suivant une décision spontanée du peuple romain, a offert à Charles Martel le titre de *consul*; puis, le terrain ainsi préparé, qu'il lui a demandé de le « défendre », « c'est-à-dire » qu'il s'est placé, tout comme devait le faire Étienne II, sous la *defensio*, sous le *mundeburdium* du prince franc. Une phrase des *Annales Mettenses* où il est dit qu'il l'a appelé *ad suam defensionem* suffit à l'élaboration de ce beau roman, comme, pour établir la requête analogue présentée par Étienne II, suffisent quelques passages de lettres pontificales où il est question de « la cause de saint Pierre, dont la défense est confiée aux mains du souverain franc » (*causas principis apostolorum in vestris manibus commendavimus*). M. Caspar s'aperçoit sans doute et ne peut s'empêcher de noter lui-même (p. 20) que, dans une lettre de l'année 756, Pépin le Bref nous est présenté comme le « serviteur » (*clientulus*) plutôt que comme le « patron » ou le seigneur du pontife; mais il ne s'embarrasse pas de cette difficulté; la solution en est toute trouvée : après s'être conduits en humbles créatures du roi franc jusqu'à cette date, les papes relèvent désormais la tête et masquent comme ils le peuvent une situation dont ils voudraient effacer le souvenir. Quand ils emploient les expressions *defendere* et *defensio*, ils ont désormais bien soin « presque toujours » de les « neutraliser » par d'autres « plus vagues » telles que *auxiliari*, *subvenire*, *liberare*... Il faut rendre à M. Caspar cette justice que pas une difficulté ne le prend au dépourvu : à tout il trouve réponse. — Tout de même, il ne faudrait pas serrer ses raisonnements de trop près. Et que pensera-t-on, notamment, de celui par lequel il croit avoir victorieusement établi (p. 78) l'impossibilité de renvoyer au traité de Pavie de 754 les premières « donations » de Pépin au Saint-Siège, sous ce prétexte que l'antériorité de ces donations ressort clairement (?) et indiscutablement (?) de cette phrase d'une lettre pontificale relative au traité de Pavie : *sed tamen, boni filii, credentes eidem iniquo regi, quod per vinculum sacramenti pollicitus est, propria vestra voluntate per donationis paginam beati Petri sanctaeque Dei ecclesiae rei publice civitates et loca restituenda confirmastis?* — Est-il

donc impossible d'aborder de pareilles questions avec le désir d'interpréter tout uniment des textes, obscurs sans doute, et surtout contradictoires, parce qu'ils représentent deux séries opposées de versions officielles ou officieuses, mais dont les auteurs ignoraient à la fois ces subtilités et ces étranges précisions de langage que, tour à tour et selon les besoins de la thèse, on leur prête avec une excessive prodigalité?

Le volume de M. AUDOUIN n'est pas, comme le ferait croire le titre<sup>1</sup>, une étude d'ensemble sur l'organisation et le recrutement de l'armée royale au temps de Philippe Auguste. M. Audouin s'est seulement proposé de montrer le parti qu'on peut tirer pour cette étude de deux documents souvent cités et que M. Borrelli de Serres avait déjà examinés de près : la « Prisée des sergents » royaux (*Prisia servientum*), qui a été transcrite dans le plus ancien registre de la chancellerie de Philippe Auguste, et le « Compte général des revenus du roi pendant l'année 1202 » publié en 1727 par Brussel d'après un original qui n'a pu être retrouvé. Mais les remarques que M. Audouin a été amené à présenter sur ces deux documents, dont il nous donne, par surcroît, une nouvelle édition annotée (p. 123-197)<sup>2</sup>, sont extrêmement instructives. D'abord, par une série de considérations ingénieuses, il est parvenu à établir que la « Prisée des sergents », quoique rédigée en 1194, comme l'admettait M. Borrelli de Serres, n'a pas été sans subir des retouches quelques années plus tard (probablement en 1204) et, en outre, que le texte, manifestement corrompu, doit et peut en être corrigé. Une fois ces corrections faites, le rapprochement de ce document et du compte de 1202, lui-même convenablement amendé, permet de comprendre le mécanisme du service militaire fourni en nature ou remplacé par une redevance proportionnelle, tel qu'il fonctionnait au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Ce qu'une analyse détaillée du compte de 1202 montre mieux encore, c'est l'organisation de l'armée de soudoyers que Philippe Auguste ne cessa, semble-t-il, d'entretenir à l'aide des contributions fournies par les communes, les villes et les abbayes du royaume en échange des sergents qu'elles étaient tenues de fournir au roi. D'une comparaison très attentive des différentes dépenses portées sur ce compte de l'année 1202, M. Audouin est parvenu à déduire le

1. Édouard Audouin, *Essai sur l'armée royale au temps de Philippe Auguste* (nouvelle édition, revue et augmentée, d'une étude publiée dans le *Moyen âge*, t. XXV et XXVI). Paris, Champion, 1913, in-8°, 234 p.; prix : 7 fr.

2. Du compte de 1202, il ne réédite que les parties qui intéressent l'organisation des armées royales.

montant des soldes journalières payées à chaque catégorie de sous-doyers : chevaliers (de 5 à 10 sous, en quatre échelons), sergents à cheval (de 32 deniers à 5 sous, en cinq échelons), arbalétriers à cheval (de 3 à 5 sous, en six échelons), arbalétriers à pied (de 11 deniers à 2 sous, en cinq échelons), sergents à pied (de 7 deniers de Provins à 9 deniers parisis, en quatre échelons), sapeurs (1 sou et demi), pionniers, maçons, ouvriers (15 deniers), armuriers (de 2 à 4 sous, en trois échelons), aides-armuriers (de 4 deniers à 1 sou et demi, en quatre échelons). Ces renseignements précis sont les bienvenus : il faut remercier M. Audouin de la peine qu'il s'est donnée pour les déduire d'un texte dont l'interprétation sera désormais facile grâce à ses explications et à l'excellente édition qu'il en a donnée.

### III. — TRAVAUX D'HISTOIRE LOCALE.

M. Jean RÉGNÉ a conçu le dessein, dont il faut le louer, de doter le département de l'Ardèche, auquel l'attachent ses fonctions d'archiviste, d'une histoire, qui sera en même temps celle de l'ancien Vivarais et qui ne doit pas compter moins de cinq forts volumes de 700 à 800 pages chacun. Cette entreprise, qui a été très favorablement accueillie (puisque M. Régné, grâce à l'appui d'un préfet à l'esprit ouvert, a pu s'assurer d'avance environ huit cents souscripteurs), avait déjà tenté, voici quelque soixante ans, un savant ecclésiastique du diocèse de Viviers, le chanoine Jacques Rouchier, lequel publia en 1862 le tome I d'une *Histoire du Vivarais*, qui s'arrête à l'époque de la réunion de la province à l'Empire, en 1039, mais qui n'a malheureusement été suivi d'aucun autre. C'est un ouvrage bien documenté, soigneusement rédigé et qui a son prix, surtout pour l'histoire religieuse de la province, quoiqu'il réserve aux légendes pieuses un accueil vraiment trop empressé et que, d'une manière générale, il se ressent un peu trop, au point de vue de la critique des textes hagiographiques, des préjugés qui avaient cours, au milieu du siècle dernier, dans le clergé français touchant les origines des anciennes églises. Même pour l'histoire vivaraise, cet ouvrage ne peut donc plus être regardé comme un guide bien sûr ; et le chanoine Rouchier avait fait, en outre, à l'histoire générale une si large place que son livre a plus vieilli que beaucoup d'autres histoires provinciales de même date.

C'est pourtant ce livre que M. Régné a cru pouvoir se borner à rééditer comme tome I de sa propre *Histoire du Vivarais*<sup>1</sup>.

1. Jean Régné, *Histoire du Vivarais*, tome I : le Vivarais depuis les ori-

Sans doute, il l'a fait précéder d'une longue introduction géographique (p. 1-73) par M. Élie REYNIER, professeur à l'École normale d'instituteurs de Privas, et d'un important chapitre sur la préhistoire (p. 75-148) dû à la plume du D<sup>r</sup> JULLIEN, un autre érudit du département; sans doute aussi il a ajouté au texte du chanoine Rouchier, soit pour le compléter, soit pour le rectifier, quelques renvois aux travaux modernes et l'indication de quelques-unes des découvertes archéologiques faites depuis 1862; mais ces notes ne sont pas un élixir de jouvence. Et si l'on adoptait ce procédé de rajeunissement, n'eût-il pas fallu en user avec un peu moins de discrétion? S'agit-il, par exemple, des anciennes listes épiscopales de Viviers, pour lesquelles le chanoine Rouchier puise à pleines mains dans l'arsenal de falsifications que sont les manuscrits du trop fameux Polycarpe de la Rivière ou dans des bréviaires et des martyrologes dont on ne nous dit ni l'âge ni la provenance précise, quelques notes de mise au point ne s'imposaient-elles pas? Et suffisait-il d'indiquer brièvement (p. 590-595) ce qui, dans l'histoire de l'invasion de Crocus, telle qu'elle a été établie récemment par M. Coville, pourrait servir à appuyer les thèses chancelantes de l'ancien historien du Vivarais, sans même discuter à fond l'opinion de Mgr Duchesne sur les premiers évêques et en particulier sur un nommé *Promotus*<sup>1</sup>, qu'il conviendrait de placer au v<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>? Pouvait-on laisser passer sans notes les assertions du chanoine Rouchier touchant l'installation des Burgondes (d'après Amédée Thierry) ou les immunités franques (d'après Henri Martin) ou les terreurs de l'an 1000...? Mais que serait-il resté alors du livre primitif s'il avait fallu tout remettre au point? Assez peu de chose, évidemment; et c'est ce qui aurait dû convaincre M. Régéné de la nécessité de le refaire et non de l'annoter, de le refaire en le condensant, en élaguant toutes ces légendes pieuses parmi lesquelles le chanoine Rouchier s'était complu ou plutôt en déterminant aussi rigoureusement que possible l'époque où elles ont été élaborées, les faits historiques qui peuvent avoir présidé à leur for-

gines jusqu'à l'époque de sa réunion à l'Empire (1039), par le chanoine J. Rouchier, nouvelle édition. Largentière, impr. Mazel et Plancher, 1914, in-8°, xc-723 p. et 16 pl.; prix : 9 fr.

1. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, p. 237.

2. Et quel étrange raisonnement que celui qui consiste (p. 593) à dire, pour déterminer la durée de l'épiscopat des quatre premiers évêques connus : nous savons qu'au xi<sup>e</sup> siècle, en l'espace de cent ans, quatre évêques seulement se sont succédé sur le siège épiscopal de Viviers; « il s'est donc (?) écoulé environ un siècle » entre l'avènement du premier évêque et la mort du quatrième.

mation, en mesurant plus étroitement la place à l'histoire générale et en discutant avec plus d'ampleur tout ce qui touche à la formation géographique et historique du pays vivarais. Tel doit être, à peu de chose près, le programme que M. Régné s'est tracé pour les volumes suivants. Nous regrettons qu'il ne l'ait pas appliqué dès celui-ci : il était, à coup sûr, un des érudits les plus qualifiés pour s'en tirer avec honneur.

M. Marcel GARAUD avait publié en 1910 un *Essai sur les institutions judiciaires du Poitou, sous le gouvernement des comtes indépendants*, où, parmi des détails intéressants, l'on relevait de trop nombreuses marques d'inexpérience<sup>1</sup> ; il a étudié cette fois avec une louable précision juridique les actes des années 1046 à 1250 environ qui sont compris dans le cartulaire de l'abbaye de Talmond en Bas-Poitou ; il a su mettre très heureusement en lumière ce qu'on en peut tirer pour l'histoire de la constitution, de l'exploitation et de la conservation d'un grand domaine monastique aux premiers siècles de la féodalité<sup>2</sup>. Pour expliquer comment ce domaine s'est peu à peu formé, il a dû analyser les contrats de donation ou de vente passés au profit des moines de Talmond, et cette analyse, si elle peut appeler quelques réserves sur des points de détail<sup>3</sup>, l'a du moins amené à rendre compte d'une façon plus complète et avec plus de netteté qu'on ne l'avait fait jusqu'alors des diverses formalités remplies par les contractants. — Son étude sur l'exploitation du domaine de l'abbaye apporte également plus d'une précision nouvelle à ce que nous savions sur ce sujet. On notera, en particulier, ce qu'il dit de l'extrême morcellement de la propriété et de la réunion fréquente, dans les limites de chaque tenure, si petite soit-elle, des divers modes de mise en valeur (prés, champs et vignes) qui

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CVI (1911), p. 352.

2. Marcel Garaud, *l'Abbaye Sainte-Croix de Talmond en Bas-Poitou (circa 1049-1250) d'après le cartulaire. Étude d'histoire économique et sur le droit du Poitou au moyen âge*. Poitiers, impr. Bousrez, 1914, in-8°, xvi-219 p. (thèse de droit). — La date de 1049 environ, indiquée dans le titre, devrait être remplacée, jusqu'à nouvel ordre, par celle de 1046 environ ; voir plus loin.

3. Ainsi, M. Garaud accepte trop facilement cette idée, au moins aventureuse, de M. Flach que le mot fief désigne, à l'origine, plutôt les tenures concédées à charge de cens que les tenures nobles. Quoi qu'il en dise (p. 54, note), la distinction du fief et de la censive est ancienne et on la trouve très nettement faite dans maint texte du XI<sup>e</sup> siècle. — Ailleurs (p. 45, n. 1), il affirme que le principe de l'entière et libre disposition des biens meubles est « certain et incontestable » dès le XI<sup>e</sup> siècle ; mais le seul texte qu'il allègue ne prouve rien de semblable. — A prouver également cette affirmation de la page 53 : le seigneur qui cédait son fief « devait faire confirmer l'aliénation par son vassal ».



donnent à chaque tenancier le moyen de se suffire à soi-même<sup>1</sup>; et l'on retiendra les pages qu'il a écrites sur la condition de ces tenanciers du Bas-Poitou, chez lesquels le servage était inconnu et que n'accablaient pas des charges excessives. — Enfin, dans la troisième partie de son livre, passant en revue les procès soutenus par les moines pour défendre leur domaine contre les entreprises des abbayes rivales et des seigneurs du voisinage, M. Garaud a réuni de nouvelles preuves à l'appui d'une théorie, que nous avons déjà eu plus d'une fois l'occasion de défendre nous-mêmes, touchant le caractère arbitral de la justice féodale à ses débuts.

Pourquoi faut-il qu'avec de sérieuses qualités, qui lui assurent un rang fort honorable parmi les études consacrées à l'histoire juridique et économique du moyen âge, l'ouvrage de M. Garaud soit encore déparé, comme son précédent volume, par de trop nombreuses taches, qu'un peu plus de circonspection lui eût facilement permis d'éviter? Ainsi, tout ce qu'il dit des origines de la seigneurie de Talmond eût gagné à être moins directement inspiré de certaines fantaisies dont est trop souvent remplie l'*Histoire des comtes du Poitou* de M. Alfred Richard et que M. Garaud a le tort de nous présenter (p. 3 et 4) comme des hypothèses vraisemblables, alors qu'aucun document ne vient les étayer. Ailleurs (p. 7, note 1), il cite comme fixant en 1046 la fondation de l'abbaye de Talmond un passage de la Chronique de Saint-Maixent (qu'il intitule à tort Chronique de Maillezais<sup>2</sup>), alors que la chronique la date seulement d'une époque voisine de l'année 1046, et il invoque une fois de plus à l'appui de la date de 1049 l'autorité de M. Alfred Richard, qui du reste ne s'est aucunement prononcé. Ailleurs, par contre (p. 28, note 4), il exagère le scepticisme, en récusant le témoignage d'une charte qui parle du meurtre *ab hostibus* d'un seigneur de Talmond en pèlerinage à Rome, sous prétexte que les mots *ab hostibus* ne peuvent désigner que des infidèles (?). Il parle à deux reprises d'hommage *plein*, au lieu de *plain* (p. 111 et 114). Un texte lu trop vite l'amène à croire (p. 115) qu'un seigneur, qui renonce à percevoir l'aide (ou « taille ») « aux trois cas », c'est-à-dire, notamment, en cas de mariage de sa fille, sur un fief cédé à l'abbaye, a abandonné cette aide aux moines, ce qui est plutôt extraordinaire, et il accepte (p. 116, note 4) sans hésiter l'explication donnée par M. Flach de l'étymologie et des origines de la taille. Plus loin (p. 177, note 4), il déclare que deux personnages nommés l'un Albert le Roux et l'autre Aimeri le Roux sont « certainement »

1. Quelques détails aussi sur les marais salants et les pêcheries.

2. Cf. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXIX (1908), p. 405-411.

de la même famille<sup>1</sup>. — Que M. Garaud se fie moins aux affirmations d'autrui et examine plus attentivement encore les textes<sup>2</sup> : il évitera ainsi facilement des fautes regrettables<sup>3</sup> qui risquent de donner le change sur la valeur réelle de son livre.

Mentionnons, pour clore ce Bulletin, l'étude qu'un médecin, le Docteur DUBREUIL-CHAMBARDEL<sup>4</sup>, a écrite sur ses confrères du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècle dans l'ouest de la France (Normandie, pays chartrain, Maine, Anjou, Touraine et Poitou). C'est un ouvrage qui a certainement demandé à son auteur d'assez longues recherches parmi les documents imprimés et dans quelques manuscrits. Mais il faut bien avouer que M. Dubreuil-Chambardel n'a pas atteint complètement le but qu'il s'était proposé : faire connaître ce que devint l'enseignement et l'exercice de la médecine dans l'ouest de la France « depuis le départ des Normands jusqu'à l'organisation des Universités ». A ce que nous savions déjà sur cette matière, il n'a guère ajouté que quelques noms de médecins, extraits de chartes et de chroniques, dont l'emploi eût demandé souvent un peu plus de précautions; mais sur l'enseignement et l'exercice de la médecine il n'a pu découvrir grand'chose de nouveau et ne semble même pas avoir tenu compte du joli livre de M. Vieillard sur Gilles de Corbeil. En revanche, il a mêlé à sa nomenclature de médecins et à leur biographie, parfois assez développée, des considérations d'ordre

1. Notons, à ce propos, que les traductions des noms propres que donne M. Garaud sont quelque peu déconcertantes. Que penser de « Dacfred » (p. 19), de « Golmalde » (p. 102), d'« Orielde », de Guillaume « Olric », d'« Engelbald » (p. 151)...? Parfois M. Garaud renonce à traduire des surnoms très simples comme *Rufus* (p. 151, p. 177, note 4, etc.) ou *Gautier de Ulmello* (p. 169). P. 203, il parle du « *chartularium Sancti Jovini* »; n'a-t-il pas reconnu le cartulaire de Saint-Jouin-de-Marnes?

2. Il faudrait aussi se préoccuper davantage de les lire non dans la première copie ou la première édition venue, mais se reporter aux éditions modernes quand il en existe : ainsi, les chartes du Ronceray d'Angers, de Saint-Maur-sur-Loire, de Saint-Aubin d'Angers sont citées d'après des copies des archives de Maine-et-Loire (p. ix, 16, 45, 78, 81, etc.), et non d'après les éditions de Marchegay et de Bertrand de Broussillon.

3. Je relève encore en passant ces quelques lapsus : p. 21, au lieu de « *Marmoutier de Tours* », lire : « *près Tours* ». Que veut dire, p. 149, « l'abbaye *saintongeaise* de la Trinité de Vendôme »? P. 153, l'abbé de Talmond n'aurait possédé « aucun papier » pour prouver son bon droit : c'est en effet vraisemblable.

4. D<sup>r</sup> Louis Dubreuil-Chambardel, *Études sur la médecine en France du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle. Les médecins dans l'ouest de la France aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles*. Préface par le professeur J. Renaut. Paris, Société française d'histoire de la médecine, 1914, in-8°, xvi-292 p. (*Publications de la Société française d'histoire de la médecine*, t. II).

général, qui appelleraient plus d'une réserve, sur l'histoire des provinces de l'ouest et des écoles françaises au moyen âge. Nous devons dire cependant que certains chapitres de son livre ne manquent pas d'intérêt et qu'il a su, notamment, expliquer de façon heureuse comment, au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, le moine médecin fut partout détrôné par le clerc séculier médecin. Mais ne s'est-il pas exagéré, pour la période antérieure, la vogue de ces moines médecins, comme ce Tetbert, qu'il nous montre appelé en consultation de Marmoutier à Chartres, au Mans, à Angers, à Ancenis ? Il a oublié de nous dire sur combien d'années se répartissent ces « consultations » lointaines et les raisons extra-médicales qui ont pu, en partie, motiver les déplacements du savant praticien.

Louis HALPHEN.

## HISTOIRE DES PAYS-BAS.

Continuant la tâche du bien regretté M. Bussemaker, nous devons d'abord constater que le nombre des publications historiques va diminuant; la grande guerre pèse lourdement et pèsera pour longtemps sur toute l'œuvre scientifique, même en pays neutre. Nous aurons à signaler cette fois pour la plus grande partie des suites d'ouvrages en cours de publication et des ouvrages publiés ou du moins conçus avant la guerre.

La nouvelle édition de l'histoire du peuple néerlandais par M. Blok<sup>1</sup>, dont déjà trois volumes, chacun contenant deux tomes de l'édition première, ont paru, sera probablement achevée avant la fin de l'année courante. Pas plus que le premier volume, dont M. Bussemaker a parlé dans son dernier bulletin<sup>2</sup>, les volumes II et III n'ont subi de modification importante. M. Blok s'est contenté d'indiquer les publications nouvelles au bas des pages, et à la fin de chaque volume dans les appendices sont énumérés les sources et les ouvrages de l'histoire néerlandaise. A notre avis, on saura gré au savant écrivain d'en avoir agi de la sorte. On n'écrit pas deux fois dans une vie une histoire en huit volumes. C'est exiger trop que de demander à l'auteur d'un tel ouvrage de refaire la seconde édition de fond en comble. A une autre génération la tâche de donner un

1. P. J. Blok, *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk*. Tweede druk. Tweede en derde deel. Leiden, A. W. Sythoff's Uitgevers-Maatschappij, 1913 en 1914, vi-694 et vi-716 p., in-8°, avec des cartes.

2. *Rev. histor.*, t. CXV (1914), p. 376.

aperçu nouveau et une nouvelle mise au point de cette passionnante histoire des Pays-Bas.

Deux livres d'une nature fort diverse, mais qui se complètent, nous ont fait mieux connaître Reinier Bakhuizen van den Brink, historien des plus distingués du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le premier<sup>1</sup> est un véritable roman et les aventures de Bakhuizen contrastent certes avec l'existence calme de la plupart des historiens, nos contemporains. Criblé de dettes, menacé par ses créanciers, il fut, après une jeunesse orageuse et cependant féconde en travaux littéraires et philosophiques, contraint de s'exiler à Liège où il s'installa chez la famille Simon. Il tomba amoureux de la fille de la maison, Julie, et, malgré tous les obstacles, différence d'âges, différence de religions, lui calviniste, elle catholique, et bien que lui-même eût été fiancé en Hollande à une romanière célèbre, ils finirent par s'épouser. L'union fut heureuse, mais de courte durée.

Pendant l'absence de Reinier, qui voyageait pour ses travaux en Allemagne et en Autriche, les deux amants s'écrivaient fréquemment. De cette correspondance, gardée avec soin dans la famille Bakhuizen, M. et M<sup>me</sup> SCHARTEN-ANTINK ont tiré de nombreux extraits qu'ils ont reliés par un bon commentaire et auxquels ils ont ajouté des notes explicatives. Ces lettres sont charmantes et, ce qui ajoute à leur prix pour un lecteur français, c'est qu'elles sont écrites en français; Bakhuizen maniait cette langue avec autant de facilité que le hollandais. N'oublions pas que c'est ce séjour à Liège qui détermina la vocation historique de Bakhuizen. On connaît l'importance du rôle historique joué par Liège dans la première campagne de Guillaume d'Orange aux Pays-Bas en 1568; Bakhuizen le met en pleine lumière dans ses *Studiën en Schetsen*, et les quatre volumes qu'il publia contiennent quelques-uns des articles des plus parfaits que possède l'historiographie des Pays-Bas.

A ces quatre volumes, un cinquième vient d'être ajouté par les soins de MM. MULLER et BUSSEMAKER<sup>2</sup>: c'est le second ouvrage auquel nous avons fait allusion. Il contient entre autres un rapport détaillé, mais inachevé, relatif aux recherches que Bakhuizen a faites, durant son exil, aux archives de Bruxelles et de Vienne. Ce rapport mérite véritablement le nom d'œuvre historique, parsemé, comme il est, de réflexions profondes ou même de dissertations, par

1. *Julie Simon, De levensroman van R. C. Bakhuizen van den Brink. Uit brieven en bescheiden tezamen gesteld door C. en M. Scharten-Antink.* Amsterdam, P. N. van Kampen en Zoon, 415 p., in-8°.

2. *R. C. Bakhuizen van den Brink, Studiën en Schetsen over Vaderlandsche Geschiedenis en Letteren. Vijfde deel.* 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1913, ix-529 p., in-8°.

exemple sur les origines ou sur la première partie de la guerre de quatre-vingts ans. Bakhuizen voyait les causes de la guerre plutôt dans les oppositions religieuses que dans l'esprit particulariste des petits États, dans leur désir de conserver leurs privilèges. Dans quelques autres articles de ce volume, Bakhuizen revient sur ce sujet; il le traite même à part dans un article spécial, malheureusement inachevé, comme le rapport même. Bakhuizen était tout rempli d'idées, concevait rapidement; mais la persévérance ne fut pas une de ses vertus.

M. Brom, ancien directeur de l'Institut historique néerlandais à Rome et qu'une mort prématurée vient d'enlever<sup>1</sup>, a eu le temps d'achever sa tâche, celle de recueillir dans les archives et bibliothèques de Rome tous les renseignements sur les Pays-Bas, en dehors de ceux qui concernent les artistes et les savants que d'autres doivent rassembler. Après avoir exploré les grandes collections des archives et de la bibliothèque du Vatican qu'il a décrites en deux volumes, estimés à juste titre, il a visité une cinquantaine d'autres dépôts de la Ville-Eternelle. Il les passe en revue dans l'introduction de son troisième volume<sup>2</sup>; il y a là des renseignements qui seront utiles à tous les travailleurs, se livrant à des études diverses. C'est ainsi que de l'introduction aux volumes précédents il a été possible de tirer un véritable guide aux archives et à la bibliothèque du Vatican. D'une dizaine de ces dépôts, M. Brom a tiré des documents curieux sur l'histoire néerlandaise; il les décrit par ordre de dépôts et par ordre chronologique. Ces documents se rapportent à l'histoire de l'Église, particulièrement au jansénisme, à l'histoire politique, militaire et coloniale. Dans la bibliothèque Chigi, où il a eu la bonne fortune d'être admis, il a trouvé la correspondance de Fabio Chigi — le futur pape Alexandre VII — internonce à Cologne de 1639 à 1651 et chargé en cette qualité d'une surveillance sur la Hollande. Chigi a aussi représenté le pape au congrès de Wesphalie et sa correspondance de 1643 à 1648, dont on nous donne en appendice des extraits nombreux en une centaine de pages, nous fait connaître la politique pontificale à ce congrès; c'est dire l'importance de ce volume pour l'histoire générale de l'Europe. Comme il est regrettable que M. Brom n'ait pu lui-même mettre en œuvre ces documents et accomplir les travaux qu'il avait conçus!

C'est grand profit pour l'histoire du moyen âge que M. MULLER,

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXX, p. 237.

2. Gisbert Brom, *Archivalia in Italië belangrijk voor de geschiedenis van Nederland*, III. Rome, Overige bibliotheken en archieven. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1914, LXXXVIII-732 p., in-8° (*'s Rijks Geschiedkundige Publicatiën*, kleine serie, n° 14).



le zélé archiviste d'Utrecht, ait réuni en un second volume<sup>1</sup> des articles qu'il avait publiés en diverses revues. Une étude, celle sur Jan van Nassau, concerne l'histoire politique de la seconde moitié du xiii<sup>e</sup> siècle; les autres sont relatives, pour la plupart, à l'histoire sociale de l'évêché d'Utrecht. Chacune, appuyée sur quelque trouvaille aux archives, est une dissertation bien menée, un véritable petit chef-d'œuvre; celle sur les *Leviendalers* éveille, par son charme intime, le souvenir de telle page de Balzac. Les deux derniers articles embrassent un plus vaste horizon; l'un expose la situation ecclésiastique aux Pays-Bas dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, d'après des enquêtes de l'époque; l'autre, intitulé : *Fin de siècle*, expose comment s'accomplit dans les Pays-Bas, plus tardivement au nord qu'au sud, la transition du moyen âge aux temps modernes. Peut-être M. Muller a-t-il exagéré le rôle des réfugiés belges dans l'évolution qui s'accomplit aux Pays-Bas à la fin de ce xvi<sup>e</sup> siècle qu'il considère.

Comme M. Muller, M. COLENBRANDER a réuni en deux volumes une série d'essais et il leur a donné le titre : *Histoire et vie*<sup>2</sup>. Le premier volume s'ouvre par le bel article : les Pays-Bas et la maison d'Orange, qui montre le lien indissoluble attachant le pays à cette dynastie; on y remarque aussi l'importante étude sur Gijsbert Karel van Hogendorp en ses années de maturité, suite du travail de Fruin sur la jeunesse de cet homme d'État. Le second volume est consacré tout entier à l'histoire néerlandaise du xix<sup>e</sup> siècle qui pendant longtemps a été négligée. Les événements de 1813 qui donnèrent la royauté à la maison d'Orange, la jeunesse de Thorbecke, la révolution pacifique de 1848 qui a fait de la Hollande un état libéral, le développement politique des Néerlandais il y a cent ans et aujourd'hui : autant d'articles remarquables sur l'histoire contemporaine et qui justifie le second titre : *Vie*, donné à ces volumes.

M. Waller ZEPER, qui a fait ses études à l'École des chartes de Paris, a écrit un volumineux ouvrage<sup>3</sup> sur Jean de Beaumont, le vaillant chevalier de la maison d'Avesne. Il l'a divisé en trois parties. Dans la première, qui va jusqu'en 1327, il étudie les années d'apprentissage de son héros et son expédition en Angleterre en 1326 pour venir au secours de la reine Isabelle. Dans la seconde et

1. S. Muller Fz., *Schetsen uit de Middeleeuwen*. Tweede Bundel. Amsterdam, van Looy, 1914, in-8°.

2. U. T. Colenbrander, *Historie en Leven*. Eerste en tweede deel. Amsterdam, P. N. van Kampen en Zoon, 1915, 267 et 251 p., in-8°.

3. Dr S. A. Waller Zeper, *Jan van Henegouwen, heer van Beaumont*. Bijdrage tot de geschiedenis der Nederlanden in de eerste helft der veertiende eeuw. 's Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1914, xxiii-541 p., in-8° (thèse de Leyde).

la troisième partie, il montre son rôle pendant la guerre de Cent ans; Beaumont est au début partisan de l'Angleterre et, à partir de 1345, partisan de la France; il assiste à la bataille de Crécy et M. Zeper en profite pour nous faire une narration détaillée de cette journée. Il y indique encore quelle part le chevalier prend à l'expédition en Frise en 1345 et aux troubles qui éclatent, après la mort du comte Guillaume IV, dans le Hainaut, la Hollande et la Zélande. En appendice, des tableaux généalogiques, 403 analyses de chartes tirées des archives de Mons, Bruxelles, Lille, Paris, des extraits de comptes, des cartes, dont l'une du champ de bataille de Crécy. Les recherches ont été étendues; mais M. Zeper lui-même indique, dans sa préface, le défaut capital de son œuvre: « Jean de Beaumont n'est pas un homme sur lequel on doit écrire un gros livre. » Et, de fait, l'homme disparaît dans l'infinie multitude des faits. Le cadre fait oublier le portrait, et ce cadre est souvent charmant, par exemple quand l'auteur, avec une grande science, nous décrit le costume des chevaliers au xv<sup>e</sup> siècle.

En 1543, Charles-Quint réunit à ses pays de par deçà le duché de Gueldre et il y institua une Cour, représentant le gouvernement central. Cette Cour entra en conflit avec la diète locale ou les États qui représentaient le particularisme. C'est ce conflit, d'abord latent, puis de plus en plus accentué de 1543 à 1566, dont M. ZIJP<sup>1</sup> nous fait le récit. Il s'est servi des archives de la Cour, qui sont fort bien conservées et qui ont été encore très peu explorées. Dans son premier livre, il fait un tableau de la situation politique et ecclésiastique de la Gueldre; dans le second, il expose les diverses phases du conflit. Il insiste surtout sur les affaires religieuses, ce qui est son droit. Pourtant, il ne faudrait pas en conclure que ce sont des causes religieuses qui ont finalement poussé les Gueldrois à la révolte. Avant de se prononcer, il faudrait poursuivre les recherches de M. Zijp sur la période de 1566 à 1576; à cette dernière date, les habitants du pays se rangèrent définitivement aux côtés de la Hollande et de la Zélande, insurgées depuis 1572. Le travail de M. Zijp est un travail préparatoire qui mérite des éloges.

M. Zijp s'est servi, entre autres documents, de la correspondance de Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas, avec Charles de Brimeu, comte de Megen, gouverneur de Gueldre (1560-1567). C'est cette correspondance que M. VAN VEEN vient de publier<sup>2</sup>. Elle

1. A. Zijp, *De strijd tusschen de Staten van Gelderland en het Hof. 1543-1566*. Arnhem, S. Gouda Quint, 1913, xvi-227 p., in-8° (thèse d'Utrecht).

2. Dr S. J. van Veen, *Briefwisseling tusschen Margaretha van Parma en Charles de Brimeu, graaf van Megen*. Arnhem, S. Gouda Quint, 1914, xii-631 p., in-8° (*Werken uitgegeven door Gelre*, n° 11).

se trouve aux archives de la Cour de Gueldre et l'éditeur y a joint des lettres découvertes aux archives de Bruxelles et de Simancas. Il a annoté les missives avec soin soit au bas des pages, soit dans ses commentaires sur chacune d'elles. Dans ces documents, il est surtout question de conflits locaux; mais, en 1566 et 1567, Marguerite consulte le gouverneur sur la conduite à tenir en présence des troubles qui menacent; ce sont les lettres de ces années qui constituent plus de la moitié du volume et qui lui donnent son importance. Megen, personnage peu sympathique, poussait la gouvernante à suivre une politique sévère, tout en se tenant lui-même longtemps à l'écart. Il jugeait nécessaire l'institution d'un poste de gouverneur général qu'il paraît avoir convoité pour lui-même. Lui aussi, comme tant de nobles néerlandais de la même période, a surtout songé à ses intérêts personnels.

Jusqu'à présent, on n'a encore publié qu'une très faible partie des résolutions des États-Généraux des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, et il y a là une négligence coupable. Il en résulte que l'histoire de cette assemblée et son rôle dans les Pays-Bas sont fort mal connus. Au point de vue politique, cette histoire se divise en deux périodes, avant et après 1576. Dans la première période, les États, qui ont été convoqués pour la première fois vers 1463, sont dans une étroite dépendance du gouvernement; à partir de 1576, ils se réunissent de leur propre mouvement et alors commence l'évolution qui fera d'eux « les Hauts-Puissants », les représentants de la République des Provinces-Unies. La première période touche surtout les provinces du sud, la Belgique actuelle; dans la seconde période, l'intérêt se déplace et ce sont les provinces du nord, les Pays-Bas, qui sont surtout en jeu. Aussi s'explique-t-on que M. Pirenne, reprenant un projet formé il y a un demi-siècle par M. Gachard, ait proposé à la Commission royale d'histoire de Belgique de publier les actes des premiers États-Généraux, et que la Commission des publications historiques de Hollande ait décidé de publier les résolutions des États de 1576 à 1609. L'édition en a été confiée à l'auteur du présent Bulletin, et le tome I, se rapportant aux années 1576 et 1577<sup>1</sup>, vient de paraître. On a pris pour base de la publication le registre des résolutions du greffier qui l'a commencé au 1<sup>er</sup> octobre 1576, quelques jours après la réunion de l'Assemblée à Bruxelles; suivant les principes posés par la Commission, on n'a donné *in extenso* que les résolutions les plus importantes; les autres ont été simplement

1. Dr N. Japikse, *Resolutiën der Staten-Generaal van 1576-1609. Eerste deel: 1576-1577*. 's Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1915, LXX-678 p., in-4° ('s Rijks Geschiedkundige Publicatiën, n° 26).

analysées dans le texte ou en note; d'autres, qui n'intéressent pas l'histoire générale et ne traitent que d'intérêts privés — le nombre en est considérable — ont été omises. Les résolutions ont été divisées pour chaque année par ordre de matières : relations extérieures, guerre, moyens d'attaque et de défense, finances, gouvernement central, assemblée des États, etc., et chaque division comporte un certain nombre de subdivisions. Pour expliquer ces documents, parfois obscurs, l'éditeur a eu recours, suivant l'autorisation de la Commission, aux archives des États-Généraux, qui, pour la première période, sont malheureusement dispersées. Il a fait des recherches nombreuses aux dépôts tant de la Belgique que de la Hollande. Pour la Belgique, il n'avait qu'à suivre la voie indiquée par Gachard dans son ouvrage : *les Actes des États-Généraux de 1576 à 1585* (deux tomes qui conduisent à 1580 ont seuls paru). Dans la préface, il a rendu compte du résultat de ses recherches, donné l'indication des sources du tome I, raconté l'histoire de la convocation de 1576<sup>1</sup>; il a ajouté à la fin du volume des tables détaillées, entre autres la liste chronologique des résolutions. On lui permettra bien de souligner l'importance pour l'histoire des Pays-Bas de cette source qui a été trop longtemps négligée.

Le tome II de l'ouvrage de M. HUYBERS<sup>2</sup> sur don Juan d'Autriche a suivi sans trop de retard le premier, dont M. Bussemaker a rendu compte (*Rev. histor.*, t. CXV, p. 379). Il a les mêmes qualités et les mêmes défauts. La documentation est des plus sérieuses, et il faut approuver les directeurs de la fondation Nuyens qui ont décerné un prix à ce volume. Mais il faut bien avouer que l'auteur fait trop de digressions et déborde son sujet. Le jugement de M. Huybers sur le personnage est sévère; mais quiconque a suivi ses développements est obligé d'y souscrire : « Un caractère aussi passionné et en qui il était impossible de se fier ne pouvait s'acquérir aucune sympathie aux Pays-Bas. Ce fut un bonheur qu'en fait il n'y ait jamais exercé le gouvernement général... » Dès le début, le prince d'Orange a dit : « Ne vous fiez pas au gouverneur général espagnol. » De la façon la plus éclatante, l'histoire lui a donné raison. En l'envoyant dans les Pays-Bas, Philippe II a commis une de ses plus grandes erreurs. Ce tome II va des premières négociations de don Juan avec les États-Généraux à la conclusion de l'édit perpétuel (février 1577). Nous signalons les chapitres sur l'influence de l'An-

1. Voir pour ce sujet encore les *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis*, sér. V, t. III, p. 1 et suiv.

2. Dr Th. F. M. Huybers, *Don Juan van Oostenrijk*. Tweede deel. Amsterdam, E. van der Vecht, 1914, x-356 p., in-8°.

gleterre, sur la première Union de Bruxelles (janvier 1577). Les documents inédits publiés en appendice n'ont pas grande importance.

M. GEYL<sup>1</sup>, suivant l'exemple de son maître M. Blok, a visité les archives de Venise pour étudier les relations des ambassadeurs de la République à La Haye. Il s'est attaqué à la correspondance de Christofforo Suriano (1616-1623), et, d'après ses lettres et quelques autres documents, il a étudié l'œuvre de ce diplomate et l'histoire de la Hollande en ces années. M. Geyl a fait preuve d'esprit critique; il montre beaucoup de bon sens dans sa narration, et son livre se lit en général avec agrément; pourtant, le lecteur est un peu déçu; il n'apprend rien ou presque rien sur les grands événements de l'époque, notamment sur le conflit entre le prince Maurice et le conseiller-pensionnaire Oldenbarnevelt; en revanche, il tirera profit des détails sur les recrues que Suriano faisait pour la Sérénissime République et sur les vaisseaux qu'il affrétait pour les transporter.

Il suffit de signaler les tomes III et IV de la correspondance de Constantin HUYGENS éditée par M. Worp<sup>2</sup> et qui se rapportent aux années 1640-1644, 1644-1649; M. Bussemaker a indiqué l'intérêt et les qualités de cette publication (*Rev. histor.*, t. CXV, p. 381). Il a aussi déjà mentionné la publication du tome IV des actes des synodes particuliers de la Hollande méridionale par M. Knuttel<sup>3</sup> (*ibid.*, p. 382). Le tome qui vient de paraître embrasse les années 1673 à 1689.

Le tome IV de la correspondance inédite de Jean de Witt, dont M. FRUIN avait réuni les dossiers, se rapporte aux années 1670 à 1672<sup>4</sup>; ce sont les trois dernières du pensionnaire, qui périt le 20 août 1672. Comme la correspondance diplomatique de Jean de Witt avec les envoyés de la République, publiée au XVIII<sup>e</sup> siècle, s'arrêtait en 1668, on a compris dans ce volume les missives qu'il adressa depuis cette date, en qualité de ministre des Relations extérieures, à Pierre de Groot à Paris, Koenraad van Beuningen et

1. Dr P. C. A. Geyl, *Christofforo Suriano, resident van de Serenissime Republiek van Venetië in Den Haag 1616-1623*. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1913, xiv-395 p., in-8° (thèse de Leyde).

2. Dr J. Worp, *Briefwisseling van Constantijn Huygens*. Derde deel : 1640-1644. Vierde deel : 1644-1649. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1913 en 1914, xiv-546 p., xvi-548 p., in-4° (*'s Rijks Geschiedkundige Publicatiën*, n° 21 en 24).

3. Dr W. P. C. Knuttel, *Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland*. Vijfde deel : 1673-1686. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915, 638 p., in-8° (*'s Rijks Geschiedkundige Publicatiën*, kleine serie, n° 15).

4. *Brieven van Johan de Witt*. Vierde deel : 1670-1672, bewerkt door R. Fruin, uitgegeven door N. Japikse. Amsterdam, Johannes Muller, 1913, x-606 p., in-8° (*Werken uitgegeven door het Historisch Genootschap, gevestigd te Utrecht*, derde serie, n° 33).



Johan Boreel à Londres, à Corneille De Witt à Bruxelles. De Witt ne devina pas les dangers que créait à la Hollande l'union secrète de la France et de l'Angleterre, et sa politique extérieure, d'ordinaire si ferme, manqua de prévoyance. On trouvera dans ce volume des renseignements sur ses relations avec les régents de Hollande et des autres provinces, sur ses vaines tentatives d'arrêter l'ascendant de Guillaume d'Orange, sur ses rapports avec sa famille, sur ses spéculations financières. Dans le premier appendice, l'éditeur a ajouté quelques lettres découvertes depuis l'apparition des premiers volumes; dans un second, il a publié les lettres sur les mathématiques; car De Witt a pratiqué cette science dans sa jeunesse et elle lui était une distraction pendant ses vacances; il a composé un ouvrage sur les lignes courbes et fait en 1670 des calculs, pour les États de Hollande, sur le montant des rentes viagères qu'ont admirés plus tard les sociétés d'assurances sur la vie. Resterait à publier les lettres adressées à De Witt que M. Fruin a séparées de celles du pensionnaire. Mais la direction de la Société d'histoire d'Utrecht a décidé sans raison, ce semble, de donner la priorité à une autre publication qui comprendra plusieurs volumes.

Dans la publication : la Bibliothèque de l'histoire néerlandaise, l'auteur du présent Bulletin, qui a édité les derniers volumes de la correspondance de Jean De Witt, a donné une étude sur la personne et l'œuvre du grand pensionnaire<sup>1</sup>. Le volume est illustré de portraits, de fac-similés et d'estampes de l'époque. Nous nous bornons ici à signaler ce livre.

« Seul un prince que la postérité aurait réputé comme un tyran aurait réussi à tirer l'Espagne de l'abîme où elle se précipitait au XVII<sup>e</sup> siècle », telle est l'opinion qu'exprimait l'envoyé hollandais à Madrid, Koenraad van Heemskerk, vers 1680. Et tous ceux qui liront le tableau que M<sup>lle</sup> DROSSAERS trace de l'Espagne dans le premier chapitre de son livre sur les relations de ce pays avec les Pays-Bas de 1678 à 1684<sup>2</sup> s'associeront à ce jugement. Ce tableau a été tracé d'après des documents sûrs, principalement d'origine espagnole. Suivent trois chapitres qui exposent les négociations elles-mêmes, d'après la correspondance de Heemskerk et d'autres pièces tirées des archives de La Haye et d'après la correspondance de Castel Moncayo, ambassadeur d'Espagne près des États-Généraux, qui se

1. *Johan De Witt*, door D<sup>r</sup> N. Japikse. Amsterdam, Meulenhoff et C<sup>e</sup>, 1915, VIII-358 p., in-8° (*Nederlandsche Historische Bibliotheek*, n° IX).

2. D<sup>r</sup> S. W. A. Drossaers, *Diplomatieke Betrekkingen tusschen Spanje en de Republiek der Vereenigde Nederlanden, 1678-1684*. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915, VIII-172 p., in-8° (thèse de Leyde).

trouve aux archives générales de Bruxelles. L'exposé est exact, mais un peu monotone; il nous fait connaître quelques détails, mais manque de perspective. On ne devine pas, en lisant le volume, que se prépare la lutte pour l'équilibre européen; on ne voit pas la différence entre la grande politique de Guillaume II et celle des régents d'Amsterdam, ne songeant qu'à leurs intérêts commerciaux.

Simon von Slingelandt est un des rares hommes d'État des Pays-Bas au XVIII<sup>e</sup> siècle qui ait acquis quelque réputation. Secrétaire du Conseil d'État, trésorier général de l'Union, conseiller-pensionnaire de la Hollande, il a eu un rôle important qui n'a pas encore été mis en lumière. M. GOSLINGA<sup>1</sup> veut étudier son œuvre diplomatique à partir de 1727, où il fut nommé, à l'âge de soixante-trois ans, pensionnaire; il a fait de minutieuses recherches aux archives de Londres, Paris et La Haye. Son tome I — l'ouvrage est écrit en anglais — est un travail préparatoire. Il nous donne une biographie de Slingelandt, un aperçu de la situation politique de l'Europe et de la politique extérieure de la République de 1713 à 1727, jusqu'au traité de Séville, aux négociations duquel Slingelandt fut mêlé directement. Sa conclusion est que la politique des Pays-Bas n'était pas rivée aussi étroitement à celle de l'Angleterre qu'on se plaît à le dire; la Hollande n'était pas cette barque naviguant dans le sillage des vaisseaux anglais. Avant de se prononcer sur cette thèse, il faut attendre l'apparition du second volume, qui, espérons-le, paraîtra bientôt; dès à présent, il nous est permis de dire que l'ouvrage est d'érudition solide.

Voici un troisième livre sur l'histoire diplomatique. M<sup>lle</sup> KALSHOVEN<sup>2</sup> a étudié, d'après les archives de Londres et de La Haye, les relations entre les Pays-Bas et l'Angleterre de 1747 à 1756. Mêmes qualités chez elle et aussi mêmes défauts que chez M<sup>lle</sup> Drossaers. Le volume eut gagné en intérêt, si elle avait bien mis en lumière la formation du parti de la neutralité qui triompha, lorsqu'en 1756, à l'instance de la Hollande, les États-Généraux résolurent de se tenir à l'écart de la guerre, qui sera la guerre de Sept ans. Cette résolution s'explique par la situation intérieure de la République, par l'alliance de l'Autriche et de la France qui, de ce jour, cesse de menacer la Belgique, enfin par l'ascendant économique de l'Angleterre.

Avant de mourir, M. BUSSEMAKER<sup>3</sup> a pu finir la publication de

1. A. Goslinga, *Slingelandt's efforts towards European peace. Part I: The Hague*. Mart. Nijhoff, 1915, 388-xxiv p., in-8° (thèse de Leyde).

2. Dr A. Kalshoven, *De Diplomatieke Verhouding tusschen Engeland en de Republiek der Vereen. Nederlanden 1747-1756*. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915, x-268 p., in-8° (thèse de Leyde).

3. *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*.

la quatrième série des archives de la maison d'Orange-Nassau. Ce volume, le dernier de la série, embrasse les années 1759-1766, c'est-à-dire la minorité du stadhouder Guillaume V. Ces pièces, à quelques exceptions près, proviennent des archives de la famille Bentinck, conservées aux Archives royales de La Haye. Sur une grande partie de ces lettres, le comte Willem Bentinck avait mis des annotations sur divers sujets, notamment sur les délibérations des États de Hollande auxquelles il avait pris part; M. Bussemaker les a reproduites de préférence aux notes jadis recueillies par Groen van Prinsterer et il paraît avoir eu raison. La publication contient en outre une excellente préface et une table commune aux quatre volumes de la série. La minorité de Guillaume V constitue une période fort triste dans l'histoire des Pays-Bas; tout gouvernement central fait défaut. L'envoyé français, d'Affry, parle de l'anarchie aux États-Généraux; le bourgmestre d'Amsterdam, Corneille Hop, réclame un plan de conduite pour la République. Les hommes d'État n'ont pas su maintenir la politique de neutralité inaugurée en 1756, et pourtant ni Bentinck, l'un des acteurs de la révolution de 1747, ni le prince Louis de Brunswick, dont le rôle a été exagéré, ni le conseiller-pensionnaire, pauvre homme après tout, n'étaient capables de guider avec fermeté la République dans une voie nouvelle. On eut ainsi un parti de l'ancien système d'alliance étroite avec l'Angleterre, un autre parti cherchant l'alliance avec la France. Mais une nouvelle période va commencer, à laquelle se rapporte la cinquième série de cette publication (cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 383).

Un quatrième volume s'est ajouté à l'ouvrage consacré au centenaire de 1813 et dirigé par M. KOOLEMANS-BEYENEN<sup>1</sup>, et aussi un fascicule à part contenant les tables. M. Bussemaker a fort bien jugé le travail et il suffira de renvoyer à son jugement (*Rev. histor.*, t. CXV, p. 385). Sans doute, on trouve dans le volume les détails les plus précis sur les événements de 1813, sur le soulèvement de telle province ou de telle ville; mais l'unité de composition et de vues lui fait défaut, et les articles sont de longueur et de valeur très inégale.

Quiconque voudra connaître de façon nette l'histoire de la chute de la domination napoléonienne dans les Pays-Bas lira le volume que M. COLENBRANDER<sup>2</sup> a publié sous le titre : *Incorporation*

4<sup>e</sup> série, publiée par Th. Bussemaker, t. IV : 1759-1766. Leyde, A. W. Sijthoff, 1914, xii-615 p., in-8°.

1. *Historisch Gedenboek der herstelling van Neerlands onafhankelijkheid in 1813*, onder leiding van G. J. W. Koolmans-Beynen. Haarlem, de erven F. Bohn, 1913. Vierde deel, viii-621 p.; Registers, 65 p., in-8°.

2. Dr H. T. Colenbrander, *Inlijving en Opstand*. Amsterdam, Meulenhoff et C<sup>e</sup>, 1913, 320 p. (*Nederlandache Historische Bibliotheek*, VIII).

et soulèvement. Ce volume, comme le titre l'indique, se divise en deux parties. Dans la première, l'auteur étudie l'incorporation de la Hollande dans l'Empire, les nouveaux règlements sur le gouvernement, la situation matérielle et morale et l'ensemble des événements politiques. Il a montré les maux que la domination française a causés au pays, sa ruine économique, conséquence du blocus continental; mais, avec une louable impartialité, il a aussi indiqué les bienfaits que les Hollandais doivent au régime français, qui, en leur donnant une bonne administration, consolida l'œuvre d'unification. La deuxième partie ne se compose que d'un chapitre, qui est vraiment captivant; on le lit tout d'une traite avec une attention soutenue. M. Colenbrander expose tour à tour comment le soulèvement est préparé par van Hogendorp et ses partisans, comment il éclata d'abord à Amsterdam, puis à La Haye, comment le gouvernement provisoire fut constitué dans cette dernière ville (21 novembre), quelle fut l'attitude du prince d'Orange et des grandes puissances et comment, finalement, la souveraineté fut donnée à la maison d'Orange. L'auteur a fort bien mis en œuvre les matériaux que lui-même avait recueillis, particulièrement dans le tome VI de ses documents sur l'histoire des Pays-Bas de 1795 à 1840.

A cette publication, il vient d'ajouter un tome VII et la première partie du tome VIII. Le premier<sup>1</sup> conduit du 21 novembre 1813 à 1815. M. Colenbrander avait déjà réuni, il y a quelques années, les documents de cette période se rapportant aux constitutions de 1814 et de 1815; voilà pourquoi il a pu enfermer en un seul volume les autres qu'il a tirés des archives publiques de Londres, Paris, Berlin, Vienne, La Haye, et de quelques dépôts privés de Hollande. Il a mis en tête du volume une bonne introduction, a enrichi sa publication de notes explicatives sur les personnes et les choses; puis, au dernier moment, il a ajouté en appendice quelques documents provenant de Saint-Pétersbourg et de Stockholm, dont il a visité les archives au printemps de 1914. Ce sont surtout les documents anglais et néerlandais qui sont instructifs. Ils expliquent la réunion de la Belgique et de la Hollande en 1814. Cette réunion a été surtout voulue par l'Angleterre; il semble que les Hollandais s'en souciaient assez médiocrement. Eux qui aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles discutaient avec tant de passion le moindre fait politique laissèrent faire le prince souverain. La Belgique, elle, se montra mécontente dès le premier jour et l'opposition des catholiques belges prouva la fragilité de ce nouveau royaume.

1. D<sup>r</sup> H. T. Colenbrander, *Gedenkstukken der Algemeene Geschiedenis van Nederland van 1795-1840. Zevende deel : 1813-1815*. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1914, in-4°.

La première partie du tome VIII<sup>1</sup> va de 1815 à 1824 ; les documents sont de même origine que ceux du volume précédent, sauf qu'il n'y a aucune pièce de Stockholm et qu'on a réservé pour la seconde partie les documents d'origine néerlandaise. Nous aurons à revenir sur ce volume quand il sera achevé.

L'un des principaux hommes d'État néerlandais, Anton-Reinhard FALCK, a laissé des mémoires dont le manuscrit a été acquis par le gouvernement néerlandais il y a trois ans. M. COLENBRANDER<sup>2</sup> les a publiés à peu près in extenso, y ajoutant d'autres documents provenant de la famille Falck. Ces mémoires présentent un vif intérêt même pour l'histoire générale de l'Europe. Falck, après avoir étudié en Hollande et en Allemagne, commença sa carrière sous le roi Louis-Napoléon ; il la poursuivit sous le roi Guillaume I<sup>er</sup>, avec lequel le soulèvement de 1813 l'avait mis en rapport. Il fut secrétaire d'ambassade en Espagne en 1802, secrétaire du prince souverain à Paris en 1814, envoyé au Congrès de Vienne de 1819 à 1820, ambassadeur à Londres de 1823 à 1832, à Bruxelles en 1839. C'est un écrivain de talent qui ne fatigue pas son lecteur. Sur l'Espagne, sur Paris en 1802, sur Metternich, sur Canning, il donne de piquantes anecdotes. Très simple, dépourvu de toute morgue, Falck plaisait par sa bonhomie ; mais il reconnaît lui-même que l'initiative lui faisait défaut ; et ce défaut entraîna de graves conséquences lors de l'ambassade de Londres. Les mémoires s'arrêtent en 1832 ; dans l'appendice, l'éditeur publie la correspondance de Falck pendant l'ambassade de Bruxelles en 1839.

Joan Melchior Kemper est un homme d'État de la même génération. A la demande de la famille et sur les documents fournis par elle, M<sup>lle</sup> NABER<sup>3</sup> vient de publier sa biographie. Mais elle n'a pas fait preuve d'esprit critique suffisant ; elle exagère la part de Kemper dans les événements de 1813 et n'a point compris le vrai dessein de van Hogendorp.

Le centenaire de 1813 a fait éclore encore d'autres livres célébrant le développement des Pays-Bas de 1813 à 1913. Qu'on nous permette de signaler deux d'entre eux qui sont l'œuvre collective de plusieurs écrivains. L'un, sous la direction de M. FABIVS<sup>4</sup>, traite de

1. Dr H. T. Colenbrander, *Idem*. Achtste deel, eerste stuk : 1815-1824. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915, xxxv-711 p., in-4°.

2. Dr H. T. Colenbrander, *Gedenkschriften van Anton Reinhard Falck*. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915, xxv-796 p., in-8° (*'s Rijks Geschiedkundige Publicatiën*, kleine serie, n° 13).

3. J. A. W. Naber, *Joan Melchior Kemper, 1776-1824*. Haarlem, H. D. Tjeenk Willink en Zoon, 1913, 250 p., in-8°.

4. *'t Herstelde Nederland. Zijn Opleven en Bloei na 1813*, door verschillend



l'histoire générale du royaume; des chapitres sont consacrés à l'histoire politique et sociale, à l'instruction publique, à l'armée, la marine, l'Église, aux diverses provinces. Le second, entrepris par des catholiques, ayant M. LOOYMANS<sup>1</sup> comme secrétaire, met surtout en lumière le développement du catholicisme. Et, certes, qui compare la situation en 1813 et en 1913 verra quel chemin les catholiques ont parcouru et mesurera leurs progrès. Le livre est dominé par la grande figure de Mgr Schæpmann; signalons encore les pages consacrées à Mgr Hamer, qui mourut martyr en Chine.

Voici, pour finir, quelques ouvrages sur des sujets spéciaux. M. POSTHUMUS nous a donné le tome IV des documents sur l'industrie textile à Leyde<sup>2</sup>. Le volume embrasse les années 1611 à 1650 et il nous montre comment l'industrie des draps fins, commencée en 1613, finit par l'emporter sur celle des autres tissus. De nombreux documents nous prouvent la formation d'une classe de grands industriels bien différents des drapiers de la période antérieure. Reste, à l'aide de ces documents, à écrire l'histoire de l'industrie textile en Hollande; quel historien voudra entreprendre cette tâche?

M. SMIT<sup>3</sup> nous a exposé les origines du commerce à Amsterdam à l'aide de documents inédits trouvés aux archives de la ville et qui jettent sur la question un jour nouveau. Les marchands d'Amsterdam, dans la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, se sont rendus à Hambourg pour y acheter de la bière, puis ils ont étendu leurs relations plus loin sur les côtes de la Baltique. M. Smit a suivi ces progrès jusqu'en 1441, date où Amsterdam, à la tête des villes de Hollande, a remporté sa première victoire sur les villes hanséatiques. C'est un ouvrage très solide, d'où nous souhaiterions voir disparaître quelques considérations inutiles et erronées, ce semble, sur les querelles intestines en Hollande au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle.

Willem Usselinx, né à Anvers en 1567, réfugié en Hollande pour conserver sa foi calviniste, était un de ces marchands aventuriers qui, vers 1600, ont contribué au grand mouvement commercial et

Modewerkers onder leiding van gen. maj. A. N. J. Fabius. Amsterdam, P. N. van Kampen en Zoon, 1913, in-8°.

1. *Het Katholiek Nederland van 1813-1913*. Ter blijde herinnering aan het eeuwfeest onzer onafhankelijkheid, uitgegeven onder leiding van M. J. A. Loeff, voorzitter, Jos. Looymans, S. J., secretaris. Nijmegen, G. Malmberg, 1913. Eerste en Tweede deel, xvi-446 et 384 p., in-4°.

2. Mr. N. W. Posthumus, *Bronnen tot de geschiedenis der Leidsche Textielnijverheid*. Vierde deel : 1611-1650. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1914, xviii-621 p., in-4° ('s Rijks Geschiedkundige Publicatiën, n° 22).

3. Dr H. J. Smit, *De Opkomst van den handel van Amsterdam. Onderzoekingen naar de economische ontwikkeling der stad tot 1441*. Amsterdam, A. H. Kruyt, 1914, 318 p., in-8°.

colonial. A l'inverse de Balthasar de Moucheron et d'Isaac le Maire, il était moins homme d'action qu'homme de propagande. Il essaya de fonder une grande Compagnie des Indes orientales; il rêvait d'un vaste empire hollandais-calviniste en Amérique; il répandait ses idées, qui ont des allures toutes modernes, dans nombre de mémoires et de brochures. En Hollande, on ne se laissa pas convaincre; ce qu'il demandait dépassait les forces d'un petit État. La Compagnie des Indes occidentales créée en 1621 ne ressemblait guère à l'idéal d'Usselinx. Il finit par quitter la Hollande et alla exposer ses projets en Suède, en Allemagne, en France. Après M. Franklin Jameson, M<sup>me</sup> LIGTENBERG<sup>1</sup> a composé sur lui un livre érudit, précis et clair, que nous ne saurions assez recommander aux étudiants de Hollande qui s'occupent d'histoire économique et commerciale. Parmi les documents inédits que contiennent les appendices, signalons les lettres d'Usselinx à Oxenstierna et « une briefve déclaration de la principale cause qui m'a esmeu de venir en France ».

M. EEKHOF<sup>2</sup> a écrit une étude touffue, mais solide et intéressante, sur l'histoire de l'Église réformée dans la Nouvelle-Hollande de 1624 à 1664, date où le pays fut incorporé à l'État de New-York. Il a fouillé les archives de la Hollande et des États-Unis. Il a mis à profit les archives coloniales d'Albany qu'un incendie a détruites; ce qui donne aux renseignements qu'il en a tirés une valeur exceptionnelle.

Parmi les récits de voyages publiés ou réédités par la société Linschoten, nous mentionnons celui de LINSCHOTEN lui-même, qui, après tant d'autres, chercha le passage en Chine par les mers du Nord (1594 à 1595) — il a été édité par M. L'HONORÉ NABER<sup>3</sup> — et celui de Corneille HOUTMAN, qui se rendit aux Indes orientales par le cap de Bonne-Espérance; le premier volume seul a paru. Chacune de ces publications est précédée d'une introduction véritablement scientifique, excellentes études sur l'histoire coloniale néerlandaise<sup>4</sup>.

1. Dr C. Ligtenberg, *Willem Usselinx*. Utrecht, A. W. Oosthoek, 1915, 237-CCXXII p., in-8° (*Utrechtsche Bijdragen voor Letterkunde en Geschiedenis*, n° IX).

2. Dr A. Eekhof, *De hervormde Kerk in Noord-Amerika (1624-1664)*. Eerste en tweede deel. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1913, 267 et 204-CLVIII p., in-8°.

3. S. P. L'Honoré Naber, *Reizen van Jan Huyghen van Linschoten naar het Noorden (1594-1595)*. Met 16 kaarten en platen. 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1914 (*Werken, uitgegeven door de Linschotes-Vereeniging*, VIII).

4. G. P. Rouffaer et J. W. Yzerman, *De eerste schipvaart der Nederlanders naar Oost-Indië onder Cornelis de Houtman, 1595-1597. I : D'eerste boeck van Willem Lodewijcksz.* 's Gravenhage, Mart. Nijhoff, 1915 (*Werken uitgegeven door de Linschoten-Vereeniging*, VII).

M. MOLHUYSEN<sup>1</sup> a publié le tome I des sources de l'histoire de l'Université de Leyde. Il comprend, année après année, de 1575 à 1609, les actes du Sénat et les résolutions du collège des curateurs. L'intérêt de l'Université de Leyde ne se limite pas aux Pays-Bas; aussi faut-il attirer sur ce volume l'attention des étudiants de tous les pays. L'éditeur dit fort justement dans son introduction que l'histoire de cette Université est « un important fragment de l'histoire de la civilisation en Europe aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ».

A l'occasion de son soixantième anniversaire, les étudiants des Pays-Bas ont offert à M. BREDIUS<sup>2</sup>, le plus éminent des historiens de l'art, un volume comprenant une trentaine d'articles et plus de cent planches. Il ne faut pas s'étonner si huit de ces articles sont consacrés à Rembrandt (citons ceux de Schmidt DEGENER : Rembrandt et Homère; HOFSTEDE DE GROOT : l'enseignement de Rembrandt à ses élèves; LUCHT : les représentations d'Amsterdam dans les dessins de Rembrandt; VETH : développement d'un motif chez Rembrandt). Parmi les autres articles, mentionnons celui de VAN GELDER, histoire d'une fabrique de céramique à La Haye; ceux de HARTOG et SCHEURLEER sur la musique, d'ORBAAN et HOOGWERFF sur les artistes néerlandais à Rome, de VAN RIEMSDIJK sur un tableau de Torrentius. Livre digne de l'homme à qui ses amis et admirateurs l'ont dédié pour le remercier des services éminents rendus à l'histoire de l'art néerlandais<sup>3</sup>.

N. JAPIKSE.

1. Dr P. C. Molhuysen, *Bronnen tot de Geschiedenis der Leidsche Universiteit*. Eerste deel : 1574-7 Febr. 1610, xviii-185-506\* p., in-4° ('s Rijks Geschiedkundige Publicatiën, n° 20).

2. *Feest-Bundel Dr Abraham Bredius aangeloden den achttienden April 1915*. Amsterdam, Gebrueders Binger (1915). I : *Opstellen*, xii-315 p.; II : *Afbeeldingen*, 105 p., in-4°.

3. Ce bulletin a été écrit au mois d'octobre 1915. Comme nous l'avions supposé (voir plus haut, p. 345) le quatrième volume de la nouvelle édition de l'histoire du peuple néerlandais de M. Blok a été publié en décembre; l'ouvrage est donc maintenant terminé.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

E. PHILIPON. *Les Parlers de la comté de Bourgogne aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles* (extrait de la *Romania*, t. XLIII, 1914, p. 495-559).

M. Philipon a jugé très sagement que les copies des cartulaires ne présentaient pas assez de garanties de fidélité pour fournir, à elles seules, une base suffisamment ferme à l'étude des anciens parlers d'une province; il a voulu employer des chartes originales. Celles qu'il a utilisées forment un recueil de trente-cinq pièces, placé en tête de son article. La plus ancienne date de 1227; la plus récente de 1331<sup>1</sup>.

Sans doute, l'auteur a mis beaucoup de soin à effectuer la transcription de ces documents. Cependant, en ce qui concerne les noms propres, j'ai relevé quelques inexactitudes.

Au lieu de « Saisson delz Vieverges » (p. 511), je crois qu'il faut lire « Saisson de lez Vieverges », en supposant une abréviation, s'il y a lieu. Cette expression désigne Soissons, village qui est voisin de celui de Vielverge, au point que les maisons des deux localités ne forment qu'une seule agglomération<sup>2</sup>. Il s'agit de Soissons, près de (de lez) Vielverge.

Il semble que le nom du prieur de Port-sur-Saône<sup>3</sup>, mentionné dans une charte de 1310 (p. 504), soit « Hugon de Mimerey » et non pas « Hugon de Munerey ». *Munerey* n'existe pas dans la toponymie franc-comtoise. *Mimerey* est le nom ancien de deux villages du département du Jura, appelés aujourd'hui Montmirey-le-Château et Montmirey-la-Ville<sup>4</sup>.

Nous trouvons, dans une charte de 1292 (p. 510), le nom d'« Odot d'Argilley, seigneur d'Anneler ». Il faut lire « Auveler » et identifier le village ainsi désigné à Auvillers-sur-Saône (Côte-d'Or, arr. de

1. Cette pièce est datée comme il suit : « L'am Nostre Seigneur corrant per mil trois cenx et trante, le xxiiii<sup>e</sup> jour dou mois de mars a hore d'environ tierce » (p. 517). Elle a été rédigée par un notaire de l'officialité de Besançon qui a dû employer le style de Pâques, en usage au diocèse de Besançon.

2. M. Philipon a exactement identifié « Saisson » à Soissons (Côte-d'Or, arr. de Dijon, cant. de Pontailler). Il n'a pas localisé « Vieverges ».

3. Haute-Saône, arr. de Vesoul, chef-lieu de canton.

4. Montmirey-le-Château, Jura, arr. de Dôle, chef-lieu de canton. Montmirey-la-Ville, cant. de Montmirey-le-Château. Voir Rousset, *Dictionnaire géographique, historique et statistique des communes de la Franche-Comté, département du Jura*, t. IV, p. 322, 327.

Beaune, cant. de Seurre). Le personnage dont il s'agit, Odot d'Argilly, seigneur d'Auvillers, est connu<sup>1</sup>. Les localités mentionnées dans la même pièce sont peu éloignées d'Auvillers. L'une, « Nores », est aujourd'hui le Petit-Noir (Jura, arr. de Dôle, cant. de Chemin)<sup>2</sup>; l'autre, « Choleres », est Chouillère (Saône-et-Loire, arr. de Louhans, cant. de Pierre-en-Bresse, comm. de Mouthier-en-Bresse)<sup>3</sup>.

Dans un acte du 2 avril 1263 (p. 523), « Blanche, dame de Biavinel », est citée comme fille du comte Jean de Chalon. La généalogie des Chalon — c'est-à-dire de la branche cadette de la maison comtale de Bourgogne — est bien connue. On sait que Jean de Chalon eut une fille, nommée Blanche, qui épousa en premières noces Guichard de Beaujeu et en secondes noces Béraud de Mercœur. Si l'auteur s'en était informé, il aurait lu « Biaujuel » au lieu de « Biavinel ». L'abbé Guillaume, qui a publié<sup>4</sup>, en 1756, la charte que réédite M. Philippon, ne s'y était pas trompé.

Le même abbé Guillaume<sup>5</sup>, s'il avait été consulté, aurait pu mettre en garde M. Philippon contre une autre erreur, de moindre importance, qu'il a commise en transcrivant la même pièce. Le savant philologue écrit : « Hugonim, Mengetot et Girart Chambier de Salins ». Il n'y a là que deux individus : Hugonin Mangerot (de qui le nom de famille est écrit, sans doute, « Mengerot » dans l'original) et Girard Chambier. Tous deux appartenaient à des familles considérables de Salins, dont les généalogies ont été publiées<sup>6</sup>.

M. Philippon n'a identifié qu'une partie des localités mentionnées dans ces chartes qu'il a transcrites. Je ne sais quelle méthode il a suivie pour faire le choix, apparemment sévère, auquel il s'est tenu à cet égard. Je ne réclamerai pas en faveur des noms qu'il a négligés. Mais je crois devoir rectifier quelques méprises que le légitime crédit de l'auteur et de la *Romania* pourrait perpétuer.

Marguerite de Neuchâtel est dite « dame de La Roche » dans le testament de son frère, de l'an 1308 (p. 502). M. Philippon en conclut qu'elle était dame de Roche (Doubs, arr. de Besançon, cant. de Marchaux). Elle était, en réalité, dame (ou comtesse) de La Roche-en-Montagne<sup>7</sup> (Doubs, arr. de Montbéliard, cant. de Saint-Hippolyte, comm. de Chamesol).

Le « val de Melexeis » (p. 504) n'est pas la vallée de Melecey (Haute-Saône, arr. de Lure, cant. de Villersexel), mais celle de Melisey (Haute-Saône, même arr., ch.-l. de cant.), et le « val de Seurance »,

1. Courtépée, *Description générale et particulière du duché de Bourgogne*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, p. 480.

2. Rousset, *Dictionnaire*, t. V, p. 61.

3. Courtépée, *op. cit.*, t. III, p. 436.

4. *Histoire généalogique des sires de Salins*, t. I. Pr., p. 185.

5. *Ibid.*, t. I. Pr., p. 186.

6. *Ibid.*, t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 79, 172; 3<sup>e</sup> partie, p. 77.

7. Elle avait épousé Jean, comte de La Roche.



dont il est question dans le même passage, est la vallée de Servance (cant. de Melisey)<sup>1</sup>.

« Chestoillon, près de Besançon » (p. 515), est Châtillon-le-Duc (arr. de Besançon, cant. de Marchaux) et non pas Châtillon-sur-Lison, comme le croit M. Philipon. La prise de Châtillon-le-Duc et la capture de Hugues de Bourgogne, qui ont donné lieu au traité de 1331 publié par cet érudit, sont des événements dont les historiens franc-comtois ont parlé<sup>2</sup>.

Une brève note de M. Philipon tendrait à modifier, sur un point important, les données admises jusqu'ici quant à l'onomastique des régions de la France orientale. De ce que l'épithète « en Auxais » se trouve jointe, dans une charte de 1331 (p. 515), au nom de « Roigemont » (Rougemont-le-Château, territoire de Belfort, cant. de Fontaine), ce savant conclut à l'identité de l'Auxais et de l'Ajoie. « Auxais » < \* *Alisensis* (sous-entendu *pagus*), est, comme on le voit, dit-il, « le nom roman du territoire que les textes latins du moyen âge appellent du nom hybride d'*Alsegaudia*, l'« Ajoye », en allemand « *Elsgau* ».

Constatons d'abord que M. Philipon a très légitimement identifié « Roigemont en Auxais » à Rougemont-le-Château que nous trouvons nommé, en 1309, « Roigemont en Alsais<sup>3</sup> », et, en 1454, « Rougemont en l'Auxois<sup>4</sup> ».

Mais il est douteux que Rougemont-le-Château ait fait partie de l'Ajoie. Il n'appartenait ni au doyenné d'Ajoie, au diocèse de Besançon, ni au doyenné d'Elsgau, au diocèse de Bâle, mais bien au doyenné de Sundgau<sup>5</sup>. D'ailleurs, l'*Alsegaudia* avait déjà un nom roman : « Ajoie. » Pourquoi lui en donner un second ? En le lui donnant, M. Philipon dépouille l'Alsace de son appellation romane. Nous croyons fermement que les vins d'« Aussay » ou d'« Auxois », chantés par Henri d'Andely<sup>6</sup> et loués par Frois-

1. Finot, *les Sires de Faucogney*, p. 129, 282.

2. Gollut, *Mémoires historiques de la République séquanoise*, édit. Duvernoy, col. 687. Clerc, *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, t. II, p. 39-40.

3. Trouillat, *Monuments de l'évêché de Bâle*, t. III, p. 144.

4. Stoffel, *les Origines de l'annexion de la Haute-Alsace à la Bourgogne*, p. 91.

5. Voir Stoffel, *Dictionnaire topographique du département du Haut-Rhin*, p. 2, 15.

6. *Œuvres* de Henri d'Andely, publ. par Héron, p. 23, 27, 87, 88, 95. Legrand d'Aussy (*Fabliaux*, t. III, p. 42) croyait que ces vins étaient ceux de l'Auxois bourguignon. Il ne serait pas tombé dans cette erreur s'il avait lu avec attention les vers suivants de la *Bataille des vins* (102-112) :

« ... Saut en piez li vins d'Ausois,  
« Li bons vins gentiz et roiaus :  
« Espernay, trop es desloiaus !  
« Tu n'as droit de parler en cort.  
« Je sui cil qui la gent secort ;

sart<sup>1</sup>, étaient les vins d'Alsace. Les éditeurs des poèmes du moyen âge où l'Aussai ou Auxois est cité (*Floovant*, *Berte aus grans piés*, *Garin le Lohérain*, etc.) n'ont pas pensé que le pays ainsi désigné pouvait être l'Elsgau ou Ajoie.

Rodolphe de Habsbourg est appelé, dans la chronique dite de Bau-douin d'Avesnes, « Rodoufles li cuens des mons d'Ausai<sup>2</sup> », et dans les chroniques de Saint-Denis, « Raoul d'Aucoi<sup>3</sup> ». Ce prince était richement possessionné en Alsace ; il était landgrave de Haute-Alsace. Je ne vois pas pourquoi on lui aurait donné pour surnom le nom de l'Ajoie où il ne possédait que peu de chose, s'il y possédait quelque chose. Ce n'est que plus tard que la maison de Habsbourg acquit des domaines importants dans cette région, par héritage des comtes de Ferrette<sup>4</sup>.

Quand Guillaume de Nangis note que l'Austrasie « est maintenant apelée Aucois et en autre partie Lohorraine<sup>5</sup> », il est peu probable qu'il veuille dire que l'Austrasie s'est divisée en deux parties : l'Ajoie et la Lorraine. Philippe Mousket nomme « Tieri d'Ausai » le comte de Flandre Thierry d'Alsace<sup>6</sup>.

Le landgraviat de Haute-Alsace est appelé, dans les textes du xv<sup>e</sup> siècle, comté ou vicomté d'« Auxais<sup>7</sup> ».

Guillaume Tringant, en commentant le *Jouvencel*, rapporte que « monseigneur le Daulphin mist en subgection tout le plain d'Aussais, depuis Basle jusques a Strasbourg<sup>8</sup> ». La ville de Schletstadt<sup>9</sup> est dite « en la baillie d'Aulsay » dans une lettre de Charles VII de

« Entre moi et ma damoisele  
« Longue tonne de la Mosele,  
« Nous secorons les Alemanz,  
« Nous fesons trestoz noz commanz ;  
« Aus Coloingnois prenons l'argent  
« Dont nous repessons notre gent. »

Le vin qui « secourt » les Allemands, de concert avec le vin de la Moselle, et qui est acheté par les habitants de Cologne est vraisemblablement celui de l'Alsace et non celui de la Bourgogne.

1. *Chroniques*, édit. Luce, t. I, 2<sup>e</sup> partie, p. 49. — M. Huisman (*la Juridiction de la municipalité parisienne*, p. 129) a reconnu les vins d'Alsace dans les vins d'« Osoye » qui se vendaient, à Paris, au xv<sup>e</sup> siècle, et dont le commerce était soumis à des règles spéciales.

2. *Historiens de France*, t. XXI, p. 176.

3. *Ibid.*, p. 122, note 8.

4. Voir Stouff, *op. cit.*

5. Bibl. nat., ms. latin 5696, fol. 42 v<sup>o</sup>.

6. Édit. Reiffenberg, vers 17985.

7. Stouff, *les Possessions bourguignonnes dans la vallée du Rhin*, p. 75 ; du même, *Catherine de Bourgogne*, 2<sup>e</sup> partie, p. 81, 173, 186, note, 197, 207, 210, 217, 218, 222-224.

8. Édit. du *Jouvencel* par MM. Favre et Lecestre, t. II, p. 294.

9. Alsace, chef-lieu d'arrondissement.

1447<sup>1</sup>. D'après Monstrelet, les Écorcheurs, après être allés à Bâle, « se tirèrent ou pays d'Aussay, envers Franquefort<sup>2</sup> ».

Ces derniers textes suffisent à démontrer que l'Aussais n'était point l'Ajoie, mais l'Alsace.

Rougemont eût-il été compris, à une époque quelconque, dans le *pagus Alsegaudiensis*, il n'en était pas moins considéré, aux derniers siècles du moyen âge, comme situé en Alsace. Il était hors des frontières de la Bourgogne comtale. On l'appelait Rougemont « en Alemaigne<sup>3</sup> » pour le distinguer d'un autre Rougemont<sup>4</sup>, situé en Franche-Comté.

Je crois qu'il est inutile d'insister et que « Auxais » ou « Aussais » doit être tenu, comme par le passé, pour le nom roman vulgaire de l'Alsace.

Max PRINET.

---

A. DUSSERT. *Les États du Dauphiné aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*. Grenoble, Allier, 1915. In-8°, xix-371 pages (thèse pour le doctorat ès lettres de la Faculté des lettres de Grenoble<sup>5</sup>).

Voici, sous une apparence modeste, un livre important pour l'histoire de France. Les études sur les États provinciaux sont de celles qui apportent le plus de lumière sur le développement politique de notre pays et sur les caractères essentiels et profonds de l'ancien régime. Née pendant la guerre de Cent ans et à cause de la guerre, cette institution a eu, dans bon nombre de provinces du Domaine royal et dans les grands fiefs, une efficacité certaine pour la défense de la France contre l'étranger et de la société contre le brigandage militaire, pour la constitution de l'impôt et même pour la législation. Une fois terminée la guerre anglaise, les États provinciaux ont décliné. Ils ne se sont conservés qu'à la périphérie du royaume, dans les provinces les plus récemment acquises par la couronne ; sous Louis XIII et Louis XIV, ils ont subi une nouvelle diminution ; ils ont repris, quelques instants, un peu de vie à la veille de la Révolution, puis se sont éteints pour toujours. Pourquoi ces assemblées, dont il n'y a pas l'équivalent exact en Angleterre, ont-elles, dans le domaine

1. Tuetey, *les Écorcheurs sous Charles VII*, t. II, p. 154, 166.

2. Édit. Douët d'Arco, t. V, p. 349. — On a imprimé « Anssay » pour « Aussay ».

3. L. Viellard, *Documents et mémoire pour servir à l'histoire du territoire de Belfort*, p. 485 (charte d'Ulrich de Ferrette, du 26 décembre 1250).

4. Doubs, arr. de Baume-les-Dames, chef-lieu de canton.

5. L'ouvrage paraîtra dans le prochain *Bulletin de l'Académie delphinale*, qui en a assuré l'impression ; il aura une suite continuant l'histoire des États jusqu'à leur abolition de fait en 1628 et des Appendices et Tables.

même du roi, doublé les États-Généraux de Languedoil? Pourquoi ont-elles, comme les États-Généraux, avorté? Quel en était l'esprit? En quelle mesure s'y intéressait-on aux affaires générales de la France? Quels éléments y dominaient? Jusqu'à quel degré la population était-elle représentée et l'opinion publique était-elle exprimée? Ces questions intéressent directement l'histoire générale. Dans l'état actuel de la science, les réponses qu'on peut y faire sont presque toujours incomplètes ou peu satisfaisantes, soit que les documents n'aient pas été mis au jour, soit que les efforts faits pour les retrouver n'aient pu aboutir. En plusieurs provinces, les recherches n'ont pas encore été sérieusement commencées. En d'autres, elles n'ont permis qu'une esquisse incertaine.

Les États du Dauphiné, dont les annales, interrompues en 1628, recommencent et se terminent avec éclat en 1788, méritaient spécialement l'attention. Ils ont une physionomie originale. Ils ne ressemblent pas aux États du Centre, qui votent leur part de l'impôt général établi par les États de Languedoil; ni aux États de Languedoc, qui sont nés tardivement, par la volonté du roi; ni aux États des grands fiefs, qui sont sous la main d'un duc ou d'un comte. Le Dauphiné, depuis le moment où les Trois États commencent à se réunir jusqu'au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, appartient à la maison de France, mais ne fait pas partie du royaume; et, à côté du dauphin, on y voit des princes indépendants, qui ne reconnaissent que la souveraineté impériale. Les petites communautés rurales munies d'une charte sont extrêmement nombreuses, comme en Savoie et en Italie. L'histoire des réunions de Trois États, en un milieu si complexe, ne peut être pauvre d'intérêt, si l'on arrive à en réunir les éléments.

On pouvait craindre que les documents n'eussent disparu, par la négligence ou la mauvaise volonté des gens du roi, à la fin de l'ancien régime. Les recherches faites jusqu'ici<sup>1</sup> avaient eu de médiocres résultats. Celles de M. l'abbé A. Dussert en ont eu d'inespérés. Il a fait des découvertes qui laisseront sans doute à ses successeurs peu de chose à glaner. On regrette qu'il ne les ait pas mises en valeur dans son avant-propos. Personne assurément ne pourra lui reprocher de faire étalage de ses trouvailles. Il faut lire tout son livre et scruter ses notes pour s'apercevoir qu'il a mis la main sur des textes précieux : vingt-cinq procès-verbaux inédits et cinq cahiers de doléances pour la seule période de cent années qu'il a étudiée dans sa thèse.

La publication intégrale de ces documents, dont certains sont,

1. Les plus importantes sont dues à Fauché-Prunelle, auteur d'un livre consciencieux et neuf, mais confus, sur les *Anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes cottiennes briançonnaises* (1856-1857). — M. Delachenal a publié dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* de 1884 (3<sup>e</sup> série, t. XIX) des *Documents relatifs aux États de Dauphiné de 1438*, notamment un important procès-verbal dont nous reparlerons. Il insiste sur la dispersion et la rareté de ces textes.

paraît-il, fort longs, a fait reculer M. Dussert. Tout au moins aurait-il dû les décrire et définir la forme diplomatique des procès-verbaux. Si j'en juge par celui du 13 janvier 1437, le seul qu'il donne dans ses pièces justificatives, et aussi par celui du 18 mars 1438, que M. Delachenal avait publié dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, ces procès-verbaux étaient des actes notariés. Celui de 1438, par exemple, est un acte rédigé en forme de reconnaissance par Jean du Plâtre, secrétaire royal et delphinal et notaire public, sur la requête du procureur général du Dauphiné, parlant au nom du dauphin ; le procureur général des Trois États en a demandé un second exemplaire. Après l'invocation, la notification et la date, vient une relation détaillée et précise de la session (résumé du discours de l'ambassadeur royal demandant le subsidie ; réponse du procureur général des États ; liste des membres des Trois Ordres ; séance où on nomme une commission pour continuer la délibération ; concession d'un subsidie sous conditions) ; puis les clauses finales, la liste des témoins, le seing manuel et l'attestation du notaire. En 1437, la relation du notaire Jean de Vourey, plus brève, mais bien intéressante aussi, contient deux procès-verbaux, faits à la requête du procureur général des États : celui de la session générale et celui de la session des commissaires élus. Il faudra que M. Dussert publie tous les procès-verbaux inédits, complets ou fragmentaires, qu'il a trouvés. Au reste, il nous annonce quelque part dans une note qu'il compte donner une suite à son travail, et sans doute est-ce pour ce motif que sa thèse manque de table alphabétique. Prévenons le lecteur qu'il aura à chercher dans un des futurs volumes de l'Académie delphinale la continuation et le complément du présent livre.

Les États du Dauphiné, comme les autres assemblées des Trois États nées au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle, ont eu pour double origine la nécessité où se sont trouvés alors les princes d'augmenter leurs ressources, et la très puissante tradition, énergiquement défendue par l'Eglise, qui leur défendait en conscience de rien exiger de leurs sujets sans leur consentement, en dehors des charges établies par la coutume. M. Dussert a hésité à se servir d'une formule aussi simple, bien que certainement il y ait pensé, et son chapitre sur les origines est un peu embarrassé. Il a eu raison d'ailleurs d'insister sur les circonstances favorables et les antécédents : franchises des communautés domaniales, « élargissement de la cour féodale des dauphins », au temps d'Humbert II, par la convocation d'assemblées réunies en certaines circonstances graves. Ainsi, en 1338, le dauphin se proposa de réunir à Grenoble un « parlement et conseil général », composé de « nobles, prieurs, syndics et autres personnes », peut-être pour lui demander de l'argent ; la réunion fut contremandée. Dans les années suivantes, les nobles furent réunis à plusieurs reprises, tantôt avec les représentants des communautés domaniales, tantôt avec les prélats. Mais Humbert II, malgré ses perpétuels besoins d'argent, qui l'ame-



nèrent finalement à transporter le Dauphiné à la maison de France, ne fut pas le fondateur des assemblées des Trois États dauphinois. Aucun « parlement général » ne fut consulté au moment du transport.

Les États du Dauphiné commencent véritablement sous la domination française, et probablement à l'occasion du désastre de Poitiers. De 1357 à 1367, ils se constituent et les modalités du subside se fixent. Après la période de réaction monarchique correspondant aux succès du règne de Charles V et au gouvernement despotique des oncles de Charles VI, le rôle des États du Dauphiné devient de plus en plus important. Leur autonomie financière s'affirme. Ils exigent le redressement des abus, refusent à plusieurs reprises le subside. Ils prennent grand souci de la bonne administration de la province, veillent à sa défense, à son approvisionnement en vivres. Ils prouvent leur loyalisme par le « pur et libéral don » de sommes à peu près égales à celles que Charles VII leur demande pour combattre les Anglais.

Avec l'arrivée du dauphin Louis — le futur Louis XI — en Dauphiné, commence la décadence des États. Je goûte peu le « portrait » que M. Dussert trace de Louis XI. Il ne nous apprend rien de neuf et se sert de formules banales que je crois fausses. « Voyant plus loin que son temps », écrit M. Dussert, « il avait conçu le type du monarque absolu. » En réalité, par ses idées politiques et ses procédés, Louis XI ressemble de fort près aux souverains italiens de son temps. Si on veut bien le comprendre, il faut connaître l'Italie du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et lire la correspondance de Louis avec les Sforza. C'est le « prince » à la manière italienne; c'est un tyran. Il prend ses modèles au delà des Alpes et en aucune façon ne préfigure nos rois du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Mais il est vrai que ses goûts d'autorité jalouse et soupçonneuse ne pouvaient point s'accommoder des franchises dauphinoises, et M. Dussert dit avec raison que son séjour dans les Alpes, de 1447 à 1456, marque la « fin de l'indépendance politique dans la Principauté ». Les détails qu'il nous donne à ce sujet seront d'autant mieux accueillis que nous n'avons pas encore de livre concernant l'administration de Louis XI en Dauphiné. Deux élèves de l'École des chartes, Charavay et Marcel Thibault, l'avaient successivement étudiée d'après les sources<sup>1</sup>, mais sont morts sans publier leur travail. Le précieux catalogue d'actes édité par Pilot de Thorey et l'ouvrage de M. Dussert sont, jusqu'à nouvel ordre, les seules publications don-

1. E. Charavay dans une thèse d'École des chartes de 1868 (*l'Administration de Louis XI en Dauphiné avant son avènement au trône*) et Marcel Thibault dans un mémoire pour le diplôme d'études supérieures en Sorbonne, de 1897 (*la Jeunesse de Louis XI*), dont il n'a pu reprendre et éditer que la première partie. J'ai pu profiter de ces deux thèses manuscrites dans l'exposé sommaire que j'ai donné : *Histoire de France* publiée sous la direction de M. Lavisse, t. IV, 2<sup>e</sup> partie, p. 287 et suiv.

nant des renseignements étendus sur cette période décisive de l'histoire dauphinoise, où le génie politique de Louis XI se manifeste déjà dans toute sa vigueur.

M. Dussert traite en cinquante pages sa deuxième partie : organisation, fonctionnement et attributions des États du Dauphiné aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. C'est bien court, et il faudra que l'auteur (c'est d'ailleurs son intention) étudie à nouveau des questions qu'il n'a pas toujours bien élucidées. On voudrait notamment une analyse plus approfondie du rôle joué par le troisième État, qui, malgré l'importance numérique des « universitates et communitates » dauphinoises, me paraît, au moins au XIV<sup>e</sup> siècle, s'être fait une conception très humble de sa mission. On désirerait une étude plus serrée des textes, qui ne manquent pas, sur l'institution des *Élus*, commission que les Trois Ordres, pressés de se retirer, nommaient souvent pour délibérer avec pleins pouvoirs pendant le reste de la session. Les cahiers de doléances auraient mérité d'être examinés de plus près, et une seule page ne suffit vraiment pas pour déterminer l'influence des États, qui paraît avoir été considérable, sur la législation. D'une façon générale, on souhaiterait que les problèmes d'histoire politique que l'on doit se poser à propos des États provinciaux fussent abordés et traités sans crainte, quittes à être déclarés insolubles quand ils le sont. M. Dussert éprouve, à manier les idées générales, une hésitation, une timidité qui ne sont pas de mise avec ces grands sujets, lorsqu'on a réuni avec autant de soin que lui les textes qui les éclairent. Les qualités de l'historien politique ne doivent pas être inconciliables avec celles de l'érudit. Ces dernières, M. Dussert les possède. Il refuse de se payer de mots, collige laborieusement les documents et en général les traduit avec exactitude, révise avec soin les dates proposées par ceux qui l'ont devancé dans l'étude du sujet. On peut avoir confiance en lui.

Malgré quelques réserves<sup>1</sup>, la thèse de M. Dussert fait vraiment honneur à son auteur et à ses maîtres, les professeurs de la Faculté de droit de Grenoble<sup>2</sup>, qui, il y a peu de temps encore, entretenaient seuls dans l'Université dauphinoise l'étude de l'histoire régionale.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

1. On pourrait relever encore d'assez nombreuses gaucheries de style et d'exposition et de l'imprécision dans l'emploi de quelques termes, comme : *empire*, *féodalité*, *bourg*. M. Dussert a tenu compte de certaines observations qui lui ont été faites à sa soutenance et rédigé une page supplémentaire d'*Additions et Corrections*.

2. M. Dussert doit notamment beaucoup aux conseils de M. Paul Fournier, maintenant professeur à l'Université de Paris. Il lui a dédié sa thèse.

FRANCESCO MALAGUZZI-VALERI. *La Corte di Lodovico il Moro. T. II : Bramante e Leonardo da Vinci.* Milano, Ulrico Hoepli, 1915, 700 illustrations, 646 pages. Prix : 42 fr.

Après avoir examiné dans un premier volume<sup>1</sup> les divers aspects de la civilisation milanaise à l'époque de Ludovic le More, M. Malaguzzi-Valeri, surintendant des œuvres d'art pour la province de Bologne, consacre le tome second à une étude très ample des deux plus grands artistes qui aient brillé à la cour des Sforza : Bramante et Léonard de Vinci.

Le nombre des illustrations, d'abord, indique la valeur iconographique de ce nouveau livre : il forme un excellent répertoire, du genre de ceux que nous offrent les différents volumes de la *Storia dell' arte italiana* de M. Adolfo Venturi. Rendons hommage, dès le début, au soin avec lequel ont été choisis les documents figurés ; il sera très commode, à l'avenir, pour ceux qui voudront étudier l'art de Bramante ou de Vinci de trouver réunies en un même « dossier » à peu près toutes les « pièces » intéressantes. Et ceci est une première qualité.

Songeons maintenant au sujet qu'a voulu traiter M. Malaguzzi-Valeri. Dans le tome premier, il avait déjà fait de très nombreuses considérations de caractère purement artistique ; mais il tendait avant tout à analyser les mœurs et les coutumes d'une époque. Au tome second, au contraire, il n'abandonne pas un moment le point de vue esthétique. Et il s'est laissé tellement entraîner par son goût personnel que ce qui devait constituer un seul volume finira par en former deux : un troisième tome sera en effet consacré aux arts mineurs. On aperçoit tout de suite les avantages et les inconvénients de la méthode qu'il a suivie. Dans cet émiettement de la question, ce qui finit par disparaître, c'est Milan, le génie milanais, la place de la Lombardie dans la civilisation italienne. On s'attendait à un grand ouvrage synthétique ; et on a plutôt affaire à une série d'analyses consciencieuses (dont beaucoup sont d'ailleurs définitives). M. Malaguzzi étant un historien de l'art, un des meilleurs de l'Italie d'aujourd'hui, devait s'intéresser surtout aux œuvres d'art : il les a étudiées avec soin ; et c'est la seconde qualité de son livre.

Ce sont deux monographies que nous présente ce volume : une sur Bramante et une sur Léonard de Vinci. Ces artistes ont une telle personnalité qu'il peut sembler très difficile de présenter, à propos de l'un et de l'autre, dans le même livre, des conclusions définitives. Quand on pense à tout ce qui a été écrit sur Léonard, on comprend à quel point il est impossible de renouveler le sujet. Il faut être reconnaissant à M. Malaguzzi de ne pas avoir été arrêté par ces considérations et d'avoir eu la patience de dépouiller à peu près toute la « littérature » qui fut consacrée aux deux grands artistes milanais.

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 402.

Sur l'époque à laquelle Bramante arriva à Milan, les opinions ne sont pas concordantes. M. Venturi prétend qu'il y était déjà en 1474; et M. Carotti le fait voyager en Ombrie, dans les Marches, en Émilie avant ses travaux en Lombardie. Il faut se résigner à laisser dans l'obscurité cette partie de la vie de Bramante. M. Malaguzzi a raison de s'en rapporter aux seuls documents que nous possédions et qui signalent la présence à Milan du grand artiste « Urbinate », entre 1480 et 1482. Sur la première partie de sa vie, nous sommes d'ailleurs peu renseignés; ses œuvres sont encore les meilleurs guides: les fresques dont il avait décoré la « casa dei Panigorola a Santo Bernardino », et qui ornent aujourd'hui une salle entière du musée Brera, dénotent une influence assez profonde de Melozzo da Forlì. Comme il n'avait point vu les œuvres du peintre forlien à la bibliothèque Vaticane, cela prouve donc que l'art de Melozzo s'était imposé dans la région des Marches, au point d'inspirer directement un génie aussi personnel que celui de Bramante.

Une des parties les plus intéressantes du volume de M. Malaguzzi est l'étude qu'il consacre aux œuvres picturales de l'artiste. Connus surtout par ses créations architecturales, il a eu aussi, dans l'évolution de la peinture, une place importante; et je n'en veux pour preuve que le fameux « Christ aux liens » de l'abbaye de Chiaravalle. On a même été amené à exagérer son rôle; et M. Venturi lui a attribué une part prépondérante dans l'inspiration de la décoration de la Chartreuse de Pavie, part que M. Malaguzzi réduit à sa juste mesure, en faisant ressortir le génie inventif de celui qui exécuta les fresques: Borgognone. Pour comprendre la difficulté qu'on a aujourd'hui à démêler les œuvres authentiques de Bramante, il faut songer que Vasari lui-même est tombé parfois dans l'erreur; et les critiques des époques suivantes ont renchéri encore, en confondant Bramante et Bramantino. Son récent historien a été prudent dans les attributions: cette circonspection a été dictée par la très grande ressemblance qu'il y a entre la facture de certains dessins de Bramante et celle d'œuvres melozziennes ou mantegnesques.

Outre l'activité de Bramante, il était tout à fait nécessaire d'étudier celle de l'école très florissante qu'il créa en Lombardie. Aussi M. Malaguzzi a-t-il été bien inspiré en accordant une place à ses disciples directs, qui ont peuplé la Lombardie de nombreux édifices « où l'on retrouve une fraîcheur et une grâce particulières, supportant facilement la comparaison avec celles des meilleurs élèves de Bramante à Rome, sans en exclure Raphaël et Baldassare Peruzzi » (p. 235).

De cette façon, l'auteur analyse l'art de Battagio, de Fonduti, de Dolcebono, d'Amadeo, de Cristoforo Solari et passe également en revue tous les édifices de la région lombarde qui peuvent porter l'empreinte bramantesque.

Quant à Léonard de Vinci, il ne s'agit pas pour M. Malaguzzi d'étudier l'évolution complète de son art, ce qui dépasserait de beaucoup les

limites qu'il s'est tracées. Léonard à la cour de Ludovic le More, voilà ce qu'il traite en plus de 200 pages, mettant à profit les plus récentes découvertes de documents et se montrant aussi prudent que possible dans les attributions. Le « morceau de résistance » de cette étude minutieuse, ce sont certainement les cinquante pages consacrées à la *Cena* de Sainte-Marie-des-Grâces. On peut reprocher à l'auteur de s'être par trop complu dans les digressions et d'avoir, au milieu de documents minimes, perdu de vue l'importance de la vaste synthèse qu'il a voulu construire. Il n'importe : ces pages sont d'un très grand intérêt ; tous les résultats de la critique moderne y sont exposés avec clarté et précision. En même temps, l'analyse des différences profondes qui séparent la « *Cena delle Grazie* » des innombrables copies qui ont été faites à la même époque met en lumière les qualités uniques du tempérament pictural de Vinci.

Le second volume de M. Malaguzzi est donc une étude très précieuse sur l'histoire de l'art lombard. Lorsque le troisième aura paru, et s'il est fait dans le même esprit que les deux premiers, l'œuvre entière formera le meilleur répertoire iconographique et documentaire qui existe pour l'étude de l'époque de Ludovic le More ; elle rendra ainsi de grands services aux historiens de la civilisation et de l'art italien au *xv<sup>e</sup>* siècle.

Jean ALAZARD.

Maurice BERNARD. **La municipalité de Brest de 1750 à 1790.**  
Paris, Champion, 1915. In-8°, 368 pages.

Ce travail est un modèle de bonne monographie ; très judicieux, très clair (sous réserve qu'il suppose parfois trop bien connus certains détails de l'administration de la province de Bretagne qu'un honnête homme a le droit d'ignorer), très méthodique (une conclusion particulière à la fin de chaque chapitre, une conclusion générale à la fin du livre rappellent et dégagent toutes les idées essentielles), il est à peu près toujours de lecture facile et agréable. Il est bien rare que l'auteur tombe dans le défaut habituel des historiens locaux de se perdre dans l'infiniment petit, dans des détails en eux-mêmes oiseux, et desquels on néglige de montrer les rapports avec l'histoire générale, qui les rendraient intéressants. L'étude des rôles de capitation a d'abord permis à M. Bernard de faire un tableau extrêmement poussé de la situation économique et sociale de Brest et de son faubourg populaire de Recouvrance. L'organisation municipale est fixée depuis 1747, date où la mairie est définitivement redevenue élective, par suite du rachat des offices municipaux ; jusqu'à la fin de l'ancien régime, elle fonctionne sans incidents graves autre que la difficulté de trouver des candidats aux onéreuses fonctions de maire, et de vives querelles



avec les juges royaux de la sénéchaussée et de l'amirauté. Il ne s'agit d'abord que de questions de préséances, recouvrant d'ailleurs des rivalités de groupes sociaux; puis les deux partis, en quête de griefs à se lancer mutuellement à la tête, en viennent à soulever de graves problèmes : la municipalité se plaignant du mode de recrutement des juges et de l'accaparement des offices par les mêmes personnes ou les mêmes familles; les juges accusant, non sans raison, le corps municipal de ne pas être une représentation véritable de la bourgeoisie entière, mais seulement de la portion la plus riche. Au fond, dans ce cas particulier, c'est l'organisation même de l'ancien régime qui est en jeu. A voir ainsi le débat s'élargir, on sent que la Révolution approche (et de fait les cahiers de doléances s'approprièrent quelques-uns des arguments donnés de part et d'autre). On a la même impression en lisant le chapitre sur l'histoire politique de la municipalité, c'est-à-dire sur l'histoire de ses rapports avec le Parlement de Bretagne et les États; assez maigre d'abord, tant que ces rapports se bornent à la défense d'intérêts de clocher, il devient intéressant et rempli de faits quand l'historien arrive à la veille de 89, au moment où la province entière commence à vibrer d'une vie commune. Mais les chapitres les plus intéressants sont peut-être ceux qui concernent l'administration financière et la police municipale. Outre qu'ils abondent en renseignements curieux pour l'histoire des mœurs (hélas! l'alcoolisme en basse Bretagne n'est pas une nouveauté), ils traitent de ce qui formait naturellement la tâche principale de la communauté brestoise. M. Bernard insiste avec raison sur la situation paradoxale où elle se trouvait, tirant à peu près toutes ses recettes d'une seule source, les octrois sur les boissons, dont le rendement était prodigieusement inégal, et plus fort précisément dans les périodes de crise et de guerre où la garnison était plus nombreuse. La rivalité avec la ferme des « devoirs », qui percevait au profit de la province des impôts analogues sur les mêmes denrées, et l'incurie de la municipalité, toujours négligente à soutenir les fermiers contre les fraudeurs, expliquent la tendance générale à la baisse que l'on constate dans le produit des octrois (sauf pour les années correspondant à la guerre d'Amérique); dès ce moment d'ailleurs, la question des avantages respectifs de la ferme et de la régie était à l'ordre du jour, et les deux systèmes furent successivement essayés. A propos des dépenses, nous avouons ne pas trouver très heureuse l'expression de dépenses improductives sous laquelle M. Bernard range indistinctement, d'une part de véritables « coulages », d'autre part des contributions de la ville à certaines dépenses d'intérêt provincial ou national, enfin des libéralités ou allocations que les mœurs et la loi empêchent aujourd'hui les communes de prendre à leur charge, mais qui étaient conformes aux idées du temps. Nous n'exprimerons qu'un léger regret. L'intérêt du sujet choisi par M. Bernard vient de ce que Brest, tout en pouvant être sous certains rapports pris pour type d'une municipalité bretonne

ou même française d'ancien régime, doit cependant certains caractères particuliers à l'existence de l'arsenal, « dont la ville est en quelque sorte une annexe », ainsi qu'à la présence du bague, dont les forçats font aux ouvriers libres une concurrence sérieuse et modifient les conditions économiques. Cela, M. Bernard l'a très bien vu et très bien dit. Peut-être aurait-il pu le développer davantage. Des comparaisons avec d'autres villes l'y auraient aidé. De même, on aurait souhaité, malgré ce qu'ils ont parfois de délicat, quelques rapprochements avec l'époque moderne. Les choses ont-elles autant changé qu'on aimerait à le croire en lisant les constatations, en tant de points fâcheuses, qu'a dû faire M. Bernard? Et les améliorations, quand elles existent, sont-elles dues à un simple changement d'institutions, ou bien au progrès de la richesse, de la science, des connaissances techniques, à l'élévation du niveau de vie, toutes choses qui ne dépendent pas des seules institutions? Enfin on aimerait à savoir comment a évolué, à la Révolution, cette oligarchie municipale dont M. Bernard reconnaît jusqu'à un certain point la capacité et l'esprit public. Tout ceci revient à dire que M. Bernard s'est peut-être un peu trop interdit les excursions dans les alentours de son sujet. Mais le sujet lui-même ne pouvait guère être mieux traité<sup>1</sup>.

E. JORDAN.

---

Paul H. CLEMENTS. **The Boxer Rebellion; a Political and Diplomatic Review.** New-York, Columbia University, 1915. (*Studies in history, economics and public law*, vol. LXVI, n° 3.)

Entre la guerre sino-japonaise et la guerre russo-japonaise, si importantes toutes deux pour le développement politique de l'Extrême-Orient, la révolte de 1900, dite des Boxeurs par suite d'un jeu de mots ou d'une fausse traduction, est un événement grave de l'histoire de la Chine; elle a manifesté aux yeux de l'univers le patriotisme latent des Chinois, patriotisme qui jusque-là semblait être plutôt l'orgueil d'une vieille civilisation autonome que le dévouement à une dynastie ou à un État; elle a renforcé et modelé à neuf ce sentiment, préparant les esprits à admettre les réformes à l'européenne et y laissant le souvenir plus amer des humiliations récentes, la crainte plus vive de la mainmise étrangère. La Chine de l'instruction moderne, des boycottages commerciaux, des attentats, de la guerre civile, la Chine des réformes totales et des grandes illusions sort, directement pour partie et dans un autre sens par réaction, de la révolte des Boxeurs. Ce mouvement lui-même, comme le montre M. Clements, naît des longues déceptions de la politique extérieure chinoise, et

1. Ce volume paraît par tranches dans les *Annales de Bretagne*. Cf. *supra*, p. 210.

presque autant de l'échec de la révolution tentée pendant les cent jours de 1898. Outre ces deux origines, M. Clements aurait dû indiquer la large place tenue chez les Boxeurs par les idées et pratiques superstitieuses des sociétés secrètes. Malgré cette lacune, son étude, bien suivie et agréable à lire, marque suffisamment le lien de cette convulsion violente avec les secousses qui auparavant avaient mis en danger les relations de la Chine et de l'Europe. « La rébellion des Boxeurs fut », conclut-il, « la dernière protestation de la Chine contre l'inévitable » ; la Chine a dû admettre l'insuffisance de sa propre civilisation. Je ne suis pas aussi sûr que la leçon ait pénétré à fond ni que cette protestation soit la dernière. Du moins, dans la politique étrangère, on n'aperçoit rien d'essentiellement nouveau, sinon dans les formes extérieures des relations.

Plusieurs fois l'exposé et les appréciations montrent cette indulgence habituelle à la diplomatie de Washington envers le gouvernement chinois et dont ne bénéficient guère les Asiatiques qui débarquent dans les ports américains. L'auteur reconnaît explicitement l'amitié traditionnelle des États-Unis pour la Chine et leur crainte de hier partie avec l'Europe en Extrême-Orient. Cette crainte fut parfois excessive, ainsi quand elle empêcha l'amiral Kempff de se joindre à l'action des amiraux étrangers : si on l'eût attendu pour bombarder Takou, l'expédition des alliés, privée de base, fût arrivée à Péking trop tard pour délivrer les Européens. Les scrupules juridiques n'étaient pas de mise à l'égard d'un gouvernement devenu prisonnier des rebelles et qui violait les principes les plus respectés en attaquant les représentants étrangers : jamais Péking ne s'était si impudemment placé hors du droit. Dans quelques autres cas, la même prévention en faveur de la Chine inspire à l'auteur des jugements peu justifiés sur la politique chinoise de la France et d'autres États européens. Je n'oublie pas non plus toutes les fautes commises par les étrangers à la suite de l'installation de l'Allemagne à Kyao-tcheou ; ces fautes peuvent expliquer cette politique, non pas l'excuser.

Les réserves indiquées portent d'ailleurs seulement sur des détails qui n'ôtent rien à la valeur de l'ouvrage.

Maurice COURANT.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Alfred STERN. *Reden, Vorträge und Abhandlungen* (Stuttgart et Berlin, J. G. Cotta, 1914, in-8°, 389 p.). — Cet ouvrage du professeur de l'Université de Zurich porte la date du 8 juin 1914; il a paru quelque temps avant la guerre. Comme le titre l'indique, il contient des discours, des conférences et des études historiques. Parmi les discours, citons celui, prononcé le 20 avril 1903 à la synagogue de Francfort, sur Gabriel Riesser, qui lutta avec tant d'énergie en Allemagne pour l'émancipation des juifs et qui fut le premier juif admis comme juge à un tribunal — à Hambourg en 1860; — celui sur Léopold von Ranke et Georges Waitz, prononcé le 10 août 1886 devant une assemblée des sociétés historiques de la Suisse à Aarau; enfin celui sur Gabriel Monod, prononcé le 9 septembre 1912 devant une assemblée des mêmes sociétés à Sumiswald. M. Stern, qui était lié d'amitié avec le fondateur de la *Revue historique*, a raconté de la façon la plus précise sa biographie et a fait revivre en termes touchants sa douce physionomie; nous devons lui en exprimer notre reconnaissance. A juste titre, il résume son œuvre dans les trois mots que Monod avait appliqués à Alexandre Vinet : Liberté, Amour et Vérité. — Ces deux derniers discours avaient déjà paru dans le *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*; les quatre conférences que nous trouvons dans le volume sont inédites. Passons sur celle où il considère Moltke en tant qu'historien pour ses lettres et ouvrages sur la Pologne et la Turquie. Bien informée et d'une remarquable netteté est celle sur Beaumarchais, où est exposée la vie si tourmentée de l'auteur du *Mariage de Figaro* et où pleine justice est rendue à son talent et son esprit. Puis, M. Stern recherche quelle fut l'attitude de Wieland en face de la Révolution française, d'après les articles publiés par le poète d'Obéron dans le *Teutscher Merkur* et le *Neuer Teutscher Merkur*. Enfin, nous transportant en Angleterre, il raconte la vie de Mary Wollestonecraft, née aux environs de Londres le 27 avril 1759, morte le 10 septembre 1797 et qui, la première, éleva la voix pour réclamer l'égalité entre l'homme et la femme. — Les quatre études qui terminent le volume avaient déjà été publiées dans divers recueils, mais elles ont été soigneusement revues et corrigées. La première, sur Mirabeau et Lavater, avait été donnée en 1904 dans la *Deutsche Rundschau* et elle est digne de l'auteur de cet excellent ouvrage : *Das Leben Mirabeaus*, qu'une traduction a fait connaître

en France. La seconde, sur les Mémoires de Talleyrand, a paru en 1893 dans *Nord und Süd* et nous dit la grande déception que causa, en 1891 et 1892, la publication de ces mémoires par le duc de Broglie. La troisième, faite avec des documents découverts dans l'automne de 1899 au Foreign Office, raconte le voyage de Gneisenau à Londres en 1809 et les secrètes négociations pour rapprocher de l'Angleterre la Prusse, opprimée par Napoléon. Elle avait paru en 1900 dans l'*Historische Zeitschrift*. La quatrième, que nous avons lue aussi en 1900 dans l'*Historische Vierteljahrschrift*, expose, d'après les archives du ministère des Affaires étrangères à Paris, le grand plan du prince de Polignac en 1829. C'était l'époque où les Russes avaient franchi les Balkans et marchaient sur Constantinople. D'après un mémoire rédigé sur les ordres de Polignac par Bois-Le-Comte et présenté au Conseil de Charles X, la Turquie disparaissait et la carte de l'Europe était remaniée : à la Russie la Valachie, la Moldavie, un tiers de l'Anatolie ; à l'Autriche la Bosnie, l'Herzégovine, la Serbie ; à la France la Belgique, le Luxembourg et Landau. La Prusse s'agrandissait de la Hollande et de la Saxe et cédait au roi de Saxe les provinces rhénanes ; le roi de Hollande devenait roi de Grèce et sa domination s'étendait jusqu'au Danube ; l'Angleterre recevait les colonies hollandaises. Ce plan tomba par suite de la signature du traité d'Andrinople le 14 septembre. Ces études de M. A. Stern, écrites en une langue nette, d'un style simple, sans la moindre trace de déclamation, sont instructives et de lecture très agréable. — C. FR.

— Paul FOURNIER. *Un groupe de recueils canoniques italiens des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles* (Paris, Imprimerie nationale, 1915, in-4°, 123 p.; extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XL, p. 95-212). — M. Paul Fournier a étudié avec un très grand soin, dans les diverses bibliothèques de l'Europe, les collections canoniques antérieures au décret de Gratien, et il a publié sur les unes ou les autres de très savants travaux, parus dans divers recueils, et qu'il condensera un jour dans un ouvrage d'ensemble. Dans le présent mémoire, il s'occupe de trois collections inédites étroitement apparentées et qui ont jusqu'à présent fort peu attiré l'attention des savants. C'est d'abord une collection représentée par le ms. T. XVIII de la Valicellane; après en avoir analysé le contenu, M. Fournier prouve, par des raisons fort plausibles, que le recueil a été rédigé entre 912 et 930 — nous dirons, quant à nous, à une date plus rapprochée de 912 que de 930 — dans la région napolitaine, soit à Naples, soit à Bénévent ou dans les environs de ces cités. Le compilateur a pris parti dans les querelles que souleva la condamnation de Formose : c'est un partisan décidé de la validité des ordinations faites par ce pape et un défenseur de sa mémoire. Il a inséré dans sa collection, non sans intention, la lettre du pape Anastase à l'empereur Anastase, où il est dit : Gardez-vous de formuler un jugement sur les morts. Il connaît, du reste, les choses religieuses de l'Orient et la législation



canonique qui y est en vigueur. Il voit dans l'Empereur byzantin le protecteur de l'Italie méridionale. Le second recueil, représenté par le ms. 1349 du Vatican, a mis à contribution, dans une très large mesure, la compilation précédente; mais l'auteur a puisé encore à d'autres sources, notamment à la collection *Dacheriana* du début du IX<sup>e</sup> siècle (*Spicilegium*, éd. in-4<sup>o</sup>, t. XI, p. 1) et aux pénitentiels qui circulaient en Italie à son époque. Il a divisé son œuvre en neuf livres<sup>1</sup>, où il voulait enfermer l'ensemble de la législation canonique. Il écrivait entre 920 et 930 et probablement dans l'Italie méridionale, puisqu'on remarque dans son travail une tendance favorable aux Byzantins. De ces deux collections, l'influence eût été médiocre si le contenu n'en eût passé, par l'intermédiaire de la seconde, dans une troisième collection en cinq livres, dont M. Fournier signale trois manuscrits — le principal est le n<sup>o</sup> 1339 du Vatican. Aux matériaux nombreux empruntés à la collection en neuf livres, l'auteur a ajouté des textes bibliques ou patristiques, des fragments de pénitentiels souvent apocryphes, une série de trente-huit textes empruntés au droit romain, des fragments de capitulaires ou d'édits des rois lombards, cinq textes empruntés à une constitution de Henri II d'Allemagne de janvier 1014. Cette troisième collection est ainsi postérieure à cette date; mais elle doit être antérieure à 1022, où de graves décisions furent prises par Henri II et Benoît VIII sur la réforme du clergé au synode de Pavie. L'auteur est un clerc italien, probablement du midi de la péninsule, partisan de la réforme que Henri II voulait introduire dans l'Église et dont rêvait aussi en France le roi Robert. Il voulait réaliser en Italie l'œuvre qu'accomplissait à la même époque en Allemagne Burchard de Worms. L'un et l'autre cherchent à mettre fin aux désordres du clergé et surtout à la simonie; ils dénoncent les mariages des prêtres, mais ils ne s'élèvent pas encore contre l'investiture des laïques; ils ne mettent pas en évidence l'autorité du Saint-Siège; les citations empruntées au pseudo-Isidore sont rares dans les deux recueils. Bientôt, sous l'influence de Hildebrand, se formeront de nouveaux recueils canoniques, ceux d'Anselme de Lucques, du cardinal Deusdedit, de Bonizo de Sutri, celui qui a pour titre *Poly-carpus*: ce furent ceux-ci qui eurent la vogue et entrèrent dans le décret de Gratien. Les trois recueils étudiés dans le présent mémoire, bien que nous soient signalées douze collections secondaires issues au XI<sup>e</sup> siècle de la collection en cinq livres, tombèrent en désuétude et ils furent ensevelis dans un profond oubli que seul M. Fournier devait troubler. De cette étude, à la fois érudite, claire et bien déduite, l'auteur a tiré des conclusions générales que nous nous sommes efforcé de résumer et qui mettent en pleine lumière, avec l'évolution du droit canonique, celle même de la Papauté et de l'Église. — C. Pr.

1. P. 35, *in fine*, lire : recueil en neuf livres au lieu de cinq livres.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— Egill ROSTRUP. *Oxyrhynchos Papyri III*, 443 (Copenhague, A.-F. Hoesl, 1915. Extrait du *Bulletin de l'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark*, 1915, p. 63-107). — Cette dissertation, consacrée à un mime trouvé parmi les papyrus d'Oxyrhynchos et publiée par Grenfell et Hunt, nous paraît très curieuse et demanderait à être examinée par un spécialiste. L'auteur, qui est un homme de théâtre, soutient que nous ne possédons pas ici un mime complet ni même un canevas sur lequel brodaient les acteurs, mais un rôle écrit avec des signaux indiquant les bruits de coulisse, les changements d'éclairage, etc. Il en résulterait que le mime romantique, tel qu'il se jouait au II<sup>e</sup> siècle après J.-C. dans les villes d'Égypte, était un drame à grand spectacle. L'étude est écrite en un français toujours clair, sinon toujours correct. C. PF.

— F. HAVERFIELD. *The romanization of roman Britain*. Third edition further enlarged (Oxford, at the Clarendon Press, 1915, in-8°, 91 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — La deuxième édition de cet opuscule avait déjà été « newly enlarged ». Dans la troisième, que nous annonçons, le texte a été profondément remanié et tout un chapitre ajouté. Il compte maintenant quatre-vingt-onze pages au lieu de soixante-dix et vingt-six illustrations au lieu de vingt et une. Les remaniements ont affecté tous les chapitres : en particulier le chapitre I : « la Romanisation de l'empire », accru d'un cinquième, et le chapitre VI : « la Romanisation dans la vie urbaine, le gouvernement local et la tenure des terres ». Un chapitre, qui porte le chiffre VII, est nouveau : « la Romanisation dans la religion ». La critique avait fait observer combien il était fâcheux que M. Haverfield n'eût point accordé une place à part à la religion romaine et aux traces qu'elle a laissées dans la Grande-Bretagne. En tenant compte d'une aussi juste observation, il a augmenté singulièrement l'intérêt de ce petit livre où il a résumé le fruit de recherches personnelles poursuivies déjà depuis très longtemps. Ch. B.

## LA GUERRE.

— Félix GUIRAND. *Guerre de 1914-1915. Les livres diplomatiques des nations belligérantes analysés et commentés* (Paris, Larousse, 1915, in-8°, 87 p.; prix : 0 fr. 90). — La lecture des différents livres diplomatiques publiés depuis le début de la guerre exige un effort d'attention, un esprit critique et des loisirs que tout le monde ne peut avoir. C'est donc rendre un réel service aux personnes désireuses, malgré tout, de posséder des notions précises et justes sur les origines de cette guerre que de leur en présenter une analyse logique, claire et complète. Aussi remerciera-t-on la librairie Larousse d'avoir publié

cette brochure, si instructive dans sa lumineuse sobriété. Elle devra prendre place auprès des livres serbe, russe, anglais, belge, français, allemand, austro-hongrois et italien dont elle contient toute la substance historique.

Ch. B.

— William ARCHER. *The thirteen days. July 29-August 4, 1914.* A chronicle and interpretation (Oxford, at the Clarendon Press, 1915, in-8°, 244 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Exposant dans le menu détail, toujours appuyé de preuves, le développement journalier de la crise diplomatique, l'auteur fait ressortir avec une grande force logique l'intention du gouvernement autrichien de ruiner l'indépendance serbe et de porter un coup violent à l'influence russe dans les Balkans. Ce dessein est approuvé et secondé par l'Allemagne qui, au début, ne veut peut-être pas la guerre, mais qui, par le plus formidable des chantages, espère intimider la Russie et remporter à peu de frais (le sang des Serbes châtiés ne compterait pas et les pertes que pourrait éprouver l'Autriche-Hongrie dans une opération de police aussi rude ne seraient pas pour émouvoir les Allemands) une grande victoire diplomatique qui ferait oublier les déboires éprouvés dans l'affaire marocaine. Cependant, les concessions extraordinaires faites par la Serbie et les conseils politiques donnés par la Russie au royaume ami brouillent le jeu des diplomates de Vienne et de Berlin. C'est alors qu'intervient l'élément militaire et, dans le grand conseil du 29 juillet, la guerre est décidée. En réalité, la Russie, la France et l'Angleterre ont tout fait, sans arrière-pensée, pour empêcher la guerre; leur diplomatie, dans ces treize jours de crise, n'a commis aucune faute qu'on puisse lui imputer. D'autre part, taxera-t-on d'hypocrite la conduite de l'Allemagne qui, par la bouche de ses ministres, approuvait toutes les propositions tendant à supprimer ou à localiser le conflit, tandis qu'elle laisse carte blanche à l'Autriche? Non. « Elle paraît absolument sincère en déclarant que c'est son droit d'avoir toujours tous les avantages de son côté, que ses voisins n'ont moralement aucun droit de contester cette prétention » (p. 218). Aussi, lorsque M. Churchill contremanda l'ordre de disloquer la flotte anglaise assemblée pour une revue, a-t-elle pu considérer cette décision du ministre anglais, non comme une mesure de précaution trop légitime en présence de l'ultimatum à la Serbie, mais comme une menace qui lui imposait la nécessité de déclarer la guerre à l'Angleterre. Défier à la fois la Russie et l'Angleterre, qu'elle croyait hors d'état de tenir leurs résolutions jusqu'à la guerre, ce fut le dessein de l'Allemagne et l'impardonnable erreur de sa diplomatie.

En appendice, M. Archer réfute point par point les allégations de M. Price qui, dans sa *Diplomatic history of the war*, que n'eût pas désavouée un homme d'état prussien, s'est efforcé de distribuer également le blâme à chacune des puissances et de proclamer la faillite de la diplomatie européenne. Il déclare en outre que son ouvrage était déjà écrit à moitié quand parut celui de M. Headlam : *History of twelve*

days, dont les conclusions sont conformes aux siennes et auquel il a pu faire d'utiles emprunts. Les ouvrages de MM. Price et Headlam ne sont point parvenus au bureau de la *Revue historique*. — Ch. B.

— J. R. H. O'REGAN. *The german war of 1914, illustrated by documents of european history, 1815-1915* (Londres, Humphrey Milford, in-8°, ix-101 p.; prix : 1 sh. 6 d.). — Cette guerre, M. O'Regan en cherche les causes dans les grands faits de l'histoire européenne depuis 1815 et il donne en traduction anglaise les passages les plus importants des actes et traités organisant la Sainte-Alliance (1815), proclamant l'indépendance de la Grèce (1827-1830), de la Belgique (1830), de la Hongrie (1849), concernant l'unité de l'Italie (1870) et de l'Allemagne (1871), la formation de la Triple-Alliance. On trouvera en outre le projet de traité entre la France et la Prusse en 1866, où Bismarck autorisait la conquête de la Belgique par Napoléon III, le télégramme de Guillaume II au président Kruger (1890), le discours du même à ses troupes s'embarquant à Bremerhaven pour l'expédition de Chine, 27 juillet 1900 (« Quand vous rencontrerez l'ennemi, vous le battrez; vous ne ferez pas de quartier, vous ne ferez pas de prisonniers. Comme les Huns, il y a mille ans, sous la conduite d'Attila... »). Quand on en arrive aux origines immédiates de la guerre actuelle, on retrouve nécessairement les documents connus de tout le monde, la note confidentielle relatant la conversation de l'attaché militaire anglais avec le général Jungbluth, le 23 avril 1912, avec la réfutation, par le gouvernement belge, des imputations perfides et mensongères lancées par la presse officieuse d'Allemagne contre la loyauté belge. La politique extérieure de la Grèce en 1915 est exposée par M. Venizelos lui-même dans deux rapports au roi qui sont reproduits d'après la *Patris* des 21-22 mars 1915; deux passages particulièrement significatifs du premier rapport sont donnés dans le texte original. L'Italie est représentée par un discours de d'Annunzio au peuple romain. En appendice, M. O'Regan signale un manuel à l'usage des soldats allemands quand ils seront arrivés en Angleterre; il en donne la table des matières et il en reproduit en fac-similé deux pages : l'une pour le cantonnement, l'autre pour les réquisitions; tant était fermement arrêtée chez les Allemands l'intention d'envahir l'Angleterre! — Ces textes, reliés, quand il est besoin, par de brèves explications, bien choisis, édités avec toute la précision qu'on exige des livres de science, produisent une très forte impression.

Ch. B.

— Jean FINOT. *Civilisés contre Allemands* (Paris, Flammarion, 1915, in-12, 343 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Finot a pris soin de dire, dès le début de son livre, pourquoi il refuse de ranger les Allemands parmi les peuples civilisés; précaution indispensable, d'abord parce que les Allemands prétendent précisément qu'ils sont le peuple le plus civilisé du monde, ensuite parce que le plus cruel reproche qu'on puisse leur adresser est d'avoir appliqué toutes les ressources intellectuelles, morales, économiques de la civilisation la plus raffinée pour accomplir l'œuvre de destruction la plus savante et la plus barbare à la fois.

Ce livre touche aux plus grandes questions du temps présent : l'Europe avant la guerre; les illusions pacifistes, dont M. Finot n'hésite pas à reconnaître qu'il s'est nourri pendant longtemps, jusqu'au jour où, devinant les intentions de l'Allemagne, il signala le péril et montra la nécessité pour la France d'une forte préparation militaire; la personnalité des deux empereurs Guillaume II et François-Joseph; la diplomatie allemande. Sur ces divers points, il passe d'une plume facile, semant çà et là des anecdotes, des esquisses (par exemple du prince Radolin, de M. Stead), posant d'intéressants problèmes, en publiciste avisé, qui connaît l'étranger et qui a beaucoup lu, mais vite, semble-t-il. Puis il arrive à la guerre actuelle et, tirant un bon parti des documents diplomatiques, il n'a point de peine à montrer la préméditation de l'Allemagne, ni les horreurs de l'invasion.

Dans une dernière partie, l'auteur, qui n'est pas Français d'origine, parle des Français en termes dont nous aurions lieu de tirer vanité, s'ils étaient toujours justes et si une ombre, même discrète, venait tempérer parfois l'éclat de la lumière. Parlant ensuite (chap. x) de ce qu'il appelle « le peuple anglo-français », il s'aventure sur le domaine historique où parfois il s'égare. Il serait facile d'y signaler nombre d'inexactitudes, d'à peu près, qui témoignent d'une information hâtive et mal digérée. Se tromper sur la date de la bataille de Hastings n'est rien; mais parler de « la littérature anglo-saxonne du XIV<sup>e</sup> siècle » (p. 212) est peut-être plus qu'une impropriété de termes. Au regard du chapitre x sur l'Angleterre, qui compte plus de cinquante pages, le chapitre xi, « sur la Russie d'aujourd'hui et de demain », expédié en moins de vingt pages, paraîtra vide; il ne laisse guère soupçonner le profond mouvement de transformation qui travaille ce vigoureux pays et qui l'amène rapidement à secouer les chaînes du moyen âge où il paraissait, naguère encore, prisonnier à jamais. Quant au chapitre xiii : l'Europe délivrée, ce sont des vœux d'avenir généreuses, et dont il faut souhaiter la prompte réalisation; mais ce n'est plus de l'histoire et nous ne pouvons nous y arrêter ici.

Ch. B.

— B. ONNAUD. *Les fourberies de l'Allemagne* (Paris, librairie des publications pratiques, 1915, 2 vol. in-32, 106 et 104 p.; forme les nos 5 et 6 de la collection : *Choses de guerre*). — Nous avons signalé précédemment (*Rev. histor.*, t. CXX, p. 408) cette collection et son



caractère populaire. Dans ces deux volumes, on conduit l'histoire des origines de la guerre depuis la remise de l'ultimatum à la Serbie le 23 juillet jusqu'à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie le 1<sup>er</sup> août. On numérote les fourberies commises par l'Allemagne en cet intervalle; on en distingue treize, sans compter quelques mensonges et fourberies supplémentaires. La division est un peu scolastique, le développement un peu long; mais la thèse générale sur la responsabilité que porte l'Allemagne est juste; il dépendait d'un homme d'arrêter, par un mot, cette guerre; non seulement il n'a pas prononcé ce mot, mais il a précipité les hostilités au moment où il semblait que l'Autriche allait reprendre ses négociations directes avec la Russie. On relit dans le texte de nombreux extraits des divers livres de couleur et des articles de journaux de l'époque. Ces volumes seront suivis de beaucoup d'autres. Le prochain portera le titre : *Chiffon de papier*. C. PF.

— J.-L. DE LANESSAN. *Introduction à la guerre de 1870. Les empires germaniques et la politique de la force* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-16, x-491 p.; prix : 3 fr. 50). — Sur les sept chapitres de ce volume, nous en avons déjà signalé quatre. Les chapitres I et II avaient formé une brochure : *L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II* (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 182); on a corrigé les noms propres tels qu'ils étaient imprimés dans la première brochure, mais pas toujours exactement et pas tous; p. 35, en note on lit *Brunswick*, Saxe-Oldenbourg pour *Altenburg*, *Schomburg-Lipp* pour *Schaumburg-Lippe*; p. 160, le peintre *Lembach* pour *Lehnbach*. Les chapitres VI et VII constituaient la brochure : *Pourquoi les Germains seront vaincus* (cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 193). Le chapitre III : « L'Empire germanique et la théorie de la force. L'éducation de l'Allemagne », reproduit les principales idées et quelques-uns des développements de la petite brochure : *Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique* (cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 193); mais la première rédaction a été modifiée; de nouveaux développements y ont été ajoutés, empruntés aux livres de A.-F. Poncet : *Ce que pense la jeunesse allemande*, et à celui, si remarquable, de Victor Cambon, *L'Allemagne en travail*. Les chapitres IV et V sont entièrement nouveaux pour nous et nos lecteurs. M. de Lanessan y montre fort bien que, depuis de longues années, l'Allemagne et l'Autriche préparaient la guerre, que la France ne croyait pas à cette guerre, que ni l'Angleterre, ni la Russie, ni l'Italie ne la voulaient; il met en pleine lumière la responsabilité de Guillaume II; puis il reprend le récit des faits depuis l'ultimatum adressé le 23 juillet 1914 par l'Autriche à la Serbie jusqu'aux diverses déclarations de guerre des puissances les unes aux autres, au début d'août 1914. La narration est exacte et, bien qu'elle n'apporte aucun détail nouveau, on la lit avec intérêt et profit, même après l'exposé plus nerveux de MM. É. Durkheim et E. Denis. Tel est le con-

tenu du corps du volume. M. de Lanessan y a juxtaposé une introduction historique de trente-deux pages exposant à grands traits la formation de l'État autrichien et l'ancienne rivalité entre la Prusse et l'Autriche. Elle est malheureusement remplie de fautes d'impression et d'autres erreurs. P. 22, on place la bataille de Mohacz en 1522 au lieu de 1526; p. 3, on nous dit que l'Autriche avait possédé la Belgique de 1774 à 1790, lisez 1714; on lit, p. 12 : « Après avoir été vaincu, en 1864, par la Prusse à Sadowa, François-Joseph... » P. 21, on nous parle de l'entrée des Prussiens à Paris le 31 mars 1813 et des adieux de Fontainebleau le 11 avril 1813. Voilà pour les dates. Beaucoup de noms propres sont estropiés : p. 2, le traité de Panarvitz en 1718 au lieu de Passarovitz; p. 16, les princes (*sic*) de Leisingen et de Lavenstein pour Leiningen (Linange) et Loewenstein, et, à propos de ces seigneurs possesseurs, il est question de la Franche-Comté et de la Lorraine, non de l'Alsace. Que dire de phrases de ce genre : « En 1273, Rodolphe de Habsbourg, empereur d'Autriche, est élu empereur d'Allemagne par la diète » (p. 2)? Il n'y a pas eu d'empereur d'Autriche avant 1806; Rodolphe de Habsbourg n'a jamais eu le titre d'empereur; il était seulement roi allemand; et, quand il fut élu le 1<sup>er</sup> octobre 1273, non par la diète, mais par des électeurs déterminés, il était un petit seigneur alsacien et suisse; l'Autriche lui était une terre étrangère; il la conquiert sur le roi de Bohême Ottocar II et il réussit, en 1282, à en investir ses deux fils, Albert et Rodolphe. P. 15, on nous parle, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, des *royaumes* de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Hanovre; on écrit pour la même époque : « Le rôle le plus important [de la diète de Ratisbonne] consistait à élire le titulaire du saint empire romain germanique », et nous ne relevons pas tout. Nous regrettons qu'en dehors du public scolaire on ne connaisse pas assez en France l'ouvrage si exact d'Auguste Himly, *Histoire de la formation territoriale des états de l'Europe centrale*. Il est dommage que M. de Lanessan ne l'ait pas consulté; il est dommage aussi que cette introduction et quelques menues négligences risquent de donner une fausse opinion de ce volume. Écrit par un homme mêlé de près aux affaires publiques et ayant connu personnellement quelques-uns des acteurs du terrible drame qui se joue à l'heure actuelle, l'ouvrage est en général bien informé pour la période contemporaine; il renferme des réflexions fort justes et des considérations politiques, économiques, voire même scientifiques — bien qu'à notre avis les lois de la science ne trouvent pas d'application stricte à l'histoire — qui demandent à être méditées.

C. PF.

— Pierre DAUZET. *Guerre de 1914. De Liège à la Marne*. Préface de M. Gabriel Hanotaux (Paris, Charles-Lavauzelle, 1915, in-12, 110 p., avec croquis et une carte en couleurs; prix : 2 fr. 50). — Ne cherchez rien dans ce petit volume sur les origines de la guerre présente; il débute *ex abrupto* à la journée du 2 août, au moment où des détachements allemands franchissent la Moselle à Wasserbillig et Remich et

pénètrent dans le Luxembourg. N'y cherchez pas une description des cruautés commises par les Allemands en Belgique ou dans le nord de la France; vous n'y trouverez pas non plus le détail des opérations militaires à l'est de Nancy, sur le Grand-Couronné. M. P. Dauzet suit, jour par jour, heure par heure, la marche en avant des Allemands, venus du côté nord, depuis le 2 août jusqu'au 6 septembre; puis il raconte les péripéties de la bataille de la Marne du 6 au 14 septembre, en montrant la part que les cinq armées françaises et l'armée anglaise ont prise à la victoire. La documentation semble aussi complète qu'elle peut l'être à l'heure actuelle; plus tard seulement l'historien pourra pénétrer dans le secret des états-majors. Le récit, qui volontairement se fait sec et où se devine seulement à quelques traits une émotion contenue, est précis. La carte placée à la fin et où les hauteurs ont été supprimées indique les positions successives des armées opposées et permet de suivre les opérations. M. P. Dauzet s'annonce comme un véritable écrivain militaire. — C. Pr.

— La librairie P. Lethielleux nous adresse, parmi ses livres et brochures de guerre, les suivants : 1° abbé WETTERLÉ. *La jeune génération en Alsace-Lorraine*, avec une préface de M. Henri WELSCHINGER et une allocution de M. Anselme LAUGEL (in-12, 46 p.). Parlant devant les jeunes élèves du cours Kayser-Charavay, M. Wetterlé leur raconte, en termes simples et émus, l'histoire d'un jeune Colmarien, Jean, né en 1892; il leur dit les persécutions auxquelles il fut en butte, pour ses sentiments français, d'abord au lycée (en avons-nous entendu, en Alsace, de singulières anecdotes sur le professeur de français de ce lycée, venu de Königsberg, qui connaissait sans doute la chanson de Roland, mais ignorait tout du français moderne et voulait en remonter à ses élèves qui parlaient français dans leur famille!), puis au régiment allemand et à l'Université. La guerre éclate. Jean doit marcher avec les Allemands; mais, à dessein, il tire mal sur les troupes françaises et, aux environs de Châlons, un lieutenant prussien, après l'avoir traité de chien d'Alsacien, l'abat d'une balle dans la tête. Histoire typique qu'on citera sans cesse à l'avenir pour montrer les sentiments d'affection que les jeunes générations alsaciennes gardaient à la France. — 2° Henri WELSCHINGER. *La Belgique héroïque*, précédé d'une allocution de M. l'abbé WETTERLÉ (in-12, 48 p.). Aux mêmes jeunes élèves, M. Welschinger expose comment a été violée la neutralité de la Belgique et leur donne lecture d'extraits du livre de M. Pierre Nothomb qu'il coupe par d'éloquentes réflexions personnelles. — 3° Antonio BERMEJO DE LA RICA. *Sur quoi le kaiser ne comptait pas*, traduit et adapté de l'espagnol par Christian DE L'ISLE (in-12, 128 p.; prix : 1 fr.). Le titre exact serait, comme il est dit dans l'avant-propos : ce à quoi le kaiser ne s'attendait pas. C'étaient le bon ordre de la mobilisation française, l'entrain des soldats français, l'héroïque résistance de la Belgique, l'entrée en scène de l'Angleterre, l'union sacrée, le calme de la population parisienne

lors de l'apparition des premiers *taube* et de la marche en avant de l'armée de von Klück. Le livre contient des impressions de guerre d'un écrivain espagnol qui visita Paris en août 1914 et qui est très favorable à notre cause; il expose en finissant aux Espagnols pour quelles raisons ils devraient être francophiles. — 4° Stephen COUBÉ. *Alsace-Lorraine et France rhénane. Exposé des droits historiques de la France sur toute la rive gauche du Rhin*, avec préface de M. Maurice BARRÈS (in-12, xii-181 p.; prix : 2 fr.). L'abbé Coubé rappelle en termes enflammés et vibrants tous les anciens souvenirs celtiques et latins se rattachant à la rive gauche du Rhin; de façon sommaire et superficielle, il raconte comment, dans les temps plus modernes, l'Alsace, la Lorraine, puis, en 1792-1793, les archevêchés du Rhin et le Palatinat bavarois ont été réunis à la France. Il y a dans son exposé beaucoup de petites inexactitudes : p. 57, Otton de *Freissingen*, évêque de *Bavière*; p. 61, l'abbé Marchand a démontré que les *Mémoires* de Vieilleville n'ont aucune valeur historique; le long texte de l'année 1709 attribué à tort au baron de Schmettau ne doit plus être invoqué (cf. Rod. Reuss, *l'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle*, t. I, p. 727); p. 80, le duc de Lorraine Ferri IV n'est pas mort à Cassel et la politique du duc Charles II, qui « se jette avec fougue dans le parti anglo-bourguignon », est mal caractérisée. C'est une plaisanterie facile que d'appeler Triboches les Tribouques germains enclavés dans le pays des Médiomatrices en Basse-Alsace. M. Coubé demande la réunion à la France, dans le futur traité de paix, de toute la rive gauche du Rhin et la création d'une « France rhénane ». Sans doute, dit-il, les habitants de Cologne, Trèves, Mayence ne souhaitent pas en ce moment la domination française; mais ils se féliciteront dans un avenir prochain de leur retour à leur patrie de 1800 et « ce n'est pas leur faire violence que d'escompter dès maintenant cette volonté future » (p. 31). La thèse nous paraît dangereuse; c'est, retournée, celle qu'ont invoquée certains Allemands en 1871 pour justifier l'annexion de l'Alsace. Pour notre part, nous nous bornerons à souhaiter que ces pays soient soustraits à l'emprise prussienne et que dans la confédération germanique ils forment à l'avenir un état autonome qui permettrait le libre épanouissement des qualités propres de cette population laborieuse. — 5° Ch. GRANDMOUGIN. *Vengeons nos morts* (in-12, 132 p.; prix : 1 fr. 50). Série de poèmes suscités par cette guerre. Nous regrettons les apostrophes à Jaurès; mais nous applaudissons à certaines strophes de haute envolée, comme la suivante :

La paix que nous voulons doit être de la gloire,  
Elle doit être aussi l'écrasement du mal,  
L'heure de la lumière après notre heure noire,  
Et l'aurore divine où monte l'idéal.

C. PF.

— *La guerre allemande et le catholicisme*. Documents photographiques illustrant la conduite respective des armées allemande et

française à l'égard de l'Église catholique. Albums n° 1 et n° 2, texte du n° 2 par François VEUILLLOT (Paris, Bloud et Gay, 1915, in-4°, chaque album 32 p.; prix : 1 fr. 20). — Le Comité catholique de propagande française à l'étranger a fort bien fait d'accompagner le volume qu'il a publié récemment (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 411) de ces deux albums de vues photographiques. Le premier album représente les monuments détruits ou endommagés par les Allemands en Belgique (Louvain, Malines, Dinant, Pervyse), en France (Reims, Albert, Soissons, Revigny, Souain), les sacrilèges commis par eux (calvaires sciés, crucifix démolis, hôpitaux mitraillés). Et, dans le n° 2, voici des photographies de quelques-uns des prêtres français fusillés par eux et les ruines de nos humbles Églises de petites villes ou villages de France (Mandray, Heiltz-le-Maurupt, Doncières, Beauzée, Badonviller, etc.). A cette conduite barbare des Allemands est opposée celle de nos troupes, prenant soin des blessés, entretenant pieusement les tombes des soldats morts pour la patrie, celle de nos aumôniers et de nos religieuses accomplissant en toute simplicité leur devoir au milieu de la mitraille.

C. PF.

— *L'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne* (Paris, Bloud et Gay, 1915, in-12, XII-400 p.; prix : 3 fr. 60. Publication du Comité catholique de propagande française à l'étranger). — Le volume, publié précédemment par le Comité catholique, *la Guerre allemande et le catholicisme*, a excité un émoi profond; et, dans le dernier article de ce nouveau volume<sup>1</sup>, M. François VEUILLLOT nous dit quelles critiques et quelles colères le premier ouvrage a soulevées en Allemagne, mais aussi quelles approbations il a trouvées dans la plupart des pays neutres et quels résultats il a obtenus. Fort de ces approbations, le Comité a voulu réfuter ces critiques, tout en dédaignant les injures; il s'est attaché surtout au livre de M. le chanoine Rosenbergh, de Paderborn, *Der deutsche Krieg und der Katholicismus*, réponse en quelque sorte officielle des catholiques allemands; il a classé les arguments présentés par le chanoine allemand sous six chefs et a chargé d'éminents écrivains catholiques de les examiner de près et de répliquer point par point : d'où le plan de ce livre.

1° Les principes qui dirigent la politique allemande, affirme M. Rosenberg, ne sont pas inspirés par une philosophie antichrétienne : c'est la France qui est antichrétienne et non l'Allemagne. Mgr CHAPON, évêque de Nice, répond<sup>2</sup>, en montrant à quel point le culte de l'État personifié, tel qu'il est pratiqué en Allemagne, et la manière de faire la guerre, telle qu'elle est enseignée par les Bernhardt, combien les Hartmann sont contraires à l'esprit chrétien. Est-ce bien le dieu de l'Évangile, ce vieux dieu allemand qu'invoque Guillaume II en ses proclamations? Le dieu chrétien est amour, l'autre n'est que

1. La « Guerre allemande et le catholicisme » devant l'opinion, p. 326-362.

2. La France et l'Allemagne devant la doctrine chrétienne, p. 1-80.



haine. La France, elle, se réclame d'un idéal généreux; elle veut faire régner sur la terre la justice; au principe de l'État créant la société par sa force et à celui d'un État des États voulant dominer le monde, elle oppose le principe des personnalités et celui des nationalités, et n'est-ce pas là un idéal chrétien?

2° La France et ses alliés, la Russie et l'Angleterre, dit M. Rosenberg, sont les auteurs responsables de la guerre; l'Allemagne n'a fait que se défendre. M. DE LANZAC DE LABORIE<sup>1</sup> prouve que la France n'a point désiré la guerre depuis 1871, tandis qu'un courant militaire a emporté l'Allemagne; il est assez bref sur les tractations diplomatiques des journées décisives, 23 juillet-2 août 1914.

3° Pour répondre à M. Rosenberg qui essaie de justifier la conduite de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique, M. DENYS COCHIN<sup>2</sup>, ministre d'État, consacre quelques pages vibrantes à la violation du petit royaume.

4° L'Allemagne, continue M. Rosenberg, n'a pas outrepassé les droits des belligérants; les prétendues violences qu'on lui attribue ne sont qu'excès individuels ou mesures de légitime défense. Non point, réplique le R. P. JANVIER<sup>3</sup>. Les faits sont patents et ces excès ont été commis par ordre; la responsabilité remonte donc au commandement, et toutes les explications données pour atténuer les crimes, légende des francs-tireurs, tours des cathédrales ayant servi de postes d'observation, etc., sont vaines. Non point, réplique avec sa grande autorité M. A. D'ANTHOUD<sup>4</sup>, en comparant le régime des prisonniers de guerre en France et en Allemagne. Quand l'Allemagne a créé, au cours de l'été dernier, des camps dits de « représailles », elle a porté contre les Français une accusation fautive et, délibérément, elle a violé la convention de La Haye du 18 octobre 1907.

5° La France, dit le chanoine allemand, par son alliance avec les Anglais protestants et les Russes schismatiques, expose l'Église catholique aux plus grands périls que conjurera la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche. Mgr Pierre BATIFFOL<sup>5</sup> rappelle à M. Rosenberg et à M. Schrörs, professeur à Bonn, qui a soutenu la même thèse, qu'il est à la connaissance de tout le monde que les Allemands et les Autrichiens sont les alliés des Turcs, qu'ils s'efforcent de déchaîner contre les chrétiens la guerre sainte de l'islam, qu'ils laissent massacrer les Arméniens chrétiens; et comment donc s'est conduit la Prusse protestante contre la Pologne catholique?

6° Jamais les catholiques français n'ont pu s'organiser, dit enfin M. Rosenberg, et le gouvernement sectaire les en aurait du reste empê-

1. *Les Origines de la guerre*, p. 81-110.

2. *La Violation de la neutralité belge*, p. 111-124.

3. *Droits et devoirs des belligérants*, p. 125-174.

4. *Le Régime des prisonniers de guerre en France et en Allemagne*, p. 225-244.

5. *Les Alliés et le catholicisme*, p. 175-224.

chés, s'ils en avaient été capables. Le Centre allemand au contraire, participant aux qualités du génie allemand, a pu rendre le catholicisme plus solide dans le pays. Mais M. Edmond BLOUD<sup>1</sup> fait le procès à ce Centre, tel qu'il est constitué actuellement; il montre combien il diffère du Centre de Windhorst, depuis qu'il s'est mis au service de la plus grande Allemagne et qu'il approuve tous les actes de l'Empereur; comment, sous la direction de Cologne, il est devenu un parti essentiellement politique et non plus confessionnel.

Tel est le contenu de ce volume et Mgr Alfred BAUDRILLART le résume en une préface éloquente. Bien que nous soyons obligé de faire des réserves à propos de certaines assertions des auteurs qui veulent faire remonter à Luther la responsabilité des crimes commis dans cette guerre par les Allemands, nous applaudissons de tout cœur à ces belles paroles du directeur de l'Institut catholique : « La victoire française — et cette victoire nous ne ménagerons rien pour l'obtenir — nous voulons qu'elle soit la victoire de l'esprit sur la chair, de la vérité sur l'erreur, du bien sur le mal. Nous voulons qu'après cette guerre la France et le monde vaillent mieux qu'auparavant. N'est-ce pas le seul prix de tant de souffrances, de tant de larmes, de tant de sang répandu? »

C. PF.

— *La Force brutale et la Force morale.* Édition de la *Revue hebdomadaire*. Préface par Fernand LAUDET (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1915, in-16, xv-188 p.). — Dans ce volume, la *Revue hebdomadaire* a réuni plusieurs des articles qu'elle a publiés en 1915 et où s'accuse de la manière la plus éclatante la lutte engagée entre la Force morale et la Force brutale, celle-ci représentée par les Allemands, maîtres de l'Autriche, protecteurs des Turcs et des Bulgares, celle-là qui se trouve chez les Alliés, « les deux admirables petits peuples qui se sont immolés pour la défense de leur indépendance, les pays constitutionnels qui luttent pour leurs libertés et leur nationalité, la grande nation qui la première a promis aux Polonais leur libération ». Dans un article préliminaire, M. HANOTAUX oppose la Force et le Droit; la Force ne crée pas le Droit; le Droit existe hors de la Force et il la limite; mais le Droit a en lui-même une Force morale. Et voici la série des articles qui défilent, côté de la Force brutale : Edmond PERRIER. *L'erreur allemande*; Arthur CHUQUET. *Bernhardi et la guerre allemande* (cf. *De Frédéric II à Guillaume II*, p. 89-101); Henri WELSCHINGER. *La barbarie allemande* (d'après les ouvrages de Nothomb, Joseph Bédier, Reiss, l'enquête ordonnée par le gouvernement français); LACOUR-GAYET. *Les responsabilités allemandes* (d'après le volume du baron Beyens); baron André DE MARICOURT. *Comment les Allemands incendient les villes*; — côté de la Force morale : André BEAUNIER. *Une France nouvelle* (c'est une France

1. Le « *Nouveau centre* » et le catholicisme, long article imprimé en petits caractères, p. 245-320.

victorieuse, qui aura conscience de sa force, qui aura subi le bienfait de l'épreuve, qui aura jeté par-dessus bord les rêves du pacifisme, où l'âme française s'épanouira librement, débarrassée des influences germaniques); S. N. WATSON. « *Il va naître* » (ce sont les mots qui annoncent la naissance du Christ; le révérend recteur de l'église américaine à Paris les applique à la France nouvelle soulevée par un esprit tout à fait religieux dans cette lutte héroïque); Victor GIRAUD. *Aux jeunes gens de France* (conseils à ceux qui sont sur le front); Henry BORDEAUX. *La course du feu* (exemples glorieux donnés par de tout jeunes gens qui, dans la course, ne laissent pas le feu sacré s'éteindre); Étienne FLANDIN. *La France du Levant* (la France doit succéder à l'Empire ottoman en Syrie et en Palestine; Jérusalem et Bethléem, soit une enclave d'environ vingt kilomètres, seraient internationalisés); Fernand LAUDET. *La France chrétienne* (analyse de l'ouvrage la Guerre allemande et le catholicisme). C. PF.

— Ulrich VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF. I. *Reden aus der Kriegezeit* (Berlin, Weidmann, 1915, in-8°, 39 p.). — II. *In dem zweiten Kriegswinter* (Berlin, Norddeutsche Buchdruckerei, 1915, in-4°, 23 p.). — Le premier volume contient deux discours prononcés au début de cette guerre, l'un le 27 août 1914 à Berlin devant la société pour le bien public (*Verein für Volkswohlfahrt*), l'autre à l'hôtel de ville de Charlottenbourg les 5 et 10 septembre 1914. La seconde brochure nous apporte le discours que le savant professeur a lu le 15 octobre 1915 dans l'aula de l'Université de Berlin au moment où il prenait possession de ses fonctions de recteur. Entre les deux premiers discours et le troisième le ton est assez différent. Les deux premiers respirent une grande ardeur guerrière. M. Wilamowitz se souvient qu'il a servi en 1870 aux grenadiers de la garde et il paraphrase le mot de Moltke, la « sainte guerre », la guerre qui fait sortir toutes les énergies de l'homme, qui le révèle à lui-même, qui unit en un même sentiment tous les fils de la nation, qui met sur le même pied riche et pauvre, noble et roturier (dans le pays des hobereaux!). Et que de véhémentes attaques contre les seuls auteurs responsables de cette lutte, Russes, Anglais, Français! Si, en dernière analyse, la guerre a éclaté, c'est à cause de la camarilla russe, des grands-ducs et des généraux qui, connaissant leur impopularité, ont poussé les choses à l'extrême pour conserver leur autorité. En vérité, manière bien simpliste d'expliquer les événements actuels et peu digne d'un professeur habitué à embrasser de plus larges horizons! Mais nous devons surtout protester contre le passage relatif à la Belgique et qui indigné, même si l'on se rappelle que Wilamowitz a signé le fameux manifeste. La guerre a donc fait ressortir les hautes qualités des Allemands. « Mais qu'est-il arrivé de l'âme belge? Elle s'est révélée comme une âme de lâcheté et de meurtre! » Et pourquoi? « C'est le pays où le degré d'instruction est le plus bas, où l'ouvrier est traité le plus mal. Ils n'ont pas en eux les forces morales; voilà pourquoi

ils ont eu recours à la torche incendiaire et au poignard. » Il est en vérité odieux pour les Allemands d'insulter la victime qu'ils ont meurtrie et crucifiée. Dans le discours de rectorat on trouve sans doute, dans la dernière partie, les mêmes considérations injustes contre la France qui veut, dit-elle, imposer la liberté au monde : « Nous ne réclamons pas la liberté des panamistes et des apaches », et suit le dithyrambe obligatoire en l'honneur de la maison de Hohenzollern où sont exaltés pélemêle les rois Frédéric II et Frédéric-Guillaume IV et l'empereur Guillaume II, tous également vertueux. Mais, dans la première partie, Wilamowitz, pour protester contre son exclusion de l'Institut de France, s'est efforcé de demeurer juste envers les grands génies français, anglais ou italiens, Montaigne, La Fontaine et Corot, Shaftesbury et Sterne, Dante et Michel-Ange; s'il rappelle avec complaisance ce que la science doit à Niebuhr, Boeckh, Otfried Müller, Savigny, Dietz, etc., il n'oublie pas tout à fait Champollion; il insiste sur la nécessité pour l'érudit de connaître les langues étrangères et il déplore que le russe et les langues slaves ne soient pas mieux enseignés en Allemagne. Amalgame bizarre et déconcertant où il semble que l'ancien guerrier, éprouvé du reste dans la lutte actuelle par la mort d'un fils, et le savant parlent successivement et se combattent. Et pour cette raison ce discours rectoral est un bien curieux document pour les historiens de l'avenir.

C. Pr.

— Nous signalons un certain nombre de brochures allemandes qui ont paru sur la guerre actuelle au cours de 1915; elles sont de valeur et de tenue assez différentes; mais elles constituent des documents historiques qui renseigneront la postérité sur l'état d'âme des diverses classes en Allemagne :

1° Wilhelm MARTEN. *Deutsche Barbaren und englische Kultur-Dokumente. Aus belgischen Kampfstätten* (Berlin, Albert Goldtschmidt, in-12, 132 p. Nombreuses photographies). L'auteur nous apprend qu'il est né à Chicago, qu'il considère l'Amérique comme sa seconde patrie, qu'il a visité la Belgique, lui civil qui ne pouvait combattre pour sa patrie, enfreignant même par sa présence les règlements militaires. Il nous décrit l'occupation de la Belgique par les Allemands comme une idylle, avec photographies à l'appui (des soldats donnant le biberon aux enfants et autres scènes gracieuses); les Allemands n'ont rien détruit, à preuve l'hôtel de ville de Louvain encore debout. Naturellement, on ne montre pas les ruines des halles universitaires. Suit une diatribe contre le président Wilson avec sommation à lui adressée de faire cesser la vente d'armes aux Alliés. Misérable pamphlet d'un sot.

2° *Die Beschliessung der Kathedrale von Reims* (Berlin, 1915, Reimer, in-8°, 31 p.). Dans cette brochure publiée par le ministère allemand de la Guerre et qui vient d'être traduite en français, on lit cette phrase qui peut paraître incroyable : « La faute de la destruction déplorable tombe uniquement et tout entière — *einzig und allein* — sur les

Français. » En effet, ils n'ont pris aucune précaution pour protéger cette merveille; ils se sont servis des tours comme d'observatoire; ils ont entassé dans l'édifice des blessés allemands et ils les ont voués volontairement à la mort. La déposition sous serment de la diaconesse Alwine Ehlert est extraordinaire : « *Gehört habe ich... Dem Vernehmen nach...* »; c'est ce qu'on appelle un témoin oculaire. Le journal *l'Illustration*, à qui le rédacteur anonyme de cette brochure a fait deux emprunts (nos du 26 septembre et du 10 octobre 1914), constate (no du 5 février 1916) qu'on a tronqué son témoignage dans une intention manifestement perfide. C'est un mensonge de plus à l'adresse des neutres.

3° *J'accuse! Aus den Aufzeichnungen eines feldgrauen Akademikers* (Berlin, Stillke, 1915, in-8°, 30 p.). L'étudiant allemand qui est revêtu de l'uniforme gris de campagne a noté au jour le jour depuis la fin de mai jusqu'au milieu d'août 1915, « dans les jours où tombèrent Varsovie et les forteresses russes », les sentiments de dégoût que lui a inspirés la lecture du livre : *J'accuse*. Il reproche à l'auteur d'avoir trahi son pays et d'être mauvais prophète. « Que l'auteur n'a-t-il attendu, comme son modèle Zola, pour connaître de quel côté sera la débâcle? » Mais lui, le *Feldgrauer*, a-t-il attendu?

4° Wilhelm BAUER. *Der Krieg und die öffentliche Meinung* (Tübingen, Mohr, 1915, 47 p.). M. W. Bauer, privat-docent à l'Université de Vienne, avait publié quelque temps avant la guerre un gros ouvrage sur l'opinion publique, sur les pamphlets qui la suscitent, sur les journaux, sur la direction imprimée par les hommes politiques à cette opinion : *Die öffentliche Meinung und ihre geschichtlichen Grundlagen*. La guerre lui a été une occasion de vérifier son système. Dans cette brochure, on trouvera pêle-mêle des détails historiques sur l'agence Reuter, sur la marche de Napoléon III vers Sedan, à laquelle il fut contraint par l'opinion publique, sur la nécessité de surveiller les journaux en temps de guerre, sur la presse achetée dans les pays neutres par l'Angleterre, dans les Balkans par la Russie. Travail pédantesque dont l'ensemble est peu clair.

5° La librairie Mohr de Tübingue publie depuis assez longtemps une collection fondée par M. Schiele et intitulée : *Religionsgeschichtliche Volksbücher*. Dans la cinquième série, *Weltanschauung und Religionsphilosophie*, quelques dissertations sont consacrées à la guerre. Nos 15-16. Otto EISZFELDT. *Krieg und Bibel* (84 p.). Il examine ce que disent de la guerre l'Ancien et le Nouveau Testament. Il conclut qu'une guerre entreprise simplement pour satisfaire une ambition nationale ou acquérir des biens matériels est condamnée de façon absolue par la religion biblique. Au contraire, une guerre qui a éclaté contre le crime et l'injustice, pour le maintien de biens moraux, est considérée pareille comme une guerre agréable à Dieu. Quand le mal aura disparu, aucune guerre ne sera plus nécessaire : l'époque de la paix perpétuelle sera venue. Rien à objecter à ces con-



clusions que nous approuvons. Pour l'auteur, évidemment, la France est le pays de l'immoralité et de l'impiété, et contre elle la guerre est légitime; pour nous, la France lutte en ce moment pour l'indépendance des peuples opprimés et la liberté individuelle, qui sont des biens moraux (*sittliche Güter*). N° 17-18. D. ARTHUR TITTIUS. *Unser Krieg* (84 p.). Suite de conférences faites à Hanovre devant les élèves de l'École supérieure technique et devant les étudiants de Göttingue. On y oppose la morale anglaise mercantile à la morale désintéressée de l'Allemagne; on vante l'éducation des caractères en Allemagne; on veut prouver que le sentiment chrétien est une force dans le combat. L'auteur, naturellement, est convaincu de la justice de la cause allemande et de la supériorité morale des Allemands; mais le ton de ces discours sait rester digne. N° 19. F. KOEHLER. *Der Weltkrieg im Lichte der deutsch-protestantischen Kriegspredigt* (cf. plus bas, erratum, p. 466). N° 20. ALFRED BERTHOLET. *Religion und Krieg* (35 p.). Bertholet ne considère pas seulement la religion chrétienne, mais l'ensemble des religions, religions des peuples primitifs, religions anciennes, musulmane, chrétienne, etc. Il montre que, chez tous les peuples, la guerre paraît comme un fléau anormal, qui ne devrait pas être, que tous regardent la paix perpétuelle comme un idéal de l'avenir. Puisse cet idéal un jour se réaliser! C. PR.

— En 1914-1915, il a été donné à Berlin une série de vingt-cinq conférences sur la guerre, qui ont paru d'abord en brochures sous le titre général : *Deutsche Reden in schwerer Zeit*, puis ont été réunies en deux volumes (Berlin, Carl Heymann; prix de chaque brochure : 50 pf.). — Nos lecteurs nous sauront gré sans doute de leur en présenter une rapide analyse; nous suivrons l'ordre de leur publication et nous marquerons la date où chacune d'elles fut prononcée; car on pourrait être tenté de croire que certaines ont été provoquées par des événements récents et pour répondre à des préoccupations particulières. Il est utile aussi de connaître la condition sociale des conférenciers.

1 (3 septembre 1914). GUSTAV RÖTKE, professeur de philologie allemande à l'Université de Berlin. *Wir Deutschen und der Krieg* (quelles sont les causes de la guerre? La principale est le panslavisme. On n'a aucun sentiment de haine contre l'Angleterre; mais on plaint son aveuglement. La plupart des professeurs de l'enseignement supérieur en France n'ont pas eu le courage de résister à l'opinion publique qui réclamait la revanche de 1870, ni de protester contre l'idée insensée d'une agression préparée par l'Allemagne. Cette lâcheté des intellectuels, la France l'expie cruellement aujourd'hui. De ses trois ennemis, celui que l'Allemagne s'étonne le plus de trouver devant elle, c'est l'Angleterre; mais c'est un peuple de marchands, dont la politique ne décèle plus aucune trace de sa noble origine germanique. D'ailleurs, mieux vaut mille fois avoir à combattre contre Albion que de cultiver son amitié cauteleuse ou sa perfide neutralité).

2 (18 septembre). Otto VON GIERKE, professeur de droit allemand, privé et public à l'Université de Berlin. *Krieg und Kultur* (« Il n'y a personne parmi nous qui ne sache que cette guerre nous a été imposée. Tous nous voulions la paix. Cette guerre terrible, nous la saluons pourtant comme une bénédiction du ciel, car elle est juste. » D'ailleurs, si elle fait des ruines, elle bâtit l'Allemagne de l'avenir : quarante-quatre ans de paix féconde avaient développé avec la richesse un fatal égoïsme; des partis politiques s'étaient formés contre l'unité de l'État. « Nous voulons vaincre et nous vaincrons; nous voulons obtenir une victoire complète qui remette le sort de l'Europe entre nos mains. » Alors la paix mondiale succédera à la guerre mondiale. Une chose est certaine : l'hégémonie en Europe appartiendra à l'empire allemand étroitement uni à l'Autriche-Hongrie).

3 (11 septembre). Hans DELBRÜCK, professeur d'histoire moderne à l'Université de Berlin. *Ueber den kriegerischen Charakter des deutschen Volkes* (ce qui caractérise l'armée nationale de l'Allemagne, c'est qu'un peuple ami de la paix ait pu développer en lui les plus hautes vertus militaires; c'est l'armée permanente avec son inexorable discipline qui est le fondement de toute culture).

4 (25 septembre). Adolf LASSON, professeur de philosophie à l'Université de Berlin. *Deutsche Art und deutsche Bildung* (il y a plusieurs espèces de patriotisme; celui des Espagnols, des Italiens, des Français, des Anglais est respectable, mais particulariste; « le nôtre n'est pas limité par la vanité du particularisme ». L'Allemagne est l'empire du Milieu. Toute la civilisation européenne, ou mieux universelle, « se concentre, comme dans un creuset, sur le sol allemand et dans le cœur du peuple allemand ». Il serait insensé de s'exprimer sur ce point en paroles modestes et réservées. Du jour où Guillaume II a ordonné la mobilisation date une époque nouvelle : « C'est à nous qu'incombe le devoir de construire le monde nouveau pour le bonheur de l'humanité, car en face du particularisme des autres peuples, nous représentons l'universalité des pensées et des intérêts. » La haute valeur de la civilisation allemande est indéniable. D'où vient donc cette haine qui a conduit à cette guerre et l'a faite si atroce? Non de l'Allemagne, qui n'a jamais haï, jamais menacé personne; mais de la jalousie de ses rivaux).

5 (29 septembre). Adolf VON HARNACK, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Berlin, directeur général de la Bibliothèque royale. *Was wir schon gewonnen haben, und was wir noch gewinnen müssen* (le gain de l'Allemagne, c'est le salut de la patrie. Liberté, égalité, fraternité, cette devise de la Révolution française n'est française que par ses origines : elle procède de l'enseignement de Calvin; mais c'est en Allemagne qu'elle a trouvé son application la plus réelle. Que reste-t-il à gagner encore pour l'Allemagne? D'abord une paix qui lui permette de travailler et de produire en toute sécurité; ensuite la persévérance dans l'effort; enfin un esprit de tolérance

et de conciliation dans les affaires de la vie publique. Certes, les partis renaitront après la guerre; « nous devons nous efforcer d'en chasser le poison du mensonge, de la calomnie, d'en bannir l'esprit de caste »).

6 (9 octobre). Wilhelm KAHL, professeur de droit politique et administratif à l'Université de Berlin. *Vom Recht zum Kriege und vom Siegespreis* (le grand problème de la guerre, c'est de la faire humaine, de la limiter, de travailler à l'abolir).

7 (23 octobre). Alois RIEHL, professeur de philosophie à l'Université de Berlin. *1813-Fichte-1914* (comme en 1813, l'Allemagne lutte pour son indépendance. Ses ennemis aussi ont la prétention de faire une guerre de délivrance : ils veulent, disent-ils, libérer l'Europe de l'hégémonie allemande et l'Allemagne elle-même du militarisme. « Voilà le grand mot qui, chez les neutres, nous a fait le plus d'ennemis. » Mais quelle erreur de ne pas voir que le véritable ennemi de la liberté du monde, c'est l'Angleterre, « dont toute l'histoire, jusqu'à ces derniers jours, est une longue suite de traités violés » ! Fichte a préparé la résurrection de l'Allemagne par l'armée. Il faut continuer son œuvre : pas de partis, pas de luttes de classes; tous unis contre l'Angleterre ! « Nous voyons trop où mène la pensée exclusive du commerce et de l'industrie; quelle folie de croire que le commerce est le trésor de la paix ! Aucun peuple n'a fait plus de guerres que l'Angleterre : 64 en 127 ans ! » — On remarquera que, dans ce calcul, l'auteur fait entrer en ligne de compte la guerre de l'Angleterre contre la France révolutionnaire et napoléonienne; à côté de qui combattaient alors les Allemands ?).

8 (30 octobre). Theodor KIPP, professeur de droit romain et de droit municipal allemand à l'Université de Berlin et ancien recteur de cette Université. *Von der Macht des Rechts* (étude toute théorique et impersonnelle sur l'essence du droit civil et criminel, sur l'obéissance et la désobéissance à la loi).

9 (12 novembre). Adolf DEISSMANN, professeur d'exégèse du Nouveau Testament à l'Université de Berlin. *Der Krieg und die Religion* (il y a contradiction entre ces deux idées : guerre et religion; cependant la guerre a ravivé et élargi le sentiment religieux).

10 (18 novembre). Franz VON LISZT, professeur de droit et de procédure pénale à l'Université de Berlin. *Von der Nibelungenreue* (histoire du rapprochement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie : c'est un des effets de la fidélité allemande. Analyse du poème des Nibelung, où s'épanouit la fidélité héroïque de l'Allemand. — L'auteur n'a point voulu se rappeler que la fidélité est une vertu essentiellement féodale et que, par conséquent, elle n'est pas spécifiquement allemande).

11 (6 novembre). Max SERING, professeur de science politique à l'Université de Berlin. *Die Ursachen und die weltgeschichtliche Bedeutung des Krieges* (c'est l'Angleterre qui a voulu la guerre; la

chose ne peut être contestée. Ce qui a mis nos ennemis en branle, c'est l'impérialisme, c'est-à-dire l'appétit de puissance (*Machthunger*) aiguïté par les intérêts du commerce, de l'industrie et du capital. Cette forme d'impérialisme est un fait récent en Russie; en France, « malgré sa haute culture », l'esprit d'entreprise est peu développé; c'est un peuple vieilli qui n'a pas d'enfants; l'orgueil et le désir de la revanche l'ont mis de plus en plus à la remorque de la Russie et surtout de l'Angleterre. C'est dans ce dernier pays que l'impérialisme s'est développé sous sa forme la plus pure. Menacé par la concurrence allemande, il n'a plus eu qu'un souci, celui de détruire un rival gênant).

12 (26 novembre). Berthold LITZMANN, professeur de langue et de littérature de l'Allemagne moderne à l'Université de Bonn. *Ernst von Wildenbruch und der nationale Gedanke* (protestation contre l'accusation de chauvinisme qu'on a lancée contre le poète officiel de la cour impériale. « Chauvin, moi ! », aurait pu dire Wildenbruch; « précisément parce que je sens en moi tous les dons élémentaires de l'art allemand, je ne puis être chauvin ! »).

13 (15 décembre). Friedrich DELITZSCH, professeur d'assyriologie à l'Université de Berlin. *Psalmworte für die Gegenwart* (variations sur le thème : « Lève les yeux vers les montagnes; d'où vient mon secours? Mon secours vient du Seigneur qui a fait le ciel et la terre »).

14 (8 janvier 1915). Wilhelm KAHL. *Pessimismus und Optimismus im Kriege* (il ne faut être ni optimiste, ni pessimiste, mais avoir confiance; « notre conscience est pure et nous avons confiance dans la force allemande »).

15 (15 janvier). Reinhold SEEBERG, professeur de théologie systématique à l'Université de Berlin. *Krieg und der Kulturfortschritt* (longue et instructive dissertation sur le mot *Kultur*, qui n'est ni la *Bildung* ou culture intellectuelle, ni la *Zivilisation*, qui est l'ensemble des progrès extérieurs accomplis par l'humanité. La *Kultur* est un état intérieur, spirituel, un état de l'âme qui dure et aussi une habitude de vie spirituelle, de moralité religieuse et politique, au sein d'une communauté où l'individu devient meilleur. Elle est en constante évolution; elle se développe le mieux dans le pays où les contraires se font le mieux équilibre, et ce pays est, l'Allemagne. Pour bien se faire comprendre, l'auteur montre deux pays où la culture n'est pas en progrès ou recule : en France, où domine le petit bourgeois instruit, mais d'esprit étroit; en Russie, que gouverne une bureaucratie despotique. « La Russie et l'Angleterre combattent pour l'hégémonie; placés entre les deux, nous combattons pour la *Kultur* »).

16 (20 janvier). Rudolf LEONHARD, professeur de droit romain et prussien à l'Université de Breslau. *Amerika während des Weltkrieges* (l'auteur, qui a enseigné comme professeur d'échange aux États-Unis et se glorifie d'avoir porté le titre de « Kaiser-Wilhelm Professor », en veut aux Américains de la sympathie et de l'aide

qu'ils n'ont cessé de prodiguer aux Alliés. Il en veut surtout au président Eliot et emploie la plus grande partie de sa conférence à réfuter sur un ton de très mauvaise humeur la lettre où M. Eliot stigmatisait la violation de la neutralité belge par le gouvernement allemand).

17 (5 février). Otto HÖTZSCH, professeur d'histoire à l'Université de Berlin. *Der Deutsche Kampf im Osten* (nécessité de combattre le panslavisme et d'assurer à l'Allemagne un « glacis » à l'orient, comme à l'occident. Supériorité de l'Allemagne sur la Russie dans la préparation à la guerre et l'organisation de l'armée. « La guerre que nous font les Russes n'est pas l'œuvre d'un peuple, mais d'un cercle politique, d'une clique de militaires et de diplomates, de publicistes et d'aventuriers politiques qui, avec leur panslavisme, attisent le feu aux quatre coins de l'Europe »).

18 (19 février). Josef KOHLER, professeur de droit civil et criminel et de philosophie du droit à l'Université de Berlin. *Der heilige Krieg* (expose le sens et l'importance de la guerre sainte proclamée par les Musulmans. Sur ce même sujet et en sens contraire, voir plus haut, p. 182).

19 (26 février). Heinrich HERKNER, professeur de science politique à l'Université de Berlin. *Krieg und Volkswirtschaft* (traite des guerres économiques, dont un bon type est fourni par la guerre de l'opium; la dispute des mines de Lorraine et les visées sur Constantinople sont des causes économiques très certaines de la guerre actuelle. Même en temps de paix, la concurrence économique est meurtrière; « depuis 1886, elle nous a coûté 200,000 vies humaines ». L'ouvrier à l'usine et le soldat sur le champ de bataille courent les mêmes risques. D'ailleurs, la guerre actuelle a développé dans des proportions considérables certaines industries. « Elle doit nous assurer définitivement dans la politique et dans l'économie mondiales la situation à laquelle la supériorité de notre civilisation, de notre organisation économique, technique et sociale nous donne un droit sacré. Le syndicat anglo-russo-français pour le partage du monde, qui a déjà mis la main sur la moitié du globe terrestre et qui commande au cinquième de la population mondiale, doit apprendre que Dieu n'a pas créé la mer pour l'Angleterre seule, ni la terre pour les seuls Anglo-Saxons et les Russes. Non! Place pour tous sur la terre, pour nous aussi, Allemands! »).

20 (12 février). Alois BRANDL, professeur de philologie anglaise à l'Université de Berlin. *Byron im Kampf mit der englischen Politik, und die englische Kriegsliteratur von heute* (beaucoup de poésies ont paru depuis le début de la guerre en Angleterre. Les poètes lyriques, parmi lesquels on compte beaucoup de femmes, « ne sont pas des insensés, et néanmoins ils forment contre nous un chœur qui n'est rien moins que beau ». Ils disent : le bon droit est de notre côté. « Nous, Allemands, nous savons tous que la guerre nous a été imposée »; etc.).



21 (5 mars). Alexander BRÜCKNER, professeur de philologie slave à l'Université de Berlin. *Der Welthrieg und die Slawen* (pourquoi les Russes ont-ils commencé la guerre? Pour détourner le flot grondant du mécontentement populaire? Non; le fouet des cosaques et quelques mitrailleuses ont suffi au gouvernement pour rétablir l'ordre. Soyons-en bien convaincus : le sentiment de la Russie aujourd'hui est unanime pour la guerre. Et elle a accompli ce miracle de supprimer d'un coup le poison de l'alcool qui rapportait de si grosses sommes au trésor impérial. Quel est donc son but? De détruire l'Autriche, d'imposer son hégémonie aux Balkans, de s'emparer des détroits. Tout cela sous le voile léger de la délivrance des peuples. Mais qu'elle commence donc par rendre la liberté aux nations de l'empire qu'elle opprime : Finlandais, Polonais, Petits-Russiens, Roumains, Arméniens, Juifs! La manière dont elle traite la Galicie enseigne comment elle entend son rôle de libératrice. — L'auteur passe d'ailleurs lestement sur la question polonaise et l'on comprend sans peine la gêne qu'il éprouve).

22 (29 mars). Rudolf STAMMLER, professeur de droit municipal à l'Université de Halle. *Die Gerechtigkeit in der Geschichte* (il y a une justice dans l'histoire; « croyons fermement à son progrès; et puisse-t-il arriver ceci : que personne ne nous enlève la croyance en la victoire de la justice »).

23 (30 avril). Albrecht PENCK, professeur de géographie à l'Université de Berlin. *Was wir im Kriege gewonnen und was wir verloren haben* (nous avons peut-être perdu chez les neutres une partie de notre considération par la violation de la Belgique; il ne peut leur entrer dans la tête que nous ne pouvions faire autrement; d'ailleurs, la Belgique a été la première à violer cette neutralité en se liant par une convention militaire avec l'Angleterre. En outre, l'Allemagne avait besoin des mines belges et françaises, de la côte belge pour menacer la pointe sud-est de l'Angleterre. Enfin, les avantages remportés par les armées allemandes sur les deux fronts oriental et occidental sont considérables, compensés jusqu'à un certain point, il est vrai, par les revers maritimes et la perte des colonies).

24 (10 mai). Otto BAUMGARTEN, professeur de théologie pratique à l'Université de Kiel. *Der Krieg und die Bergpredigt* (dans le sermon de la Montagne, Jésus a condamné très nettement, c'est incontestable, la guerre. « Et cependant, nous, Allemands, qui sommes et voulons rester chrétiens, nous sommes forcés d'approuver cette guerre qui nous a été imposée, de l'accepter avec toute sa cruauté, avec l'emploi de tous les moyens imaginables de destruction. » Disons-le tout crûment : « Quiconque aujourd'hui n'est pas prêt à applaudir dans son for intérieur au torpillage de la *Lusitania*, malgré l'horreur qu'inspire la cruauté déployée contre d'innombrables victimes vraiment innocentes, quiconque n'a pas ressenti une joie honnête en apprenant cette victoire de notre force défensive n'est pas un véritable Allemand. » L'amour de la patrie passe avant tout, justifie tout. « Il nous faut

employer tous les moyens pour obtenir des conditions de paix telles qu'elles rendent possible l'application des principes prêchés dans le sermon de la Montagne. » Car tout de même ces principes ont conservé leur signification morale. « Ils sont seulement inconciliables avec notre présente organisation sociale. » Après la guerre, « il faudra nous en inspirer et rester en espoir au moins fidèles à l'enseignement de Jésus ». Voir plus haut, p. 186).

, 25 (22 mai). Alfred SCHMID, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Göttingue. *Deutschtum und bildende Kunst* (l'art, ainsi que la science, ne peut être international. Internationales sont la mode et la technique; l'art au contraire subit profondément l'empreinte de la nationalité où il se développe. Par exemple, l'art gothique est né en France, sans doute, mais dans la France du Nord et de l'Ouest, en Normandie, où prédominait l'élément germanique; et d'ailleurs où l'art gothique est-il le mieux compris et le mieux respecté? Non pas en France, mais en Allemagne. Jamais il ne serait venu à l'idée d'un général allemand d'utiliser comme poste d'observation ou pour établir une batterie ces joyaux de l'art gothique qu'on appelle la cathédrale de Strasbourg ou celle de Reims et obliger ainsi l'artillerie ennemie à les détruire. « Le sacrifice de la cathédrale de Reims, car c'est un sacrifice, est la preuve symbolique du mouvement qui pousse de plus en plus les Français à renier leur passé. » D'une façon générale, c'est l'élément germanique qui a fécondé tout l'art européen. « Nous savons aujourd'hui que le style gothique et même la Renaissance italienne doivent beaucoup plus au germanisme qu'on n'était disposé à l'admettre encore au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. On sait que l'essor pris par les arts en Italie à partir du XIII<sup>e</sup> siècle s'est limité aux pays occupés par les Goths, par les Lombards et plus tard par les Allemands venus en Italie à la suite des empereurs »).

Telles sont les vérités qu'enseignaient pendant la dernière année scolaire les grands pontifes des universités allemandes, mobilisés et commandés pour semer la bonne parole. Elles ont été doctoralement exposées dans un milieu tout prussien, dans la capitale de l'Empire, à deux pas du palais où réside le roi de Prusse; on pourrait donc au premier abord croire qu'inspirées par l'esprit de courtoisie, elles n'ont pas reflété les opinions du reste de l'Allemagne. A la réflexion, on est cependant bien vite convaincu. Il y avait certainement alors unanimité pour affirmer que le peuple allemand est le plus pacifique de la terre, pour croire que la guerre lui a été imposée par des rivaux jaloux et perfides, pour souhaiter qu'elle soit poussée jusqu'au point où les ennemis de l'Allemagne auront été mis à tout jamais hors d'état de lui nuire. L'angoisse de M. Baumgarten en face du dilemme qu'il pose avec une franchise un peu béotienne : être bon chrétien ou bon Allemand, trouble sans doute d'autres âmes non moins religieuses que la sienne; mais leur choix est fait : d'abord servir l'État, l'empereur; la patrie allemande, les

intérêts de la Kultur allemande, leur tout sacrifier, le corps et l'âme. Pour Jésus, on verra plus tard. Ch. B.

— Jacques DE DAMPIERRE. *L'Allemagne et le droit des gens, d'après les sources allemandes et les archives du gouvernement français. L'impérialisme* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, in-4°, 1915, 262 p.). — Nous avons signalé précédemment (*Rev. histor.*, t. CXIX, p. 420) la brochure de MM. Lavissee et Andler sur la *Pratique et la doctrine allemandes de la guerre*. Partant de certains faits bien constatés par les commissions d'enquête et par les carnets des soldats allemands, les auteurs ont montré que ces actes criminels commis par les troupes ennemies s'expliquaient par les doctrines répandues en Allemagne. Des faits ils remontaient à la théorie. M. Jacques de Dampierre nous expose d'abord la doctrine. En deux chapitres remarquables, il nous dit comment s'est formé l'impérialisme allemand, de la philosophie allemande, de l'enseignement public allemand, du militarisme prussien et de la discipline prussienne; il prouve que les tendances essentielles de ce germanisme sont contraires au droit des gens; l'Allemagne, avec sa population accrue, son industrie florissante, se persuade qu'elle a le droit de déborder hors de ses frontières sur le monde entier, de se créer un vaste empire colonial, d'imposer aux autres peuples sa culture supérieure, de faire disparaître les petits états et d'organiser l'univers. Et de haut en bas, par les écoles à tous les degrés, par l'armée, ces idées se sont répandues, si bien que toute la nation allemande a voulu la guerre, aurore de la grande Allemagne; et, à notre avis, M. de Dampierre rejette trop le crime sur la collectivité, atténuant la responsabilité des dirigeants, particulièrement celle de l'Empereur qui, certainement, aurait eu le pouvoir, s'il l'avait voulu, d'arrêter la catastrophe. Après ces deux chapitres généraux, M. de Dampierre montre que les excès commis par les soldats allemands sont une conséquence logique des principes mêmes de l'impérialisme allemand; il prouve ces excès à l'aide d'une soixantaine de fac-similés — proclamations de généraux allemands ou carnets de soldats, dont quelques-uns ont déjà été publiés ailleurs — et aussi de photographies faites par les Allemands, en général des cartes postales; ce sont les « sources allemandes » dont il est question dans le titre. Au nom du droit des gens, il proteste contre les pillages en règle, contre la spoliation des populations vaincues, contre les incendies des villages et des villes, contre les évacuations en Allemagne des populations civiles, contre tout le système de terrorisme. M. Jacques de Dampierre connaît fort bien la langue allemande; ses traductions nous paraissent toujours fidèles; il connaît aussi bien l'Allemagne, où il a certainement séjourné, sa littérature et ses idées. Son livre est d'autant plus impressionnant qu'il est écrit sur un ton très modéré, en une belle langue française; on n'y trouvera ni injures ni déclamation. Avouerons-nous même que nous y souhaiterions parfois plus d'indignation et plus de flamme? Il y a trop

de déductions, trop d'explications des crimes par les théories courantes en Allemagne, et, en ces raisonnements, le crime qui en lui-même frappe par son horreur risque de disparaître. C'est là notre impression personnelle; mais pressons-nous d'ajouter que, par la connaissance précise du sujet, par sa forme, par toute sa tenue, ce livre, fort bien imprimé et fort bien illustré, est un des plus remarquables qui aient été publiés sur la guerre.

C. PF.

— Abbé E. FOULON. *Arras sous les obus. Cent photographies* (publication du Comité catholique de propagande française à l'étranger. Paris, Bloud et Gay, 1915, in-4°, 124 p.; prix : 3 fr. 50). — Les cent photographies qui composent ce volume sont une illustration parfaite de l'art de destruction que les Allemands ont su pousser à ses dernières limites, chef-d'œuvre de l'organisation où ils sont passés maîtres : il faut leur reconnaître cette supériorité. On signalait récemment ici même l'insuffisance de l'illustration qui accompagne le texte de la conférence de M. Lucien Magne sur Ypres, Louvain et Arras (*Rev. histor.*, t. CXX, p. 418); les défauts reprochés à cet auteur ne sauraient être relevés contre M. l'abbé Foulon, qui a justement reproduit en face l'un de l'autre l'état ancien des monuments et leur état actuel. Ainsi l'œuvre de barbarie est présentée dans toute son horreur. Le texte raconte l'histoire jour par jour du bombardement, d'après le témoignage de ceux qui y assistèrent. Enfin, sous le titre : documents et bribes d'histoire, M. Foulon a recueilli un certain nombre d'actes officiels et d'articles de journaux qui complètent cette chronique d'Arras bombardé.

Ch. B.

— Gaspard WAMPACH. *Le grand-duché de Luxembourg et l'invasion allemande* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 31 p.; prix : 0 fr. 60). — Comment est né le grand-duché de Luxembourg en 1839, comment la Prusse garantit sa neutralité, avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France et la Russie par le traité du 11 mai 1867, comment l'Allemagne viola cette neutralité le 2 août 1914, malgré l'assurance que venait de donner M. von Buch, son représentant à Luxembourg, M. G. Wampach nous le dit dans la première partie de cette brochure. Puis il essaie de nous montrer que toujours le Luxembourg a protesté avec dignité contre l'occupation allemande, qu'il a rempli avec dévouement ses devoirs de charité envers la Belgique et la France envahies, qu'il connaît en ce moment le pain rationné et la misère; et il nous a aisément convaincu. Il n'a point lavé la grande-duchesse des reproches que lui a faits la presse française. Il a simplement plaidé des circonstances atténuantes et demandé que le jugement soit suspendu jusqu'à ce que la jeune souveraine ait été entendue. Nous consentons, pour notre part, à attendre. Peut-être la brochure de M. Wampach produirait plus d'effet si elle était écrite en style plus simple. Il suffisait de l'exposé tout nu des faits pour provoquer notre indignation contre la politique perfide de Guillaume II. La bro-

chure reproduit un article paru dans la *Revue des sciences politiques* du 15 août 1915 (cf. *Rev. histor.*, t. CXX, p. 445). — C. PF.

— *Tous les journaux du front*, préface de M. P. ALBIN (Paris, Berger-Levrault, 1915, in-8°, 112 p., extraits, fac-similés, 1 planche hors texte). — Est-il bien mérité, l'éloge de M. P. Albin dans la *Préface* de cet amusant recueil? *Marmita*, *Écho des Marmites*, *Poilu enchaîné*, innocents « canards » éclos dans les avants ou couvés dans les arrières, est-ce bien vous qui avez « donné aux civils la force de tenir »? Entre nous, je n'en crois rien, ni vos rédacteurs sans doute, ni même, peut-être, M. P. Albin. Vous n'avez pas conçu de si nobles desseins. Rire vous suffit, et faire rire. Vous êtes des machines à tuer le temps, sans plus, à le tuer galement. Documents? Soit. Je dirais plutôt : « Pièces de choix pour collectionneur. » Sur le témoignage de ces petits écrits (dont la mère ne permettra pas la lecture à sa fille), il ne conviendrait pas que se renforce encore et s'accrédite la légende du poilu telle que les journaux l'ont faite et parfaite. Le vrai poilu — croyez-en l'un d'eux! — vaut beaucoup mieux que sa légende. La librairie Berger-Levrault n'en a pas moins bien fait de sauver ces feuillets éphémères. Ce premier volume aura des successeurs. Vifs, gais, parfois spirituels, tous les canards du front défilent tour à tour. Au pas de chasseur, souvent; au pas de l'oie, jamais. L. F.

— Owen Spencer WATKINS. *Avec les Français en France et en Flandre*. Traduit de l'anglais par Henri et Jeanne DUPRÉ (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1914, in-8°, 111 p.; prix : 2 fr.). — L'auteur, aumônier wesleyen aux armées anglaises, est un vétéran qui a déjà pris part aux opérations militaires au Soudan et dans le Sud-Africain et qui a été plusieurs fois cité à l'ordre du jour. Ses souvenirs de campagne commencent à la retraite de Mons et s'arrêtent au mois de décembre 1914; ils rappellent surtout les misères de la guerre, les bombardements, les souffrances physiques et morales des blessés. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de signaler l'esprit si peu chrétien qui anime les aumôniers militaires de l'armée allemande; c'est le « furor teutonicus » qui paraît inspirer la conduite et les prédications de beaucoup d'entre eux. Je ne dirai pas que dans le livre de M. Watkins tout est amour et charité, mais on a plaisir à rencontrer en lui une âme vraiment humaine. Ch. B.

— FLEURY-LAMURE. *Charleroi. Notes et impressions*. Préface de Gérard CAMPBELL (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-8°, 96 p., avec portrait, 2 fac-similés hors texte et 5 cartes; prix : 1 fr. 50). — M. Fleury-Lamure, comme l'indique son passeport, est Français, né le 5 février 1885 à Saint-Étienne, et correspondant de guerre du *Times*. Au début de la guerre actuelle, il est à Bruxelles et il s'ingénie à suivre les graves opérations qu'il prévoit. Nous le trouvons bientôt à Louvain où il réussit, après toutes sortes de péripéties, à obtenir un laissez-passer spécial; à Eghezée, où vient d'avoir lieu un vif engagement



d'avant-garde; à Namur, au moment où les premières bombes sont lancées sur la ville par des avions ennemis; à Mettet, où il est accueilli par des officiers d'état-major français. De retour à Bruxelles le 17 août, il apprend que les Allemands vont assiéger Namur; il veut se faire enfermer dans cette ville pour suivre les incidents du siège; le chemin de fer le conduit à Charleroi le 18 août; il entre encore dans Namur le 19, mais, voyant la place tranquille et bien convaincu qu'elle est imprenable, il retourne à Charleroi et assiste aux préliminaires de la grande bataille. Il quitte Charleroi dans la nuit du 21 au 22 août par le dernier train, alors que la gare est bombardée; le fourgon des bagages est réduit en miettes et sous les décombres on dégage péniblement les restes méconnaissables du chef de train! Les hasards de la course conduisent cependant M. Fleury-Lamure à Mons, à Jemmapes, à Tournai, à Baisieux, à Lille, à Mariembourg, à Saint-Gérard; il fait la route en chemin de fer, en automobile ou à pied. Il prétend gagner Namur par ce long détour; mais tout d'un coup, il tombe dans un détachement belge dont il connaît un officier. « Namur est pris, lui crie celui-ci; et c'est ce qui reste de la garnison : 3,000 hommes environ que nous avons là autour de nous. » Le journaliste n'a plus qu'à rebrousser chemin, à annoncer au *Times* la reddition de Namur; le 27 août, il est de retour à Paris. M. Fleury-Lamure nous raconte les dramatiques épisodes de ce voyage; le lecteur suit son récit avec une véritable angoisse : c'est de l'histoire vécue qui dépasse en poignant intérêt tout ce que peut imaginer un romancier<sup>1</sup>. En quelques pages aussi (p. 72-83) l'auteur, cessant de narrer ses propres aventures, a exposé les opérations militaires qui ont abouti à la grande bataille et cette bataille elle-même dont il a vu le début; nous pensons que ces pages ne seront pas négligées par le lecteur sérieux. M. Gerald Campbell, correspondant de guerre spécial du *Times*, a écrit une vibrante préface à ce volume, digne en tous points des volumes précédents de la collection : *la Guerre, les récits des témoins*. — C. FR.

— *Tablettes chronologiques de la guerre* (Paris, Larousse, in-32. 3<sup>e</sup> série : 1915, avril-mai-juin; 154 p. et 8 cartes. 4<sup>e</sup> série : juillet-août-septembre; 160 p. et 8 cartes). — Utile memento avec de bonnes cartes. L'ordre rigoureusement chronologique, qui oblige de suivre jour par jour le développement de la guerre sur tant de théâtres, ne permet pas de donner une idée nette des opérations; d'autre part, on se demande, non sans quelque inquiétude, si tous les faits importants sont rapportés d'un côté comme de l'autre. Ch. B.

— J. M. BALDWIN. *La France et la guerre. Opinions d'un Américain* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 42 p.; prix : 1 fr.). — C'est pour nous, Français, une joie et un réconfort que de voir M. Baldwin,

1. Nous aurions souhaité que les dates de jour fussent indiquées parfois de façon plus précise, et c'est l'unique critique que nous devons adresser à l'ouvrage. P. 39, lire mercredi 19 août, au lieu de 18.

étranger sympathique sans doute, mais impartial, dégager avec tant de netteté et de finesse ce qui, à nos yeux, constitue la philosophie de cette guerre et notre titre à la victoire, qui sera une victoire de l'humanité. La différence entre le militarisme allemand et ce que les Allemands essaient de baptiser « militarisme français », comme entre l'exclusive culture allemande et la tolérante civilisation française, le rôle exact de l'idée de la revanche, le sens du nouvel idéalisme français et celui de la guerre elle-même (« la nécessité de la défense nationale combinée avec le devoir de défendre le droit en Europe ») sont définis ici avec une magistrale précision. Le public américain qui a eu la primeur de cet exposé aura pu juger en connaissance de cause nos mobiles et nos actes; sachons gré à M. Baldwin des sympathies qu'il nous a ainsi conquises et au Comité France-Amérique d'avoir, dans sa bibliothèque, fait place à cette substantielle et suggestive étude.

L. E.

#### HISTOIRE DE FRANCE.

— Maurice PROU. *Un diplôme faux de Charles le Chauve pour l'abbaye de Montier-en-Der* (Paris, Imprimerie nationale, 1915, in-4°, 35 p.; extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XL). — Parmi les privilèges accordés par Charles le Chauve à l'abbaye de Montier-en-Der, trois ont le même objet : la constitution d'une mense pour les moines; l'un est du 5 mai 845, l'autre du 25 janvier 857; ces deux diplômes sont authentiques. Il n'en va pas de même du troisième, qui porte une date correspondant au 24 janvier 858. M. Prou prouve fort bien que c'est un faux de la fin du x<sup>e</sup> siècle, que le faussaire a fabriqué son acte à l'aide du second diplôme. Le diplôme n° III reconnaît aux moines les mêmes biens que le n° II, ... avec quelques-uns en plus; puis, outre que ce n° III présente des formules tout à fait anormales au ix<sup>e</sup> siècle, il appert du cartulaire de Montier-en-Der que certains des biens cédés en sus aux moines n'ont été donnés à l'abbaye qu'après 858, soit entre 876 et 980. Modèle de discussion serrée. En appendice, M. Prou publie le document controversé, imprimant en petit texte les passages empruntés à l'acte du 25 janvier 857, en grand texte les additions et les modifications. Modèle de publication. L'édition des diplômes de Charles le Chauve que prépare l'Institut est en bonnes mains. C. Pr.

— J.-E. CHOUSSY. *Jeanne d'Arc. Fausse lettre. Vraie mission* (Moulin, imprimerie régionale, 1915, in-16, 177 p.). — M. Choussy est l'auteur d'une *Vie de Jeanne d'Arc*, qui a paru sous différentes formes. Et voici que, dans sa 92<sup>e</sup> année, il reprend une des thèses de son volume et essaie de la fortifier par de nouveaux arguments<sup>1</sup>; la fameuse lettre de Jeanne du 22 mars 1429 au roi d'Angleterre et aux

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons eu le regret d'apprendre la mort de l'auteur.

chefs anglais, par laquelle elle se déclare envoyée de par Dieu, le roi du Ciel, « pour vous bouter hors de toute la France », est un faux fabriqué par l'infâme Cauchon; la vraie mission de Jeanne était de délivrer Orléans et de sacrer le dauphin à Reims. Nous admirons le zèle et l'ardeur presque juvénile avec lesquels M. Choussy a défendu sa théorie; il ne nous a pas convaincu, en dépit de toutes les attestations favorables qu'il apporte de cardinaux ou de libres penseurs; nous reconnaissons, comme le libre penseur de la *Revue historique* auquel il fait allusion page 24 (Aug. Molinier, t. LXII, p. 83), sa grande loyauté; mais, avec M. Molinier, nous déclarons que les arguments que M. Choussy apporte contre l'authenticité de la lettre sont faibles; et nous nous demandons si, en réalité, en dehors des sentiments très nobles qui s'agitaient dans le cœur de Jeanne, elle avait reçu de Dieu une mission; et, s'il en était ainsi, comment serait-il possible aux hommes d'en préciser de façon exacte les limites? Dire que la mission s'est arrêtée là où se sont arrêtés ses succès, c'est vraiment une manière bien humaine de juger les desseins insondables de Dieu. — C. PF.

— A. DE FINFE DE BUSSY. *La fin d'une race. Raoul de Coucy-Vervins, seigneur de Poilcourt* (Paris, Aug. Picard, 1914, in-8°, 140 p.). — Raoul de Coucy, troisième du nom, naquit vers 1498. Il entra dans la maison de Claude, comte, plus tard duc de Guise, fut homme d'armes en sa compagnie d'ordonnance, devint vers 1530 gentilhomme de la chambre de François I<sup>er</sup>, remplit les fonctions de fauconnier, qu'il garda encore au début du règne de Henri II. Il ne quitta la cour qu'en 1550, après que son frère, Jacques de Vervins, eut été décapité, le 5 juin 1549, sur l'accusation d'avoir livré Boulogne aux Anglais. Dans sa retraite, écrit l'auteur, « il devint franc paillard », et il mourut le 22 mars 1561 (sans doute 1562, n. st.), sans laisser d'enfant. C'est cette biographie, peu intéressante, que nous raconte, en un désordre parfait, M. de Finfe de Bussy. Avant lui, le président L'Alouette avait parlé de Raoul de Coucy dans son *Traité des nobles* paru en 1576; du Bellay, l'auteur du *Siège de Calais*, avait écrit un *Mémoire historique sur la maison de Coucy*; Chérin, généalogiste des ordres du roi, avait composé en 1776 une dissertation spéciale sur la branche de Poilcourt<sup>1</sup>; or, il paraît qu'ils ont commis des fautes abominables en attribuant à Raoul une descendance légitime; M. de Bussy s'es-crime contre eux. Par lui, « le pétard de Bellay s'en va en fumée et la grosse artillerie de Chérin est réduite au silence »; mais alors pourquoi avoir reproduit in extenso dans les pièces justificatives le mémoire de Chérin (p. 72-95), s'il est si mauvais? La narration de M. de Bussy est sans cesse interrompue par ces réfutations et toute une série d'autres digressions. Ah! si les généalogistes se bornaient à dresser un inventaire des pièces authentiques concernant un personnage ou une famille, à indiquer les ascendants et les descendants, à signaler en note les documents mal interprétés ou mal appliqués au

1. Poilcourt, cant. d'Asfeld, arr. de Rethel, Ardennes.

personnage, ils rendraient bien service à l'historien; mais ils veulent, eux aussi, composer, et c'est là un malheur!<sup>1</sup> C. PF.

— Hervé C.-G. DU HECQUET DE RAUVILLE. *La maison du Hecquet et les seigneuries de Hauteville et de Rauville* (Paris, Edouard Champion, 1915, gr. in-8°, xxi-261 p., avec 78 blasons, 19 reproductions en fac-similé de pièces originales et 141 de signatures autographes et 6 tableaux généalogiques). — Le Hecquet est un ancien fief du Cotentin qu'arrose la Sandre et qui est situé partie sur le territoire de Saint-Sauveur-le-Vicomte, partie sur celui de la commune de Néhou; si l'on laisse de côté des récits sur l'origine de la famille dudit lieu que l'auteur de ce livre lui-même qualifie de légendaires, le premier seigneur authentique du Hecquet apparaît en mars 1357; c'est un certain Etienne que le roi d'Angleterre Édouard III nomme, en mars 1357, vicomte du Cotentin. Entre cet Étienne et le représentant actuel de la famille, Joseph du Hecquet, se sont écoulées treize générations, et sur ces quinze du Hecquet et leurs enfants on trouvera dans le volume les renseignements les plus précis, puisés aux archives de la famille, dans les cahiers bleus de la Bibliothèque nationale et dans les manuscrits de divers autres dépôts. Au cours du xv<sup>e</sup> siècle, un cadet de la famille, Pierre II, reçut le fief de Hauteville, près de Saint-Sauveur, et il fut la tige de la branche des du Hecquet de Hauteville, dont se détacha au xviii<sup>e</sup> siècle, avec Jean IV, aîné des Hauteville, la branche de Rauville (Rauville-la-Place est aussi au canton de Saint-Sauveur); le représentant actuel des Rauville est l'auteur de cet ouvrage. Tout ce qui concerne la famille seigneuriale, ses alliances, ses armoiries, est traité par lui avec soin et doit, ce nous semble, mériter pleine confiance. Quelques-uns des documents les plus importants sont reproduits en fac-similé ou typographiquement au cours du volume. A la fin, l'auteur dresse un *regeste* des 172 pièces sur lesquelles il s'est appuyé; il nous annonce un second volume de preuves où ces 172 numéros seront publiés in extenso. Si M. de Hecquet s'était borné là, nous n'aurions sans doute que des éloges à lui donner, en ajoutant que le volume est imprimé avec un véritable luxe; mais vraiment on s'étonne que M. Hervé de Rauville, qui est né dans l'île Maurice, qui est venu assez tard en France pour visiter la vieille terre de ses aïeux, se soit à ce point entiché de tous les préjugés de la vieille noblesse. Il approuve les « quatre quartiers », loue le droit d'ainesse, ne trouve rien de répréhensible au droit de présentation et dit son fait à l'incrédulité et à la Révolution. On y lit des phrases de ce genre : « A la veille de la Révolution, une grande partie du clergé — comme de la noblesse — était gravement infectée du virus libéral;

1. P. 9, l'auteur appelle bien à tort Philippa de Gueldres « comtesse douairière de Guise ». Il s'agit de la célèbre duchesse de Lorraine, seconde femme de René II, dont la retraite au couvent des Clarisses de Pont-à-Mousson a produit une si profonde sensation.

elle subissait, grâce à l'action occulte de la Franc-Maçonnerie, une crise analogue à la récente poussée de modernisme et de sillonisme — résultant d'ailleurs de la même cause — que Pie X dut réprimer avec tant d'énergie. » La nuit du 4 août 1789 est pour lui une « nuit charentonnaise », et l'ancêtre Henry I<sup>er</sup> lui-même est blâmé pour avoir voulu détourner son fils Raoul de rejoindre l'armée de Condé. Puis M. Hervé de Rauville expose aussi de-ci de-là quelques théories historiques générales; celle sur l'origine de la féodalité, expliquée par les « familles patronales », est bien simpliste et il semble que l'auteur ne se doute pas de la complexité d'un pareil problème; ses définitions des « termes féodaux » (p. 217) et des droits féodaux sont aussi vraiment trop élémentaires<sup>1</sup> et la question ne semble point connue. Pourquoi donc, dans ces livres de généalogie, l'auteur ne se limite-t-il pas à la généalogie et à la biographie stricte des seigneurs, fondées sur des extraits des chartes et des chroniques, et pourquoi les gâter par de véritables plaidoyers?

C. PF.

— *Lettres inédites intéressant l'histoire du diocèse de Troyes au XIX<sup>e</sup> siècle*, publiées et annotées par M. l'abbé Auguste PÉTEL (Troyes, impr. G. Frémont, 1915, in-8°, 136 p.). — Sous ce titre, un érudit champenois, qui vient de mourir, M. l'abbé Pétel, connu surtout pour sa remarquable série d'études sur les *Templiers et les Hospitaliers dans l'ancien diocèse de Troyes*, a publié, en les annotant convenablement, une collection d'une centaine de lettres, autographes pour la plupart, émanant de diverses personnalités ecclésiastiques ou laïques et à lui léguées par feu l'abbé Nioré, secrétaire de l'évêché de Troyes. Bon nombre de ces documents offrent un réel intérêt pour l'histoire intérieure du diocèse de Troyes au XIX<sup>e</sup> siècle (gallicanisme, congrégations, etc.). Quelques lettres d'intérêt plus général sont à signaler; par exemple, une lettre de Mgr de Boulogne, évêque de Troyes (1814) relative à la sépulture du conventionnel Le Peletier de Saint-Fargeau, à Saint-Fargeau (Yonne); de Mgr Darboy, archevêque de Paris, à M. Largentier, curé des Invalides, à propos des funérailles du maréchal Magnan (1865); du comte de Montalembert (4 mai 1841) à un curé du diocèse (liberté d'enseignement); un billet de Chateaubriand à l'abbé Sausseret, curé de Dampierre (27 août 1846); deux billets de Lamartine au même (s. d. et du 1<sup>er</sup> avril 1860); une lettre de Vacherot, de l'Institut, au même, sur la situation politique (14 septembre 1880); une lettre de l'ex-impératrice Eugénie (10 janvier 1874)

1. Sur la dime on lit : « Cette dime, qui a fait tant gémir les primaires (*sic*), paraîtrait bien peu de chose au contribuable actuel s'il voulait se rendre compte que ce n'est ni 10 ni 13 % qu'il paye au fisc, mais au moins 35 % de son gain sous diverses formes, toutes « légales » d'ailleurs. » Mais M. Hervé de Rauville sait bien qu'à la dime s'ajoutaient tous les droits féodaux et tous les impôts d'État, taille, capitation, vingtièmes, etc., et que le paysan portait le triple faix : église, seigneur et royauté.



à Mgr Ravinet, évêque de Troyes, au sujet des prétendues défenses de dire des messes dans le diocèse pour le repos de l'âme de Napoléon III, avec la réponse du prélat. Octave BEUVE.

— Jean RÉGNÉ. *La contrebande en Vivarais au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Aubenas, 1915, in-8°, 46 p.; extrait de la *Revue du Vivarais*). — L'auteur utilise un grand nombre de pièces d'archives et en publie plusieurs. On y retrouve en particulier le trop fameux Mandrin. En appendice, une longue liste des jugements souverains portant condamnation de contrebandiers vivarais ou originaires d'autres provinces ayant opéré en Vivarais. Il y en a cinquante-trois de 1735 à 1759.

Ch. B.

— Dr LOMIER. *Quelques notes complémentaires sur les marins de la garde, 1803-1815* (Paris, librairie Chapelot, 1915, in-8°, 31 p.).

— Ces notes viennent compléter utilement l'ouvrage que M. le Dr Lomier a déjà consacré à l'histoire de ces marins en 1905. Ch. B.

— Louis BENAËRTS. *Les commissaires extraordinaires de Napoléon I<sup>er</sup> en 1814 d'après leur correspondance inédite* (Paris, F. Rieder et C<sup>ie</sup>, 1915, in-8°, XIII-239 p.). — Au moment où les alliés, après Leipzig et Vittoria, approchaient des frontières de la France, Napoléon I<sup>er</sup> décida, par décret du 26 décembre 1813, l'envoi d'un commissaire extraordinaire dans chaque division militaire. Ces commissaires devaient accélérer les levées de la conscription et des gardes nationales et, dans les pays menacés par l'ennemi, ordonner des levées en masse et prendre toutes les mesures commandées par les circonstances. L'Empire français sur la rive gauche du Rhin se partageait en vingt-six divisions militaires; point n'était besoin d'envoyer un délégué dans la première division (Paris); on n'en désigna pas davantage pour la vingt-troisième (Bastia), ni pour la dix-septième (Amsterdam), occupée par l'ennemi; le commissaire nommé pour la vingt-sixième (Mayence) ne put se rendre à son poste pour le même motif. Vingt-deux commissaires remplirent plus ou moins bien leur mission. M. Benaërts publie en extrait ou *in extenso* les lettres qu'ils ont adressées au gouvernement central, d'après les cartons de la série F<sup>7</sup> 7020 à 7026 aux Archives nationales et quelques autres séries. Il en a découvert 360, presque toutes adressées au ministre de l'Intérieur, Montalivet. Il les a rangées dans l'ordre des divisions, nous donne une biographie sommaire du commissaire et des auditeurs au Conseil d'État qui l'accompagnèrent, indique le commandant de la division et les préfets des départements compris en chacune d'elle. Le texte est établi avec soin et accompagné de notes précises. De ces commissaires, dont les plus jeunes avaient cinquante ans, qui étaient comblés de dignités, chamarrés de décorations, avides pour la plupart de repos, il ne fallait pas attendre l'énergie qu'avaient déployée jadis les jeunes commissaires de la Convention : aussi la plupart ne firent rien ou presque rien. Pourtant les documents publiés par M. Benaërts ne

permettent pas de porter sur l'œuvre de chacun d'eux un jugement définitif. Ils doivent être complétés par ceux qui se trouvent dans les archives locales : proclamations, arrêtés, lettres aux préfets, aux maires. L'étude de ces documents locaux montrerait sans doute certains de ces commissaires sous un jour différent ; nous en sommes absolument sûr pour Colchen, envoyé dans la quatrième division (Nancy), et dont on ne trouve dans ce volume que trois lettres assez insignifiantes. En dépit du titre, le travail de M. Benaërts ne nous fait pas connaître les commissaires extraordinaires de 1814 ; mais il fournit des documents importants et bien édités à qui voudra étudier leur œuvre, soit dans l'ensemble, soit dans telle région déterminée de la France.

C. PF.

— P. MAIRE. *Pont-à-Mousson et ses environs. Histoire, archéologie, industrie. L'occupation allemande. Pont-à-Mousson sous les obus* (Nancy, impr. réunies, 1915, in-12, 84 p.). — On trouvera dans ce petit volume d'abord une description des principaux monuments de Pont-à-Mousson, la place Duroc, la maison des Sept-Péchés capitaux, l'hôtel de ville, le collège, l'église Saint-Martin, les bâtiments des Prémontrés, etc. ; puis un rapide historique de la ville et quelques détails sur l'ancienne Université ; un chapitre sur l'industrie — M. Maire insiste sur la société des hauts fourneaux qui, avant la guerre, a pris un développement si extraordinaire ; — quelques renseignements sur les villages du voisinage, Vandières, Dieulouard, Marbach, etc. Enfin, dans un dernier chapitre, l'auteur résume les événements qui se sont passés à Pont-à-Mousson depuis le commencement de la guerre, la destruction du pont, l'occupation allemande du 5 au 10 septembre 1914, les bombardements successifs — ils avaient dépassé le chiffre de cent au moment où l'ouvrage fut composé. Dans ce chapitre, M. Maire, professeur au collège, raconte en partie ses propres impressions. Dans la partie historique, il a résumé les ouvrages d'Ory, de l'abbé Eug. Martin, du chanoine Hyver, de M. Pierre Boyé, de M. J. Favier. Le lecteur français trouvera dans ce petit opuscule les renseignements les plus précis sur la petite cité martyre<sup>1</sup>. — C. PF.

— Alphonse FARAUULT. *Répertoire des dessins archéologiques légués par A. Bonneault à la bibliothèque municipale de Niort* (Niort, G. Clouzot, 1915, in-8°, 251 p.). — Arthur Bonneault (1839-1910) se prit assez tard de passion pour les études archéologiques. Nommé conservateur du musée lapidaire de Niort vers 1895, il parcourut le département des Deux-Sèvres, à la recherche de monuments pour son musée ; il dessina tous les objets qui pouvaient présenter quelque intérêt : blasons, inscriptions, tombeaux, bas-reliefs, ex-libris, cadrans solaires, chandeliers, bassinoires, etc. Il forma ainsi une collection de 2,684 dessins exécutés soigneusement par lui à la

1. A lire, p. 19 et ailleurs, *Clarisses* au lieu de *Claristes*.

plume d'après les croquis pris sur place; il légua le tout à la bibliothèque de Niort. Les trois quarts des dessins concernent les Deux-Sèvres; quelques-uns se rapportent à la Vendée, à la Vienne, au Maine-et-Loire, à la Charente, à la Charente-Inférieure, à la Gironde. Le catalogue les donne par départements et, dans l'intérieur de chacun d'eux, par ordre alphabétique des communes. Il se complète par deux tables, une table des noms de personnes (important pour les tombeaux), une table des matières (bénitiers, blasons, linteaux, portes, etc.). Il est fait avec soin et méthode. Il rendra les recherches faciles dans la collection et je m'imagine qu'il sera souvent consulté par les archéologues locaux.

C. PF.

— *Images historiques* (Paris, H. Laurens, 1915, in-4°). — Sous ce titre général, la maison Laurens commence la publication d'une série de brèves monographies où l'illustration occupe la plus grande place. Ont déjà paru : Gaston SCHÉFER. *Un sacre royal dans la cathédrale de Reims : le sacre de Louis XV* (en 1722; résume l'ouvrage rédigé par Ant. Donchet, l'abbé Bignon et Gros de Boze, avec 42 illustrations qui font mieux revivre les costumes et les pompes du temps que la cathédrale elle-même). — L. DE LANZAC DE LABORIE. *La colonne de la Grande Armée, « colonne Vendôme »* (rapide et précise histoire de la colonne, en particulier de la statue de l'empereur et de ses multiples transformations, avec 145 illustrations où sont reproduites toutes les scènes guerrières que raconte le bronze de la colonne). — René BRANCOUR. *La Marseillaise et le chant du départ* (histoire de l'hymne aux Marseillais, de Rouget de Lisle, et du chant du départ, de Méhul, avec la musique). — Étienne MOREAU-NÉLATON. *Soissons avant la guerre* (brève description des monuments d'architecture sacrée et profane. Charmantes illustrations). — Nous applaudissons à cette entreprise consacrée au passé artistique de la France. Multiplions les images de nos monuments, nous souvenant du sort que leur réservent les obus incendiaires de la savante Germanie.

Ch. B.

— *Alexandre de Roche du Teilloy, 30 août 1837-20 janvier 1915* (Nancy, Crépin-Leblond, in-8°, 35 p.). — Citons cette brochure *In memoriam*. Elle est consacrée à un ancien professeur du lycée de Nancy, où, avec beaucoup de zèle, il a formé de nombreuses générations d'élèves, à un délicat homme de lettres qui a été un membre éminent de l'Académie de Stanislas, à un historien de la Lorraine, auteur d'études remarquées : *les Étapes de Georges Bangofsky, officier lorrain, 1797-1815*; *Lettres d'un jeune soldat de la Grande Armée, 1813-1815*; *Un poète nancéen oublié, Eugène Hugo*. On y a réuni les articles qui ont paru dans divers journaux au lendemain de sa mort et les discours qui ont été prononcés sur sa tombe. — C. PF.

#### HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— *Les communes de l'Alsace-Lorraine. Répertoire alphabétique avec l'indication de la dépendance administrative.* I : No-

menclature française avant 1871. II : *Nomenclature allemande depuis 1871 jusqu'en 1915* (Paris et Nancy, 1915, grand in-8°, 87 p.; prix : 3 fr. 50). — Voici un livre qui devra être entre les mains des notaires, des employés des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, des fonctionnaires de tout ordre, des négociants, quand l'Alsace sera redevenue française. La France rétablira les anciennes dénominations françaises telles qu'elles existaient avant la guerre de 1870. On dira de nouveau : Mulhouse, Ribeauvillé et non *Mülhausen*, *Rappoltswiler*. Le petit volume que nous signalons permettra d'identifier la forme française et la forme allemande. On y trouve, par ordre alphabétique des communes, sur les pages de gauche, la dénomination française et son équivalent allemand avec indication du département, de l'arrondissement, du canton; sur les pages de droite, la dénomination allemande et son équivalent français avec le *Bezirk*, le *Kreis* et le *Kanton*. Sans doute il n'est pas difficile de deviner qu'Adamswiller, Albestroff, Allenwiller sont *Adamsweiler*, *Albesdorf*, *Allenweiler*; mais encore est-il bon que les gens d'affaires soient prévenus. Parfois l'identification est plus difficile et les deux formes se trouvent à une lettre différente de l'alphabet. Allemand-Rombach (l'), Audun-le-Tiche sont devenus dans la nomenclature germanique *Deutsch-Rumbach* et *Deutsch-Oth*; ces deux communes sont de langue française, ce qui prouve que la langue française a gagné du terrain au cours des âges, après que ces localités eurent reçu leur dénomination (à Audun-le-Tiche s'oppose Audun-le-Roman, qui est resté en 1871 à la France, du bon côté de la frontière). Quelquefois, les noms des deux listes sont entièrement différents, les villages ayant porté dès le moyen âge un nom welsche et un nom germanique; les Français ont pris le premier nom; les Allemands le second. Il faut savoir que : Bonhomme (le), Poutroye (la), Freland, Lalaye sont *Diedolshausen*, *Schnierlach*, *Urbach*, *Laach*. Souhaitons que bientôt ce répertoire entre dans l'usage courant. C. PF.

— Gabriel SÉAILLES. *L'Alsace-Lorraine. Histoire d'une annexion* (Paris, 1915, in-16, 63 p.; publication de la Ligue des droits de l'homme). — Dans cette brochure, M. Séailles oppose à la doctrine allemande de la conquête, telle qu'elle a été formulée par Treitschke, celle de la France de la Révolution, telle qu'elle a été inscrite dans le préambule de la Constitution de 1848 : « La République française respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. » Puis il dit comment l'Alsace et la Lorraine ont été, malgré l'éloquente protestation de leurs représentants, arrachées à la France; il montre comment les gouvernements étrangers ont été complices, par leur silence, de cette violation du droit et rend justice aux socialistes allemands Bebel et Liebknecht, qui ont osé protester contre toute idée d'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et ont dû subir pour leur manifeste cinq mois de détention dans une forteresse de la frontière

russe. Il expose les funestes conséquences de la paix de Francfort qui a obligé l'Europe de rester en armes, et nous aurions souhaité retrouver ici quelques citations de l'écrivain alsacien qui a signé Heimweh et qui n'a cessé de dénoncer, avec une mâle éloquence, l'odieux traité. Enfin, M. Séailles réclame le retour pur et simple, après cette guerre, de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie et, au nom des principes français, proteste contre toute pensée d'annexion à la France des pays de la Prusse rhénane; nous sommes d'accord avec lui; mais ces pays qui ont été rattachés en 1815 de façon si artificielle à la Prusse, chargée de monter la garde contre la France, doivent, à notre avis, s'appeler à l'avenir l'Allemagne rhénane. C. Pf.

#### HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— M. Georges BLONDEL nous a adressé quatre brochures dans lesquelles, avec la grande autorité que lui ont acquise ses fréquents séjours en Allemagne et ses ouvrages antérieurs, il traite de l'Allemagne passée ou présente : 1° *Ce qu'il faut penser des Allemands* (in-4°, 8 p.). Les Germains depuis les origines jusqu'à l'époque actuelle; leurs ambitions : réunir tous les « frères séparés », supprimer les petits États, faire de l'Allemagne le centre de gravité militaire de l'Europe et son centre économique, dominer le monde; 2° *la Situation de l'Allemagne. Déceptions et difficultés*. Extrait de la *Réforme sociale*, octobre 1915 (in-8°, 15 p.). La situation militaire, politique, économique. Malgré les apparences, malgré les affirmations audacieuses par lesquelles l'Allemagne essaie de faire croire qu'elle sera finalement victorieuse, la situation reste mauvaise pour elle à ce triple point de vue; le nombre des hommes s'épuise; à l'intérieur commencent à se faire entendre des doléances; le commerce extérieur est arrêté aux trois quarts; 3° *L'École allemande et sa responsabilité*. Extrait de la même revue, décembre 1915 (in-8°, 16 p.). C'est par l'enseignement que la jeunesse allemande a été pervertie et comme empoisonnée. Dans les écoles de toute nature et de tous degrés, on a prêché à la jeunesse le dogme de la supériorité allemande, les droits de l'Allemagne à la domination du monde. Historiens, géographes, juristes, anthropologistes, économistes ont agi dans le même sens sur l'esprit de leurs élèves; socialistes et catholiques suivent la même voie que libéraux et conservateurs ultra-prussiens; 4° *les Banques allemandes et le commerce d'exportation*. Extrait de la *Fédération des industriels et des commerçants français* (in-8°, 12 p.). De 1850 à 1870, les banques allemandes commanditaient les banques existant déjà à l'étranger; à partir de 1870, elles créent à l'étranger des succursales; puis, nouveau système, elles se font représenter par des banques spéciales, par lesquelles la finance allemande soutient les industriels et les commerçants désireux de faire des affaires dans les pays lointains. C. Pf.

— Arthur CHUQUET. *De Frédéric II à Guillaume II* (Paris, Fon-



temoing et C<sup>ie</sup>, 1915, in-12, 373 p.). — Sous ce titre, M. Chuquet a réuni une suite d'articles et d'essais, grands et petits, les uns déjà parus dans diverses revues, les autres inédits, tous inspirés par la guerre actuelle. Nous ne pouvons les signaler tous; nous classons les principaux sous divers chefs : 1<sup>o</sup> Belgique et violation de sa neutralité. M. Chuquet rappelle les termes du traité du 19 avril 1839 par lequel la neutralité de la Belgique était garantie par les cinq grandes puissances, dont l'*Autriche* et la *Prusse*; il reproduit les paroles de Bismarck sur la neutralité belge dans la séance du Reichstag du 2 mai 1871, un article d'un colonel allemand, M. de Kurnatowski, paru dans la *Deutsche Revue* d'avril 1914; malgré tout, le traité de 1839 a été considéré par le chancelier Bethmann-Hollweg comme un chiffon de papier. M. Chuquet recherche les antécédents de ce mot (cf. *infra*, p. 440) et montre combien les Allemands se sont trompés en croyant pouvoir opposer dans la Belgique conquise Flamands et Wallons. Les socialistes belges ont, de leur côté, repoussé la main que leur voulaient tendre les socialistes allemands. Les Allemands ont violé la neutralité du Luxembourg comme celle de la Belgique, réunissant ainsi les deux pays, suivant l'expression de Pierre Nothomb, « dans une même étreinte meurtrière, dans la même ombre et le même sang ». M. Chuquet rappelle les liens qui, dans le passé, rattachaient Luxembourg et Belgique et dit comment, en 1839, malgré les protestations de ses députés, partie de ce Luxembourg fut détachée de la Belgique pour devenir le grand-duché. — 2<sup>o</sup> Alsace. En 1815, l'Alsace accueillit fort mal les Allemands et les feuilles d'outre-Rhin s'indignèrent. Ehrenfried Stœber, le poète alsacien qui a pu dire :

Meine Leier ist deutsch, sie klinget von deutschen Gesängen;  
Liebend den gallischen Hahn, treu ist, französisch mein Schwert<sup>1</sup>,

répondit avec véhémence; il souhaitait pourtant une union entre Herrmann et Roland : on a vu que cette union est impossible. Que l'Alsace s'était attachée à la France, les écrivains allemands furent obligés d'en convenir, ainsi Berthold Auerbach, l'auteur des *Histoires villageoises de la Forêt-Noire*, dans les voyages qu'il fit à Strasbourg en 1844, 1860, en septembre 1870. Lors de son séjour à Versailles dans les derniers mois de 1870, le roi Guillaume reçut de nombreuses lettres d'Alsaciens et d'Alsaciennes, protestant d'avance contre toute idée d'annexion. Et, quand cette annexion eut été faite, malgré les mesures les plus tyranniques du gouvernement allemand, l'Alsace est demeurée fidèle au souvenir de la France, comme le dut constater l'ancien secrétaire d'État von Koeller dans un article de la *Deutsche Revue* en avril 1914. En dépit des articles de Fritz Lienhard, trahissant la cause du pays, l'Alsace admire en ce moment les exploits de nos soldats sur le Hartmannswillerkopf; elle nous attend. Elle déteste

1. Ma lyre est allemande; elle résonne de chants allemands; mais mon épée est fidèle et française et aime le coq gaulois.

toujours le Schwob. Ayant affirmé en 1871 qu'elle était française à toujours, il n'est point besoin d'un plébiscite pour sanctionner sa réintégration au foyer français. — 3<sup>e</sup> Allemagne et guerre actuelle. Dans une autre série d'articles, M. Chuquet expose la situation du Hanovre en 1866, la menace faite par l'Allemagne à la France en 1875, l'alerte de 1887 après l'incident Schnæbelé; et nous retrouvons nos pan-germanistes Treitschke, von Bernhardi, Clausewitz, les professeurs Lasson et Dietrich Schaefer. Et voici l'analyse de quelques-uns de ces curieux carnets saisis sur les soldats allemands. Puis M. Chuquet nous répète : il faut persévérer; ne nous arrêtons point. La victoire est proche. — 4<sup>e</sup> Pays neutres. Un article est consacré par M. Chuquet au manifeste des intellectuels espagnols en faveur de la France; un autre, l'un des plus longs du volume, nous fait entendre, à la suite de Salomon Reinach, les voix américaines sur la guerre de 1914-1915. — Et ce n'est pas tout; ici il est question de la Bohême<sup>1</sup>, là de l'armée russe; ici de la littérature allemande, là, à propos de quelque incident de la lutte actuelle, sont évoqués des souvenirs de cette Révolution dont M. Chuquet connaît si bien l'histoire. Séries d'articles un peu trop morcelés à notre gré, mais écrits d'une plume alerte pour la bonne cause.

C. PF.

— Paul-Louis HERVIER. *Kaiseriana* (Paris, édition de la Nouvelle Revue, 1915, 1 vol. in-12, 228 p.); Id. *Le Kronprinz* (Paris, ibid., 224 p.; prix de chaque volume : 3 fr. 50). — Série d'anecdotes plus ou moins scabreuses. L'auteur emploie souvent cette formule : « Cette anecdote, si elle est vraie, prouve que... » Il connaît médiocrement la langue allemande. Il écrit : « *La Lustige Blaetter* » (t. I, p. 58); « *Une unbeschriebener Blatt* » (t. II, p. 9). S'il est à peu près au courant des faits actuels, il ignore l'histoire passée. Nous lisons, t. I, p. 226 : « Par la Pragmatique Sanction de 1439, le titre [d'Empereur], alors porté par Albert II, fut déclaré apanage perpétuel de la maison d'Autriche. » De tels livres sont fâcheux; ces « révélations » soi-disant sensationnelles peuvent compromettre notre cause à l'étranger. Le vrai crime du kaiser et de son fils est d'avoir déchainé cette guerre terrible et sur eux doit retomber la responsabilité de tout le sang répandu.

C. PF.

— Charles LESAGE. *Les câbles sous-marins allemands* (Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1915, in-16, 275 p.; prix : 3 fr. 50). — Cette histoire des câbles sous-marins que M. Lesage nous expose est des plus instructives. Elle se divise en deux périodes : l'une va de 1869 à 1894. L'Allemagne se borne à relier son territoire aux câbles anglais pour pouvoir communiquer avec ses nationaux dispersés aux États-Unis; en 1869, une compagnie allemande pose un câble entre Greetsiel, près d'Emmden, et Lowestoft, sur la côte du Suffolk; de Lowestoft,

1. Au lieu de : « Jean de Bohême, allié de notre Philippe IV », lire : Philippe VI.

les télégrammes sont expédiés sur Valentia, à l'extrémité sud-ouest de l'Irlande, et de là en Amérique, par l'*Anglo-American Telegraph Co.* En 1882, un câble direct est posé entre Greetsiel et Valentia, ce qui assure une rapidité et une sûreté plus grandes des communications. Mais voici que l'Allemagne fonde un empire colonial; elle se crée une flotte puissante; elle désire communiquer directement avec ses colonies et ses vaisseaux naviguant au loin sans être contrainte d'emprunter le réseau anglais; elle veut de même n'être à la merci d'aucune puissance étrangère pour ses rapports télégraphiques avec les émigrés installés aux États-Unis ou au Brésil. Elle dresse donc le plan d'un réseau national, et elle arrive, avec une rare audace, à ses fins. M. Lesage nous dit comment, dans la seconde période, elle est parvenue à poser deux câbles entre l'île de Borkum et les États-Unis par les Açores et Coney-Island, près de New-York; comment, en 1907, elle a obtenu un atterrissage aux Canaries, à Monrovia (République de Libéria), puis à Pernambouc, établi le câble entre Borkum et l'Amérique du Sud avec ramifications sur les deux colonies du Togo et du Cameroun; comment, grâce aux Hollandais, elle a organisé un réseau de communications sous-marines dans l'océan Pacifique; comment enfin, par suite d'un traité avec la Roumanie, une ligne aérienne directe a été ouverte entre Berlin-Bucarest-Costantza, ce port communiquant par un câble dans la mer Noire avec Kilios, près de Constantinople. Quatre grandes compagnies de télégraphie sous-marine exploitent, dans ces quatre directions, un réseau de plus de 38,000 kilomètres, sans compter les trois câbles exploités par l'administration elle-même, deux le long des côtes de Chine, le troisième de Greetsiel à Brest (c'est l'ancien câble de Greetsiel à Valentia qui était devenu inutile). L'exposé de M. Lesage, volontairement technique, reste clair, malgré certaines redites. L'auteur a évité de parti pris des réflexions trop amères; mais il n'a pu se défendre d'une certaine tristesse, en montrant que la France a manqué de politique nette, qu'elle a favorisé parfois, même après l'entente cordiale avec l'Angleterre en 1904, les ambitions de l'Allemagne et qu'elle s'est montrée imprévoyante. Son ouvrage est à méditer; il était terminé en juillet 1914 et l'auteur l'a publié tel quel, sans y rien ajouter, sans rien en retrancher. Nous le regrettons un peu. Il nous aurait importé de savoir ce que sont devenus ces câbles au cours des opérations militaires; certainement ils ont peu servi à l'Allemagne, à qui, dès le début, a échappé l'empire des mers. — C. PF.

— Félix PASQUIER, archiviste de la Haute-Garonne. *Théories pangermanistes au XVII<sup>e</sup> siècle* (Toulouse, impr. Bonnet, 1915, in-8°, 16 p.). — Dans une conférence faite à la Société de géographie de Toulouse, M. Pasquier a montré que la prétention à la domination universelle, qui est une des sources du pangermanisme, est déjà naïvement exprimée dans la nomenclature des dignités impériales qui se trouve dans le tableau de l'histoire d'Allemagne publié par Elzévir en 1631. Ce n'est d'ailleurs autre chose que la conception du Saint-Empire romain germanique familière aux gens du moyen âge. — Ch. B.

## HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

— A. CHERVIN. *L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-4°, VIII-119 p.; prix : 3 fr. 50). — Le titre de ce « mémoire », comme l'appelle M. Chervin, en définit exactement l'objet : déterminer par la statistique des nationalités la plus précise et la plus détaillée — jusqu'à l'arrondissement, parfois jusqu'à la commune — les limites des Etats appelés à naître sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. C'est donc un essai de partage de la monarchie habsbourgeoise d'après la rigoureuse logique du principe des nationalités. L'idée a quelque chose de très noble; mais la carte de l'Europe centrale a-t-elle vraiment chance d'être refaite selon un principe purement ethnique, sans aucun égard ni à certaines nécessités de la géographie physique, ni à des forces historiques séculaires? Deux fois au moins, à propos des Wendes de Lusace et du « couloir de communication » entre Slaves du Nord et Slaves du Sud, M. Chervin lui-même fait une infidélité à sa règle au nom du droit historique et de l'intérêt politique et économique. Preuve évidente que, même pour l'homme d'étude, la solution de ces questions complexes et délicates ne s'accommode pas d'une pensée strictement rectiligne; combien plus difficile encore sera-t-elle pour les diplomates qui devront tailler et recoudre dans le tumulte et parmi le choc des passions contraires? N'espérons donc pas trop que les arrangements finaux seront purs de tout opportunisme; mais ils le seront en tout cas d'autant plus que les principes auront été plus clairement affirmés et développés. C'est pourquoi il faut remercier M. Chervin de ce travail plein de renseignements précis, net et franc dans ses conclusions. Quelques négligences ou quelques erreurs n'en altèrent point le mérite. Il eût été préférable, pour éviter l'équivoque et le malentendu, de ne point confondre la Hongrie avec la Galicie parmi les « provinces de l'Empire » et de ne point qualifier non plus la Galicie de « pays d'Empire » (p. 42). Ces incertitudes de la terminologie politique entraînent souvent des déductions erronées, et l'on souhaiterait qu'historiens et juristes pussent s'entendre pour adopter un vocabulaire technique tout à fait précis, comme, avec raison, M. Chervin demande aux géographes de convenir d'une nomenclature exacte et sûre. Il est fort gênant, en effet, de se trouver, faute de règle établie ou d'avertissement préalable, surpris par des noms inconnus qu'on n'identifie pas toujours, en tout cas jamais sans peine, et qui ne se rencontrent point dans les atlas répandus chez nous. C'est le cas des noms roumains que M. Chervin emploie pour les comitats transylvains, à dessein, certes, et par fidélité à son principe d'attribution nationale, mais pour le plus grand embarras de son lecteur. A tout le moins, une table de concordance serait nécessaire. — M. Chervin veut (p. 113) faire cadeau à la Suisse de tout le tour du lac de Constance, et peut-être de tout le Vorarlberg.

Est-il rien de plus gênant que de se voir refuser un cadeau? La neutralité de la Suisse est délicate au possible et prompt à s'effaroucher; ne vaudrait-il pas mieux éviter même de l'effleuré? L. E.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— M. Herbert E. BOLTON, professeur adjoint d'histoire à l'Université du Texas et maintenant professeur d'histoire américaine à celle de Californie, nous envoie un lot de brochures que nous analyserons rapidement : *Father Kinó's lost history, its discovery and its value* (extrait des *Papers of the Bibliographical Society of America*, vol. VI, 1911, 34 p. Le P. Eusebio Kinó fut un Jésuite, l'apôtre des Pimas et le fondateur d'Arizona, né près de Trente en 1644, de parents allemands, sans doute appelés Kühn (le P. Sommervogel, *Bibl. de la Comp. de Jésus*, t. IV, col. 1044, affirme que son vrai nom est Chino); il mourut le 15 mars 1711. Son *Historia* ou *Relación*, qu'ont utilisée Venegas, Ortega et Alegre, vient d'être identifiée; elle est conservée en un manuscrit autographe des Archives générales de Mexico sous le titre : *Favores celestiales de Iesus y de Maria*. C'est une source importante pour l'histoire des Indes. Suit une bibliographie des œuvres de Kinó, qui comprend dix numéros, sans compter les écrits incorporés par lui dans ses *Favores celestiales*). — *The founding of mission Rosario; a chapter in the history of the Gulf coast* (extrait du *Quarterly of the Texas State historical Association*, X, 2; octobre 1906, 27 p. Cette mission fut fondée en 1754 pour la conversion des tribus indiennes du Texas). — *Spanish mission records at San Antonio* (*Ibid.*, X, 4; avril 1907, 11 p., avec 2 fac-similés. Bref inventaire des archives du diocèse de San Antonio; elles se rapportent au XVIII<sup>e</sup> siècle). — *The native tribes about the East Texas missions* (*Ibid.*, XI, 4; avril 1908, 27 p. Sur les premiers temps de l'activité espagnole dans le Texas oriental. Origine du nom de Texas). — *The Jumano Indians in Texas, 1650-1771* (*Ibid.*, XV, 1; 20 p. L'histoire de ces Indiens a pu être reconstituée grâce aux archives de Mexico). — *The Spanish occupation of Texas, 1519-1690* (*Ibid.*, XVI, 1; juillet 1912, 26 p.). — *Spanish activities on the Lower Trinity river, 1746-1771* (*Ibid.*, XVI, 4. Extension des missions espagnoles; leurs relations avec les Français de la Louisiane). — *New light on Manuel Lisa and the spanish fur trade* (*Ibid.*, XVII, 1, 6 p. Publie une lettre de Manuel Lisa, le plus connu des marchands de fourrures de Saint-Louis dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle; datée du fort Manuel, sur le Missouri, 8 septembre 1812). — *The founding of the missions on the San Gabriel river, 1745-1749* (*Ibid.*, XVII, 4, 55 p.). — *Expedition to San Francisco bay in 1770. Diary of Pedro Fages* (extrait des *Publications of the Academy of Pacific coast history*, II, 3; juillet 1911, 19 p. Texte de ce journal, avec une traduction anglaise). — *The location*



of *La Salle's Colony on the Gulf of Mexico* (extrait du *Mississippi Valley historical Review*, II, septembre 1915, 17 p. Le lieu où La Salle fonda une colonie sur la-côte du golfe du Mexique en 1685 a pu être déterminé très exactement sur la rivière Garcitas; c'est non loin de là que La Salle périt assassiné). — A ces brochures ajoutons un gros livre : *Guide to the materials for the history of the United States in the principal archives of Mexico* (Washington, the Lord Baltimore press, n° 163 des publications de l'Institut Carnegie, 1915, in-8°, xv-553 p.). Cet important volume contient les divisions suivantes : archives de la ville de Mexico, déposées dans l'Archivio general y público, le Museo nacional, la Biblioteca nacional, à la cathédrale, dans les ministères, etc.; archives situées en dehors de la capitale, à Guadalajara, Queretaro, San Luis, Durango; archives des États de Nuevo-León, de Cohahuila, de Tamaulipas, de Chihuahua, de Sonora. En appendice, on trouve des listes des vice-rois du Mexique, des archevêques de Mexico, des évêques de Guadalajara, Durango, Linares, Sonora, des gouverneurs du Nouveau-Mexique, des Californies, du Nuevo-León, de Cohahuila et du Texas. — M. J. Franklin Jameson, directeur des publications entreprises par l'Institut, a soin de nous prévenir que l'inventaire de M. Bolton a été exécuté sous la présidence du général Diaz, par conséquent avant les révolutions qui ont récemment bouleversé le Mexique. Ch. B.

— *Carnegie endowment for international peace. Year book for 1915* (Washington, in-8°, xvii-177 p.). — Dans cet Annuaire qui traite surtout de l'organisation et de l'administration intérieures de la Fondation Carnegie, nous signalerons le rapport sur la réunion du Comité de recherches de la section d'économie politique et d'histoire, tenue à Lucerne en août 1914, et le rapport du directeur de la section de droit international; ce dernier donne des informations sur l'Institut américain de droit international, fondé le 12 octobre 1912, et sur les sociétés nationales qui lui sont affiliées. Ch. B.

#### HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— *The Cambridge history of english literature*, edited by Sir A. W. WARD and A. R. WALLER. Vol. X : *The age of Johnson* (Cambridge, at the University press, 1913, in-8°, xv-562 p.; prix : 9 sh.). — Voici les titres de chapitres de ce tome X : I. Richardson, par L. CAZAMIAN. II. Fielding et Smollett, par Harold CHILD. III. Sterne et le roman de son temps, par C. E. VAUGHAN. IV. Le drame et le théâtre, par George Henry NETTLETON. V. Thomson et la poésie descriptive, par A. Hamilton THOMPSON. VI. Gray, par feu le Rév. Duncan C. TOVEY. VII. Young, Collins et les poètes mineurs du temps de Johnson, par George SAINTSBURY. VIII. Johnson et Boswell, par David Nichol SMITH. IX. Olivier Goldsmith, par Henry Austin DOBSON. X. L'influence du moyen âge sur la littérature, par W. P. KER. XI. Le genre épistolaire, par Henry B. WHEATLEY, et le cercle littéraire du Warwick-

shire, par W. H. HUTTON. XII et XIII. Les historiens : Hume, par W. HUNT, et Gibbon, par Sir A. W. WARD. XIV. Les philosophes : Hume et Adam Smith, par W. R. SORLEY. XV. La littérature théologique, par W. H. HUTTON. XVI. La littérature dissidente, 1660-1760, par W. A. SHAW. XVII. La littérature politique, 1755-1775, par C. W. PREVITÉ-ORTON. Cette simple table des matières suffit pour faire comprendre l'intérêt exceptionnel de ce volume, en soi-même et dans ses rapports avec la littérature française de la même époque. On sait le retentissement produit chez nous par les romans de Richardson, de Sterne, de Goldsmith, par la poésie de la nature de Thomson, par la philosophie de David Hume, par les études économiques d'Adam Smith, par l'*Ossian* de Macpherson. Il n'y a pour ainsi dire pas un chapitre du volume qui ne doive attirer l'attention de tout homme qui s'intéresse à l'histoire de la littérature et de la philosophie françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle. Siècle fécond entre tous, où les idées se renouvellent et s'élargissent par la contribution qu'apportent à l'Angleterre les autres états du Royaume-Uni : par exemple l'Irlande avec Goldsmith et surtout l'Écosse avec D. Hume, pour ne citer que les plus grands noms. — Le tome XI, *The Period of the French Revolution* (1914, xiii-523 p.; prix : 9 sh.), nous touche moins directement. Le chapitre I sur Burke, par Herbert J. C. GRIERSON, est parfaitement placé pour montrer, dès le début, la scission, l'hostilité qui creusèrent un abîme infranchissable entre les deux pays pendant un quart de siècle. Pendant ce temps, la France a pour ainsi dire ignoré l'Angleterre et son admirable floraison poétique. Voici les autres chapitres du volume : II. Écrivains et orateurs politiques (Thomas Paine, William Cobbett, Fox et Pitt), par C. W. PREVITÉ-ORTON. III. Bentham et la doctrine utilitaire (Blackstone, Malthus, Dugald Stewart), par W. R. SORLEY. IV. William Cowper, par Harold CHILD. V. Wordsworth, par Émile LEGOUIS. VI. Coleridge, par C. E. VAUGHAN. VII. George Crabbe, par Harold CHILD. VIII. Southey, par George SAINTSBURY. IX. Blake et la renaissance romantique, par J. P. R. WALLIS. X. Burns et les petits poètes écossais, par T. F. HENDERSON. XI. La prosodie du XVIII<sup>e</sup> siècle, par George SAINTSBURY. XII. Le drame au temps des trois George, par Harold V. ROUTH. XIII. Le roman, par George SAINTSBURY. XIV. La censure, la librairie et le commerce de livres de 1625 à 1800, par H. G. ALDIS. XV. Les bas-bleus, par LE MÊME. XVI. Les livres pour enfants, par F. J. Harvey DARTON. — Le tome XII (1915, xi-565 p.) nous ramène au grand courant anglo-français avec Walter Scott (ch. I, par T. F. HENDERSON) et Byron (ch. II, par F. W. MOORMAN), dont l'influence sur le romantisme français, si considérable cependant, n'a pas été mise assez fortement en relief. Viennent ensuite les ch. III et IV, Shelley et Keats, par C. H. HERFORD; V, Les poètes mineurs (1790-1837) : Rogers, Campbell, Moore, Coleridge, etc., par George SAINTSBURY. Le ch. VI fait, à juste titre, une place à part aux grandes revues qui ont tant contribué à former l'esprit public et le goût littéraire en Angleterre : l'*Edinburgh Review*, le *Quarterly*

Review, le *Blackwood Magazine*, etc., étudiés par A. R. D. ELLIOT. Puis, ce sont les ch. VII sur Hazlitt, par W. D. HOWE; VIII sur Ch. Lamb, par A. Hamilton THOMPSON; IX sur les Landor, Leigh Hunt, de Quincey et les humoristes, par George SAINTSBURY; les ch. X sur Jane Austen et XI sur les romanciers de second ordre, par Harold CHILD. A la réforme religieuse du XIX<sup>e</sup> siècle, profonde mais limitée, se rapportent les ch. XII sur le mouvement d'Oxford, par W. H. HUTTON, et XIII sur le développement de la théologie libérale, par F. E. HUTCHINSON. Ce dernier arrive jusqu'au seuil de l'histoire contemporaine en nous parlant des modernistes et du P. Tyrrell. Enfin les ch. XIV sur les historiens, par Sir A. W. WARD, et XV sur l'érudition et la bibliographie, par Sir John E. SANDYS, seront beaucoup lus par les gens du métier. Si l'on ne doit pas revenir plus tard sur le chapitre de l'érudition anglaise jusqu'à nos jours, on trouvera l'esquisse de M. Sandys très imparfaite. Sans doute, deux volumes encore doivent traiter du XIX<sup>e</sup> siècle; on annonce qu'il y sera question de l'éducation, des écrits scientifiques, du journalisme, des changements subis par le langage écrit et parlé, de la littérature anglaise aux Indes, au Canada, en Australie, dans le Sud africain. Il est à craindre cependant que, dans cette riche histoire de la littérature anglaise, l'école historique qui s'est si fortement transformée dans ces quarante dernières années et qui a tant produit d'œuvres remarquables ne soit trop sacrifiée.

Ch. B.

— *English Church law and Divorce. Part I : Notes on the « Reformatio legum ecclesiasticarum »,* by Sir Lewis DIBBIN, dean of the Arches. Part II : *Notes on the divorce and re-marriage of Sir John Stawell,* by Sir Charles E. H. CHADWYCK HEALEY, chancellor of the diocese of Exeter (Londres, John Murray, 1912, in-8°, VIII-180 p.; prix : 3 sh.). — En 1853, une Commission extra-parlementaire, chargée d'étudier la question du divorce, admit que le divorce a *vinculo matrimonii* avait été accordé par les tribunaux ecclésiastiques en Angleterre pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, conformément à la doctrine contenue dans la *Reformatio legum*. Une nouvelle Commission récemment nommée pour examiner le même objet conclut de même. Leur opinion est-elle fondée? Et d'abord qu'est-ce que cette *Reformatio legum*? Sous quelles influences a-t-elle été rédigée? Quelle a été son autorité auprès des théologiens, du clergé anglican et des cours ecclésiastiques? C'est à ces différentes questions que se proposent de répondre les auteurs des deux mémoires réunis dans le volume que nous annonçons.

L'idée de réformer l'ancienne loi canonique de l'Église catholique devait venir à l'esprit de Henri VIII et de ses ministres; en effet, un statut de l'année 1534 décida que l'affaire serait soumise à l'examen d'une Commission; mais celle-ci ne fut nommée que sous Édouard VI, en 1551. Elle comprenait quelques-uns des chefs du parti protestant les plus avancés venus du Continent : Pierre Martyr, Martin Bucer, etc. Son travail n'était pas encore terminé à la mort du jeune roi;

mais, sous Élisabeth, il semble avoir été hâtivement rédigé pour servir de base aux débats qui devaient bientôt s'ouvrir dans le Parlement. Cette rédaction, sans valeur officielle, fut publiée de façon d'ailleurs fort inexacte (1571) par Foxe, le fameux Martyriologiste. C'est la *Reformatio legum ecclesiasticarum*. Mais la reine, qui ne voulait pas souffrir que le Parlement discutât des questions religieuses, empêcha que l'affaire lui fût soumise et l'on en resta là. La *Reformatio* fut rééditée en 1640 et en 1641 d'après l'édition de Foxe, notablement améliorée enfin en 1850, d'après tous les textes connus, imprimés ou manuscrits. Cette dernière est la seule qui vaille au point de vue critique; mais elle n'a pas plus d'autorité officielle que les autres.

Sur la question du divorce, la *Reformatio legum* admettait la dissolution du mariage, par exemple pour crime d'adultère, et autorisait l'époux innocent à se remarier après un délai de six mois ou d'un an. Le divorce a *mensa et thoro*, que nous appelons la séparation de corps et de bien, était aboli. Quelle valeur avait cette décision? En droit, on vient de le voir, l'autorité en est des plus suspectes. En fait, quand on voit l'opinion professée par les théologiens et par les évêques de l'Église anglicane dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, quand on examine les sentences des tribunaux ecclésiastiques, que l'on consulte les observations faites dans les Visites pastorales et consignées sur les registres paroissiaux, on trouve partout la même doctrine : le divorce a *vinculo* ne peut être et n'a pas été prononcé. Les Canons rédigés en 1603, sous Jacques I<sup>er</sup>, n'ont fait que confirmer cette doctrine et cette pratique.

On a cependant cité un cas au moins où l'archevêque de Cantorbéry, Mathieu Parker, a, dit-on, autorisé un époux à se remarier après la dissolution d'un mariage pour crime d'adultère de la femme; c'est le cas Stawell, étudié par M. Chadwyk Healey, pièces en mains. Il serait trop long d'en donner même une analyse. Il suffira de dire que, consulté par l'évêque de Bath et Wells, à qui Stawell avait demandé l'autorisation de se remarier du vivant de sa première femme divorcée, l'archevêque accorda la licence demandée, mais sous une forme insolite et sans la faire transcrire sur le registre du « Faculty office ». Il aurait donc pensé que, dans certains cas, la « loi divine » pouvait être interprétée dans un sens contraire à la loi canonique. Et ainsi se trouve singulièrement affaiblie l'importance du cas Stawell, qui de plus reste unique.

Conclusion : Malgré l'affirmation de la *Reformatio legum*, le divorce fut interdit canoniquement dans l'Église anglicane au xvi<sup>e</sup> s. comme il l'avait été dans toute l'Église catholique dans les siècles précédents. C'est ce que MM. Dibdin et Chadwyck Healey paraissent avoir démontré avec une pressante dialectique appuyée par une connaissance parfaite des textes.

Ch. B.

— Jocelyn PERKINS. *The most honourable Order of the Bath* (Londres, Sir Isaac Pitman and Sons, 1903, in-8°, XII-260 p., avec

42 illustrations; prix : 7 sh. 6 d.). — L'Ordre du Bain n'est devenu une institution régulière, avec sa hiérarchie propre et sa liturgie, qu'en 1725, lorsque Robert Walpole, pour s'assurer les fonds nécessaires à la vaste entreprise de corruption ministérielle sur laquelle s'appuyait son autorité, voulut remettre en honneur d'antiques coutumes remontant à la chevalerie médiévale. Il constitua donc un ordre militaire, comprenant seulement trente-cinq compagnons à la succession desquels il serait perpétuellement pourvu, avec un sceau et toute une administration résidant dans la collégiale de Saint-Pierre à Westminster. Avant cette date, et en dehors de l'ordre de la Jarretière créé, comme on sait, par Édouard III, il n'y avait pas de distinctions entre les chevaliers. Quant au bain, avec le sens mystique de purification qu'on lui attribuait, il faisait partie des cérémonies qui, dans les circonstances solennelles, entouraient la création des nouveaux chevaliers. L'institution de 1725, qui d'ailleurs ne comportait plus la cérémonie du bain, fut en honneur pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle; elle fonctionna par exemple à chaque couronnement du nouveau souverain. Sous le prince régent, son caractère fut profondément altéré, parce qu'au lieu d'être un ordre fermé, accessible seulement à un nombre très limité de chevaliers, il devint une distinction sociale, destinée à récompenser les services rendus au roi pendant les longues guerres de la Révolution et de l'Empire. En 1913, le roi George V restaura l'ordre ancien, et c'est à cette occasion que fut rédigé le présent volume, l'auteur étant « sacrist » et « minor canon » de Westminster, où siège toujours le chapitre de l'ordre.

Son livre est un acte de dévotion presque autant qu'un ouvrage d'histoire. Il ne croit pas aux fables qui prétendent faire remonter l'ordre du Bain jusqu'aux anciens Saxons de Germanie; mais il paraît peu familier avec l'époque médiévale, car autrement il n'invoquerait pas sans précaution l'autorité d'Ingulf de Croyland (p. 34); il ne ferait pas allusion à la chronique de « *Johannis Monachi Majoris Monasterii* » (p. 36); il aurait cherché et trouvé qui était un certain « William de Plessetis » nommé en 1248 (p. 37), etc. Ne lui demandons que ce qu'il a voulu nous donner, à savoir des indications, d'après des descriptions certaines, sur l'ordre et la marche des cérémonies observées au moyen âge lors de l'installation des chevaliers. Il reproduit donc le *De studio militari* de Nicolas Upton, qui fut composé sous le règne de Henri VI et qui fut plus tard illustré de remarquables gravures par Édouard Bysshe; il décrit tout au long l'organisation et le cérémonial de 1725; publie les règlements officiels qui ont présidé aux installations solennelles de 1725 et de 1803, ainsi que l'« Order of service » pour la cérémonie de 1913, quand la chapelle de Henri VII à l'abbaye de Westminster fut inaugurée de nouveau comme la chapelle du « très honorable ordre du Bain ». Et l'on ne saurait dire que l'ouvrage soit ennuyeux. Les illustrations sont tout à fait appropriées au sujet.

Ch. B.



## HISTOIRE D'ITALIE.

— M. Giannino FERRARI, *Osservazioni sulla trasmissione diplomatica del Codice Teodosiano e sulla Interpretatio Visigotica* (Padova, fratelli Drucker, 1915, in-8°, 35 p.), combat la théorie — d'ailleurs en soi assez peu vraisemblable — d'après laquelle l'*Interpretatio* du Bréviaire d'Alaric serait sans doute d'origine romaine et en tout cas dériverait d'un texte du Code Théodosien plus complet que celui qu'ont utilisé les rédacteurs du Bréviaire et qui nous a été partiellement conservé. Pour lui, l'*Interpretatio* est contemporaine du Bréviaire et wisigothique comme lui. Elle a été composée à l'aide des seuls textes que nous connaissons, en vue surtout d'insister sur certaines questions d'un intérêt pratique; elle est intéressante à ce point de vue, comme témoignage de l'évolution du droit romain dans les pays wisigoths.

R. P.

— Arturo SEGRÉ, *Perchè l'Italia fa la guerra all' Austria* (Savona, tipografia economica, 1915, in-8°, 16 p.). — Conférence faite à Spotorno le 18 juillet 1915. L'auteur expose les nombreux griefs de l'Italie contre l'Autriche depuis 1866. Il reconnaît les avantages politiques et économiques que l'Italie retira de son entrée dans la Triple-Alliance; mais il montre combien l'attitude de l'Autriche envers l'alliée latine fut décevante et traîtresse. Quant à l'Allemagne, elle ne cessait d'appuyer l'Autriche : en 1911, elle tenta secrètement de se faire livrer par la Turquie un port en Libye et obligea l'Italie à précipiter l'occupation de ce pays. La guerre déclarée à la Turquie, l'Autriche interdit à l'Italie de prendre contre cette Turquie, dans l'Adriatique et en Égée, les gages qui eussent hâté la conclusion de la paix et réduit les dépenses de l'Italie en argent et en hommes. Une pareille situation était intolérable; en rompant le traité de la Triple-Alliance, l'Italie revenait à ses amitiés naturelles et à sa véritable tradition nationale.

Ch. B.

## HISTOIRE DES PAYS-BAS.

— *Bijdragen en Mededeelingen van het historisch Genootschap gevestigd te Utrecht* (t. XXXVI, 1915). — Ce volume contient, entre autres articles, une narration assez détaillée et intéressante d'un voyage que firent, en 1677, les deux frères Giulio et Guido de Bovio, gentilshommes bolonais, dans les Provinces-Unies, et notamment en Hollande. Elle contient des détails sur les négociations engagées pour la paix de Nimègue, auxquelles assistèrent les deux frères, attachés à la suite du nonce. Elle a été publiée par le Dr Gisbert BROM, ancien directeur de l'Institut néerlandais d'histoire à Rome, dont nous avons précédemment annoncé la mort (voir plus haut, p. 237).

N. J.

— *Bijdragen voor vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde* (5<sup>e</sup> série, t. II). — M. J. M. GOSSES publie une étude sur la formation du comté de Hollande du IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle; c'est la première

fois que la critique historique, ingénieusement maniée par l'auteur, a réussi à donner, à l'aide des rares et contradictoires documents que nous possédons, une vue d'ensemble sur cet intéressant sujet. La librairie Nijhoff a mis dans le commerce un tirage à part de ce bon travail. N. J.

#### HISTOIRE DES PAYS SCANDINAVES.

— La question de savoir si le climat des divers pays a subi un changement pendant les temps historiques est traitée en ce moment avec passion par nos savants. Les remarquables recherches d'un Américain, M. Huntington, ont excité les imaginations, et l'on semble porté à accepter de nouveau les idées d'autrefois et à croire que de grands événements historiques ou d'importants changements dans la vie économique des peuples sont principalement dus à des variations du climat.

Parmi les travaux sur ce sujet signalons les très remarquables études du naturaliste suédois M. Otto PETTERSON, *Climatic variations in historic and prehistoric time*, parues dans les publications de la Commission suédoise d'hydrographie et de biologie, n° 5. L'auteur démontre qu'il existe des variations dans la force attractive de la lune et du soleil et que, après une période de 1,800 ans, il y a une culmination due à des influences cosmiques, c'est-à-dire dans la position relative de l'orbite de la lune vers la terre et le soleil au solstice d'hiver. Une telle culmination a eu lieu vers la fin du moyen âge (vers l'an 1400), comme vers 400 av. J.-C., et elle doit avoir produit un plus grand mouvement dans l'Océan, qui a poussé un intense courant sous-marin d'eau salée jusqu'aux détroits éloignés de la Baltique. Les harengs suivent ce torrent salé; on comprend ainsi que c'est seulement depuis la fin du XII<sup>e</sup> siècle qu'on entend parler de ces grandes pêches de harengs dans le Sund, qui, dans les derniers siècles du moyen âge, ont fait la prospérité des célèbres foires de Skanør et de Falsterbo. On comprend également pourquoi le hareng disparaît des côtes de la Scanie au cours du XVI<sup>e</sup> siècle et qu'après cette époque il faut le chercher sur les côtes plus septentrionales de la péninsule scandinave.

Par cette altération des mouvements de la mer, M. Pettersson explique trois faits, à savoir : 1<sup>o</sup> que, pendant les siècles en question, on entend si souvent parler d'une mer glacée et d'un passage sur la glace d'une côte de la Baltique à l'autre; la couche supérieure de la mer, composée d'eau plus douce, n'ayant qu'une faible épaisseur gèle plus facilement; 2<sup>o</sup> qu'à l'époque des Vikings, les côtes du Groenland étaient moins barrées par les glaces qu'au cours des siècles suivants, où souvent il était difficile d'atterrir; 3<sup>o</sup> enfin que le climat de l'Islande est devenu plus rude vers la fin du moyen âge. Ces recherches rendent compte des grandes marées sur les côtes de la mer du Nord aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

Ces résultats n'ont pas été acceptés par tous les savants. On a con-

testé en particulier le changement de climat signalé par M. Pettersson. Ainsi, le naturaliste islandais M. Th. THORODDSEN (dans *Geografisk Tidsskrift*, 1914-1915) est d'avis que déjà à l'époque des Vikings les côtes du Groenland ont quelquefois été interceptées par la glace, et, quant à l'Islande, les Sagas nous montrent un ciel et un temps analogues à ceux de nos jours. Sans doute, au temps des Sagas, l'Islande avait un peu plus de bois, mais les arbres n'étaient pas hauts, c'étaient plutôt des arbrisseaux, comme le prouvent les restes conservés dans les marais. L'élevage du bétail fut sous tous les rapports le même que de notre temps, et il est difficile de constater une décadence économique vers la fin du moyen âge. Au moins la partie supérieure de la société semble être plus aisée qu'aux temps de la République. M. Thoroddsen a réussi à défendre son opinion contre un article critique de l'historien norvégien M. Edvard BULL. M. Bull invoque les résultats de M. Pettersson pour expliquer la décadence matérielle de la Norvège au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle; mais, comme les autres pays scandinaves ne connaissent pas un tel état de décadence à cette époque, son raisonnement semble moins juste.

Le naturaliste suédois M. A. NORLIND est arrivé aux mêmes résultats que M. Thoroddsen (dans *Ymer*, 1915, et dans *Lunds Universitets Aarskrift*, X, n° 1, 1914). Il fait l'éloge des études de M. Pettersson, surtout de ses recherches sur le mouvement de la mer et sur les migrations et la pêche du hareng; mais le climat ne lui semble pas avoir subi de changements pendant les temps historiques. La seule variation est peut-être que, d'un climat plus continental, il s'est changé en un climat plus insulaire, avec des hivers moins froids et des étés un peu plus chauds, ce qui semble aussi prouvé par les études sur les observations météorologiques de Tycho Brahe au XVI<sup>e</sup> siècle. C'est pendant les temps historiques le seul changement de climat qu'admet M. Svante ARRHENIUS dans son traité sur ce sujet dans *Nordisk Tidsskrift*, 1915.

Le météorologue danois M. C.-I.-H. SPEERSCHNEIDER vient encore de soumettre à une critique sévère tous les renseignements que les documents des temps passés nous fournissent sur une mer glacée et un passage sur la glace d'une côte à l'autre (*Isforholdene i danske Farvande i Aarene 690-1860*, dans les *Publications de l'Institut météorologique danois*, 1915, n° 2). Il démontre combien ils contiennent d'erreurs, de méprises et d'exagérations. Ainsi on n'a pas remarqué que le nom des parages a changé, que par exemple le Skagerak a compris aussi une partie du Kattegat et que la Baltique embrassait aussi les détroits, comme le Sund et le Belt. Il trouve que pour chaque siècle le nombre des hivers de froid extrême est le même dans les temps modernes qu'au moyen âge. — Joh. STP.

---

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

1. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1915, mai-octobre. — Paul FOURNIER. Bonizo de Sutri, Urbain II et la comtesse Mathilde, d'après le *Liber de vita* de Bonizo (ce *liber* fut composé entre 1089 et 1095 par Bonizo, expulsé de Plaisance et remplacé sur le siège épiscopal de cette cité; il a été écrit pour lutter contre la simonie et il contient des principes différents de ceux qui inspirèrent Urbain II dans sa poursuite contre les prêtres simoniaques; comme la comtesse Mathilde soutenait la politique pontificale, Bonizo parle d'elle avec amertume. C'est sans doute par dépit qu'après avoir été un des partisans les plus fervents de la réforme de Grégoire VII, il finit par s'associer aux opposants que scandalisaient les tendances conciliantes du pape et de la comtesse). — Robert ANDRÉ-MICHEL. Les défenseurs des châteaux et des villes fortes dans le Comtat-Venaissin au xiv<sup>e</sup> s. (montre dans quelle proportion se retrouvent dans les troupes pontificales les trois éléments de l'armée : la noblesse, les bourgeois et autres habitants des villes et enfin les mercenaires). — H. OMONT. Nouvelles acquisitions des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1913-1914 (suite et fin). = C.-rendus : *Sabbadini*. Le scoperte dei codici latini e greci ne' secoli xiv e xv (important pour l'histoire de la Renaissance). — *Regesta chartarum Italiae* (indication rapide des registres contenus dans les treize volumes de cette collection). — Dr *Leblond*. L'église et la paroisse Saint-Étienne de Beauvais au xv<sup>e</sup> siècle, d'après les comptes des marguilliers et des chanoines (intéressant). — List of Catalogues of english books, 1676-1900, now in the British Museum (cette liste ne compte pas moins de 8,000 catalogues, avec les noms des commissaires-priseurs-experts, les prix d'adjudication et les noms des acquéreurs). = Chronique : Ch.-V. LANGLOIS. Rapport au ministre de l'Instruction publique sur le service des archives, 1<sup>er</sup> mai 1914-1<sup>er</sup> mai 1915. — H. OMONT. Inventaire des livres, bijoux et ornements de Humbert II, dauphin de Viennois, à Paris, 18 mai 1355.

2. — **Bulletin italien.** 1915, juillet-décembre. — A. JEANROY. Une imitation italienne de Rambaut de Vaqueiras (diverses corrections à un poème italien du xiii<sup>e</sup> siècle, qui reproduit l'idée générale et quelques vers d'une chanson de Rambaut). — A. MOREL-FATIO. A propos de Guichardin (nécessité d'une bonne édition de la *Storia d'Italia*; traductions de l'œuvre en espagnol; intérêt que présentent

les *Ricordi* publiés par Canestrini dans les *Opere inedite*. — C. FINZI. L'Arcadie allemande, traduit de l'italien par M<sup>me</sup> THÉRRARD-BAUDRILLART (avant la fondation de la société de l'Arcadie à Rome, il existait une société analogue à Nuremberg créée en 1644; on en trouve encore trace au XVIII<sup>e</sup> siècle). — J. LÉONARD-CHALAGNAC. Influence de l'Italie sur l'esthétique du peintre Lécour (peintre bordelais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui, en réalité, resta, par la pensée et par la doctrine, un contemporain de Raphaël). — H. HAUVETTE. Gabriele d'Annunzio, poète national. = C.-rendus : Voltaire. La Pulcella d'Orléans, tradotta da Vincenzo Monti (la traduction date du commencement du XIX<sup>e</sup> siècle; elle a été publiée en 1878; une nouvelle édition plus correcte est due à Giulio Natali). — Stefano Ferme. Saggi Giordani (analyse en italien de ce volume; rapports de Giordani avec Libri, avec Louis Bonaparte, Niccolò Tommaseo, etc.).

3. — Feuilles d'histoire du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. 1915, novembre-décembre. — Marc CITOLEUX. Vigny et le XVIII<sup>e</sup> siècle (de l'empreinte produite par la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle sur l'esprit du poète). — Eug. WELVERT. Conventionnels régicides; suite : Borie, Charles Delacroix, Mailly-Châteaurenaud, Monnel, Ricord. — Rod. REUSS. La Révolution dans le Bas-Rhin. VI : Un récit de l'annexion de Diemeringen, principauté de Salm, à la France, 1793. — M. SCHVEITZER. La chouannerie et le brigandage dans l'Eure sous le Directoire. III. — G. VAUTHIER. Les membres de l'expédition d'Égypte. II (la Description de l'Égypte). — Jos. DURIEUX. Une explosion à Thorn en 1807. — Ch. DEJOB. La presse française et l'armée sarde pendant la guerre de 1859. — A. CHUQUET. Doudan et la Prusse (intéressante analyse des sentiments exprimés par Doudan de 1864 à 1870; il prévoyait le succès de la Prusse et s'en affligeait). — Id. Six mois de guerre en Belgique (d'après l'ouvrage de F.-H. Grimaux).

4. — La Révolution française. 1915, novembre-décembre. — A. AULARD. Patrie, patriotisme au début de la Révolution française (suite : les premières fédérations; insiste sur celle de Strasbourg du 13 juin 1790; — mais qu'on ne répète pas que la révocation de l'Édit de Nantes ne s'est jamais étendue à l'Alsace; la vérité est que l'Alsace n'a jamais connu l'Édit de Nantes; tout exercice de la religion protestante a été interdit dans les états catholiques cédés directement à la France par le traité de Munster. — La fédération des Bretons et des Angevins à Pontivy en janvier 1790; la grande fédération à Paris du 14 juillet 1790). — L. DUBREUIL. Les origines de la chouannerie dans les Côtes-du-Nord (fin; c'est en réalité une histoire du département en 1790 et 1791; s'arrête au 16 septembre 1791, au moment où l'on célèbre dans les Côtes-du-Nord l'acceptation de la constitution par le roi). — A. AULARD. L'anniversaire de la prise de Rome par les Italiens. = Document : Lettre du conventionnel Casenave à Napoléon (Paris, 10 septembre 1807). = C.-rendu : Miss Eloise Ellery. Brissot de



Warville, a study in the history of french Revolution (intéressant, surtout pour le séjour de Brissot en Amérique en 1788).

**5. — Revue des études historiques.** 1915, octobre-décembre. — Émile BERNARD. Un chef chouan dans les Côtes-du-Nord : Bras de Forges, seigneur de Boishardy (né le 16 octobre 1762, au manoir de Boishardy, commune de Bréhand; il entra en 1792 dans la conspiration de La Rouërie; son rôle dans la chouannerie en 1793; il fut surpris par les républicains en prairial an III, juin 1795, et sa tête fut promenée sur une pique par les rues de Moncontour. Hoche flétrit cet acte odieux). — Léon MIROT. Une tentative d'invasion en Angleterre pendant la guerre de Cent ans, 1385-1386 (suite et fin; récit détaillé des deux campagnes; l'Angleterre, pour les causes dites par l'auteur, échappa à l'un des plus graves dangers qui l'aient jamais menacée). — Georges BEAUME. Maguelone, unique fief pontifical en terre de France (grand éloge de Maguelone; légendes qui s'attachent à la ville; citations assez sommaires; pourquoi pour les bulles pontificales ne pas renvoyer au recueil de Jaffé-Loewenfeld?). = C.-rendus : *L.-H. Labande*. Trésor des chartes du comté de Rethel, t. III, 1415-1490; autre volume reproduisant les sceaux (excellente publication). — *Dauphin Meunier*. Louise de Mirabeau, marquise de Cabris, 1752-1807 (sœur du grand Mirabeau; beaucoup de faits nouveaux). — Publications sur la guerre.

**6. — Revue des sciences politiques.** 1915, 15 décembre. — Charles DUPUIS. L'avenir du droit international (la victoire totale des Alliés peut seule promettre au droit international une prompte restauration et un clair avenir). — Général MALLETERRE. Les opérations de la guerre de 1914. I : les débuts de la guerre. Le plan allemand (conférence faite en novembre 1915 à l'école des hautes études sociales). — V.-H. F. La presse allemande pendant la première année de guerre (considère surtout la campagne de cette presse dans les pays neutres). — L. HOLTZ. La réorganisation de l'administration des villes du Maroc par le protectorat. — G. LECARPENTIER. La nouvelle question d'Arménie (la grande Arménie verra sans doute après la guerre son sort lié à celui de la Russie; il ne faudra pas oublier dans le traité la petite Arménie sur laquelle ont régné jadis les Lusignan). — A. CHUQUET. Gambetta, Freycinet et le général Véronique (ce général, directeur de l'arme du génie, dans une longue lettre adressée au général Le Flo durant l'armistice et que M. Chuquet analyse, résume ses impressions sur les hommes du gouvernement de la défense nationale). — M. LAUWICK. La Russie pendant la guerre. = C.-rendus : Publications sur la guerre; nous signalons *E. C. Stowell*. The diplomacy of the war of 1914. I : The beginnings of the war (« œuvre bien déduite, où les constatations de faits, lentement et méthodiquement dressées, aboutissent à des conclusions définitives, d'une belle hauteur de vues, digne d'un vrai juriste, d'un philosophe, d'un des fils les

plus distingués de l'Union américaine »). — Charles Diehl. Venise (petit volume résumant très heureusement les causes de la grandeur et de la décadence de la république patricienne).

7. — **Annales de géographie.** N° 128, 1914, 5 janvier. — Émile HAUMANT. La nationalité serbo-croate. = N° 129, 15 mars. FAUCHER. La plaine de Valence, Bas-Dauphiné. — L. GALLOIS. Rouen; étude de ville, par J. Levainville. = N° 130, 15 juillet. L. GALLOIS. Les Portugais et l'astronomie nautique à l'époque des grandes découvertes (un érudit portugais, M. Joaquim Bensaude, a retrouvé les tables astronomiques dressées vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle à l'usage des marins portugais pour leur permettre de déterminer la latitude et par conséquent de se diriger en haute mer; les procédés de navigation qu'ils employèrent ne leur ont donc pas été enseignés, comme on l'a cru, par Martin de Bohême, autrement dit Martin Béhair, élève plus ou moins direct de Régiomontan; ils s'inspirèrent plutôt de l'*Almanach perpetuum* d'Abraham Zacuto, qui enseigna l'astronomie à l'Université de Salamanque de 1474 à 1492 et passa ensuite en Portugal; Zacuto tirait lui-même son enseignement d'une longue tradition qui, par les Arabes, remonte jusqu'aux Grecs). = N° 131, 15 septembre 1915. Cette livraison, qui vient de paraître à la librairie Armand Colin, comprend les tomes XXIII et XXIV de l'excellente *Bibliographie géographique annuelle, 1913-1914*, par M. Louis RAVENEAU. C'est un volume de 576 p. publié au prix de 16 fr.; on y trouvera l'annonce et souvent le compte-rendu critique de 1,772 ouvrages sur l'histoire de la géographie et la géographie historique, sur la géographie mathématique et la cartographie, la géographie naturelle, la géographie humaine, enfin sur la géographie des diverses régions du globe terrestre. On connaît depuis longtemps la grande valeur scientifique de cette *Bibliographie*, la compétence et le soin scrupuleux avec lesquels elle est dirigée. = N° 132, 15 novembre. Émile HAUMANT. Le pays dinarique et les types serbes, d'après M. Jovan Cvijić (analyse d'une remarquable brochure où le savant géographe serbe a démontré scientifiquement l'unité des Slaves du Sud; certaines lacunes de cette brochure s'expliquent par le fait que les *Kulturträger*, en l'espèce les Allemands d'Autriche, ont brûlé l'Institut de géographie à Belgrade).

8. — **Revue archéologique.** 1915, septembre-octobre. — A. DE RIDDER. Grandes statues de bronze (prix dans l'antiquité grecque d'une statue iconique en bronze de grandeur naturelle; prix que coûtèrent les grandes statues des divinités; réunit les rares textes sur la question). — Robert DE LAUNAY. Les fallacieux détours du Labyrinthe (les labyrinthes en Grèce; le souterrain du tholos d'Épidaure, le labyrinthe dans la cour du Mégaron des femmes à Tyrinthe; les labyrinthes en Finlande, en Brandebourg, dans les régions du Nord; article très hardi; à suivre). — G. GIESLER. La tablette Tsong du Tchou-li (cette tablette est un symbole de l'élément terre dans le

rituel de la dynastie des Tchéou, 1122-256 av. J.-C.). — S. REINACH. Un groupe inexpliqué de Nériss (la cavale sacrée, symbole de la source jaillissante, conduite par la déesse Neris, pose sa jambe sur l'épaule d'un enfant malade et amène la guérison). — G. SEURE. Archéologie thrace. Documents inédits ou peu connus (nos 134-147; surtout des bornes milliaires; deux inscriptions honorifiques en grec). — S. REINACH. La commission de topographie et le dictionnaire archéologique de la Gaule (ce dictionnaire va commencer de réapparaître après une interruption de trente-sept ans). — P. MARGUERITE DE LA CHARLONIE. Création à Paris d'un musée de l'hellénisme antique et moderne (projet). — C.-rendus : P.-F. Girard. La loi des douze tables (exposé clair et net). — J. Jousseau. Impressions de voyage en Apharros (près d'Obock; beaucoup de verbiage; mais l'ethnologue et l'archéologue y trouveront quelques notes à prendre).

9. — **Revue générale du droit.** 1915, novembre-décembre. — Jules VALERY. Contrats d'assurance maritime du XIII<sup>e</sup> siècle (le contrat d'assurance n'apparaît qu'au XIV<sup>e</sup> siècle; mais déjà certains documents du XIII<sup>e</sup> siècle, publiés par L. Blancard, présentent le caractère de prêt-assurance; à suivre). — J. BONNECASE. La « notion de droit » en France au XIX<sup>e</sup> siècle (suite : comment certains auteurs se sont élevés de la notion psychologique du Droit à une notion métaphysique). — René DE KÉRALLAIN. Les lois des Babyloniens et des Hébreux (suite). — C.-rendu : Yves Guyot. Les causes et les conséquences de la guerre (documentation abondante et sûre; excellente méthode; absence de parti pris).

10. — **Journal des savants.** 1915, novembre. — M. COLLIGNON. L'expression des sentiments dans l'art grec (d'après les livres de W. Deonna, dont les théories sont jugées trop absolues). — P. LEJAY. Properce et l'astrologue (explication de l'épître I du livre IV). — P. MONCEAUX. Le montanisme (d'après les thèses de P. de Labriolle). — H. DEHÉRAIN. Les travaux de Jean Raymond, consul de France à Bassorah (du 9 octobre 1810 à 1815; renseignements qu'il envoie à de Sacy sur les Sabéens, la numismatique persane, les Juifs de la contrée, etc.). — C.-rendus : A. van Hoonacker. Une communauté judéo-araméenne à Éléphantine en Égypte aux VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles av. J.-C. (étude des plus originales et des plus intéressantes). — *Conrado Barbagallo*. Six mois d'empire républicain : le gouvernement de Galba (apologie de Galba qui n'aurait, en juin 68, accepté l'Empire que pour réaliser le triomphe des meilleures énergies républicaines). — A.-E. Lelièvre et Ch.-A. Clouquem. Pagode de Dakao (pagode qui date de 1900 et est un des plus beaux monuments de la Cochinchine; série de dessins).

11. — **Polybiblion.** 1915, octobre. — Publications relatives à la guerre européenne. Nous avons analysé la plupart de celles signalées ici. Mentionnons *Ettore Ponti*. La guerra dei popoli e la futura con-

federazione europea, secondo un metodo analogico storico (d'une lecture un peu pénible, relève trop d'analogies entre l'organisme vivant et l'organisme politique; *Joaquin Costa*. Alemania contra España (les partisans des Allemands ont prétendu que, si l'économiste Costa était encore vivant, il serait à leurs côtés; pour démontrer le contraire, ont été réunis ici les articles écrits par Costa au moment de la querelle entre l'Espagne et l'Allemagne à propos des Carolines). — L'hellénisation du monde antique (série d'excellentes leçons faites en 1913 par divers savants à l'École des hautes études sociales). — *G. Margais*. Les Arabes en Berbérie du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle (remarquable). — *Hefele*. Histoire des conciles, trad. par dom *H. Leclercq*, t. VI, 1<sup>re</sup> partie (de 1250 au concile œcuménique de Vienne; *E. Jordan* signale une série de négligences). — *Raoul de Scorraile*. François Suarez, de la Compagnie de Jésus (étudie l'œuvre de Suarez avec sympathie, mais avec une parfaite liberté d'esprit). — *S. Rubinstein*. Les relations entre la France et la Pologne de 1680 à 1683 (conscienceux). — *G. Lebas*. Histoire d'un port normand sous la Révolution et l'Empire : Dieppe (s'occupe surtout des corsaires). — *Masterman*. L'Angleterre d'aujourd'hui, traduit de l'anglais par *Le Meur* (livre de bonne foi). — *Prince de Bülow*. La politique allemande, trad. de *Maurice Herbette* (ce livre aura été le testament de l'auteur). = Novembre-décembre. Publications relatives à la guerre européenne, entre autres *A. Robida*. Les villes martyres. Les belles villes gauloises d'entre Rhin et Moselle, par le même (deux admirables publications); *Yves Guyot*. Les causes et les conséquences de la guerre (quelques aperçus intéressants sur les précédents historiques; conclusions trop affirmatives et trop osées); *Mario Marini*. La Germania nelle sue condizioni militari ed economiche dopo nove mesi di guerra (livre à lire et à étudier). — *D. Pasquet*. Essai sur les origines de la chambre des communes (excellent). — *Fr. Gébelin*. Le gouvernement du maréchal de Matignon pendant les premières années du règne de Henri IV (très fouillé). — *L. Cahen* et *R. Guyot*. L'œuvre législative de la Révolution (bon choix de textes). — *Louis Madelin*. Danton (excellent). — *Émile Ollivier*. L'Empire libéral, t. XVII (ces dix-sept volumes sont une source curieuse pour l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle).

12. — *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1915, 4 décembre. — *M. Pigallet*. Mémoire d'un intendant de Franche-Comté (M. d'Harouys; texte instructif, avec un utile commentaire). — *Éloi Peyrou*. Expédition de Sardaigne. Le lieutenant-colonel Bonaparte à la Maddalena, 1792-1793 (suite des critiques adressées à cet ouvrage par *A. Chuquet*, qui traite surtout de Constantini, de Saliceti et de Paoli). — *A. Loisy*. Guerre et religion. 2<sup>e</sup> édit. (à noter trois additions nouvelles, sur David et la neutralité belge, sur les Allemands et le règne de Dieu et sur deux philosophies de la guerre, l'une par Ad. Deissmann, l'autre par Miss Maud Petree; montre à quel degré d'aberration intellectuelle et morale peuvent s'abaisser des savants tels que Harnack et Deiss-

mann quand ils prétendent justifier les crimes allemands par les textes de la Bible). — *G. Somville*. Vers Liège. Le chemin du crime, août 1914 (remarquable). = 11 décembre. *The Gothic history of Jordanes*, in english version by *C. Mierow* (traduction très utile). — *Éloi Peyrou*. Expédition de Sardaigne. Le lieutenant-colonel Bonaparte à la Maddalena, 1792-1793 (suite des critiques présentées par A. Chuquet; blâme la méthode suivie par l'auteur et en particulier l'emploi abusif qu'il a fait de la *Jeunesse de Napoléon*. Il l'a pillée sans le dire! L'ouvrage de M. Peyrou n'est cependant pas sans mérite). — *O. Wilde*. Les origines de la critique historique et conférence sur l'art, trad. par *G. Bazile* (les remarques sur l'art sont intéressantes; sur la critique historique, il y a trop de fantaisie). — *E. Rignano*. Les facteurs de la guerre et le problème de la paix (discussion serrée par H. Hauser). — *H. Poggi*. L'opinion publique en Suisse; idées et impressions d'un neutre (remarquable). — *S. R.* Voix américaines sur la guerre de 1914-1915 (analyse détaillée de cette instructive brochure). = 18 décembre. *M. P. Cushing*. Baron d'Holbach, a study of eighteenth century radicalism in France (presque rien sur les idées philosophiques du baron; analyse insignifiante de sa correspondance). — Les cantons suisses et Genève, 1477-1815. Recueil de mémoires publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève (à l'occasion de la réunion, à Genève, de la Société générale d'histoire suisse en septembre 1915. Analyse de ce volume). — *G. Gaillard*. Culture et Kultur (bon). — *P. Nothomb*. L'Yser (remarquable). = 25 décembre. *G. A. Harrer*. Studies in the history of the roman province of Syria (bon). — *E. D. Bradby*. The life of Barnave (« ce livre, fortement charpenté, savamment documenté, ferait honneur à son auteur, s'il n'était... à refaire ». Et Welvert en montre les lacunes et les erreurs, réhabilite le témoignage de M<sup>me</sup> Campan, d'Alexandre de Lameth). — *G. Faure*. Paysages de guerre; champs de bataille de France et d'Italie (lecture très agréable; mais l'auteur n'est pas heureux dans ses traductions de l'allemand). = 1916, 1<sup>er</sup> janvier. *E. D. Bradby*. The life of Barnave (suite du compte-rendu de M. Welvert : Miss Bradby, n'ayant point connu les lettres secrètes de la reine avec Barnave et les deux Lameth, s'est complètement trompée sur le rôle de Fersen et de la reine). — *Faguet*. Mgr Dupanloup (remarquable). — Souvenirs du prince *Charles de Clary-et-Aldringen*. Trois mois à Paris lors du mariage de Napoléon I<sup>er</sup> et de la princesse Marie-Louise, publiés par le baron de *Mitis* et le comte de *Pimodan* (curieux, spirituel et amusant). = 8 janvier. *Borgese*. Italia e Germania (bon recueil d'articles par un journaliste « germanophile littérairement et germanophobe politiquement ». L'auteur estime qu'on ne peut mieux comparer l'Allemagne actuelle qu'à l'Espagne de Philippe II). — *Sulioti*. La triplice alleanza, 1882-1915 (bon; l'ouvrage se distingue par un ton général de bienveillance envers la France). — *Caburi*. L'Austria e l'Italia (l'auteur, ancien correspondant de journaux à Vienne,



expose les données et le développement des principales questions qui intéressent les rapports de l'Italie avec l'Autriche; montre en particulier combien une « grande Serbie » serait plus dangereuse pour la future expansion de l'Italie qu'une Autriche victorieuse). — *Prinzivalli*. Gli stati belligeranti nella loro vita economica, finanziaria e militare alla vigilia della guerra (bon). — *Tortora, Toraldo et Costanzi*. Esercito, Marina e Aeronautica nel 1914 (cours d'artillerie, terrestre et navale, mis à la portée des profanes). — *Castellani*. Da Digione all'Argona. Memorie eroiche di Ricciotti Garibaldi (beaucoup de faits utiles, de scènes intéressantes). — *Thieling*. Der Hellenismus in Kleinafrika. Der griechische Kultureinfluss in den römischen Provinzen Nordwestafrikas (instructif). — *A. Reboulet*. Le général d'Anselme, 1740-1814 (estimable; beaucoup de corrections et d'additions proposées par A. Chuquet). — *Rapport*. Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste (témoignage fort intéressant d'un admirateur enthousiaste). = 13 janvier. *E. Lenient*. La solution des énigmes de Waterloo (critique très intelligente et sur bien des points convaincante de la stratégie napoléonienne; mais l'auteur exagère quand il veut que Napoléon ait été en pleine possession de ses moyens physiques et que seuls ses défauts expliquent sa défaite. Il était certainement malade). — Ministero delle colonie. Notiziario archeologico. I, fasc. 1-2 (donne le résultat des fouilles exécutées par le gouvernement italien dans le domaine colonial, surtout en Afrique). — *Péladan*. Nos églises artistiques et historiques (plaidoyer en faveur de nos églises, menacées de mort lente par la loi de 1905. Établit une statistique des 10,000 églises qu'il faudrait entretenir). — *A. Debidour*. Recueil des actes du Directoire exécutif, t. III (très utile). = 22 janvier. *Bradby*. The life of Barnave (suite du compte-rendu par E. Welvert. La correspondance secrète de Marie-Antoinette avec Barnave, Lameth et Duport en 1791-1792 renverse une partie des hypothèses bâties par Miss Bradby. On a voulu incriminer de faux cette correspondance; elle est parfaitement authentique; les erreurs qu'on avait cru y relever sont le fait de l'éditeur. Mais pourquoi Barnave a-t-il attesté devant le Tribunal révolutionnaire qu'il n'avait jamais eu la moindre correspondance avec la reine, qu'il n'avait jamais mis les pieds aux Tuileries? Peut-être parce qu'il avait juré à la reine le secret et que, s'il avait parlé, il eût contribué à déshonorer la reine, qui venait d'être guillotinée, sans que cette dénonciation pût le sauver lui-même). — *Comte de Franqueville*. Le château de la Muette (très intéressant). — *Fr. Novati*. Stendhal e l'anima italiana (excellent). — University of Pennsylvania. The University Museum. Publications of the Babylonian section (analyse des tomes I-IX).

13. — **Le Correspondant**. 1915, 25 décembre. — \*\*\*. La Hollande depuis un an (l'ambassade hollandaise auprès du Saint-Siège; les pacifistes et le Congrès international du suffrage des femmes qui s'est tenu à La Haye les 28, 29 et 30 avril 1915; la charité hollandaise

envers les Belges; des classes de la société dans lesquelles se recrutent les partisans des empires centraux. Sont germanophiles : les gros commerçants qui s'enrichissent avec leurs voisins de l'Est, l'aristocratie, les chefs du clergé catholique, bon nombre d'officiers; dans le peuple, catholique ou protestant, les partisans des Alliés sont nombreux et ne cessent de croire : la nouvelle contribution de 40 millions de francs par mois imposée aux Belges par le gouverneur von Bissing, au mépris, dit-on, d'une parole donnée au vice-bourgmestre d'Anvers, a soulevé en Hollande une réprobation générale). — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Porro. — Fernand PASSELECQ. Un cycle de légendes allemandes : francs-tireurs et atrocités belges (analyse d'un ouvrage qui vient de paraître et dont l'auteur est Fernand van Langenhove, secrétaire scientifique de l'Institut de sociologie Solvay, de Bruxelles. On sait que les Allemands se sont évertués à démontrer que les atrocités commises par eux en Belgique étaient de simples représailles, justifiées par la conduite des civils belges. Ceux-ci, disent-ils, conduits par leurs prêtres, ont trahissement organisé une guerre de partisans contre l'armée allemande; ils ont mutilé les blessés, etc. Il a donc fallu employer contre eux des moyens de terreur. Pendant un temps, les Allemands ont été convaincus en effet et de l'ignominie du peuple belge et du bon droit de ses bourreaux. Puis les catholiques allemands voulurent savoir la vérité sur les accusations dirigées contre les membres du clergé belge, et leur enquête, sérieusement menée, en prouva l'inanité; d'autres enquêtes, conduites, par exemple, par le *Vorwärts*, prouvèrent que des crimes imputés à des civils belges étaient tout aussi imaginaires. C'est donc l'Allemagne qui fournit à M. van Langenhove les éléments pour combattre les calomnies allemandes. Il les appelle seulement des « légendes » et il étudie avec l'impassibilité d'un savant de laboratoire la formation de ces légendes dans le cerveau d'abord du soldat allemand, puis du peuple tout entier. Il fait ici une critique pénétrante du témoignage humain et de ses déformations suivant un petit nombre de procédés qui sont toujours les mêmes. Cette partie du livre de M. van Langenhove ne manquera pas d'exciter l'attention des historiens). — Renaud DE LA F. A tire d'ailes. Carnet de vol d'un sapeur aviateur (du 1<sup>er</sup> août au 12 septembre 1914. Ce que montre surtout cet intéressant carnet, c'est le désordre et l'incurie qui régnaient en ce moment-là dans un service aussi délicat et où il fallut ensuite à peu près tout improviser). — Alph. SÉCHÉ. La littérature française avant et après la guerre. — Henry D'ESTRE. D'Oran à Arras. Feuilles détachées d'un carnet de guerre. VII : devant le Labyrinthe (du 25 octobre 1914 au 18 janvier 1915. Fin de ces fort intéressants récits. Une note nous apprend qu'ils ont été terminés « à l'hôpital, ce 15 septembre 1915 »). — \*\*\*. Pourquoi et comment la Bulgarie a pris parti contre les Alliés (expose les erreurs et les fautes commises par la diplomatie de l'Entente; à lire et à méditer). — 1916, 10 janvier. MILES. Silhouettes de guerre : le

général Sir Douglas Haig. — \*\*\*. L'esprit public et la situation en Portugal. — BIARD D'AUNET. Après la guerre. La réorganisation de notre système colonial (fait surtout la critique des erreurs commises jusqu'ici dans l'administration de nos colonies). — Prince Victor DE BROGLIE. Les tranchées dans la guerre de Sécession. Lettres au duc Albert de Broglie (dans une lettre écrite par le prince à son père, le 3 janvier 1868, il conte la visite qu'il a faite au champ de bataille de Richmond et décrit le système de tranchées qui avait laissé des traces très profondes sur le sol). — Oscar HAVARD. Le prêtre-soldat dans l'histoire. — Ch. HENNEBOIS. Journal d'un grand blessé chez les Allemands. II (on n'ose vraiment pas croire aux témoignages que l'auteur prodigue sur la férocité, c'est le mot, de certains docteurs allemands qui l'ont soigné; le détail en est trop horrible. Recueillons seulement celui-ci. C'est le 30 novembre 1914, à Montigny près de Metz; le chirurgien chargé d'opérer le blessé lui dit : « Vos médecins en France amputent à plaisir nos blessés allemands. Nous avons les lettres écrites. C'est vrai. Nous sommes sûrs. Alors on va faire pareil. Nous avons reçu l'ordre de couper sans hésitation, en mesure de représailles, tous les membres atteints. Nous ne devons plus conserver! » Si cela est vrai...!). — Ch. STIÉNON. L'Albanie et la guerre. — V. POIZAT. A propos du 1<sup>er</sup> janvier. Autour de l'édit de Charles IX instituant le nouveau premier de l'an (en 1564, Charles IX promulgua dans la petite ville de Roussillon en Dauphiné l'édit qui fixait le commencement de l'année au 1<sup>er</sup> janvier. Retracer quelques épisodes du voyage de la Cour à travers la France et surtout du séjour fait à Roussillon). — \*\*\*. Le vrai danger autrichien : la menace du Zollverein. = 25 janvier. F. ENGERAN. L'Allemagne et le charbon. I (montre comment les grands marchands de charbon anglais entravèrent la concurrence que venaient leur faire les charbonniers américains en France, en fomentant la grève de mai 1902, et comment les charbonniers allemands fomentèrent la grève des mineurs en France en octobre 1902 pour écouler chez nous leurs stocks de charbon). — MIES. Silhouettes de guerre : le général Sir Horace Lockwood Smith-Dorien. — Albert ESQUERRÉ. La situation au Maroc (le calme qui règne actuellement au Maroc est tout extérieur; cependant l'idée d'une unité nationale est trop étrangère à l'esprit des Marocains pour leur conseiller de se soulever en masse, même au cas d'une défaite des Alliés). — \*\*\*. Entre les belligérants. La Hollande depuis un an. II : le « Not »; les fraudes douanières; les questions financières. — Léo CATIL. L'âme sereine d'un soldat (quelques lettres du 10 novembre 1914 au 27 septembre 1915, jour où fut tué l'auteur). — M. MARION. Le maximum (sur les maxima décrétés en 1793, en l'an II et en l'an III). — Renaud DE LA F. A tire d'ailes. Carnet de vol d'un sapeur aviateur. II (du 18 septembre au 3 octobre 1914).

14. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1915, 5 décembre. — Jules LEBRETON. Ce qu'on dit en Alle-

magne. I : à travers la presse ; chez les pangermanistes ; les pacifistes (la célébration en Allemagne du centenaire de Bismarck ; le poème de Freussen sur ce centenaire ; la revue pacifiste : *le Forum* ; la ligue : *Neues Vaterland*). — Joseph BOUBÉE. La Belgique loyale, héroïque et malheureuse. II : l'effort héroïque (raconte la résistance de la Belgique jusqu'à la fin d'octobre 1914 ; longues citations de Pierre Nothomb, Roland de Marès, Willy Breton). — Yves DE LA BRIÈRE. Le destin de l'empire allemand et les oracles prophétiques. VI : le bienheureux curé d'Ars et la revanche française ; les sources et les textes (le curé d'Ars a, dit-on, prédit en 1858 nos désastres de 1871, puis de nouvelles catastrophes que terminerait la revanche française ; cite les preuves qui seront discutées dans un prochain article). — C. P. Journal de route d'un officier de fusiliers marins. III : Dunkerque, Lizerne, La Grande Dune (du 22 novembre 1914 au 1<sup>er</sup> février 1915 ; très saisissant). — Pierre BLIARD. Aux jours de la Révolution. Scènes et esquisses d'après des témoins oculaires (d'après le *Journal d'une femme de cinquante ans*, de la marquise de la Tour du Pin ; article très hostile à la Révolution). — Impressions de guerre. XX : relève des blessés à la butte de Tahure (octobre 1915). = C.-rendus à Ch. Maurras. L'étang de Berre (livre essentiellement régionaliste). — J. Aulneau. La Turquie et la guerre (récit méthodique et complet en sa brièveté). = 20 décembre. Yves DE LA BRIÈRE. Le destin de l'empire allemand et les oracles prophétiques. VII : le bienheureux curé d'Ars et la revanche française : critique des textes et des témoignages (« M. Vianney, après avoir prédit les désastres de 1870 et de 1871, a prédit également une autre guerre à venir, qui, nonobstant les catastrophes d'une nouvelle invasion, serait la guerre victorieuse de la Revanche française » ; on nous permettra de n'attacher aucune importance à ces prédictions). — Jules LEBRETON. Ce qu'on dit en Allemagne. II : chez les catholiques (à propos de l'ouvrage publié sous la direction de Mgr Baudrillart, *la Guerre allemande et le catholicisme* ; constitution en Allemagne d'un comité catholique de défense ; la réponse officielle du chanoine Rosenberg ; le livre de G. Pfeilschifter). — Joseph GUILLERMIN. La musique internationale. I : des origines chrétiennes à la Réforme (parle surtout de la musique sacrée ; « l'unification » grégorienne). — Impressions de guerre. XXI : dans la Belgique envahie ; parmi les blessés allemands (l'article est cette fois signé : Joseph BOUBÉE). — Journal de route d'un officier de fusiliers marins. IV : Nieuport, Saint-Georges (3 février-8 mai 1915). = C.-rendus à Abbé Foulon. Arras sous les obus (beau et utile opuscule, fort bien présenté par l'éditeur). — Georges Cucuel. Les créateurs de l'Opéra-comique français (livre alerte et chantant). = 1916, 5 janvier. Joseph GUILLERMIN. Christmas de guerre, 1915 (au port d'Hastings). — Henri LAMMENS. Un protectorat maritime : le pavillon de Jérusalem (il date selon toute apparence de l'époque des derniers Valois ; il est blanc, chargé d'une croix rouge, potencée et cantonnée de quatre

croisettes de même couleur; concédé autrefois par le supérieur des établissements franciscains, il le fut, à partir de 1847, par le patriarche latin; la concession est valable pour vingt-cinq ans; mais depuis bien longtemps aucune concession n'a été faite). — Joseph BOUBÉE. La Belgique loyale, héroïque et malheureuse. III (cruautés commises par les Allemands; s'appuie surtout sur le livre de Gustave Somville). — Impressions de guerre. XXII : impressions d'aumônier (journal du 23 mai au 24 octobre). — Léonce DE GRANDMAISON. Le germanisme et l'esprit humain (d'après le livre de Pierre Lasserre). — Paul DUDON. Bulletin d'histoire religieuse chez les protestants (passe en revue les principales revues protestantes françaises depuis la guerre; s'efforce de rendre justice à la conduite des protestants français; mais néanmoins trouve que l'équation établie par M. Goyau, germanisme = protestantisme, est d'une rigueur scientifique à toute épreuve. Éloge de la conduite de Benoît XV. « Le Pontife, exclu par les puissances des Congrès de la paix, est... le seul qui, sur les atrocités commises par des conquérants sauvages, ait fait retentir la voix du droit éternel. » Il faut pourtant avouer que, si le pape a parlé, c'est à voix basse et il n'a pas en général été entendu). = C.-rendu : *Maurice Muret*. L'orgueil allemand (livre solide et bien informé).

15. — **La Grande Revue**. 1915, décembre. — Julien LUCHAIRE. La guerre vue de Sicile. — M. BOULENGER. Souvenirs du Valois envahi, 1914-1915. — Léon SOUGUENET. En Algérie pendant la guerre (constate la tranquillité parfaite du pays où cependant, avant la guerre, les Allemands avaient commencé à s'infiltrer de menaçante façon). — J. BOMPARD. Les journaux du front. — A. PAWLOWSKI. La France, l'Allemagne et le marché d'aluminium. — Louis BRESSE. Impressions de Vienne : le vrai François-Joseph.

16. — **Mercur de France**. 1916, 1<sup>er</sup> janvier. — Raymond LANTIER. L'attitude des intellectuels espagnols dans le conflit actuel (instructif). — Émile ZAVIE. Prisonniers de guerre; suite (jusqu'au 13 juillet 1915, date du retour en France de quelques infirmiers : « J'ai vu chez les Allemands la persévérance, la ténacité dans l'effort. Ils ont construit des tentes qui tremblaient lorsque le vent soufflait; ils en ont fait des baraques solidement construites. Et je retiendrai encore leur patience, leur goût de l'ordre, leur amour de l'organisation, toutes qualités vraies que nous devons hériter d'eux, sans quoi cette guerre ne nous aurait rien appris »).

17. — **Revue des Deux Mondes**. 1915, 15 décembre. — Ernest DAUDET. Les dernières années de la dictature de Bismarck. IV : après la chute (fin de cet intéressant exposé). — G. SCHLUMBERGER. Un empereur de Byzance à Paris et à Londres (voyage de l'empereur Manuel Paléologue à Venise, Paris et Londres pour implorer les secours des rois d'Occident contre Bajazet, le vainqueur de Nicopolis, 1399-1402. Accueilli partout avec le plus grand faste et comblé de pro-



messes qui ne furent tenues par personne, Manuel désespérait, quand il apprit à Paris la nouvelle de la victoire de Tamerlan sur Bajazet, le 27 juillet 1402. Il retourna alors à Constantinople, rapportant seulement quelques présents et d'agréables souvenirs). — F. FARJENET. Le rapprochement russo-japonais et la question chinoise (important article, où sont mises en lumière les répercussions inattendues des affaires de l'Extrême-Orient sur la grande guerre européenne). — V. BÉRARD. L'éternelle Allemagne, d'après le livre de M. le prince de Bülow. V : de l'apogée à la faillite (« notre grand public s'étonne parfois que la riche, prospère et grandissante industrie d'outre-Rhin n'ait pas empêché son gouvernement de nous déclarer cette guerre qui pouvait la ruiner, elle, et ne pouvait en aucun cas la servir, puisque d'ores et déjà la domination économique de l'Europe et du monde lui semblait réservée; la vérité est que le « nouveau cours » ayant conduit toutes les affaires allemandes au bord de la banqueroute, la guerre de 1914 fut le saut dans l'inconnu pour tâcher d'éviter la chute dans l'abîme »). — H. LORIN. Les chemins de fer balkaniques. — R. DUMIC. Alfred Mézières. — T. DE WYZEWA. Les souvenirs de guerre d'un attaché d'ambassade américain (*Seven month in the war-zone*, par E. F. Wood; détails fort intéressants sur l'invasion allemande en Belgique et en France jusqu'après la bataille de la Marne, et sur l'espionnage allemand dont l'auteur, quoique revêtu d'un caractère officiel et muni d'un passeport en règle, eut toutes les peines du monde à se dépêtrer). = 1916, 1<sup>er</sup> janvier. Édouard SCHURÉ. L'Alsace à vol d'oiseau. — Henri WELSCHINGER. Un sermon inédit de Mirabeau sur la *nécessité d'une autre vie*. — A.-Charles COPPIER. Rembrandt et Spinoza. — M<sup>lle</sup> Jacques DE DAMPIERRE. Les ambitions coloniales de l'Allemagne. = 15 janvier. Louis BERTRAND. Mon enquête en Espagne (expose, avec une abondance de constatations faites en Espagne même, l'état d'esprit des Espagnols à l'égard de la guerre actuelle : au fond, l'opinion publique est très favorable à l'Allemagne et cela constitue un grave danger pour un prochain avenir). — Georges BLANCHON. La guerre nouvelle. II : le matériel de guerre. — Charles GÉNIAUX. La Chekaïa; scènes de la vie algérienne pendant la guerre. — Henri CARRÉ. L'effort militaire anglais. — Charles NORDMANN. A propos de la science allemande (n'apprend rien de nouveau).

18. — *La Revue de Paris*. 1915, 15 décembre. — A. CHEVRILLON. L'Angleterre et la guerre. VI : Le besoin d'adaptation (expose les difficultés exceptionnelles devant lesquelles l'Angleterre s'est trouvée quand il lui fallut adapter son organisme politique et industriel, entièrement dirigé vers les œuvres de la paix, aux nécessités d'une guerre qui dévore les hommes et surtout les munitions dans des proportions inconnues jusqu'ici et impossibles à prévoir). — P. VIDAL DE LA BLACHE. La formation de la France de l'Est (l'entrée de la Lorraine et de la France dans l'unité française; l'œuvre politique du xvii<sup>e</sup> siècle; l'œuvre économique, plus lente, du xviii<sup>e</sup> siècle; la fusion défini-

tive accomplie par la Révolution française). — J.-E. BLANCHE. Cahiers d'un artiste, 1914-1915. IV (réflexions sur la guerre, sur l'esprit qui régnait en février-mai 1915 dans certains salons, sur l'après-guerre). — M. DUGARD. Ames de France (« de toutes les surprises de la guerre, une des plus grandes peut-être, et celle du moins qu'il conviendra de ne jamais oublier, c'est l'attitude par laquelle l'ouvrier et le paysan français ont révélé leur âme ». Observations très intéressantes et parfois très émouvantes). — X... Avec le corps expéditionnaire d'Orient. II (notes écrites dans la presqu'île de Gallipoli, du 18 mai 1915 au 3 octobre, date du départ pour Salonique). = 1916, 1<sup>er</sup> janvier. A. CHEVRILLON. L'Angleterre et la guerre. VII : L'adaptation (montre comment ce pays de grande industrie s'est montré au début incapable de s'adapter aux nécessités de la grande guerre, comment il a fallu d'abord préparer l'opinion à des sacrifices nécessaires pour le salut de la nation, et au plus grand de tous, à la conscription. Cependant, le service militaire obligatoire est un principe immémorial de la constitution, quoiqu'en fait il ait cessé d'être mis en pratique depuis Waterloo. L'idée fait son chemin, bien qu'elle commence, comme toutes choses dans la libre Angleterre, par un compromis qui respecte l'indépendance de l'individu tout en travaillant à la détruire). — F. DE MIOMANDRE. Remy de Gourmont. — L. LOBBÉ. Lettres d'un instituteur de la classe 14 (fort touchantes; l'auteur, sergent dans la ligne, a été tué le 22 avril 1915). = 15 janvier. LÉVY-BRÜHL. Les idées sociales et religieuses de Jean Jaurès. — René MILAN. Les vagabonds de la gloire. I (notes de patrouille maritime et de guerre par un officier du Waldeck-Rousseau. Croisière dans l'Adriatique, septembre et octobre 1914). — G. WEILL. L'Alsace de 1815 à 1848. — BRADA, comtesse DE PULIDA. Les plaisirs d'une petite Parisienne sous le second Empire (joli et amusant). — XX. L'Islam après la guerre (des précautions qu'il faudra prendre à l'égard de l'islamisme pour nous attacher plus étroitement ses sectateurs, sujets de la France. La société musulmane n'est pas aussi immobile qu'on le croit; elle évolue; elle subit l'attraction des sociétés occidentales et tend à modeler sur elles ses institutions et ses mœurs. D'autre part, les musulmans s'efforcent de défendre et de propager leur foi; leur nombre ne cesse de croître. Il faut savoir détourner à notre profit son esprit de prosélytisme).

19. — **Revue politique et littéraire (Revue bleue).** 1915, 11-18 décembre. — P. FLAT. Quelques directions morales issues de la guerre : la sincérité politique. — J. MONVAL. Un chevalier chrétien : Constantin Brancovich. = 1916, 1<sup>er</sup>-8 janvier. James HYDE. Impressions du front. La vaillante armée des Vosges. — Paul LOUIS. A travers les débats du Reichstag. = 15-22 janvier. Camille JULLIAN. La place de la guerre actuelle dans notre histoire nationale (« une guerre nationale, la première et la seule guerre qui ait été vraiment nationale, faite par la nation entière et faite uniquement pour elle, voilà ce

que représente ce moment de notre histoire. Au delà, dans le passé, si grandes qu'aient été les autres guerres, aucune n'a mérité d'être, comme celle-ci, la guerre pure et sainte de la France ». Quant à l'Allemagne, cette guerre « ressemble plutôt à tant de guerres que l'Europe a subies depuis les premières invasions germaniques »; ce qu'elle y a cherché, « ce sont surtout des conquêtes, et rien que cela, la mainmise sur le monde ». — L. BRÉHIER. La cathédrale de Reims, une œuvre française. — Paul LOUIS. Après la troisième guerre balkanique. — PÉLADAN. La doctrine de l'Église sur la guerre et sur la croisade (oppose l'Église du moyen âge, qui parlait au nom du droit, à l'Église de Benoît XV, qui se tait au nom de la neutralité). — A.-H. CHARDON. Fox et la Révolution française (opposition de Fox et de Burke).

**20. — Académie des sciences morales et politiques.** Comptendu des séances. 1915, décembre. — A. CHUQUET. Chiffon de papier (le fameux mot a des précédents. Frédéric-Guillaume IV l'avait employé à la diète prussienne le 11 avril 1847; le comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères, s'en était servi en 1861, à propos de la reconnaissance du royaume d'Italie; et, bien avant, en février 1745, un diplomate anglais, Lord Chesterfield, reprochait à Frédéric II d'avoir envahi à nouveau la Bohême, malgré les traités signés précédemment : les traités solennels, dit-il, ne doivent pas être chiffons de papier). — Raphaël-Georges LÉVY. La conférence de Cernobbio (entre membres des Comités France-Italie et Italia-Francia en septembre 1915). — J. BOURDEAU. Les socialistes allemands. L'internationale et la guerre (comment le socialisme allemand s'est déclaré pour l'impérialisme. « Si les Allemands avaient remporté une victoire immédiate, l'unanimité n'aurait pas été troublée parmi les socialistes. Mais l'arrêt de l'invasion en France, la prolongation de la guerre, l'incertitude du succès devaient élargir les divergences entre les tendances diverses dans le parti »). — Ch. BENOIST. Le machiavélisme de l'Antimachiavel (lecture faite à la séance du 28 novembre 1914 et qui a déjà été publiée en volume; à suivre). — A. RAFFALOVICH. La guerre et l'industrie en Allemagne (montre jusqu'à quel point en Allemagne l'autorité centrale, civile et militaire, a mis la main sur les achats des matières premières et sur la production de l'industrie). — 1916, janvier. A. CHUQUET. Thiers et Ranke en 1870 (ils se rencontrèrent à Vienne les 8, 9 et 10 octobre 1870; leurs entretiens reconstitués; Ranke reconnaît en son interlocuteur un Français des pieds à la tête, mais un des plus aimables et des plus spirituels Français). — Charles BENOIST. Le machiavélisme de l'Antimachiavel (suite). — Henri HAUSER. Le rôle des cartels et du dumping dans l'exploitation allemande (étude pleine de faits et d'observations intéressantes; dangers du dumping pour les États en relations avec l'Allemagne; mesures de défense prises par le Canada. Observations à propos de cette lecture par MM. Paul LEROY-BEAULIEU et Albert DELATOUR). — René WORMS.

La juridiction des prises (histoire en France du conseil des prises, qui est une juridiction véritable; procédure devant lui; principes généraux qui régissent le droit de prise; souci d'équité, dont ses décisions se sont toutes inspirées pendant cette guerre).

**21. — L'Anjou historique.** 1916, janvier-février. — Les ordres de Malte, du Temple et de Saint-Lazare en Anjou (commanderie de Saint-Jean à Angers, commanderie du Temple, qui garda son organisation propre, même quand elle passa aux Hospitaliers; biens de l'Anjou réunis, de 1676 à 1689, à l'ordre de Saint-Lazare). — La bataille des Ponts-de-Cé, 7 août 1620 (récit du *Mercure*). — Claude de Rueil et Henri Arnauld, évêques d'Angers (1628-1649 et 1649-1692, d'après le manuscrit de Pocquet de Livonnière). — Origine des douze foires d'Angers (quatre ont été établies par Louis XIV, les huit autres par Louis XVI). — Locke à Angers (d'après une lettre écrite par lui le 20 août 1678). — Un différend entre la municipalité d'Angers et le lieutenant du roi (1741-1744; le lieutenant était Antoine de Beaumont, marquis d'Autichamp). — Le ministre de la Guerre à Angers (d'Argenson, septembre 1753). — Les élections des administrateurs du district de Saint-Florent-le-Vieil (juin 1790). — Les prisonnières d'Angers transférées à Montreuil-Bellay (en novembre 1793, au moment où les Vendéens marchaient sur Angers; extrait du récit de l'abbé Bruneau, paru en 1865 et fait d'après les renseignements oraux d'une prisonnière, M<sup>lle</sup> Caroline de Terves). — Un délégué de Hentz et Framentel en Vendée (février-avril 1794; c'était Charles-André Simon, membre du Comité révolutionnaire de Saumur; extraits des lettres qu'il écrivit à ce Comité pendant ces trois mois). — Les pacifications de La Jaunaye, de La Mabilais et de Saint-Florent-le-Vieil (février, avril et mai 1795; reproduit les notes données sur les négociations par les *Affiches d'Angers*). — L'octroi d'Angers (modification de la circonscription de l'octroi au 1<sup>er</sup> juillet 1815). — Arrestation de la duchesse de Berry (1832; lettres envoyées à ce sujet par le ministre de l'Intérieur au préfet du Maine-et-Loire).

**22. — Annales du Midi.** 1915, janvier-avril. — Ant. THOMAS. Bernard de Panassac, un des fondateurs des jeux floraux (analyse, d'après les registres du Parlement de Paris, un procès intenté à ce Bernard, publie le texte de la sentence définitive prononcée contre lui le 23 décembre 1338, et une chanson inédite de Bernard de Panassac, qui « fo coronada »). — J. ADHER. Les tribulations d'un évêque sous le ministère de Mazarin, 1656-1657 (cet évêque est celui de Comminges, Gilbert de Choiseul; en réalité, l'auteur retrace l'histoire, fort bien documentée, des négociations et conflits entre les États de Languedoc, le lieutenant général et l'intendant de la province au sujet du logement et de l'entretien des gens de guerre). — J. CALMETTE. Contribution à l'histoire du commerce franco-catalan sous Charles VII (publie sept documents extraits du fonds des *Cartas comunas* aux archives municipales de Barcelone, 1442-1452). — C. rendus : Cha-

noine *J. Rouchier*. Histoire du Vivarais, publ. par *Jean Régné* (texte intéressant; le travail critique dont l'a entouré *M. Régné* est considérable; il n'a peut-être pas assez nettement pris parti contre l'existence historique de *Chrocus* et de l'évêque saint *Avolus*). — *Aug. Vidal*. Douze comptes consulaires d'Albi du *xiv<sup>e</sup>* siècle (excellent; ces comptes se rapportent aux années 1361-1398). — *F. Pasquier*. Un favori de Louis XI, *Boffille de Juge*, comte de Castres, vice-roi de Roussillon (fait connaître plus de deux cents pièces inédites sur ce personnage déjà étudié par *Michel Perret*).

**23. — Bulletin trimestriel de la Société d'archéologie de Touraine.** 1915, 1<sup>er</sup> trimestre. — *É.-G. DE CLÉRAMBAULT*. Une poterne de *Caesarodunum* (les murailles semblent dater du *iv<sup>e</sup>* siècle; elles ont été construites en partie avec des débris de l'amphithéâtre; description de la poterne avec photographie). — *L. DE GRANDMAISON*. Poinçons d'orfèvres et de fondeurs-balanciers en la Monnaie de Tours, insculptés de 1679 à 1750 (la liste complète est donnée en appendice dans le n<sup>o</sup> du 2<sup>e</sup> trimestre; dans l'appendice du 1<sup>er</sup> trimestre, la liste des gardes-jurés de l'orfèvrerie de Tours de 1681 à 1789). — *G. BENOÎT*. Les armes de *Léonard de Vinci* (d'or à trois pals de gueules; celles qu'on attribue à *Léonard* au château d'Amboise ne sont pas de lui). — *É.-G. DE CLÉRAMBAULT*. Notes sur une fabrique de cartes à jouer à Tours au *xviii<sup>e</sup>* siècle. = 2<sup>e</sup> trimestre. *É.-G. DE CLÉRAMBAULT*. Le théâtre à Tours à l'époque de la Révolution (diverses salles de spectacle; principales pièces représentées; la censure). — *Charles DE BEAUMONT*. Le duel d'*Alexis-Germain Bruley* (ce jeune homme eut, le 13 mars 1787, une altercation avec un officier, le comte du Blet, après une partie de paume; il en résulta un duel et *Bruley* mourut le 15 mars de ses blessures. Cette affaire, qui souleva un vif émoi à l'époque, a été souvent dénaturée; en appendice, le texte du jugement du Parlement de Paris). — *Abbé AUDARD*. Catalogue de l'exposition des souvenirs religieux de la Révolution en Touraine (portraits; brochures; lettres pastorales, etc.; 92 numéros). — *P. GASSE*. Quelques notes relatives au réservoir des eaux de *Saint-Avertin*, dit la Belle-Fontaine.

**24. — Revue de l'Agenais.** 1915, juillet-août. — *Ph. LAUZUN*. Profils militaires. Le général *Lafon-Blaniac*, 1773-1833 (né à *Blaniac*, à 2 kilomètres de *Villeneuve-d'Agen*; il fut gouverneur de *Madrid* en 1810). — *E. LABADIE*. Un céramiste agénais à *Bordeaux*, *Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans*, 1829-1837 (suite; la faïencerie *Lahens* et *Rateau* auxquels *Saint-Amans* fut associé pendant quelque temps; divers plans de la manufacture). — *J.-F. BOUDON DE SAINT-AMANS*. Cryptographie agénaise (suite : du 6 août au 5 octobre 1816; théâtre; les élections d'octobre 1816; il y eut un billet au nom de *Nap. Bonaparte*, « ce qui est une infamie »). — *ISAAC-LOUVERTURE*. Notes historiques sur l'expédition de *Leclerc* à *Saint-Domingue* et sur la famille *Louverture* (suite).



**25. — Revue de l'Anjou.** 1915, septembre-octobre. — Prosper BIGEARD. Saumur. Impressions et vieux souvenirs, 1850-1915 (transformations de la ville entre ces deux dates; le collège; les carrousels de l'école de cavalerie; inauguration du nouveau théâtre). — G. GRASIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin 1915; sommes produites par la « journée française » du 1<sup>er</sup> juin; militaires décédés dans les hôpitaux; trains de blessés, etc.). = C.-rendus : Brochures de l'abbé Uzureau.

**26. — Revue de Saintonge et d'Aunis.** 1915, 1<sup>er</sup> décembre. — H. VENANT. Abraham, marquis Duquesne, lieutenant général des armées navales, et la seigneurie de Bellébat (il s'agit d'un neveu du grand Duquesne qui avait acheté le 4 mars 1693 cette seigneurie; à ce propos, notes sur la famille Duquesne; Abraham Duquesne abjura le protestantisme; ses onze enfants et sa descendance). — Ch. DANGIBEAUD. Le châtre Étienne-Bonaventure Laurier (chantre à la cathédrale de Saintes au moment de la Révolution; ses compositions musicales assez profanes). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis (suite; les sources narratives, poétiques, épistolaires; les sources hagiographiques : passionnaires, bréviaires, martyrologes; les biographies modernes). — P. LEMONNIER. La déportation ecclésiastique à Rochefort, 1794-1795 (suite; les arrêtés de libération au début de 1795; association de prières formée entre les prêtres déportés). = Documents : Le domaine des Courbon pendant la Révolution.

**27. — La Revue savoisienne.** 1915, 3<sup>e</sup> trimestre. — Fr. MIQUET. Note sur l'émigration des Savoyards en Franche-Comté au XVII<sup>e</sup> siècle (noms savoyards relevés sur les registres des paroisses dans les environs de Salins et de Quingey). — Ch. MARTEAUX. Noms de lieux en -ier, ière (suite). — J. MANECY. L'odyssée d'un enfant de la Savoie (Benjamin Daymonaz, avocat à Saint-Jean-de-Maurienne, l'un des principaux partisans de Naundorff; il mourut en 1899). — Eug. RITTER. La *Philothée* de saint François de Sales. III. — Fr. MIQUET. Les Savoyards décorés de l'ordre de la Légion d'honneur de 1848 à 1914. = C.-rendu : Jules Cochon. Le général Songeon, 1771-1834 (bonne et enthousiaste biographie).

## CANADA.

**28. — Bulletin of the departments of history and political and economic science in Queen's University, Kingston, Ontario.** Canada. N<sup>o</sup> 1 (1912). — W. L. GRANT. La politique coloniale de Chatham. — N<sup>o</sup> 2. O. D. SKELTON. Le Canada et les traités des nations les plus favorisées. — N<sup>o</sup> 3. James DOUGLAS. La condition juridique des femmes en New England et en New France. — N<sup>o</sup> 4. J. L. MORISON. Sir Charles Bagot; un incident de l'histoire parlementaire du Canada (en 1842, Bagot, qui venait de succéder à Sydenham

comme gouverneur du Canada, arrivait avec des opinions hostiles aux Canadiens français qui s'étaient soulevés en 1837; après quelque temps, il comprit que le meilleur moyen de calmer l'agitation était d'attirer à lui les chefs de la population française au lieu de les persécuter; il réussit et par là mérita d'être considéré comme un des promoteurs de la nouvelle vie parlementaire au Canada). — N° 5. W. SWANSON. L'inspection des banques au Canada. = 1913, n° 6. William Bennett MUNRO. Les villes du Canada doivent-elles accepter les commissions municipales nommées par le gouvernement? — N° 7. D. A. MAC ARTHUR. Un procès de haute trahison au Canada (intenté en 1814 contre le chef-juge de la province et le chef-juge de la cour du Banc du roi pour le district de Montréal, accusés d'avoir adopté des règles de procédure contraires à la constitution. Important pour l'histoire politique du Bas-Canada). — N° 8. W. L. GRANT. Un puritain à la cour de Louis XIV (Denzil Holles, ambassadeur en France en 1663-1666; il ne craignit pas de rompre en visière à Louis XIV lui-même à la suite d'une offense publique faite à sa femme par la princesse de Carignan). — N° 9. J. L. MORISON. Suprématie britannique et autonomie canadienne (examen des opinions concernant le Self-government canadien qui ont été exprimées en Angleterre de 1840 à 1850 environ et qui posaient déjà la question de l'impérialisme britannique). — N° 10. H. MICHELL. Le problème du crédit agricole au Canada. — N° 11. L. F. Rushbrook WILLIAMS. Saint Alban dans l'histoire et la légende (étude sur l'origine et le développement de cette légende au moyen âge). — Id. Le roi et ses conseillers, prolégomènes d'une histoire de la Chambre des Lords (insiste sur le caractère essentiellement féodal de cette institution à son origine). = 1914, n° 12. Adam SHORTT. La vie du colon dans le Canada occidental avant la guerre de 1812. — N° 13. H. MICHELL. La « Grange » au Canada (on connaît sous ce nom une société secrète fondée en 1867 pour développer l'esprit corporatif parmi les fermiers du Canada. Cette société, languissante d'abord, prit une extension rapide en Minnesota et en Iowa à partir de 1870; en 1875, on comptait 21,697 granges avec de 758 à 767 membres; puis un ralentissement notable s'opéra. L'organisation reste encore cependant vigoureuse aujourd'hui dans nombre de localités des États-Unis). = 1915, n° 14. W. SWANSON. La puissance financière de l'Empire. — N° 15. J. L. MORISON. La politique extérieure de l'Angleterre moderne (surtout depuis 1870; les erreurs de la diplomatie anglaise depuis 1914 n'ont pas été touchées). — N° 16. O. D. SKELTON. Finances fédérales (dettes du Canada; nécessité de nouveaux impôts). — N° 17. F. B. MILLETT. Corporations d'art et de métiers à Paris au XIII<sup>e</sup> siècle (d'après le *Livre des métiers*). — N° 18. H. MICHELL. La coopération au Canada. = Chacun de ces numéros forme une mince brochure, dont la plus longue (le n° 11) ne dépasse pas 32 pages.

## DANEMARK.

29. — *Aarbøger for nordisk Oldkyndighed*. 1913. — Kr. NYROP. L'art profane dans les églises du Danemark. — NORDAL. L'Orkneyingasaga et la Heimskringla. — C.-A. JENSEN. Le plus ancien des fonts baptismaux en métal en Danemark (à Fausing, d'environ 1300). — Kr. KAALUND. Un guide islandais pour le pèlerinage en terre sainte à travers le continent de l'Europe (du XII<sup>e</sup> siècle, avec des notices très détaillées sur les routes). — Lis JACOBSEN. Pierres runiques nouvellement trouvées. = 1914. Finnur JONSSON. Le caractère des chansons populaires du moyen âge en l'Islande. — HAUBERG et CESTRUP. Description d'une importante trouvaille de monnaies arabes à Terslev. — HAUBERG. Le plus ancien atelier monétaire en Danemark (Slesvig). — Martin BORCH. Il faut rebâtir le château de Hammershus à Bornholm (en ruine depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle). — M. MACKEPFRANG. Les églises romanes du Slesvig (l'architecture est conforme à celle des églises du Danemark; on ne trouve que très rarement une influence du Holstein ou de l'Allemagne). — MACKEPFRANG. Un groupe spécial d'églises romanes en briques à Vendsyssel. — THISET. Les figures héraldiques de l'Islande, les Fœrœ et les colonies dans les armoiries de l'État.

30. — *Historisk Tidsskrift*. 8<sup>e</sup> série, t. V. — E. AVUP. Le service militaire au XIII<sup>e</sup> siècle (les articles de la loi de Jutland, que l'on a interprétés jusqu'ici comme organisant un service militaire personnel des paysans, ont surtout eu pour but d'exiger une contribution de guerre pour rachat du service; cette contribution a été imposée par le roi Valdemar II à chaque paysan, proportionnellement à la grandeur de sa propriété). — P. ENGELSTOFT. Les mémoires de l'évêque Engelstoft en 1863. — A. FRIIS. Mémoires du professeur N. David pendant les années 1863-1865. — Kr. ERSLEV. Le droit de succession dans la partie du Slesvig appartenant au roi avant 1721 (critique d'un livre de M. Lauridsen; réplique de celui-ci et duplique de M. Erslev). — LIND. Griffenfeld et l'armement de la flotte danoise en 1675-1676. — WIDDING. La première organisation du système consulaire de Danemark-Norvège en 1749. — HJELHOLT. Le duc Frederik Christian d'Augustenborg et sa candidature au trône de Suède en 1810. — Ellen JØRGENSEN. Les étudiants des pays scandinaves à l'Université de Paris jusque vers 1450 (statistique du nombre de ces écoliers; de 1300 à 1450, les Suédois y viennent en plus grand nombre que les Danois; la guerre de Cent ans et la fondation de plusieurs universités allemandes diminuent la fréquentation; organisation et études de ces écoliers). — A. HANSEN. Pourquoi le comte Decazes fut-il nommé en 1818 duc de Glücksbiërg? (pour pouvoir épouser une petite-nièce de la duchesse de Brunswick-Bevern, ensuite parce qu'il était le favori de Louis XVIII, enfin parce qu'on s'at-

tendait à le voir chef d'un ministère). = C.-rendus : *Beckett*. Le château de Frederiksborg (bon). — *Liisberg*. Le château de Rosenborg (solide). — *Lindboek*. Histoire des couvents de l'ordre franciscain en Danemark (excellent). — *Lorenzen*. L'architecture des couvents franciscains (remarquable). — *Fr. Krarup*. Bibliographie pour 1912-1913.

**31. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger.** 1913. — *Fr. Poulsen*. Têtes et bustes grecs récemment acquis par la glyptothèque Ny Carlsberg (cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 425). — *H.-G. Zeuthen*. Sur les connaissances géométriques des Grecs avant la réforme platonicienne de la géométrie. = 1915. *Egill Rosttrup*. La farce et le mime des *Oxyrhynchos Papyri* III. 413 (étude très intéressante et nouvelle; cf. plus haut, p. 379). — *A. Christensen* et *J. Estrup*. Description de quelques manuscrits arabes, turcs et persans. — *Zeuthen*. Sur l'origine historique de la connaissance des quantités irrationnelles.

**32. — Videnskabernes Selskabs Skrifter.** 7<sup>e</sup> série, section des lettres, II, n° 3. — *P. Tuxen*. Un livre élémentaire indien de philosophie (du XII<sup>e</sup> siècle). = Section des sciences, XII, n° 3. *Kirstine Meyer*. La découverte par *Ole Rømer* du « retardement de la lumière » (*M<sup>me</sup> Meyer* publie un manuscrit, nouvellement trouvé à Copenhague, qui contient les tables d'observations sur les heures d'éclipse des satellites de Jupiter que *Rømer*, alors attaché à l'observatoire de Paris, a fait dresser et sur lesquelles il a fondé sa découverte de la vitesse de la lumière, rapportée dans le *Journal des Savants* en 1676).

## ÉTATS-UNIS.

**33. — The American historical Review.** 1916, janvier. — *H. Morse Stephens*. Nationalité et histoire (allocution présidentielle lue à l'assemblée générale des historiens américains en 1915. L'auteur montre comment aux idées cosmopolites du XVIII<sup>e</sup> siècle succéda l'idée nationaliste, qui fut poussée à son point aigu lors de la lutte soutenue par la France républicaine contre l'Europe coalisée. Le XIX<sup>e</sup> siècle vit de grands peuples achever leur unité nationale et de petites nationalités renaître. Cette renaissance comme cette tendance à l'unité ont trouvé dans les historiens leurs apôtres les plus convaincus et les plus persuasifs. L'impartialité en histoire est une chimère). — *Lynn Thorndyke*. Le véritable *Roger Bacon*. I (résumé brièvement ce qu'on sait de certain sur la vie de *Roger Bacon*; veut montrer qu'on a beaucoup exagéré l'originalité et l'étendue de sa science; que sa critique fut assez limitée : au lieu d'être générale, elle s'applique presque uniquement à l'Angleterre et à la France, à Oxford et à Paris). — *W. Smith*. L'administration générale des postes dans les colonies américaines (XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles). — *G. W. Daniels*. Le commerce du coton des États-Unis avec Liverpool et la législation

établie par l'Acte d'embargo, 22 décembre 1807. — D. P. BARROWS. Le gouverneur général des Philippines sous le régime espagnol et sous celui des États-Unis. = Notes et suggestions : A. L. CROSS. Tendances puritaines chez les autorités locales, laïques et ecclésiastiques, au temps des derniers Tudor et des premiers Stuart. — E. R. TURNER. Opinions anciennes sur les impôts de consommation en Angleterre (ces impôts furent introduits en Angleterre après la Restauration et à l'image de la Hollande; ils furent dès le début impopulaires. Fournit plusieurs témoignages de cette impopularité que Robert Walpole, en 1733, niait fort imprudemment). — C. O. PAULLIN. Le vote électoral pour John Quincy Adams en 1820 (pourquoi William Plumer fut-il en 1820 le seul à voter pour Adams, empêchant ainsi James Monroe d'être élu à l'unanimité? C'est, dit-il dans une lettre à son fils, parce qu'il avait découvert que Monroe manquait de perspicacité et d'économie). = Documents : Prof. A. HENDERSON. L'origine de la « Regulation » dans la Caroline du Nord (publie une adresse de George Sims au peuple du comté de Granville, où ce mouvement insurrectionnel éclata en 1765). = C.-rendus : A. Keith. The antiquity of man (bon). — W. H. R. Rivers. The history of Melanesian society (remarquable). — P. N. Sykes. A history of Persia (très intéressant). — The Journal of the Rev. John Wesley, A. M., sometime fellow of Lincoln college, Oxford; edited by N. Curnock, 8 vol. (capital pour la biographie de Wesley et les premiers développements de l'Église wesleyenne). — W. E. Dodd. The Riverside history of the United States, 4 vol. (bonne histoire générale des États-Unis en quatre volumes rédigés chacun par un auteur différent). — E. B. Russell. The review of american colonial legislation by the King in Council (excellent). — Writings of John Quincy Adams. Edited by W. C. Ford. Vol. V : 1814-1816 (à noter les souvenirs d'Adams sur le retour de Napoléon I<sup>er</sup> à Paris en 1815). — Lee's dispatches. Unpublished letters of general Robert E. Lee to Jefferson Davis, 1862-1865 (intéressante correspondance, très bien éditée). — A. Heloise Abel. The american Indian as slaveholder and secessionist (étude approfondie). — W. R. Shepherd. Latin América (excellent résumé). — C. Navarro y Lamarca. Compendio de la historia general de América, t. II (ce tome II va de la conquête du Mexique à l'indépendance des colonies espagnoles et portugaises. Ce n'est pas un livre, mais une utile compilation de faits et de notions bibliographiques).

34. — *The Nation*. 1915, 18 novembre. — Stephen Langdon. Sumerian epic of Paradise, the flood and the fall of the man (M. Langdon croit avoir retrouvé sur des tablettes à inscriptions cunéiformes trouvées à Nippur ce qu'il appelle le récit épique du Paradis, du déluge et de la chute de l'homme. Le texte qu'il publie présente un vif intérêt. Il en donne une traduction et le compare au texte biblique; mais sa traduction est fort incertaine et souvent incorrecte; son commentaire repose sur les bases les plus étroites. Long article, non



signé, de six colonnes). — *E. W. Clement*. A short history of Japan (très bon résumé par un homme qui connaît la langue et les coutumes du pays où il a longtemps demeuré). = 25 novembre. Livres sur la guerre (*P. Ch. Mitchell*. Evolution and the war; — *F. Adler*. The world crisis in its meaning; — The international crisis in its ethical and psychological aspects; — *Th. F. Smith*. The soul of Germany; — *Sir Oliver Lodge*. The war and after; — *J. Oman*. The war and its issues). = 2 décembre. *W. Lippmann*. The stakes of diplomacy (beaucoup d'honnêtes intentions; mais, pour réorganiser la diplomatie et lui donner un caractère démocratique, pour sauver les petits États et leur assurer une protection internationale, l'auteur ne tient pas assez compte des réalités actuelles ni des possibilités futures). — *Newbigin*. Geographical aspects of Balkan powers in their relation to the Great european war (très bon travail, d'une science sereine et fort bien digérée. L'auteur est une femme). = 9 décembre. *George M. Priest*. Comment l'Allemagne est gouvernée. La théorie démocratique annulée par la pratique de l'autocratie (long article de six colonnes). — *Jul. Gœbel*. The recognition policy of the United States (rapide exposé des cas dans lesquels, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, après qu'eut été reconnue l'indépendance des États-Unis, un État s'est vu amené à reconnaître officiellement l'existence légale d'un État nouveau; étude juridique sur la condition des États *de facto* et *de jure*. Trop de jargon pseudo-technique). = 16 décembre. *Yone Noguchi*. La faillite de la République chinoise (explique combien le rétablissement du titre impérial en Chine est conforme au génie et aux traditions de la race). — *Frida J. Whiting*. Walter Bagebot (à propos des *Works and life of W. B.* qui ont été récemment publiés en dix volumes). — *Rappoport*. Jean Jaurès; l'homme, le penseur, le socialiste (bon). — *P. E. More*. Aristocracy and justice (étude sur les moyens de corriger les défauts de la démocratie sans la détruire; il faut en revenir à la conception de Platon et d'Aristote sur l'aristocratie et la justice). — *P. M. Sykes*. A history of Persia (important). — *H. G. Dwight*. Constantinople, old and new (bonne description de la ville; raconte, en témoin oculaire bien informé, les étonnantes vicissitudes qu'elle a subies depuis 1908). = 30 décembre. *J. L. Chamberlain*. The passing of the armies; an account of the final campaign of the army of the Potomac (Chamberlain était colonel d'un régiment du 5<sup>e</sup> corps; nommé général après une grave blessure reçue le 18 juin 1864, il prit part à la campagne de 1865 contre Lee. Son récit des opérations suprêmes contre l'armée du sud est très intéressant; il corrige sur beaucoup de points les mémoires de Grant et il permet de mieux faire connaître Sheridan. Chamberlain est mort en 1894). — *W. Foster*. The english factories in India, 1651-1654. A calendar of documents in the India Office, Westminster. = 1916, 6 janvier. *C. H. Haskins*. The Normans in european history (c'est un des meilleurs livres qu'ait produits l'érudition historique aux États-

Unis). = 13 janvier. Miracles accomplis par les Allemands (signale un article du *World* de New-York où M. Roeder fait connaître les prodiges accomplis par l'Allemagne depuis la guerre pour créer par voie de synthèse les produits qui commencent à lui manquer. Ces prodiges existent-ils réellement en dehors de l'imagination de certains journalistes allemands? « Il n'y a qu'un seul substitut réel que l'Allemagne ait trouvé pour remplacer les objets qui lui manquent pour la guerre ou l'alimentation, c'est de s'en passer »). — Stoddart DEWEY. Le peuple de France et la paix. Pour quoi votent les socialistes?

## GRANDE-BRETAGNE.

35. — *The Athenæum*. 1915, 4 décembre. — R. W. Frazer. Indian thought, past and present (remarquable). — *Hervé de Gruben*. Les Allemands à Louvain; souvenirs d'un témoin (insiste sur les doctrines pangermanistes qui aboutissent en fait à la dévastation d'un pays par une armée d'invasisseurs). — R. Chambry. The truth about Louvain (recueil des témoignages directs sur les atrocités allemandes; il s'en produira d'autres encore, quand les Allemands auront quitté le pays; la terreur qu'ils y font régner a fermé les bouches de ceux qui sont restés). — L. Noël. Louvain, 1891-1914 (livre de lecture agréable). = 11 décembre. Ian D. Colvin. The Germans in England, 1066-1598 (excellent; naturellement la Hanse tient dans cet ouvrage une place éminente). — H. K. Mann. The lives of the popes in the middle ages. Vol. XII et XIII (ces volumes traitent d'Innocent III). — M. J. Newbigin. Geographical aspects of Balkan problems in their relation to the great European war (très bonne étude géographique et ethnographique). — E. A. Parkyn. An introduction to the study of prehistoric art (important; beaucoup de bonnes reproductions). = 18 décembre. G. F. Scott Elliot. Prehistoric man and his story (rapide exposé de ce qu'il convient de savoir sur l'homme préhistorique). — G. Elliot Smith. The migrations of early culture (veut prouver que l'influence de l'ancienne Égypte s'est fait sentir le long des côtes de l'Asie à travers le Pacifique jusque dans l'Amérique du Nord et du Sud; elle a laissé des traces de son passage dans l'érection des dolmens et dans une foule d'usages. La brochure aurait gagné à être écrite d'un ton moins acerbe à l'égard des autres ethnographes et moins hautement affirmatif). — E. B. Russell. The review of american colonial legislation by the King in Council (excellente étude sur l'ancien régime colonial pratiqué par le gouvernement anglais en Amérique). = 25 décembre. G. L. Apperson. The social history of smoking (amusant). — J. R. Henslowe. Anne Hyde, duchess of York (conséquent et nouveau; le sujet était d'ailleurs peu intéressant). — L. W. King. A history of Babylon (savant travail, écrit avec clarté et sans pédanterie). — Cathay and the way thither; being a collection

of medieval notices of China, translated and revised by colonel Sir Henry Yule. New edition, revised throughout by Henri Cordier. Vol. III. Missionary friars, Rashideddin, Pegolotti, Marignolli (important; on aurait cependant pu améliorer encore davantage l'œuvre, d'ailleurs si considérable, de Yule, vieux de près d'un demi-siècle). — *H. C. Chatfield-Taylor*. Goldoni; a biography (bon). — *Edw. Bell*. The architecture of ancient Egypt (bon). = 1916. A partir de la présente année, l'*Athenæum* paraîtra par livraisons mensuelles. Nous commencerons donc par le n° de janvier. — *Foakes-Jackson*. The faith and the war (intéressant recueil d'essais par différents auteurs qui appartiennent à la communion anglicane). — La Russie et les Russes (compte-rendu de huit ouvrages sur la Russie d'aujourd'hui, la guerre et l'armée russe). — *W. Leaf*. Homer and history (l'auteur veut prouver que la guerre de Troie n'a pas été à vrai dire un siège qui dura dix ans; ce fut l'effort combiné des Achéens, sous le commandement du roi de Mycènes, pour détruire le grand marché, le grand entrepôt de commerce qui commandait l'Hellespont; ce fut d'autre part l'effort combiné des marchands, de la Thrace à la Lycie, pour défendre leurs exportations et leurs importations. Les poèmes homériques sont donc un témoignage fort important pour l'histoire économique de la Méditerranée orientale. D'autre part, le dénombrement des troupes grecques fait au deuxième livre de l'*Iliade* ne correspond pas aux données fournies par le reste du poème; c'est donc une interpolation postérieure, imaginée pour faire cadrer la liste homérique avec les changements postérieurs survenus en Grèce). — *J. A. K. Thomson*. The greek tradition (excellents tableaux de la vie grecque et de l'art grec). — *J. H. Rose*. William Pitt and the national revival (nouvelle édition d'un très bon livre). — Sir *John Hall*. General Pichegru treason (fait un portrait fort laid de cet aventurier qui ne sut même pas être un habile conspirateur). — Sir *Lees Knowles*. Letters of captain Engelbert Lutyens (Lutyens fut chargé de surveiller Napoléon à Longwood du 10 février 1820 au 15 avril 1821; son témoignage est accablant pour Lowe). — *J. H. Rose*. The development of the european nations, 1870-1914 (pense que Guillaume II, qui étudia avec soin la carrière de Napoléon I<sup>er</sup>, a cherché à partir de 1905 à dominer l'Europe orientale et à enrôler sous ses étendards la force musulmane que l'homme de Corse s'était aliénée par son attaque sur l'Égypte en 1798). — *R. Ch. Mills*. The colonisation of Australia, 1829-1842 (parle surtout des idées de Wakefield pour coloniser l'Australie). — *B. Wilson*. The life of Lord Strathcona and Mount Royal (excellente biographie d'un des plus brillants pionniers du Canada). — L'ancienne armée et la nouvelle (compte-rendu de sept ouvrages sur l'armée anglaise).

**36.** — *The Nineteenth century and after*. 1915, novembre. — Comtesse Caroline F. M. ZANARDI LANDI. L'Autriche véritable et ses rapports avec l'Allemagne (depuis 1804). = Décembre. Charles JOHNS-

TON. Le rôle de la « squaw ». Quelques réflexions par un Américain (« En tant que peuple », dit l'auteur, « nous sommes de cœur avec les Alliés »; l'opposition se recrute parmi les Germano-Américains et parmi les Irlandais; mais, même dans ces deux groupes, beaucoup d'individus, des plus honorables et des plus considérés, partagent les mêmes sentiments. Pourquoi donc les États-Unis ont-ils si peu fait pour la cause qu'ils préfèrent? Cela s'explique par l'influence considérable exercée aux États-Unis par le président de la République, et M. Wilson fera tout au monde pour empêcher la rupture avec l'Allemagne; mais dans le peuple américain il y a deux éléments très importants qui applaudissent au genre de neutralité adopté par le président : les femmes, que le féminisme a gâtées, et les socialistes. Les uns et les autres ne voient qu'une chose : que la guerre met en péril le bien-être et la tranquillité individuelle. « Nous souhaitons de tout cœur le triomphe des Alliés parce qu'ils combattent pour la liberté, la justice, l'honneur et l'humanité. Tous les jours nous ouvrons notre journal avec le désir d'y apprendre les victoires des Alliés; mais nous nous en tenons là. Sans doute nous secourons les blessés et nous aidons à ceux qui souffrent; nous fournissons des munitions de guerre; mais en dernière analyse, c'est ce que font les femmes en France et en Angleterre, non ce qui doit être fait par des hommes. Notre féminisme, notre goût du confort, notre évangile du bœuf à l'étable nous ont menés là. Dans le plus grand conflit pour la liberté que le monde ait jamais vu, la plus grande République du monde, l'immense nation fondée sur les déclarations de la liberté, joue le rôle, non du guerrier, mais de la « squaw ». — Fr. GRIBBLE. L'Allemagne vue d'un camp de concentration (souvenirs de longs mois passés dans un de ces camps à Ruhleben). — Prof. J.-H. MORGAN. Feuilles détachées d'un carnet de campagne. — J.-A.-R. MARRIOTT. Le problème de l'Adriatique. L'Italie, l'Autriche et les Slaves du Sud. — La Serbie, hier et aujourd'hui. — Général BERTHAUT. Le moral du soldat français. — 1916, janvier. L'Irlande au temps de deux guerres : 1<sup>re</sup> l'expédition de Hoche en 1796, par le Rév. Robert H. MURRAY; 2<sup>o</sup> le recrutement en Irlande aujourd'hui, par le chanoine HANNAY (on rappelle les craintes qu'eut l'Angleterre en 1796 d'être attaquée par l'ouest et par l'Irlande; on expose comment échoua la tentative dont l'expédition fut confiée à Hoche. D'autre part, on dit quelles mesures le gouvernement fut appelé à prendre pour amener les Irlandais à s'enrôler pour la guerre actuelle. Importance suprême du rôle joué par le Lord lieutenant, aux lieu et place du « chief secretary » dont on ne parle plus guère. Un fait certain est que nombre d'Irlandais ont émigré en Amérique pour ne pas servir l'Angleterre dans cette guerre et qu'ils furent encouragés par l'évêque de Limerick). — R. W. HALLOWS. Un parent pauvre de Chesterfield (publie une correspondance inédite de Chesterfield, au sujet d'un petit cousin,

Philippe Stanhope, qui devait être son héritier, 1757-1769). — W. H. MALLOCK. La démocratie; théories en cours; erreurs et vérités. — Sir Francis PIGGOTT. L'intégrité de l'Empire : l'offre de Chypre à la Grèce (étude juridique; pour fixer le point de savoir si le Cabinet aurait le droit de disposer d'une parcelle du territoire impérial, étudiée ce qui s'est passé en 1890 quand l'île d'Héligoland fut cédée à l'Allemagne).

**37. — Proceedings of the British Academy. 1903-1904. — John**

RHYS. Études sur l'histoire ancienne de l'Irlande (examen de plusieurs inscriptions ogamiques et autres, parmi lesquelles la célèbre inscription latine : IVVERE DRVVIDES). — M. E. SADLER. Le ferment de l'éducation sur le continent et en Amérique. — Baron DE BILDT. Le conclave de Clément X (1670). — F. G. KENYON. Le témoignage fourni par les papyrus grecs et la critique des textes. — Shadworth H. HODGSON. Le centenaire de la mort de Kant. — T. W. Rhys DAVIDS. Les études orientales en Angleterre et sur le continent. — I. GOLLANCZ. Shakesperiana, 1598-1602 (explique pourquoi dans Hamlet Shakespeare appelle le « conseiller » du roi de Danemark d'abord Corambus, puis Polonius. Polonius rappelle l'ouvrage de Laurentius Grimalius Goslicius, le plus grand des hommes d'État polonais au XVI<sup>e</sup> siècle, auteur d'un *De optimo Senatore* paru à Venise en 1568 et traduit en anglais en 1598. Corambus, nom fabriqué à l'aide du latin *crambe*, aurait pu sembler une allusion blessante soit au grand Lord Burghley, mort en 1598, ou à son fils, Robert Cecil, un des conseillers les plus écoutés d'Élisabeth. Polonius pouvait au contraire passer pour un hommage détourné à l'un ou à l'autre de ces hommes d'État). — A. Campbell FRAZER. John Locke considéré comme un des ouvriers de la pensée moderne. — Sir Frederick POLLOCK. Locke et sa théorie de l'État. — Sir Courtenay ILBERT. Le centenaire du Code civil français. — 1905-1906. James FITZMAURICE-KELLY. Cervantès en Angleterre (montre en quoi l'Angleterre était préparée aux histoires d'un chevalier errant et quelle influence le roman de Cervantès exerça sur la littérature anglaise). — Th. HODGKIN. Ernest Curtius. — Th. E. HOLLAND. Les devoirs des neutres dans une guerre maritime, d'après des événements récents. — John RHYS. Celtae et Galli (nouvelle étude sur le calendrier de Coligny; son importance géographique et historique). — W. RIDGEWAY. De l'époque où fut composée la saga de Cuchulainn (l'étude des documents archéologiques du type de La Tène trouvés en Irlande permet d'affirmer : 1<sup>o</sup> qu'une invasion de Celtes continentaux en Irlande se produisit dans les siècles qui ont précédé immédiatement la naissance du Christ, ainsi que le rapportent les traditions irlandaises; 2<sup>o</sup> que les poèmes qui forment un cycle autour de Conchobar Mac Nessa, roi d'Ulster, et son neveu Cuchulainn Mac Sualtaim ont été composés au temps où la civilisation de La Tène



était encore florissante en Irlande, c'est-à-dire dans le premier siècle de notre ère). — F. J. HAVERFIELD. La romanisation de la Bretagne romaine (première forme de ce mémoire dont nous avons annoncé, p. 379, la troisième édition). — Sir Edward FRY. Les droits des neutres, d'après des événements récents (fournis par la guerre russo-japonaise). — John RHYS. Inscriptions celtiques de France et d'Italie (relevé complet de ces inscriptions, suivi d'un tableau des déclinaisons qu'elles permettent d'établir. Important mémoire de cent pages). — Silvanus P. THOMPSON. Petrus Peregrinus de Maricourt et son *Epistola de Magnete* (ce Pierre de Maricourt est un Français de Picardie, contemporain de Roger Bacon qui parle souvent de lui dans ses œuvres; il faisait partie de l'armée avec laquelle Charles d'Anjou assiégea Lucera en 1269, probablement en qualité d'ingénieur militaire. C'est en cette même année qu'il écrivit sa célèbre épître à un ami, Siger, qui était, comme Pierre lui-même, Picard et soldat. Bibliographie et analyse de ce traité sur les propriétés de l'aimant. Liste des manuscrits; l'auteur relève les variantes qu'ils fournissent, comparées au texte publié par Bertelli). — Alex. SOUTER. Le commentaire de Pélagie sur les épîtres de saint Paul; le problème de sa restauration. = 1907-1908. Paul VINOGRADOFF. Fiefs de chevalier (indications très sommaires sur ce qui constituait un fief de chevalier en Angleterre au XIII<sup>e</sup> siècle). — William RIDGEWAY. Qui étaient les Romains? (long mémoire dont voici les conclusions : les Ligures ne parlèrent jamais qu'une langue indo-européenne; ils formèrent depuis la période néolithique le principal élément de la population dans la plus grande partie de l'Italie septentrionale et centrale. Or, les Latins étaient des Ligures et les plébéiens de Rome étaient un rameau de ce peuple). — J. ARMITAGE-ROBINSON. Un chroniqueur ignoré de Westminster, 1381-1394 (dans le t. IX du *Polychronicon* de Ranulf de Higden, Lumby a publié une suite de cette chronique qu'il attribue à John de Malvern, moine de Worcester, et qui va de 1381 à 1394. Le nom de Malvern doit rester attaché à une partie au moins de cette suite; mais seulement celle qui va de 1346 à 1381; la portion de 1381 à 1394 renferme sur Westminster des données si nombreuses et si précises qu'il faut y voir l'œuvre d'un moine de cette abbaye. Quant à l'auteur, on peut hésiter entre Thomas Merk et John Lakyngheth. En fait, on n'en sait rien. Publie en appendice les passages de cette chronique concernant Westminster, d'après un ms. de Cambridge, Corpus Christi Coll., n° 197). — Giacomo BONI. La colonne trajane. — I. GOLLANCZ. Spenseriana. — Percy GARDNER. Les monnaies d'or frappées en Asie avant Alexandre le Grand. = 1909-1910. A. A. MACDONELL. L'évolution de l'ancienne architecture indienne (simple esquisse de deux pages; fait ressortir les bienfaits de l'Acte pour la préservation des monuments anciens promulgué par Lord Curzon en 1904). — R. B. RACKHAM. La nef de Westminster (sa construction, de 1376 à 1528, sur le modèle

fourni par les portions de l'édifice exécutées sous Henri II. Quelques chiffres concernant les frais de l'entreprise; liste des architectes et maçons qui y furent employés). — RIDGEWAY. Minos destructeur plutôt que créateur de la civilisation dite minoenne de Cnossos (il y eut en réalité deux Minos qui régnèrent en Crète : Minos I<sup>er</sup>, qui passa de Palestine en Crète vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle av. J.-C., et Minos II, mort en 1229. Ils étaient de race achéenne. Aucun d'eux n'eut une part quelconque à l'évolution graduelle de la civilisation crétoise). — W. P. KER. Histoire des ballades, 1100-1500. — John RHYS. Le calendrier de Coligny (important mémoire de 110 pages. Explication de cette inscription celtique avec des notes et la reconstitution du calendrier sur les bases établies par MM. Espérandieu et Dissart). — OMAN. La guerre d'Espagne; la colonne et la ligne (conflit entre deux formations tactiques : la colonne française et la ligne anglaise; cette dernière formation, qui avait l'avantage de mettre sur la ligne de feu tous les fusils disponibles du bataillon, triompha de la formation plus dense des Français formés en colonnes d'assaut dont le feu était souvent mal réglé et inefficace). — RIDGEWAY. Le fondement historique des poèmes épiques irlandais : cycle de Finn et d'Ossian (simple résumé). — W. P. KER. Thomas Warton (quelques observations critiques sur l'auteur, autrefois célèbre, de la *History of english poetry*). — 1911-1912. E. C. QUIGGIN. Prolégomènes à l'étude des bardes irlandais de 1200 à 1500. — Percy GARDNER. Les plus anciennes monnaies de la Grèce propre (avec une planche). — R. L. POOLE. Léopold Delisle, 1826-1910. — J. J. JUSSERAND. Ce que nous attendons de Shakespeare (une haute leçon de beauté et par conséquent de morale). — W. J. COURTHOPE. Des rapports entre le roman ancien et nouveau. — Sir John RHYS. Les inscriptions celtiques de Gaule; additions et corrections (mémoire de cent pages avec six planches). — D. G. HOGARTH. Les problèmes hittites et les fouilles de Carkémich (il y eut des Hittites ou, à tout le moins, des influences exercées par la civilisation hittite en Syrie avant la conquête de ce pays par le roi des Hatti de Boghaz-keui. L'occupation cappadocienne effectuée par ce roi dura peu; ce fut cependant l'époque où la ville de Carkémich fut la plus étendue et la plus puissante. Puis vint l'occupation assyrienne, après la conquête de Sargon en 717, époque, pour la ville, de faiblesse et de décadence). — F. C. BURKITT. Les formes syriaques des noms propres dans le Nouveau Testament. — G. F. HILL. De quelques cultes pratiqués en Palestine à l'époque gréco-romaine. — A. C. BRADLEY. Le Coriolan de Shakespeare (le caractère de ce drame et ses sources). — G. SAINTSBURY. Le caractère historique de la poésie lyrique en Angleterre. — Sidney LOW. L'organisation scolaire dans l'Empire britannique.

36. — *The Scottish historical Review*, 1916, janvier. — Sir Archibald GEIKIE. Un lot de chartes écossaises (montre l'intérêt

que présentent les *Banff charters*, 1232-1703, publiées par Sir James Ramsay). — Theodora KEITH. Les élections municipales dans les bourgs royaux d'Écosse. I : Avant l'Union. — T. F. DONALD. Glasgow et la révolte jacobite de 1715 (les magistrats et le conseil municipal montrèrent beaucoup de résolution et firent d'importantes dépenses pour résister à l'insurrection. On n'était pas pour les Stuarts dans la ville et l'on était trop près des clans pour les aimer). — Edw. B. RANKIN. Whitekirk et la « Chandeleur brûlante » (en 1356, Édouard III envahit l'Écosse, ravageant tout sur son passage; il parvint jusqu'à Édimbourg; mais, une tempête ayant détruit la flotte qui lui apportait des vivres, il fut obligé d'opérer une retraite dans des conditions désastreuses. Les contemporains attribuèrent cet échec à la Vierge, patronne de l'église de Whitekirk, qu'avaient pillée les Anglais, et, comme l'événement se passa dans les premiers jours de février, ils donnèrent à la Chandeleur le qualificatif de « Burnt candelmas »). Récit d'un témoin oculaire, alors enfant et qui fut plus tard l'abbé et chroniqueur Walter Bower). — A. M. WILLIAMS. Sir George Mackenzie de Rosehaugh (célèbre avocat et publiciste né à Dundee en 1638, mort à Londres en 1691. Il fut un ferme protestant; étant Lord Advocate en 1677, il prit, de concert avec Lauderdale, des mesures de sévérité qui lui valurent, d'ailleurs sans raison sérieuse, le surnom de Sanguinaire). — Colin M. MAC DONALD. John Major et l'humanisme (ses études et ses ouvrages). — Marjorie MASSON. Thomas Fyshe Palmer; un exilé politique de 1793 (condamné à la déportation en 1794, avec plusieurs autres citoyens, pour avoir écrit et publié une adresse au peuple au sujet de la réforme, Palmer fut exilé en Australie. Récit de son voyage, de son séjour au lieu de sa déportation, à Sydney; ses rapports avec le gouverneur de la colonie. Remis en liberté à l'expiration de la peine en 1801, le vaisseau qui devait le rapatrier fut arrêté par les Espagnols et Palmer mourut de la dysenterie, sans avoir recouvré sa liberté, en 1802). — CUNNINGHAM. Différence du développement économique en Angleterre et en Écosse. I : La vie municipale; II : L'agriculture. — Deux planches de sceaux de seigneurs écossais (d'après l'inventaire des sceaux de la cathédrale de Durham, publié par MM. Greenwell et Blair).

## SUISSE.

39. — *Bibliothèque universelle et Revue suisse*. 1916, janvier. — X... Le droit prime la force. — F. ROGER-CORNAZ. Les anges de Mons (adaptation des récits imaginés par M. Arthur Machen; voir plus haut, p. 215). — Charles DEJONCH. La Belgique et l'occupation allemande (fin; MM. de Bissing père et fils; la ruine de la Belgique, les réquisitions et les contributions de guerre; la famine et l'état social; le barreau belge et la « justice » allemande; le patrio-

tisme des Belges). — D. BELLET. La France et la Suisse dans leurs relations d'affaires. — Ch. TSCHERNOWITZ. Le problème juif (en Russie, avant et depuis la guerre, leur sort est plus tragique que jamais. Les Juifs ont au moins 700,000 hommes qui se battent actuellement, sans pouvoir dire pourquoi, ni pour qui. Parmi les 2,800 employés nouveaux de l'administration municipale nommés dernièrement à Varsovie par les Allemands, il n'y a pas un seul Juif. Où et comment ce peuple pourrait-il espérer de vivre libre et en paix?).

**40. — Indicateur d'histoire suisse.** 24<sup>e</sup> année (1914), nouvelle série, t. XII, n° 1. — H. NABHOLZ. Le combat de Wohlenschwil, 3 juin 1653 (décida du sort de l'insurrection des paysans et assura le triomphe des gouvernements aristocratiques des villes suisses sur leurs sujets; étude des sources, récit du combat et documents). — F. AUBERT. La lettre d'adieux de l'ancien syndic Guillaume Cayla (l'une des premières victimes du tribunal révolutionnaire genevois, exécuté le 25 juillet 1794; examen des griefs qui servirent de prétexte à la condamnation). = N° 2. Ch. BORGEAUD. La question de l'Université à Genève il y a cent ans (fragment du t. III, en préparation, de *l'Histoire de l'Université de Genève*; en 1814, la transformation de l'Académie en Université fut entravée par le « vertige de restauration » du nouveau gouvernement; cependant, les novateurs obtinrent le développement de l'enseignement des sciences naturelles et le rappel, dans sa patrie, de l'illustre de Candolle, alors à Montpellier). — K. TANNER. Deux lettres du capitaine schaffhousois Louis de Fulach sur la bataille de Novare, 6 juin 1513. — D. IMESCH. Lettre de l'humaniste Henri Loriti, dit Glareanus, à Georges Supersax (le chef populaire valaisan, alors tout-puissant), 19 décembre 1520. — P.-É. MARTIN. Bulletin d'histoire du moyen âge pour 1913. Suisse romande. — W.-J. MEYER. Catalogue méthodique des bibliographies relatives à l'histoire suisse parues en 1913. = N° 3. P. BÜTLER. Les seigneurs de Falkenstein et de Grimenstein (canton de Saint-Gall). — A. ZESIGER. La composition de l'armée bernoise dans la guerre civile de Villmergen (1712). — W. OECHSLI. Lettre de l'historien Niebuhr au professeur zuricois Bluntschli sur la révolution de juillet (dont il redoute fort les conséquences) et sur le mouvement libéral en Suisse (Bonn, 2 décembre 1830). — C. LESSING. Correspondance de Metternich et du comte Jean de Salis-Soglio (quatre lettres de 1831 et 1832; il s'agissait de former un régiment suisse qui devait être envoyé à Ferrare « pour le rétablissement et le maintien de l'ordre dans les États romains »). — P.-X. WEBER. Bibliographie des travaux de Th. de Liebenau, archiviste d'État lucernois († 16 mai 1914, l'un des historiens contemporains suisses les plus féconds). = N° 4. E.-L. BURNET. Notes sur l'introduction de l'année du 1<sup>er</sup> janvier à Genève, xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècle (d'après les documents des archives d'État de Genève).

— S. HEUBERGER. Dépôts de témoins sur la défaite des troupes bernoises à la première bataille de Villmergen (24 janvier 1656). — W. OECHSLI. La journée d'Uster, 22 novembre 1830 (publie la lettre d'un inconnu relatant l'assemblée de 10,000 campagnards qui déterminèrent la révision de la constitution zuricoise et mit fin à la situation privilégiée de la ville). — E. DÜRR. Le chanoine et polémiste zuricois Félix Hemmerli, auteur d'un chant populaire historique (composé en 1443 et dirigé contre les Confédérés, avec lesquels sa ville natale, alliée à l'Autriche, était en guerre). = Annexe : F. BURCKHARDT. Bibliographie méthodique des travaux relatifs à l'histoire suisse parus en 1913 (1,582 numéros).

---



## CHRONIQUE.

---

**France.** — Nous apprenons la mort de M. Léon-Albert-Camille AUSSIÈRE, ancien élève de la Faculté des lettres de Paris. Après son succès à l'agrégation d'histoire, il avait été nommé professeur au lycée de Bastia. Il avait pris quelque temps avant la guerre un congé pour préparer sa thèse de doctorat sur le faubourg Saint-Antoine de Paris. Il voulait montrer comment l'industrie du meuble s'est établie en ce quartier et faire une histoire de cette industrie à Paris; il avait réuni un très grand nombre de documents et dressé les statistiques les plus intéressantes. Il partit au début de la guerre comme sergent au 94<sup>e</sup> d'infanterie et tomba glorieusement au champ d'honneur à Zillebecke, près d'Ypres (Belgique), le 14 décembre 1914, à l'âge de trente et un ans. Ses parents et ses amis n'ont eu la nouvelle officielle de sa mort qu'après de longs mois d'attente. C. PF.

— Les journaux du début de février 1916 annoncent la mort de M. Joseph FABRE. Né à Rodez le 10 décembre 1842, il se voua d'abord à la philosophie; nommé professeur au lycée de Caen, il fut révoqué en 1868 par l'Empire pour ses opinions libérales, comme un peu plus tard l'*ordre moral* lui enleva le poste de chargé de cours à la Faculté des lettres de Bordeaux. Ses premiers ouvrages furent des livres élémentaires de philosophie ou d'histoire de la philosophie à l'usage des classes. Nommé député de l'Aveyron en 1881, puis sénateur de 1894 à 1903, il publia une petite plaquette populaire sur Jeanne d'Arc (1882); séduit par l'héroïsme de Jeanne, il voulut connaître davantage les documents, traduisit en français d'abord le procès de condamnation, puis le procès de réhabilitation (1884-1888), d'après les textes publiés par Jules Quicherat; enfin il voulut porter sur la scène ce sujet et composa en 1890 son drame de Jeanne d'Arc, en cinq actes et un prologue. Il devint ainsi l'hagiographe de la Pucelle d'Orléans, écrivit sur elle diverses brochures de propagande, composa pour le journal *le Temps* le *Mois de Jeanne d'Arc*, le mois de mai qui, pour d'autres, est le mois de Marie. Il proposa à la Chambre des députés et au Sénat de célébrer chaque année une fête nationale en l'honneur de la bonne Lorraine. Il se prit aussi de passion pour la chanson de Roland dont il donna en 1901 une traduction « nouvelle et complète, rythmée conformément au texte roman ». Quand les caprices des collègues électoraux l'eurent rendu en 1903 à la vie privée, il publia chez Alcan quatre volumes qui se font pendant : *la Pensée antique (de Moïse à Marc-Aurèle)*, 1902; *la Pensée chrétienne (des Évangiles à l'Imitation de Jésus)*, 1905; *la Pensée moderne (de Luther à Leibniz)*, 1908;

les *Pères de la Révolution* (de Bayle à Condorcet), 1910, volumes naturellement un peu superficiels, mais où l'auteur montre la droiture de son âme et son enthousiasme pour toutes les belles causes. Il traduisit en français *l'Imitation*, édita cent poésies, tirées de la paraphrase faite de *l'Imitation* par Pierre Corneille. Quelque temps avant la guerre, il publia à part le chapitre consacré à Jean-Jacques Rousseau dans les *Pères de la Révolution*. M. Joseph Fabre s'est éteint à Cannes à l'âge de soixante-quatorze ans. C. Pr.

— M. Adrien KRÉBS, un des directeurs de la revue des revues à la *Revue de philologie*, est mort le 13 janvier 1916 dans sa soixante-septième année. Suisse d'origine, il était Français de cœur. Professeur pendant plus de trente ans à l'École alsacienne, il fut un éducateur émérite. Il remplit ses fonctions avec une si scrupuleuse conscience qu'il ne se réserva pas le temps d'achever ses thèses pour le doctorat ès lettres. Quelques articles qu'il a donnés au *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* : *Choregia*, *Empeloroï*, *Epeunaktai*, *Epibatai*, *Epistoleus*, *Nomographoi*, *Nomophylakes*, *Taxiarchoi*, montrent ce qu'il aurait fait s'il avait pu se donner tout entier à ses chères études sur les antiquités grecques. Ch. B.

— M. Maurice PROU, membre de l'Institut, a été nommé directeur de l'École des chartes, en remplacement de M. Paul MEYER, admis à la retraite.

— M. André Michel, conservateur aux Musées nationaux, et M<sup>me</sup> André Michel, M<sup>me</sup> veuve Ormond, M<sup>me</sup> veuve Robert André-Michel, voulant perpétuer la mémoire de M. Robert André-Michel, leur fils, petit-gendre et mari, ancien élève de l'École des chartes et ancien membre de l'École française de Rome, tombé au champ d'honneur le 13 octobre 1914, à qui ses ouvrages avaient assuré une place éminente parmi nos meilleurs historiens et en qui les lettres et l'érudition françaises mettaient des espérances plus grandes encore, viennent de fonder à l'École des chartes une bourse annuelle de voyage destinée à permettre à un élève sortant d'étudier les monuments de nos provinces et de faire des recherches dans les archives, bibliothèques et musées des départements et même de l'étranger. Cette bourse, dite *bourse Robert André-Michel*, destinée à encourager et à favoriser les recherches aussi bien historiques qu'archéologiques, est de 900 francs. Elle sera décernée annuellement par le Conseil de perfectionnement siégeant avec les professeurs et chargés de cours.

— Une circulaire ministérielle, rédigée par le Comité des travaux historiques et scientifiques, annonce une enquête sur les biens communaux. La section des sciences économiques et sociales du Comité a pensé que les sociétés savantes de Paris et des départements, les professeurs dans les Facultés de droit et les Facultés des lettres de nos Universités, tous les érudits enfin devaient unir leurs efforts pour mener à bien cette enquête. En conséquence, il a établi un plan

d'études pour la partie historique et pour la partie économique. Nous le reproduisons ici. Le Comité attire particulièrement l'attention des travailleurs sur les points suivants : d'abord pour l'enquête historique : 1° Origine des communaux. — Les *communia* des premiers siècles du moyen âge. Texte des actes, chartes de coutumes ou autres documents qui mentionnent des biens communaux. Les communaux, dans un endroit déterminé, tirent-ils leur origine de droits anciens de la communauté, d'un usage immémorial, de concessions de seigneurs ? Dans ce dernier cas, étudier ces concessions ; en tout cas, retracer l'histoire des démêlés des communautés avec les seigneurs ; des sentences et des transactions qui les ont terminés ; des procédés, tels que le cantonnement, employés pour donner satisfaction aux deux parties. — Application, dans ces controverses, de la règle : nulle terre sans seigneur ; conflits des communautés avec les hauts-justiciers à propos des terres vaines et vagues. En ce qui touche l'étude des origines, on s'attachera surtout, en évitant des généralisations hâtives, à obtenir des résultats concrets, solidement établis pour une commune ou une région. On préparera ainsi, par des recherches méthodiques, la solution de la question si vivement débattue de l'origine des communaux.

2° Gestion et exploitation des communaux. — Détermination des personnes qui ont droit à en jouir. — Détermination et réglementation des modes de jouissance. — Actes de disposition. — Étudier, à ce point de vue, l'action des communautés rurales et, en particulier, le fonctionnement de leurs assemblées : comment se prennent les décisions, à la majorité, à l'unanimité ? — Assujettissement des bois communaux au régime forestier.

3° Étudier l'application aux communaux des diverses ordonnances royales. Cette étude sera faite d'après les documents fournis par les archives départementales, par les archives communales et aussi d'après les correspondances administratives déjà publiées.

On s'efforcera d'en dégager : a) les effets des ordonnances royales destinées à assurer la conservation des communaux. Révocation des aliénations ; reprise des biens usurpés ; aliénations qui ont eu lieu malgré les ordonnances ; action de la tutelle administrative en cette matière ; b) les effets du droit de triage et autres droits reconnus ou laissés aux seigneurs ; c) les effets des mesures prises par l'administration royale, pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans diverses régions, pour encourager et multiplier les partages de jouissance et même les partages de pleine propriété. — Accueil fait à ces mesures ; résultats qu'elles ont produits. — Délibérations des Assemblées provinciales sous Louis XVI ; cahiers des communautés à la veille des États-Généraux.

4° Dresser une statistique des communaux sous l'ancien régime dans une région déterminée.

5° Étudier l'application des lois de la période révolutionnaire.

Pour l'enquête économique : 1° Origine des biens communaux : immémoriale, féodale, attribution aux communes par la loi du 10 juin

1793, résultant d'actes d'acquisition à titre gratuit ou onéreux, ou d'actes récongnitifs, judiciaires ou synallagmatiques. — Indiquer ces actes avec leur date et leurs clauses essentielles.

2° Les biens sont-ils la propriété des habitants de la commune entière, d'une ou plusieurs sections, ou de communes co-propriétaires? — A quelles dates et par quels actes y a-t-il eu division ou réunion? Création de communes nouvelles ou réunion de communes?

3° Étendue des biens en mesures métriques. — Nature des biens : terres arables, genre de culture; terrains non cultivés destinés à la dépaissance des animaux; prairies naturelles et artificielles. — Bois et forêts. — Estimation de la valeur actuelle des biens.

4° Mode de jouissance. Jouissance promiscue ou allotissements. Affouage; mode d'affouage : par tête, par feu ou mixte. — Allotissement. Dispositions spéciales à certaines parties du territoire : Trois-Évêchés (édit de juin 1769). Bourgogne (janvier 1774). Flandre (1777). Artois (arrêt du Conseil de février 1779). Syndicats de vallées dans les régions pyrénéennes. — La jouissance est-elle gratuite ou donne-t-elle lieu aux cotisations en argent prévues par la loi du 5 avril 1884 (art. 133, n° 2)? — Quelle est la quotité de ces cotisations : au total ou par lot?

5° Partages. — Les biens ont-ils fait l'objet de partages? A quelles dates? Avec quelles autorisations? — Le partage a-t-il été total ou partiel? Gratuit ou onéreux? Par tête, ou par feu, ou mixte? — Quotité et valeur des biens partagés. — Biens restant livrés à la jouissance commune. — Appréciation sur la valeur économique des partages. — Augmentation du produit de l'impôt résultant des partages effectués. — L'augmentation éventuelle de la richesse publique a-t-elle été compensée par une diminution de ressources pour la population pauvre? — Faut-il favoriser les partages ou s'y opposer dans la mesure où la législation actuelle le permet, la jurisprudence actuelle du Conseil d'État admettant pour les conseils municipaux le droit de décider le partage à titre onéreux?

**Allemagne.** — On annonce la mort (5 octobre 1915) de l'archéologue allemand Wolfgang HELBIG. Il était né à Dresde le 2 février 1839. Après son mariage avec une princesse russe, il alla habiter Rome comme secrétaire de l'Institut prussien (plus tard allemand) d'archéologie. Ses travaux, et ils sont nombreux, portent tous sur l'archéologie grecque et romaine : *Wandgemälde der vom Vesuv geschüttelten Städte Campaniens* (1868); *Untersuchungen über die Campanische Wandmalerei* (1873); *Osservazioni sopra il commercio dell' ambra* (1877); *Sopra la primitiva civiltà italica* (1879); *Italiher in der Po-Ebene* (1879); *Sopra la provenienza degli Etruschi* (1884). Son *Führer durch die öffentlichen Sammlungen der klassischen Alterthümer in Rom* (1887) a eu les honneurs d'une troisième édition (1912) et d'une traduction française par J. Toutain (1893); de même son livre : *Das homerische Epos*, a été traduit en français par Fl. Trawinski sous le titre : *L'Épopée homé-*

rique expliquée par les monuments (1894). Membre associé de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, il publia dans les *Mémoires* de cette Académie plusieurs études : *Sur la question mycénienne* (t. XXXV, 1896); *Les  $\tau\rho\alpha\tau\epsilon\varsigma$  athéniens* (t. XXXVII, 1905); *Sur les attributs des Saliens* (t. XXXVI, 1905). Membre de l'Académie des sciences de Bavière, il donna également des études dans les *Abhandlungen der philos.-philologischen Klasse* de cette Académie : *Zur Geschichte des römischen Equitatus* (t. XXIII, 1905); *Ueber die Einführungszeit der geschlossenen Phalanx* (t. XLI, 1911). Il fut encore membre de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg, de l'Accademia dei Lincei, etc.

— On nous communique un numéro de la *Neue Zürcher Zeitung* (19 décembre 1915) qui contient d'utiles renseignements sur les journaux de guerre publiés par les Allemands dans les territoires étrangers qu'ils occupent à l'est et à l'ouest; il y est surtout question de deux journaux qui paraissent en France. Le premier est la *Liller Kriegszeitung*, qui s'est installée dans les meubles de l'*Echo du Nord*, à Lille, et dont le rédacteur en chef est un certain Paul Oskar Hoecker, auteur fort à la mode, dit-on, de romans pour demoiselles, actuellement capitaine de landwehr, et qui a conté, non sans verve, ses premières impressions de campagne (*An der Spitze meiner Kompanie*. Berlin, Allstein, 1914). Sous cette direction, la feuille lilloise a trouvé un succès croissant auprès des civils comme des militaires; elle tire à 80,000. Le second journal est la *Gazette des Ardennes*, dont les articles ont été, ainsi que ceux de la *Liller Kriegszeitung*, réunis en volume (*Un an de journalisme en pays occupé. Recueil d'articles parus dans la Gazette des Ardennes. 1<sup>er</sup> novembre 1914-31 octobre 1915*); elle tire actuellement à plus de 100,000, et l'on a vendu plus de 40,000 exemplaires des numéros illustrés. On nous vante la scrupuleuse honnêteté avec laquelle cette *Gazette* est rédigée; il est très vrai que les listes des soldats français tués, blessés ou prisonniers qu'elle contient sont consultées avec le plus vif intérêt; peut-être le soin que les Allemands apportent à la rédaction de ces listes s'explique-t-il par d'autres raisons que le souci de l'exactitude professionnelle; mais passons! L'angoisse dans laquelle le gouvernement allemand laisse volontairement plongées tant de familles françaises qui, depuis un an de guerre et plus, n'ont pu obtenir le moindre renseignement sur leurs enfants disparus dans la zone des armées est une cruauté que la *Gazette des Ardennes* épargne à beaucoup de nos compatriotes. Elle s'est en outre imposé la tâche plus épineuse de réfuter les accusations et, dit-elle, les calomnies de la presse parisienne sur la conduite des armées allemandes dans les régions occupées par elles. Dans un de ses articles, on a entrepris de prouver l'inanité des « atrocités allemandes » en invoquant le témoignage de Gabriel Monod. Dans ses *Souvenirs sur la campagne de 1870-1871*, Monod n'a-t-il pas dit qu'il a trouvé auprès des ambulances allemandes « plus que des égards, presque des sentiments de fraternité » ?



N'a-t-il pas écrit : « Le respect des Allemands pour les femmes est le trait le plus remarquable de cette campagne, car c'est là une qualité nationale et une des sources de la force germanique » ? Et l'on veut forcer le lecteur à tirer cette conclusion qu'en 1914-1915 les soldats allemands n'ont jamais violé les lois de la guerre ni les préceptes de la morale chrétienne ! En vain, les faits sont-ils là, nombreux autant qu'effrayants ; en vain des enquêtes conduites avec le souci le plus scrupuleux de la vérité par les gouvernements français, anglais et belge ont-elles attesté et décrit dans toute leur horreur les crimes allemands, on refuse d'en admettre l'existence, sous prétexte que quarante-quatre ans auparavant on a constaté chez les Allemands une conduite moins inhumaine !

Admirons en outre l'art perfide avec lequel le rédacteur de la *Gazette des Ardennes* manie le témoignage de G. Monod : les citations faites par lui sont exactes ; on les trouvera dans *Allemands et Français* (édit. de 1872, p. 69 et 86) ; mais il a volontairement ignoré vingt autres passages où Monod a témoigné de la brutalité des soldats, de la bassesse d'âme de certains officiers. M. John Viénot en a signalé bon nombre dans un article de la *Revue chrétienne* (1915, p. 393-400) où il flétrit comme il convient l'ignominie du procédé. On me permettra de revenir sur cet attristant sujet (cf. *Revue histor.*, t. CXX, p. 237) et de rappeler à mon tour quelques passages de la brochure de Monod, non d'après l'édition française, que j'ai cependant sous les yeux, mais d'après un choix qui en a été publié en Allemagne (chez Velhagen et Klasing, à Bielefeld et Leipzig, n° 176 de la collection « Prosateurs français », 1907 ; 2<sup>e</sup> édit., 1912<sup>1</sup>) : à Raucourt, le 30 août 1870, arrivent les Bavares : « J'avais vu tout à l'heure la bête humaine stupéfiée par la peur ; je la voyais maintenant enragée par le combat. Les uns s'occupaient de voler les chevaux et les bestiaux, d'autres dévalisaient les armoires, saccageaient les boutiques... » (p. 12). « A Civry..., à Fontenoy, à Châteaudun, nous nous trouvons non plus en présence de faits de guerre, mais en présence du système terroriste de l'invasion prussienne dans toute sa sauvagerie... » (p. 28). « Malheur à qui tombait entre les mains des Poméraniens, des Polonais, des Silésiens, des Prussiens orientaux, des Bavares. J'ai vu ces derniers à l'œuvre dans les Ardennes, à Raucourt ; beaucoup d'entre eux sont doux et bons, mais ils sont souvent ignorants, grossiers et pillards ; ils brisaient tout avec une sorte de plaisir stupide » (p. 31). Quant aux officiers, « combien n'y en a-t-il pas qui se désolent par des brutalités indignes d'hommes cultivés... ! Je ne parle pas seulement de l'ivrognerie [qui est toujours regardée avec indulgence en Allemagne, mots supprimés dans l'édition allemande], ni de la fureur au jeu, qui existe chez eux au même degré que chez nos marins, mais de vol... Parfois ils volaient en grand ; d'autres fois ils

1. L'édition de 1907 a été faite à l'insu de l'auteur, qui a aussitôt protesté et demandé que l'ouvrage ne fût pas réimprimé. Néanmoins, une seconde édition, celle de 1912, a paru peu après la mort de Gabriel Monod.

descendaient jusqu'à commettre de petits vols, honteux et vils » (p. 39). Qu'enfin le rédacteur de la *Gazette des Ardennes* ouvre *Allemands et Français*, non plus dans l'édition allemande qui a omis un passage particulièrement significatif, mais l'édition française (p. 88-96), et il y verra dénoncées avec force les causes profondes de ces excès : « C'est malheureusement la partie la plus éclairée de la nation qui s'est montrée la plus indigne du rang élevé qu'elle occupe dans la civilisation européenne. Ce sont les hommes politiques et les savants des universités qui ont excité les haines nationales en représentant cette guerre, non seulement comme la revanche d'Iéna, mais comme la juste compensation des innombrables invasions des Français en Allemagne. Ils ont bien soin de ne pas dire que, quand nous faisons la guerre à des Allemands, c'était presque toujours comme alliés d'autres Allemands... Ils se sont moqués, non sans raison, de nos théories sur la guerre civilisatrice, la guerre révolutionnaire, et ils enflent le peuple allemand du même orgueil qui nous a perdus, en lui faisant croire que sa mission est de répandre dans le monde la civilisation et la morale germaniques... » (p. 89). « Puisque les Allemands se prétendent supérieurs en intelligence comme en moralité, ne devaient-ils pas tenir à honneur d'inaugurer une ère nouvelle dans les guerres et la politique européenne? Au lieu de cela, ils se prévalent de nos crimes pour excuser les leurs... » (p. 91). « Les seules protestations qui se soient élevées contre cette corruption de l'esprit allemand, contre cet enivrement, cette démoralisation produite par la victoire, venaient des membres du parti démocratique avancé, de ceux à qui on lance comme des injures les noms de socialistes et de matérialistes, et qui seuls en réalité ont eu le sentiment de la justice et de l'idéal. Ce sont, au contraire, les hommes religieux, les membres de l'Alliance évangélique à Berlin, et aussi les aumôniers militaires (*Feldprediger*) qui manifestaient au plus haut degré et excitaient par leurs paroles les passions mesquines et injustes que font naître l'abus et le culte de la force » (p. 92).

Soyons convaincus que rien de ces pages si élevées, si patriotiques, n'a passé dans la *Gazette des Ardennes*. Il est vrai que ses rédacteurs sont aussi des combattants et qu'à la guerre tous les arguments doivent leur paraître bons, même les calomnies, comme tous les engins de destruction doivent leur paraître légitimes, même ceux que condamne le droit des gens. La *Neue Zürcher Zeitung*, heureusement, n'est pas lue par les seuls Allemands que peut-être ne choqueraient pas ces procédés d'une polémique déloyale; elle s'adresse aussi à des Suisses, façonnés par la pratique plusieurs fois séculaire de la liberté politique et du libre examen. Ils se joindront à nous pour protester contre l'hypocrite argumentation employée par le rédacteur de la *Gazette des Ardennes*. — La *Neue Zürcher Zeitung* a bien voulu en effet insérer dans son numéro du 3 février une analyse de la présente note.

Ch. B.

**Amérique.** — Un Congrès américain de bibliographie et d'histoire

aura lieu en 1916 à Buenos Aires et à Tucuman pour célébrer le centième anniversaire de l'indépendance de la République argentine.

— Il vient de se fonder à Washington un *Journal of the Negro history*; le prospectus le définit « périodique officiel d'un grand nombre de blancs et de personnes de couleur qui ont organisé une Association pour l'étude de la vie et de l'histoire des nègres, à l'effet de sauver et de publier les souvenirs des hommes de couleur dans les deux hémisphères ». Le président de l'Association est M. Geo C. HALL (Chicago) et le directeur du journal M. Carter G. WOODSON (Washington).

**Grande-Bretagne.** — Un très ancien bibliothécaire du British Museum, N. E. S. A. HAMILTON, vient de mourir à Champéry, en Suisse. Il avait atteint un âge très avancé. Il publia dans la collection du maître des rôles la chronique de Guillaume de Malmesbury, *De Gestis pontificum Anglorum libri quinque* (1870), et pour la Royal Society of literature l'*Inquisitio comitatus Cantabrigiensis* (1876), document très précieux pour l'étude du Domesday book et dont l'édition recommande M. Hamilton à la reconnaissance des historiens.

— Sir John RHYS, professeur de langue celtique à l'Université d'Oxford, est mort subitement le 17 décembre 1915 à l'âge de soixante-quinze ans. Nous lui consacrerons une notice détaillée dans une prochaine livraison.

— Sir John KNOX LAUGHTON vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il était né à Liverpool le 23 avril 1830. Après avoir servi dans la marine et pris part aux campagnes de Crimée et de Chine, il fut professeur de mathématiques et de science navale au collège naval de Portsmouth (1866-1873). Il publia d'abord les *Letters and despatches of Lord Nelson* (1886), des *Studies in naval history* (1887), les *Memoirs relating to the lord Torrington* (publiés en 1889 pour la Camden Society). Puis, quand fut fondée la Société des archives de la Marine, il en fut nommé secrétaire, fonctions qu'il remplit avec un zèle admirable pendant près de vingt années (1893-1912); sous les auspices de cette Société, il publia le très important recueil de *Papers relating to the defeat of the spanish Armada* (1895), le *Journal of rear-admiral Bartholomew James, 1752-1828* (1896), le tome I du *Naval Miscellany* (1902), les trois volumes des *Barham papers* (1907-1908). Pour la R. Commission on historical manuscripts, il fit l'inventaire des manuscrits historiques de Lady Du Cane, qui intéressent en beaucoup de points l'histoire de France au XVIII<sup>e</sup> siècle (1905). Il éditait en outre les *Recollections of commander James Anthony Gardner* (1906) et, pour le grand public, il écrivait des livres estimés sur les plus célèbres amiraux anglais de Howard à Nelson, des articles dans l'*Edinburgh Review*, dans le *Dictionary of national biography*, etc.

Ch. B.

**Portugal.** — Le 5 décembre 1914, lors de la première séance tenue  
REV. HISTOR. CXXI, 2<sup>e</sup> FASC.

à Lisbonne en la nouvelle année scolaire par la Société des sciences médicales, son président, M. Ricardo JORGE, a prononcé un discours d'ouverture où il montrait le rôle du médecin dans la guerre, où il accusait aussi les Allemands d'avoir provoqué la lutte actuelle par leur immense orgueil et leur mégalomanie, véritables signes morbides pour le spécialiste, où il opposait enfin à l'outrecuidance des 93 intellectuels allemands dans leur appel aux nations civilisées les paroles de Virchow, déclarant en 1871 qu'il fallait distinguer entre la politique exclusivement nationale et la science universellement humaine : « La politique », écrivait le savant allemand, « sépare les nations; la science les unit, et malheur à ceux qui rompent ce lien ! » Ce discours, paru dans la *Medicina contemporeana*, fut vivement critiqué en Allemagne par C. Mense, dans sa revue, *Archiv für Schiffs- und Tropen-Hygiene*. A cette critique, M. R. Jorge a répondu de bonne encre en portugais et en français (*A margem duma revista alemã. En marge d'une revue allemande*, Lisbonne, 1915, in-4°, 19 p.), et la Société des sciences médicales de Lisbonne a décidé de republier le discours du 5 décembre 1914, avec une traduction en français (*A guerra e o pensamento medico. La guerre et la pensée médicale*, Lisbonne, 1915, in-4°, 62 p.).

C. PF.

## ERRATUM.

Page 186, lignes 37 et 38, nous parlons, d'après le *Temps* (10 décembre 1914), des déclamations proferées par le pasteur Fritz Philippi à Berlin et par le pasteur Lœbel à Leipzig. La *Semaine littéraire* de Genève (5 février 1916) nous apprend que le sermon de M. Fritz Philippi a été prononcé non à Berlin, mais sur le front; il a paru intégralement dans la *Christliche Welt* de Marbourg (n° 32); la *Semaine littéraire* en traduit les principaux passages. Quant au pasteur Lœbel de Leipzig, son nom a été estropié; il s'appelle Lœber et est pasteur à Fremdiswalde; il est l'auteur d'une homélie intitulée *le Christianisme et la guerre*, écrite sur le même ton que le sermon de Fr. Philippi. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (24 décembre 1915) avait nié l'existence du sermon parce qu'on s'était trompé sur le lieu où il a été prononcé, et celle de l'homélie parce qu'on s'était trompé sur le nom de l'auteur. Alors même qu'il faudrait mettre hors de cause M. Lœber, il suffirait, pour être édifié sur la mentalité de certains pasteurs courtisans, de lire les extraits de sermons de guerre (près de 800) qui ont été recueillis par M. F. KOEHLER, pasteur à Berlin, sous le titre : *Der Weltkrieg im Urteil der deutsch-protestantischen Kriegspredigt* (Tubingue, Paul Siebeck).

Page 227, ligne 12. La thèse de doctorat que préparait Louis Boutry portait sur l'Ardenne et non sur l'Argonne, comme il a été imprimé par erreur.

# INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

## HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Doumergue (Emile)*. Le droit et la force, d'après les manuels des états-majors allemands et français, 185.  
*Finot (Jean)*. Civilisés contre Allemands, 382.  
*Force (la)* brutale et la force morale, 389.  
*Fournier (Paul)*. Un groupe de recueils canoniques italiens des x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles, 371.  
*Gierke (Otto von)*. Krieg und Kultur, 394.  
*Kipp (Theodor)*. Von der Macht des Rechts, 395.  
*Raveneau (Louis)*. Bibliographie géographique annuelle, 428.  
*Seeberg (Reinhold)*. Krieg und Kulturfortschritt, 396.  
*Stern (Alfred)*. Reden, Vorträge und Abhandlungen, 376.

## HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Aegyptische Urkunden aus den k. Museen zu Berlin, 132.  
*Bauer (G.)*. Die Heidelberger Epitome, 150.  
*Bethe (Erich)*. Homer; Dichtung und Sage, 141.  
*Blinkenberg (Chr.)*. La chronique du temple lindien, 119, 142.  
*Boudreaux (P.)*. Voir *Cagnat (R.)*.  
*Bourguet (Émile)*. Inscriptions de Delphes, de l'entrée du sanctuaire au trésor d'Athènes, 113.  
— Monuments et inscriptions de Delphes. Questions de chronologie, 152.  
*Breccia (Evaristo)*. Catalogue général des antiquités égyptiennes du musée d'Alexandrie, 125.  
*Buckler (W. H.)* et *Robinson (D. M.)*. Greek inscriptions from Sardes, 124.  
*Cagnat (R.)*, *Toutain (J.)*, *Boudreaux (P.)* et *Lafaye (G.)*. Inscriptions graecae ad res romanas pertinentes, 127.  
*Christ (Wilhelm von)*. Geschichte der griechischen Literatur, 6<sup>e</sup> édit., par *Schmid (Wilhelm)*, 141.  
*Cotin (G.)*. Inscriptions du trésor d'Athènes à Delphes, 113.

- Collitz (H.)* et *Hoffmann (O.)*. Sammlung der griechischen Dialekt-Inschriften, 127.  
*Comparetti (D.)*. Papiri Florentini, 135.  
*Cumont (Franz)*. Studia Pontica, 124.  
— Musées royaux du Cinquenaire. Catalogue des sculptures et inscriptions antiques, 125.  
*David (Emmanuel)*. Ἀνέκδοτα ἐπιγραφαὶ Δελφῶν, 120.  
*Defourny (M.)*. Aristote. Théorie économique et politique sociale, 147.  
*Dikaiomata*. Auszüge aus Alexandrinischen Gesetzen und Verordnungen in einem Papyrus der Universität Halle, 133.  
*Eller (Anton)*. Ein Athenisches Gesetz über die Eleusinische Aparchè, 110.  
*Endres (Heinrich)*. Die offiziellen Grundlagen der Alexanderüberlieferung, und das Werk des Ptolemäus, 149.  
*Ferguson (W. Scott)*. The delian gymnasiarche, 154.  
*Fischer (Friedericus)*. Thucydidis reliquiae in papyris et membranis aegyptiacis servatae, 145.  
*Fritze (Hans von)*. Die antike Münzen Mysiens, 138.  
— et *Gaebler (Hugo)*. Nomisma, 139.  
*Gaebler (Hugo)*. Voir *Fritze (Hans von)*.  
*Gemoll (G.)*. Voir *Xénophon*.  
*Ginzel (F. K.)*. Handbuch der mathematischen und technischen Chronologie, 151.  
*Hatzfeld (Jean)*. Inscriptions de Thessalie, 153.  
*Heisenberg (A.)* et *Wenger (L.)*. Byzantinische Papyri, 132.  
*Hill (George Francis)*. Catalogue of the greek coins of Palestine, 139.  
*Birzel (Rudolf)*. Plutarch, 150.  
*Hoffmann (O.)*. Voir *Collitz (H.)*.  
*Homolle (Théophile)*. Fouilles de Delphes, 113.  
*How (W. W.)* et *Wells (J.)*. A commentary on Herodotus, 144.  
*Hunt (Arthur S.)*. The Oxyrynchus Papyri. Part VIII, 130.  
— Catalogue of the greek Papyri, in the John Rylands library Manchester, 131.



- Inscriptiones graecae, II et III, ed. minor. Voir *Kirchner (Johannes)*.  
 Inscriptiones graecae, t. V, 112.  
 Inscriptiones graecae, t. XI, 116.  
*Johnson (Allan C.)*. The creation of the tribu Ptolemais at Athens, 152.  
*Jouquet (Pierre)*. Papyrus de Théadelphie, 134.  
*Judeich (W.)*. Theopomps Hellenika, 146.  
*Kalbfleisch (Carolus)*. Papyri Iandanae, 132.  
*Kalinka (Ernst)*. Die pseudoxenophonische Ἀθηναίων Πολιτεία, 144.  
*Keil (Joseph) et Premerstein (Anton von)*. Bericht über eine zweite Reise in Lydien, 1908, 123.  
*Kern (Otto)*. Inscriptiones graecae, 128.  
*Kinkel (J.)*. Die sozialökonomischen Grundlagen des Staats- und Wirtschaftslebens von Aristoteles, 147.  
*Kirchner (Johannes)*. Inscriptiones graecae, t. II et III, edit. minor, 109.  
*Kolbe (Gualtherus)*. Inscriptiones Laconiae, Messeniae, Arcadiae, 112.  
*Kornemann (Ernst) et Meyer (Paul M.)*. Griechische Papyri im Museum des oberhessischen Geschichtsvereins zu Giessen, 131.  
*Lafaye (G.)*. Voir *Cagnat (J.)*.  
*Lagercranz (Otto)*. Papyrus graecus Holmiensis, 136.  
*Larsfeld (Wilhelm)*. Griechische Epigraphik, 129.  
*Laudien (Arthur)*. Griechische Inschriften als Illustrationen zu den Schulschriftstellern, 129.  
 — Griechische Papyri aus Oxyrhynchus für den Schulgebrauch ausgewählt, 137.  
*Lesquier (J.)*. Papyrus de Magdôla, 134.  
*Lietzmann (Joh.)*. Tabulae in usum scholarum, 128.  
 — Kleine Texte für Vorlesungen und Übungen, 128.  
*Masqueray (Paul)*. Bibliographie pratique de la littérature grecque, 141.  
*Mélanges Holleaux*, 117.  
*Mess (A. von)*. Aristoteles Ἀθηναίων Πολιτεία, und die politische Schriftsteller Athens, 146.  
*Meyer (Paul M.)*. Griechische Papyrusurkunde der Hamburger Stadtbibliothek, 131.  
 — Voir *Kornemann (Ernst)*.  
*Michel (Charles)*. Recueil d'inscriptions grecques. Supplément, 128.  
*Mittels (Ludwig) et Wilcken (Ulrich)*. Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde, 137.  
*Pareti (L.)*. Cratippo e le « Elleniche » di Oxyrhynchus, 145.  
*Pareti (L.)*. Note sul calendario spartano, 152.  
*Peter (Hermann)*. Wahrheit und Kunst, Geschichte und Plagiat im klassischen Altertum, 141.  
*Picard (Ch.)*. Voir *Plassart (A.)*.  
*Plassart (A.)*. Fouilles de Délos. Inscriptions du gymnase, 117, 153.  
 — et *Picard (Ch.)*. Inscriptions d'Éolide et d'Ionie, 120.  
*Pomtow (H.)*. Die delphische Archontentafel im III. Jahrh., 153.  
*Poralla (Paul)*. Prosopographie der Lakedaemonier bis auf die Zeit Alexanders des Grossen, 151.  
*Preisigke (Friedrich)*. Berichtigungsliste der griechischen Papyrusurkunden aus Ägypten, 137.  
 — Griechische Papyri der k. Universitäts- und Landesbibliothek zu Strassburg, 131.  
 — Griechische Urkunden des ägyptischen Museums zu Kairo, 133.  
 — Sammelbuch griechischer Urkunden aus Ägypten, 137.  
*Premerstein (Anton von)*. Voir *Keil (Joseph)*.  
 Publications of the Princeton University archaeological expedition to Syria, 1904-1905 and 1909, 124.  
*Robinson (D. M.)*. Voir *Buckler (W. H.)*.  
*Rostrup (Egill)*. Oxyrhynchus Papyri III, 379, 446.  
*Roussel (Pierre)*. Note additionnelle sur la liste des gymnasiarques, 153.  
*Roos (A. G.)*. Studia Arriana, 149.  
*Rühl (Fr.)*. Voir *Xénophon*.  
*Sandys (John Edwin)*. Aristotle's Constitution of Athens, 146.  
*Schmid (Wilhelm)*. Voir *Christ (Wilhelm von)*.  
*Toutain (J.)*. Voir *Cagnat (R.)*.  
*Wenger (L.)*. Voir *Heisenberg (A.)*.  
*Vitelli (G.)*. Documenti e teste letterarii dell'età romana e bizantina, 135.  
 — Papiri greci e latini, 136.  
*Walker (E. M.)*. The Hellenica Oxyrhynchia, its authorship and authority, 146.  
*Wells (J.)*. Voir *How (W. W.)*.  
*Wenger (L.)*. Voir *Heisenberg (A.)*.  
*Wilcken (Ulrich)*. Voir *Mittels (Ludwig)*.  
*Wilhelm (Adolf)*. Urkunden des korinthischen Bundes der Hellenen, 126.  
 — Neue Beiträge zur griechischen Inschriftenkunde, 127.  
*Wilkowski (Stan.)*. Epistulae privatae graecae quae in papyrus aetatis Lagidarum servantur, 137.

*Xénophon*. Institutio Cyri, édit. G. Gemoll, 145.  
— Scripta minora, édit. Fr. Rühl, 145.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Albin (P.)*. Tous les journaux du front, 402.  
*Allemagne (l') et les Alliés devant la conscience chrétienne*, 387.  
*Andler (Charles)*. Les origines du pangermanisme, 1800-1888, 183.  
*Archer (William)*. The thirteen days. July 23-August 4, 1914, 380.  
*Baldwin (J. M.)*. La France et la guerre. Opinions d'un Américain, 403.  
*Bauer (Wilhelm)*. Der Krieg und die öffentliche Meinung, 392.  
*Baumgarten (Otto)*. Der Krieg und die Bergpredigt, 398.  
*Bermejo de la Rica (Antonio)*. Sur quoi le Kaiser ne comptait pas, 385.  
*Bertholet (Alfred)*. Religion und Krieg, 393.  
*Beschiessung (die) der Kathedrale von Reims*, 391.  
*Brandt (Alots)*. Byron im Kampf mit der englischen Politik, und die englische Kriesslyrik, 397.  
*Brückner (Alex.)*. Der Weltkrieg und die Slawen, 398.  
*Bulletin officiel du ministère de la Guerre*. Recueil des documents insérés au « Bulletin officiel », 187.  
*Dampierre (Jacques de)*. L'Allemagne et le droit des gens, 400.  
*Dauzet (Pierre)*. Guerre de 1914. De Liège à la Marne, 384.  
*Deissmann (Adolf)*. Der Krieg und die Religion, 395.  
*Delannoy (Paul)*. L'Université de Louvain, 162.  
*Delitzsch (Friedrich)*. Psalmworte für die Gegenwart, 396.  
*Denis (E.)*. La Grande Serbie, 163.  
*Dupré (Henri et Jeanne)*. Voir Watkins (Owen Spencer), 402.  
*Eisfeldt (Otto)*. Krieg und Bibel, 392.  
*Fleury-Lamure*. Charleroi. Notes et impressions, 402.  
*Foulon (abbé E.)*. Arras sous les obus, 401.  
*Grandmougin (Ch.)*. Vengeons nos morts, 386.  
*Guerre (la) et le catholicisme*, 386.  
*Guirand (Félix)*. Guerre de 1914-1915. Les livres diplomatiques des nations belligérentes analysés et commentés, 379.  
*Harnack (Adolf von)*. Was wir schon gewonnen haben, und was wir noch gewinnen müssen, 394.  
*Hervier (Paul-Louis)*. Kaiseriana, 414.  
*Herkner (Heinrich)*. Krieg und Volkswirtschaft, 397.  
*Hintze (O.)*, *Meinecke (Fr.)*, *Oncken (H.)* et *Schumacher (H.)*. Deutschland und der Weltkrieg, 168.  
*Hottzsch (Otto)*. Der deutsche Kampf im Osten, 397.  
*J'accuse! Aus den Aufzeichnungen eines feldgrauen Akademikers*, 392.  
*Kahl (Wilhelm)*. Vom Recht zum Krieg und vom Siegespreis, 395.  
— Pessimismus und Optimismus im Kriege, 396.  
*Kähler (F.)*. Der Weltkrieg im Lichte der deutsch-protestantischen Kriegspredigt, 393, 466.  
*Köhler (Joseph)*. Der heilige Krieg, 397.  
*Marten (Wilhelm)*. Deutsche Barbaren und englische Kultur-Dokumente, 391.  
*Meinecke (Fr.)*. Voir *Hintze (O.)*.  
*Oncken (H.)*. Voir *Hintze (O.)*.  
*Onnaud (B.)*. Les fourberies de l'Allemagne, 382.  
*O'Regan (J. R. H.)*. The german war of 1914, illustrated by documents of european history, 1815-1915, 381.  
*Penck (Albrecht)*. Was wir im Kriege gewonnen und was wir verloren haben, 398.  
*Réponse à l'Appel allemand aux Chrétiens évangéliques de l'étranger*, 187.  
*Rignano (Eugenio)*. Les facteurs de la guerre et le problème de la paix, 186.  
*Rathe (Gustav)*. Wir Deutschen und der Krieg, 393.  
*Schumacher (A.)*. Voir *Hintze (O.)*.  
*Sering (Max)*. Die Ursachen und die weltgeschichtliche Bedeutung des Krieges, 395.  
*Snouck-Hurgronje (Dr C.)*. The holy war « made in Germany », 182.  
*Stammler (Rudolf)*. Die Gerechtigkeit in der Geschichte, 398.  
*Tablettes chronologiques de la guerre*, 403.  
*Tilius (D. Arthur)*. Unser Krieg, 393.  
*Violations (les) des lois de la guerre par l'Allemagne*, t. I, 188.  
*Wampach (Gaspard)*. Le grand-duché de Luxembourg et l'invasion allemande, 401.  
*Watkins (Owen Spencer)*. Avec les Français en France et en Flandre; trad. par Henri et Jeanne Dupré, 402.  
*Welschinger (Henri)*. La Belgique héroïque, 385.  
*Wilamowitz-Möllendorff (Ulrich von)*. Reden aus der Kriegszeit, 390.  
— In den zweiten Kriegswinter, 390.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Blondel (Georges)*. Ce qu'il faut penser des Allemands, 412.
- La situation de l'Allemagne. Déceptions et difficultés, 412.
  - L'école allemande et sa responsabilité, 412.
  - Les banques allemandes et le commerce d'exportation, 412.
- Chuquet (Arthur)*. De Frédéric II à Guillaume II, 412.
- Delbrück (Hans)*. Ueber der kriegsrischen Charakter des deutschen Volkes, 394.
- Lamprecht (Karl)*. Deutscher Aufstieg, 105.
- Laessan (J.-L. de)*. Introduction à la guerre de 1870. Les empires germaniques et la politique de la force, 383.
- Lasson (Adolf)*. Deutsche Art und deutsche Bildung, 394.
- Lesage (Charles)*. Les câbles sous-marins allemands, 414.
- Liszt (Franz von)*. Von der Niebelungentreue, 395.
- Lützmann (Berthold)*. Ernst von Wildenbruch und der nationale Gedanke, 396.
- Pasquier (Félix)*. Théories pangermanistes au XVIII<sup>e</sup> siècle, 415.
- Riehl (Altois)*. 1813. Fichte-1914, 395.
- Schmid (Alfred)*. Deutschtum und die bildende Kunst, 399.

## HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

- Bauty (Ed.)*. En Alsace reconquise. Impressions du front, 1915, 187.
- Communes (les)* de l'Alsace-Lorraine. Répertoire alphabétique, 410.
- Coubé (Stephen)*. Alsace-Lorraine et France rhénane, 386.
- Séailles (Gabriel)*. L'Alsace-Lorraine. Histoire d'une annexion, 411.
- Wetterlé (abbé)*. La jeune génération en Alsace-Lorraine, 385.

## HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

- Chervin (A.)*. L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées, 416.

## HISTOIRE DE CHINE.

- Clements (Paul H.)*. The Boxer rebellion; a political and diplomatic review, 374.

## HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

- Bolton (Herbert F.)*. Father Kino's lost history, 417.
- The founding of mission Rosario, 417.
  - Spanish mission records at San Antonio, 417.
  - The native tribes about the East Texas missions, 417.
  - The Jumano Indians in Texas, 1650-1771, 417.
  - The spanish occupation of Texas, 1549-1690, 417.
  - Spanish activities on the lower Trinity river, 1746-1771, 417.
  - New light on Manuel Lisa and the spanish fur trade, 417.
  - The founding of the missions on the San Gabriel river, 1745-1749, 417.
  - Expedition to San Francisco Bay in 1770, 417.
  - The location of La Salle's colony on the Gulf of Mexico, 417.
  - Guide to the materials for the history of the United states in the principal archives of Mexico, 418.
- Carnegie endowment for international peace. Year book for 1915, 417.
- Crockett (T.) et Wallis (B. C.)*. North America during the eighteenth century, 189.
- Eekhof (A.)*. De hervormde Kerk in Noord Amerika, 1624-1664, 359.
- Leonhard (Rudolf)*. Amerika während des Weltkrieges, 396.

## HISTOIRE DE FRANCE.

- Alexandre de Roche du Teilloy (1837-1915). In memoriam, 410.
- Anglade (Joseph)*. Voir *Vidal (Peire)*.
- Audoin (Edouard)*. Essai sur l'armée royale au temps de Philippe-Auguste, 339.
- Bémont (Charles)*. Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII<sup>e</sup> s., 334.
- Benàerts (Louis)*. Les commissaires extraordinaires de Napoléon I<sup>er</sup> à 1814, 408.
- Bernard (Maurice)*. La municipalité de Brest, de 1750 à 1790, 372.
- Brancour (René)*. La Marseillaise et le chant du départ, 410.
- Caspar (Erich)*. Pippin und die römische Kirche, 337.
- Charles (abbé R.)*. Voir *Menjot d'Elbenne*.
- Choussy (J. E.)*. Jeanne d'Arc. Fausse lettre; vraie mission, 404.
- Denis (abbé L.-J.)*. Chartes de Saint-Julien de Tours, 1002-1300, fasc. 2, 324.

- Depoin (J.)*. Monuments de l'histoire du Pinserais et du Mantais. Abbécourt-en-Pinerais. Recueil de chartes et documents, fasc. 1, 329.
- Voir *Dutilleul (A.)*.
- Dubreuil-Chambardel (D<sup>r</sup> Louis)*. Études sur la médecine en France du x<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> siècle, 344.
- Dussert (A.)*. Les États du Dauphiné aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, 365.
- Dutilleul (A.)* et *Depoin (J.)*. Cartulaire de l'abbaye de Maubuisson, 328.
- Einhard*. Life of Charlemagne, édit. H. W. Garrod et R. B. Mowat, 316.
- Espinas (Georges)*. La vie urbaine de Douai au moyen âge, 155.
- Farault (Alphonse)*. Répertoire des dessins archéologiques légués par A. Bonnault à la bibliothèque municipale de Niort, 409.
- Finsé de Bussy (A. de)*. La fin d'une race. Raoul de Coucy-Vervins, seigneur de Poilcourt, 405.
- Garaud (Marcel)*. L'abbaye de Sainte-Croix de Talmont en Bas-Poitou; étude d'histoire économique et sur le droit du Poitou au moyen âge, 342.
- Garrod (H. W.)*. Voir *Einhard*.
- Guillaume de Jumièges*. Gesta Normannorum ducum, édit. par Jean Marx, 317.
- Hecquet de Rauville (Hervé-C.-G. de)*. La maison du Hecquet et les seigneuries de Hauteville et de Rauville, 406.
- Kohler (Charles)*. Voir *Philippe de Novare*.
- Lanzac de Laborie (L. de)*. La colonne Vendôme, 410.
- Lasteyrie (Robert de) et Vidier (Alexandre)*. Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, t. VI, 183.
- Lauer (Philippe)*. Recueil des actes de Louis IV, roi de France, 936-954, 321.
- Lomier*. Quelques notes complémentaires sur les marins de la garde, 1803-1815, 408.
- Longnon (Auguste)*. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, tome III, 330.
- Maire (P.)*. Pont-à-Mousson et ses environs, 409.
- Marcel Raymond (1849-1914)*, 183.
- Marx (Jean)*. Voir *Guillaume de Jumièges*.
- Menjot d'Elbenne (vicomte) et Charles (abbé R.)*. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans. Premier cartulaire, 572-1188, 325.
- Moreau-Nélaton (Étienne)*. Soissons avant la guerre, 410.
- Mowat (R. B.)*. Voir *Einhard*.
- Pérel (abbé Auguste)*. Lettres inédites intéressant l'histoire du diocèse de Troyes, 407.
- Philipon (E.)*. Les parlers de la comté de Bourgogne aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles, 361.
- Philippe de Novare*. Mémoires (1218-1243), publ. par Ch. Kohler, 321.
- Prou (Maurice)*. Un diplôme faux de Charles le Chauve pour l'abbaye de Montier-en-Der, 404.
- et *Vidier (Alexandre)*. Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, 323.
- Régné (Jean)*. La contrebande en Vivarais au xviii<sup>e</sup> siècle, 408.
- Voir *Rouchier (J.)*.
- Robert (Gaston)*. Les fiefs de Saint-Remi de Reims aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> s., 330.
- Rouchier (chanoine J.)*. Histoire du Vivarais, t. I, publ. par Jean Régné, 340.
- Schéfer (Gaston)*. Un sacre royal dans la cathédrale de Reims: le sacre de Louis XV, 410.
- Vidal (Peire)*. Poésies, publ. par Joseph Anglade, 320.
- Vidier (Alexandre)*. Voir *Lasteyrie (Robert de) et Prou (Maurice)*.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

- Chadwyck-Healey (Sir Charles E. H.)*. Notes on the divorce and remarriage of Sir John Stawell, 420.
- Dibdin (Sir Lewis)*. Notes on the « Reformatio legum ecclesiasticarum », 420.
- Harmer (F. E.)*. Select english historical documents of the ninth and tenth centuries, 189.
- Hassall (Arthur)*. Life of the viscount Bolingbroke, 190.
- Haverfield (F.)*. The romanization of roman Britain, 379.
- Perkins (Jocelyn)*. The most honourable order of the Bath, 421.
- Singer (Charles)*. The cures of the diseased in foraine attempts of the English nation, 190.
- Waller (A. R.)*. Voir *Ward (Sir A. W.)*.
- Ward (Sir A. W.) et Waller (A. R.)*. The Cambridge history of english literature. Vol. X-XII, 418.

## HISTOIRE D'ITALIE.

- Diehl (Charles)*. Une république patricienne. Venise, 159.
- Ferrari (Giannino)*. Osservazioni sulla trasmissione diplomatica del co-

- dice Teodosiano e sulla Interpretatio visigotica, 423.
- Malaguzzi-Valeri (Francesco)*. La Corte di Lodovico il Moro; t. II: Bramante e Leonardo da Vinci, 370.
- Piot (Stéphane)*. Gabriel d'Annunzio et la politique nationale en Italie, 191.
- Segré (Arturo)*. Perché l'Italia fa la guerra all' Austria, 423.
- HISTOIRE DES PAYS-BAS.
- Bakhuisen van den Brink (R. C.)*. Studiën en schetzen over vaderlandsche geschiedenis en letteren, 346.
- Bijdragen en mededeelingen van het historisch genootschap, t. XXXVI, 423.
- Bijdraden voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde, 423.
- Blok (P. J.)*. Geschiedenis van het nederlandsche Volk, t. II et III, 345; t. IV, 360 n.
- Bredius*. Feest-Bundel D<sup>r</sup> Abraham Bredius aangeloden den 18 april 1915, 360.
- Brom (Gisbert)*. Archivalia in Italië, belangrijk voor de geschiedenis van Nederland, 347.
- Bussemaker (Th.)*. Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, 4<sup>e</sup> série, t. IV: 1759-1766, 354.
- Colenbrander (H. T.)*. Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland van 1795-1840, t. VII et VIII, 356.
- Gedenkschriften van Anton Reinhard Falck, 356.
- Historie en leven, 348.
- Inlijving en Opstand, 355.
- De Witt (Johan)*. Brieven, 4<sup>e</sup> partie: 1670-1672, publ. par N. Japikse, 352.
- Drossaers (S. W. A.)*. Diplomatieke Betrekkingen tusschen Spanje en de Republiek der Vereenigde Nederlanden, 1678-1684, 353.
- Fabius (A. N. J.)*. 'T herstelde Nederland; zijn opleven en bloei na 1813, 357.
- Geyl (D<sup>r</sup> P. C. A.)*. Cristofforo Suriano, resident van de Serenissime Republiek van Venetië in Den Haag, 1616-1623, 352.
- Gostlinga (A.)*. Slingelandt's Efforts towards European peace, t. I, 354.
- Huybers (Th. F. M.)*. Don Juan van Oostenrijk, t. II, 351.
- Huygens (Constantin)*. Briefwisseling, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> parties, publ. par D<sup>r</sup> J. Worp, 352.
- Japikse (N.)*. Johan De Witt, 353.
- Resolutiën der Staten Generaal van 1576-1609, 1<sup>re</sup> partie, 350.
- Voir *De Witt (Johan)*.
- Kalshoven (D<sup>r</sup> A.)*. De Diplomatische Verhouding tusschen Engeland en de Republiek der Vereen-Nederlanden, 1747-1756, 354.
- Knuttel (D<sup>r</sup> P. C.)*. Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland, 4<sup>e</sup> partie: 1673-1686, 352.
- Koolemans-Buylens (G. J. W.)*. Historisch gedenckboek der herstelling van Neerlands onafhankelijkheid in 1813, t. IV, 355.
- L'Honoré Naber (S. P.)*. Reizen van Jan Huyghen van Linschoten naar het Noorden, 1594-1595, 359.
- Ligtenberg (C.)*. Willem Usselinx, 359.
- Looymans (Jos.)*. Het katholiek Nederland van 1813-1913, 358.
- Molhuysen (P. C.)*. Bronnen tot de geschiedenis der Leidsche Universiteit, t. I: 1574-1610, 360.
- Muller (S.)*. Schetzen uit de middel-eeuwen, 348.
- Naber (J. A. W.)*. Joan Melchior Kemper, 357.
- Posthumus (N. W.)*. Bronnen tot de geschiedenis der Leidsche Textielnijverheid, t. IV: 1611-1650, 358.
- Rouffaer (G. P.)* et *Yzerman (J. W.)*. De eerste schipvaart der Nederlanders naar Oost-Indië onder Cornelis de Houtman, 1595-1597, 359.
- Scharten-Antink (M. et M<sup>me</sup>)*. Julie Simon. De levensroman van R. C. Bakhuisen van den Brink, 346.
- Smit (H. J.)*. De opkomst van den handel van Amsterdam, 358.
- Van Veen (S. J.)*. Briefwisseling tusschen Margaretha van Parma en Charles de Brimeu, graaf van Megen, 349.
- Worp (D<sup>r</sup> J.)*. Voir *Huygens (Constantin)*.
- Yzerman (J. W.)*. Voir *Rouffaer (G. A.)*.
- Zeper (S. A. Waller)*. Jan van Hene-gouwen, heer van Beaumont, 348.
- Zijp (A.)*. De strijd tusschen de Staten van Gelderland en het Uof, 1543-1566, 349.
- HISTOIRE DES PAYS SCANDINAVES.
- Petterson (Otto)*. Climatic variations in historic and prehistoric time, 424.
- Speerschneder (C. J. H.)*. Isorholdene i danske Farvande i aarene 690-1860, 425.



## TABLE DES MATIÈRES.

### ARTICLES DE FOND.

	Pages
HOMO (Léon). Flamininus et la politique romaine en Grèce (198-194 av. J.-C.) (1 <sup>er</sup> article) . . . . .	241
MARION (Marcel). Le recouvrement des impôts en 1790. . . . .	1

### MÉLANGES ET DOCUMENTS.

GUILLAND (Antoine). Karl Lamprecht. . . . .	83
LUBIMENKO (Inna). Les relations diplomatiques de l'Angleterre avec la Russie au xvi <sup>e</sup> siècle . . . . .	48
MONOD (Gabriel). La Réforme catholique au xvi <sup>e</sup> siècle. . . . .	280

### BULLETIN HISTORIQUE.

<b>Histoire grecque</b> (1911-1914) (2 <sup>e</sup> article), par G. GLOTZ . . . . .	109
<b>Histoire de France.</b> Époques franque et des Capétiens directs, par Louis HALPHEN . . . . .	316
<b>Histoire des Pays-Bas</b> , par N. JAPIKSE . . . . .	345

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

BERNARD (Maurice). La municipalité de Brest de 1750 à 1790 ( <b>E. Jordan</b> ). . . . .	372
CLEMENTS (Paul H.). The Boxer rebellion ( <b>Maurice Cou- rant</b> ) . . . . .	374
DELANNOY (Paul). L'Université de Louvain ( <b>Chr. Pfister</b> ). . . . .	162
DENIS (Ernest). La Grande Serbie ( <b>L. Elsenmann</b> ). . . . .	164
DIEHL (Charles). Une république patricienne, Venise ( <b>Chr. Pfister</b> ) . . . . .	159
DUSSERT (A.). Les États du Dauphiné aux xiv <sup>e</sup> et xv <sup>e</sup> siècles ( <b>Ch. Petit-Dutaillis</b> ) . . . . .	365
ESPINAS (Georges). La vie urbaine de Douai au moyen âge ( <b>F. Lot</b> ) . . . . .	155
HINTZE (O.), MEINECKE (Fr.), ONCKEN (H.), SCHUMACHER (H.). Deutschland und der Weltkrieg ( <b>H. Van der Linden</b> ) . . . . .	168
MALAGUZZI-VALERI (Francesco). La Corte di Lodovico il Moro, t. II ( <b>J. Alazard</b> ) . . . . .	370
PHILIPON (E.). Les parlers de la comté de Bourgogne aux xiii <sup>e</sup> et xiv <sup>e</sup> siècles ( <b>Max Prinet</b> ) . . . . .	361

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1916.]

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

	Pages
Histoire générale (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . . .	182, 376
Histoire de l'Antiquité (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER). . . . .	379
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, L. EISENMANN, Lucien FEVRE, Chr. PFISTER). . . . .	185, 379
Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) . . . . .	183, 412
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER) . . . . .	410
Histoire d'Autriche-Hongrie (L. EISENMANN) . . . . .	416
Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT). . . . .	189, 417
Histoire de France (Ch. BÉMONT, O. BEUVE, Chr. PFISTER). . . . .	183, 404
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT). . . . .	189, 418
Histoire des Pays-Bas (N. JAPIKSE) . . . . .	423
Histoire des Pays scandinaves (J. STEENSTRUP) . . . . .	424
Histoire d'Italie (Chr. PFISTER) . . . . .	191, 423

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

## CANADA.

1. Bulletin of the departments of history and political  
science in Queen's University, Kingston. . . . . 443

## DANEMARK.

1. Aarbøger for nordisk Oldkyndighed . . . . . 445
2. Historisk tidsskrift . . . . . 445
3. Oversigt over videnskabernes selskabs Forhandlinger . . . . . 446
4. Videnskabernes Selskabs Skrifter . . . . . 446

## ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the) . . . . . 211, 446
2. Nation (the) . . . . . 213, 447

## FRANCE.

1. Académie des sciences morales et politiques . . . . . 208, 440
2. Anjou historique (l') . . . . . 208, 441
3. Annales de Bretagne . . . . . 210
4. Annales de géographie. . . . . 429
5. Annales du Midi. . . . . 441
6. Bibliothèque de l'École des chartes . . . . . 426
7. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français. . . . . 193
8. Bulletin hispanique. . . . . 193
9. Bulletin italien . . . . . 426

## TABLE DES MATIÈRES.

475

	Pages
10. Bulletin trimestriel de la Soc. d'archéol. de Touraine . . . . .	442
11. Correspondant (le) . . . . .	198, 433
12. Études. Revue fondée par des PP. de la C <sup>ie</sup> de Jésus . . . . .	199, 435
13. Feuilles d'histoire du XVII <sup>e</sup> au XX <sup>e</sup> siècle. . . . .	427
14. Grande Revue (la) . . . . .	200, 437
15. Journal des savants. . . . .	195, 430
16. Mercure de France . . . . .	201, 437
17. Polybiblion . . . . .	196, 430
18. Révolution française (la) . . . . .	427
19. Revue archéologique . . . . .	194, 429
20. Revue chrétienne . . . . .	202
21. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .	196, 431
22. Revue de l'Agenais . . . . .	442
23. Revue de l'Anjou . . . . .	210, 443
24. Revue de l'histoire des colonies françaises . . . . .	194
25. Revue de Paris (la) . . . . .	203, 438
26. Revue de Saintonge et d'Aunis. . . . .	443
27. Revue des Deux Mondes . . . . .	204, 437
28. Revue des études anciennes . . . . .	192
29. Revue des études historiques . . . . .	428
30. Revue des études napoléoniennes . . . . .	192
31. Revue des sciences politiques . . . . .	194, 428
32. Revue du mois . . . . .	206
33. Revue épigraphique. . . . .	129
34. Revue générale du droit . . . . .	195, 430
35. Revue historique de Bordeaux . . . . .	210
36. Revue politique et littéraire . . . . .	208, 439
37. Revue savoisienne (la) . . . . .	443

## GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenæum (the) . . . . .	215, 449
2. English historical Review (the). . . . .	216
3. Nineteenth century and after (the). . . . .	450
4. Proceedings of the British Academy . . . . .	452
5. Scottish historical Review (the). . . . .	454

## ROUMANIE.

1. Académie roumaine. Bulletin de la Section historique. . . . .	219
2. Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale . . . . .	221

## SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse . . . . .	225, 455
2. Indicateur d'histoire suisse . . . . .	456

## CHRONIQUE.

	Pages
<i>Allemagne</i> . . . . .	233, 461
<i>Amérique</i> . . . . .	464
<i>Belgique.</i> . . . . .	236
<i>Danemark</i> . . . . .	236
<i>France</i> . . . . .	217, 458
<i>Grande-Bretagne.</i> . . . . .	237, 465
<i>Pays-Bas</i> . . . . .	237
<i>Portugal.</i> . . . . .	465
<i>Suisse.</i> . . . . .	238
ERRATUM . . . . .	466
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	467

Le gérant : R. LISBONNE.

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

1

A

N